

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 25 FEVRIER 2016

TOME I

SOMMAIRE

TOME I

Convocation	p. 1
Ordre du jour	p. 2
Emargement	p. 6
Compte-rendu	p. 11
Délibérations et annexes	p. 20 à 179

TOME II

Délibérations et annexes	p. 180 à 389
--------------------------------	--------------

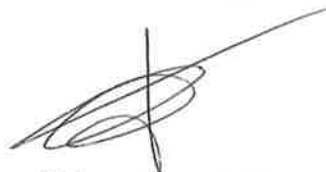
TOME III

Délibérations et annexes	p. 390 à 449
Synthèse des décisions	p. 450 à 452
Décisions et annexes	p. 453 à 573

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2016/0013/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 31 mars 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Clémentine PAPA

Directrice du Secrétariat Général



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **jeudi 25 février 2016 à 18 heures**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 25 février 2016
- Synthèses des affaires du 25 février 2016
- Procès-Verbal de la séance du 28 janvier 2016

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du jeudi 25 février 2016
18h00 – Salle du Conseil Municipal**

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Relations aux publics, commémorations

- 1 Parrainage de la Frégate Multi-Missions Languedoc de la Marine nationale - Adhésion à l'association des Villes Marseillaises

Finances

- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015
- 3 Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015
- 4 Débat d'Orientation Budgétaire 2016

Urbanisme, aménagement durable

- 5 Opération d'aménagement - Avenue François Delmas Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté Objectifs et modalités de la concertation et d'association du public
- 6 Quartier Consuls de Mer Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Moulins des Sept Cans - Petit Train » Convention relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre de la concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020"
- 7 Quartier de la Pompignane Lancement d'un projet de renouvellement urbain Objectifs et modalités d'association du public
- 8 Domaine de Lavalette Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 entre la Ville et "Montpellier SupAgro" et cession à Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

Culture

- 9 Théâtre Jean Vilar Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Demande de subvention à la D.R.A.C.
- 10 Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.). Remplacement d'un membre du jury de maîtrise d'œuvre
- 11 Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2016
- 12 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – Pavillon Populaire et Air France – Direction régionale Méditerranée
- 13 Comédie du Livre 2016 Rémunération des écrivains et prise en charge des frais d'accueil des différents intervenants
- 14 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 15 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à huit galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2016
- 16 Festival international du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France Désignation d'un représentant

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 17 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Education

- 18 Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires - écoles Miguel de Cervantès, Jean Mermoz et Jean Moulin
- 19 Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2015-2016.

Jeunesse et Sports

- 20 Carte Été Jeunes 2016 Attributions à titre gratuit
- 21 Convention de partenariat Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif Carte Été Jeunes (CEJ).
- 22 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).
- 23 Conseil Montpelliérain de la Jeunesse - organisation du Rallye de la Culture en lien avec le Marathon de Montpellier Méditerranée Métropole

- 24 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville
- 25 Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Affaires sociales

- 26 Adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

Commerce et artisanat, affaires économiques

- 27 Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2016 -
- 28 Convention tripartite Ateliers d'Art de France -Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 - Autorisation de signer

Administration de la collectivité et désignation de représentants

- 29 Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier
- 30 Mise en place de la commission éthique à la Ville de Montpellier- modification de la composition et de la durée du mandat des représentants
- 31 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration
- 32 Universités de Montpellier- Désignation de nouveaux représentants
- 33 Institut Confucius - Désignation d'un nouveau représentant à l'Assemblée Générale
- 34 Commission de la réforme du matériel et des véhicules Désignation d'un membre de la commission interne
- 35 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
- 36 Association MEDIA FORMA SUD Désignation d'un nouveau représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 37 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville
- 38 Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'administration
- 39 Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau

membre titulaire

Finances

- 40 Reports d'affectations de subventions votées en 2015
- 41 Attributions de subventions - Exercice 2016
- 42 Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et autorisation de lancement et de signature pour un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plateforme e-services mutualisée.
- 43 Hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla Mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap Autorisations préalables aux travaux et demandes de subventions
- 44 Bistrot et Théâtre de Grammont Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts
- 45 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
- 46 Domaine de Lavalette Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun
- 47 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Ressources humaines

- 48 Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg
- 49 Renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.
- 50 Modification du tableau des effectifs

EMARGEMENTS DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE PUBLIQUE DU 25 FEVRIER 2016

Fabien ABERT 	Lorraine ACQUIER 
Luc ALBERNHE 	Rémi ASSIE 
Sophia AYACHE 	Guy BARRAL 
Valérie BARTHAS-ORSAL 	Maud BODKIN 
Françoise BONNET 	Sabria BOUALLAGA 
Djamel BOUMAAZ 	Anne BRISSAUD 
Nancy CANAUD 	Gérard CASTRE 
Mylène CHARDES 	Robert COTTE 

<p>Christophe COUR</p> 	<p>Jean-Luc COUSQUER</p> 
<p>Perla DANAN</p> <p>P</p>	<p>Titina DASYLVA</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Véronique DEMON</p> <p>P</p>
<p>Jean-Marc DI RUGGIERO</p> 	<p>Jacques DOMERGUE</p> 
<p>Michèle DRAY-FITOUSSI</p> 	<p>Christian DUMONT</p> 
<p>Abdi EL KANDOUSSI</p> 	<p>Julie FRÈCHE</p> 
<p>Vincent HALUSKA</p> 	<p>Clare HART</p> 
<p>France JAMET</p> 	<p>Stéphanie JANNIN</p> 

<p>Sonia KERANGUEVEN</p> 	<p>Anne Louise KNAPNOUGEL</p> 
<p>Pascal KRZYZANSKI</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Alex LARUE</p> <p>P</p> 	<p>Max LEVITA</p> 
<p>Chantal LEVY-RAMEAU</p> 	<p>Nicole LIZA</p> 
<p>Audrey LLEDO</p> 	<p>Henri MAILLET</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Jérémie MALEK</p> 
<p>Chantal MARION</p> 	<p>Isabelle MARSALA</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Dominique MARTIN-PRIVAT</p> 

<p>Patricia MIRALLES</p> 	<p>Jean-Pierre MOURE</p> 
<p>Caroline NAVARRE</p> <p>P</p>	<p>Véronique PEREZ</p> 
<p>Thibault RASSAT</p> 	<p>Patrick RIVAS</p> 
<p>Brigitte ROUSSEL-GALIANA</p> 	<p>Cédric de SAINT-JOUAN</p> 
<p>Samira SALOMON</p> 	<p>Marie-Hélène SANTARELLI</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Sauveur TORTORICI</p> 
<p>Bernard TRAVIER</p> <p>P</p>	<p>Henri de VERBIZIER</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Annie YAGUE</p> 

Rabii YOUSSEUS

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Rabii', is written across the right side of the header box. The signature is stylized and extends slightly into the left column.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 25 février 2016
18h00 – Salle du Conseil municipal

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (28 janvier 2016)

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Relations aux publics, commémorations

- 1 Parrainage de la Frégate Multi-Missions Languedoc de la Marine nationale - Adhésion à l'association des Villes Marseillaises

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF sort de séance. Monsieur VIGNAL sort de séance et donne procuration à Monsieur MOURE.

Finances

- 2 Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015

Le Conseil municipal prend acte.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015

- 3 **Le Conseil municipal prend acte.**

Monsieur YOUSSEF entre en séance. Madame BONNET sort de séance et donne procuration à Monsieur DELAFOSSE.

- 4 Débat d'Orientation Budgétaire 2016

Le Conseil municipal prend acte.

Urbanisme, aménagement durable

- 5 Opération d'aménagement - Avenue François Delmas Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté Objectifs et modalités de la concertation et d'association du public

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 6 Quartier Consuls de Mer Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Moulins des Sept Cans - Petit Train » Convention relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre de la concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020"

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 7 Quartier de la Pompignane Lancement d'un projet de renouvellement urbain Objectifs et modalités d'association du public

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 8 Domaine de Lavalette Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 entre la Ville et "Montpellier SupAgro" et cession à Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Culture

- 9 Théâtre Jean Vilar Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Demande de subvention à la D.R.A.C.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame FRECHE sort de séance et donne procuration à Monsieur MARTIN.

- 10 Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.). Remplacement d'un membre du jury de maîtrise d'œuvre
A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 11 Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2016

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 12 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – Pavillon Populaire et Air France – Direction régionale Méditerranée

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 13 Comédie du Livre 2016 Rémunération des écrivains et prise en charge des frais d'accueil des différents intervenants

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 14 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 15 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à huit galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2016

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 16 Festival international du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France
Désignation d'un représentant
A été élue : Aurélie FILIPETTI.

Pour : 59

Contre : 2

Abstentions : 3

Adopté à la majorité.

Démocratie de proximité et Maisons pour Tous

- 17 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Pour : 62

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Education

- 18 Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires - écoles Miguel de Cervantès, Jean Mermoz et Jean Moulin

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à la majorité.

- 19 Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2015-2016.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Jeunesse et Sports

- 20 Carte Été Jeunes 2016 Attributions à titre gratuit

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 21 Convention de partenariat Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif Carte Eté Jeunes (CEJ).

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité

- 22 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité

- 23 Conseil Montpellicrain de la Jeunesse - organisation du Rallye de la Culture en lien avec le Marathon

de Montpellier Méditerranée Métropole

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Messieurs LANNELONGUE (avec la procuration de Monsieur LARUE) et DELAFOSSE (avec la procuration de Madame BONNET) sortent de séance.

- 24 Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 25 Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées
Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL sort de séance.

Affaires sociales

- 26 Adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

Pour : 57

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Commerce et artisanat, affaires économiques

- 27 Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des
Estivales 2016 -

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 28 Convention tripartite Ateliers d'Art de France -Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de
Montpellier relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 - Autorisation de signer

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MAJDOUL entre en séance.

Administration de la collectivité et désignation de représentants

- 29 Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 30 Mise en place de la commission éthique à la Ville de Montpellier- modification de la composition et de la durée du mandat des représentants

Ont été élus :

- **Bernard TRAVIER**
- **Patricia MIRALLES**
- **Abdi EL KANDOUSSI**
- **Gérard LANNELONGUE**
- **Clare HART**
- **Audrey LLEDO**

Pour : 60

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

- 31 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

Monsieur LANNELONGUE (avec la procuration de Monsieur LARUE) entre en séance.

- 32 Universités de Montpellier- Désignation de nouveaux représentants

Ont été élus :

- **UM3 (CA) : Guy BARRAL/ suppléant : Thibault RASSAT**
- **UM3 (CEVU): Chantal MARION / suppléante : Sonia KERANGUEVEN**
- **UM3 (UFR1): Chantal MARION / suppléante : Sonia KERANGUEVEN**
- **UM (UFR Droit): Nicole LIZA / suppléant : Thibault RASSAT**
- **UM (UFR Eco): Caroline NAVARRE / suppléant : Thibault RASSAT**

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 33 Institut Confucius - Désignation d'un nouveau représentant à l'Assemblée Générale

A été élue : Chantal MARION

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 34 Commission de la réforme du matériel et des véhicules Désignation d'un membre de la commission interne

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2

Adopté à l'unanimité.

- 35 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
A été élu : Robert COTTE
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 36 Association MEDIA FORMA SUD Désignation d'un nouveau représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élu : Thibault RASSAT
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 37 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole
Désignation d'un représentant de la Ville
Ont été élus : Brigitte ROUSSEL-GALIANA (titulaire) et Thibault RASSAT (suppléant)
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 38 Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'administration
A été élue : Nicole LIZA
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 39 Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre titulaire
A été élu(e) : Thibault RASSAT
Pour : 60
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Finances

- 40 Reports d'affectations de subventions votées en 2015
Pour : 60
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 41 Attributions de subventions - Exercice 2016
Pour : 60
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.

Monsieur DELAFOSSE (avec la procuration de Madame BONNET) entre en séance.

- 42 Convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier et autorisation de lancement et de signature pour un marché de développements, de maintenance et d'accompagnement sur les logiciels libres de la plateforme e-services mutualisée.
Pour : 62
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.
- 43 Hôtels de Varennes et Bachy-du-Cayla Mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap
Autorisations préalables aux travaux et demandes de subventions
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 44 Bistrot et Théâtre de Grammont Convention de réalisation de travaux et de répartition des coûts
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 45 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.
- 46 Domaine de Lavalette Convention d'exploitation et de maintenance des équipements d'intérêt commun
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 47 Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.

Ressources humaines

- 48 Convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg
Pour : 62
Contre :
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité.
- 49 Renouvellement des conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

Pour : 64
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

50 Modification du tableau des effectifs

Pour : 62
Contre : 2
Abstentions :
Adopté à la majorité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h10.

Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

**Direction des Relations aux
Publics**
Direction des Relations aux
Publics

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 43**

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LÉVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Parrainage de la Frégate Multi-Missions Languedoc de la Marine nationale Adhésion à l'association des Villes Marraines

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le parrainage de bâtiments de guerre est une tradition qui remonterait en France à l'époque de Charles VI. Les collectivités étaient invitées à verser leur contribution pour financer les navires de guerre : la Ville de Paris, le Marseillois, la Bretagne, le Bordelais... Cette pratique, guidée à l'époque par des considérations économiques, a permis de constituer la plupart des marines de guerre.

Si l'aspect financier a aujourd'hui disparu, le parrainage est un symbole fort qui unit la collectivité à son filleul. Il permet de créer du lien social entre la population et les personnels militaires et de susciter des opportunités d'échanges et de rencontres, notamment dans les domaines éducatif et culturel. Au delà, ce geste se veut également une reconnaissance de l'action des forces armées en matière de protection et d'assistance à la population à l'extérieur comme sur le territoire national. A ce jour, plus de 160 collectivités territoriales sont marraines d'une unité opérationnelle des forces armées.

Conformément à la procédure en la matière et en concertation avec l'association des Villes Marraines, Monsieur le Maire a adressé le 8 juillet 2015 une demande en ce sens auprès du Chef d'Etat-major de la Marine. Par courrier, ce dernier a donné un avis favorable à cette requête et proposé que la Ville de Montpellier parraine la FREMM (FREgate Multi-Missions) Languedoc.

La frégate Languedoc est le troisième navire de ce type de l'Armée française après l'Aquitaine et la Provence. Ce bâtiment d'une longueur de 142 mètres dispose d'une capacité d'accueil d'environ 145 marins et son équipage optimisé à la mer devrait en compter une centaine. Cette frégate dispose d'un arsenal polyvalent lui permettant de remplir les missions diverses qui lui sont assignées : lutte anti-navires, lutte anti-sous-marine, lutte anti-aérienne, soutien et appui aux opérations de projection.

La FREMM Languedoc est actuellement en chantier sur le site de DCNS, un des leaders mondiaux dans l'industrie navale de défense, à Lorient. La cérémonie de première levée des couleurs, moment fort de la

montée en puissance de la FREMM et de son équipage, a eu lieu le 11 septembre 2015. La première sortie en mer s'est effectuée le 7 octobre 2015 pour une livraison à la Marine nationale à Toulon le 16 mars 2016.

A l'occasion de cette livraison et dans la mesure où le Conseil municipal de la Ville de Montpellier accepte ce parrainage, pourra être organisée à Toulon une cérémonie officielle durant laquelle Monsieur le Maire de Montpellier et le Commandant de la FREMM Languedoc seront amenés à signer la charte de parrainage. Un certain nombre de dispositions pourront ensuite être prises pour entretenir le lien avec les marins de la frégate Languedoc, à l'occasion des célébrations patriotiques ou d'événements survenant au sein de la FREMM, en particulier lors des prises de commandement ou des départs en campagne.

Par ailleurs, des rapports privilégiés seront tissés entre l'équipage et les élèves de classes sélectionnées parmi les établissements scolaires de Montpellier, ce jumelage participant du travail d'apprentissage citoyen et de mémoire dévolu à l'Education nationale. Ces temps d'échanges réguliers pourront notamment s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'information.

De plus, avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie, les entrepreneurs montpelliérains et leurs potentiels clients locaux pourront participer aux réceptions à bord de la frégate lors des escales à l'étranger : les contacts noués dans le cadre prestigieux d'un bâtiment de la Marine nationale à quai sont toujours un atout pour le rayonnement international des entreprises françaises.

Parallèlement, le parrainage implique d'adhérer à l'association des Villes Marseillaises dont le montant annuel de cotisation est fixé à 3000 euros, étant précisé que le premier versement s'effectue l'année civile suivant celle de la cérémonie de parrainage.

La réglementation en vigueur prévoit que le parrainage doit être entériné par un vote unanime de l'assemblée délibérante. Cette disposition permet de préserver le principe essentiel de neutralité et de réserve des militaires dans leurs relations à l'institution. Le principe du vote à l'unanimité du Conseil municipal constitue également une garantie d'absence de critères politiques ou personnels, autant qu'un gage de solidité des liens et d'intérêt réel de la commune pour les activités des forces armées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- Donner son accord à l'unanimité pour concrétiser le parrainage par la Ville de Montpellier de la Frégate Multi-Mission Languedoc tel que proposé par le Chef d'Etat-major de la Marine nationale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à adresser la demande d'agrément de ce parrainage auprès de l'association des Villes Marseillaises, seule habilitée après validation par le Conseil municipal à la soumettre à l'autorité militaire visée ci-dessus ;
- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association des Villes Marseillaises et d'en imputer la cotisation au chapitre 920.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

I) Politique ressources humaines de la collectivité employeur en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Le rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité, tel que joint en annexe, porte sur les:

I) Conditions générales d'emploi :

- 1) Effectifs
- 2) Durée et organisation du travail
- 3) Comptes épargne temps
- 4) Carrières : positionnement et promotions

II) Rémunérations

- III) Formation
- IV) Conditions de travail
- V) Congés

Actions menées au sein de la collectivité afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Prise en charge des violences faites aux agents sur leur lieu de travail :
Elaboration et diffusion d'une procédure « protection fonctionnelle » adaptée aux éventuelles situations d'agression dont pourraient être victimes les femmes : alerte aux secours adéquats, information donnée au supérieur hiérarchique afin d'obtenir son soutien dans l'accomplissement des démarches, main courante ou dépôt de plainte au nom de l'agent ou de la commune, fiche d'incident de protection fonctionnelle visée par le supérieur hiérarchique, possibilité de demander un accompagnement auprès de la psychologue du travail, rappel du rôle d'information, de conseil et d'accompagnement du supérieur hiérarchique auprès des agents victimes ;
- Accès libre et confidentiel pour tout agent rencontrant des difficultés à une psychologue du travail interne à la collectivité, pouvant également contribuer à accompagner une alerte en cas d'apparition d'une situation de harcèlement ;
- Remplacement des agents en congé maternité pour éviter un surcroît de travail à la reprise du poste et favoriser l'accès à l'emploi pour les jeunes femmes ;
- Dispositifs d'organisation du temps de travail visant à une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle : Formules d'aménagement du temps de travail sur 5 jours, sans RTT, ou 4,5 jours, avec RTT, et modalités d'aménagement de temps partiel souples et individualisées ;
- Flexibilité des temps de travail grâce à des plages variables (hors services nécessitant des plages de travail déterminées par les besoins de leur activité et du service rendu) pour permettre une souplesse d'aménagement du temps de travail, contribuant également à la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle ;
- Campagne de formation « maîtrise des savoirs de base », qui contribue à développer l'offre de formation pour les femmes les moins qualifiées ;
- Projet « qualité de vie au travail » avec diffusion d'un questionnaire à l'ensemble des agents : l'analyse sexuée des réponses réalisée permettra de dégager certaines problématiques éventuelles et pistes d'action en conséquence, et pourra être creusée par le biais de groupes de travail.

Plan d'actions visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Mettre en œuvre un groupe de travail de femmes responsables de service, directrices adjointes et directrices sur la base du volontariat, animé par une/des référentes volontaires, chargé de réfléchir notamment à la problématique du « plafond de verre » et d'animer en interne le débat sur l'égalité professionnelle ;
- Renforcer les possibilités d'aménagement du temps de travail : les plages variables, déjà en vigueur, vont être étendues en repoussant le matin le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après midi la fin de la plage fixe de 17h à 16h30. Cette mesure sera mise en œuvre en 2016 ;
- Renforcer la garantie d'absence de discrimination au recrutement ;

- Etablir et mettre à disposition des jurys une liste des questions discriminantes à proscrire en entretien, afin de contribuer à garantir l'égalité à l'embauche
- Entreprendre la féminisation systématique des intitulés des fiches de postes et des intitulés de postes à pourvoir dans le cadre des diffusions internes et externes (ex : Directrice / Directeur de ...)
- Remplacer dans les vacances de postes la notion de « (grande) disponibilité » par celle de « travail possible soir et week-end » afin de réduire un éventuel frein aux candidatures de femmes face à la notion générique de « disponibilité »

- Entreprendre des actions de sensibilisation interne:

- Intégrer aux formations de management et aux formations des évaluateurs à l'entretien professionnel une sensibilisation à la problématique d'égalité femmes – hommes, notamment concernant l'accompagnement des femmes dans leurs perspectives d'évolution professionnelle afin de dépasser les freins éventuels tels que l'auto - censure
- Diffuser à l'ensemble des directeurs et responsables de service des éléments d'information et de communication relatifs à l'égalité femmes – hommes et aux actions qui peuvent être menées dans ce cadre
- Réaliser une plaquette interne destinée à sensibiliser les agents à la mixité des métiers, en présentant les portraits et témoignages de femmes et d'hommes évoluant dans des métiers considérés comme typiquement « féminins » ou « masculins », afin d'atténuer les préjugés de genre liés à certains métiers en luttant contre le stéréotypes et d'en renforcer l'attractivité.

II) Politiques

de
hommes :

	Montant enveloppe
2015	36 600 €
2016	43 000 €

menées sur le territoire en faveur
l'égalité entre les femmes et les

Soutien au milieu associatif

La Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le domaine en leur attribuant des subventions de fonctionnement et pour la mise en place de projets. Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier et d'exercer leurs droits. Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toutes formes de discrimination.

Evolution de l'enveloppe des subventions sur la thématique droits des femmes

La journée internationale des droits de la femme

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier organise, en partenariat avec des associations, une manifestation dans le cadre de la Journée des droits des femmes.

A compter de 2012, il a été retenu que cette journée serait organisée chaque année **autour d'une thématique spécifique** en lien avec l'actualité. Les thèmes qui ont déjà été développés sont :

- 2012 : Les violences faites aux femmes.
- 2013 : Egalité professionnelle Femmes /Hommes,
- 2014 : Femmes et politique,
- 2015 : Paroles de femmes, quelle éducation pour une égalité réelle entre filles et garçons ?

En 2016, le thème retenu est l'égalité professionnelle, il sera développé autour d'une conférence-exposition proposée et animée par l'Institut de Promotion de l'Egalité Professionnelle. L'exposition « L'égalité professionnelle en tout genre » se décline en 3 axes :

- Travail et emploi des femmes : état des lieux
- Cadre juridique et institutionnel de l'Egalité professionnelle
- Mise en œuvre de l'égalité professionnelle : outils et bonnes pratiques.

Le choix d'une thématique permet de développer en amont un travail partenarial avec l'ensemble des services de la Ville qui souhaitent s'associer à cette démarche. En outre, de manière complémentaire, cette action de la collectivité se double le plus souvent d'interventions associatives en lien avec la thématique choisie.

La lutte contre la violence faite aux femmes

Dans ce domaine particulier, Montpellier a toujours eu une action forte, grâce notamment à la création au début des années 1980 du centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre géré par le CCAS assure 3 missions principales :

- hébergement et réinsertion de femmes victimes de violences,
- accueil de jour,
- gestion d'une plateforme téléphonique : SOS femmes victimes de violences.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en 2015, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016

VILLE DE MONTPELLIER

RAPPORT ANNUEL 2015

SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE
ENTRE
LES FEMMES ET LES HOMMES

SOMMAIRE :

I) Politique de ressources humaines :

A) Rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité:

- I) Conditions générales d'emploi :
 - 1) Effectifs
 - 2) Durée et organisation du travail
 - 3) Comptes épargne temps
 - 4) Carrières
- II) Rémunérations
- III) Formation
- IV) Conditions de travail
- V) Congés

B) Actions menées et orientations :

- a) Actions menées au sein de la collectivité afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- b) Plan d'actions visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

II) Politiques menées par la commune sur son territoire :

I) Politique de ressources humaines :

A) Rapport de situation comparée de
l'égalité professionnelle au sein de
la collectivité
2015

Sommaire :

I. CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI :

1. Effectifs
2. Durée et organisation du travail
3. Comptes épargne-temps
4. Carrières :
 - Positionnement et Promotions
 - Retraite

II. REMUNERATIONS

III. FORMATION

IV. CONDITIONS DE TRAVAIL

V. CONGES

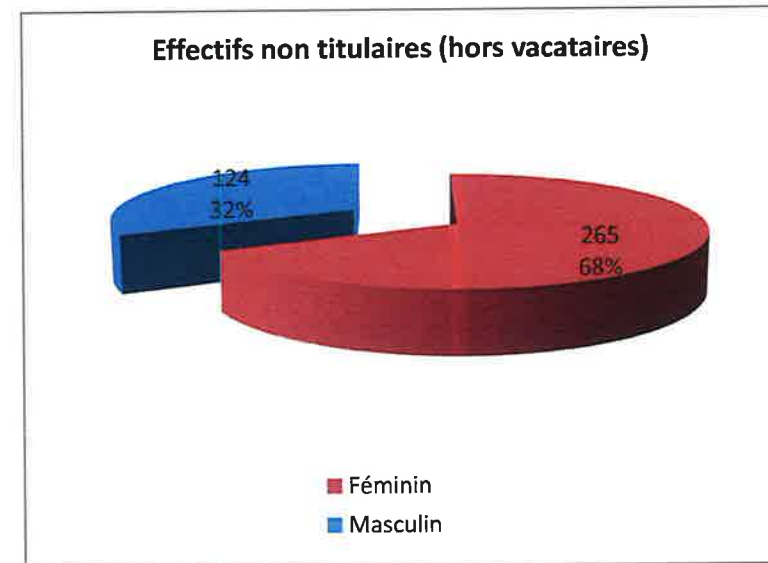
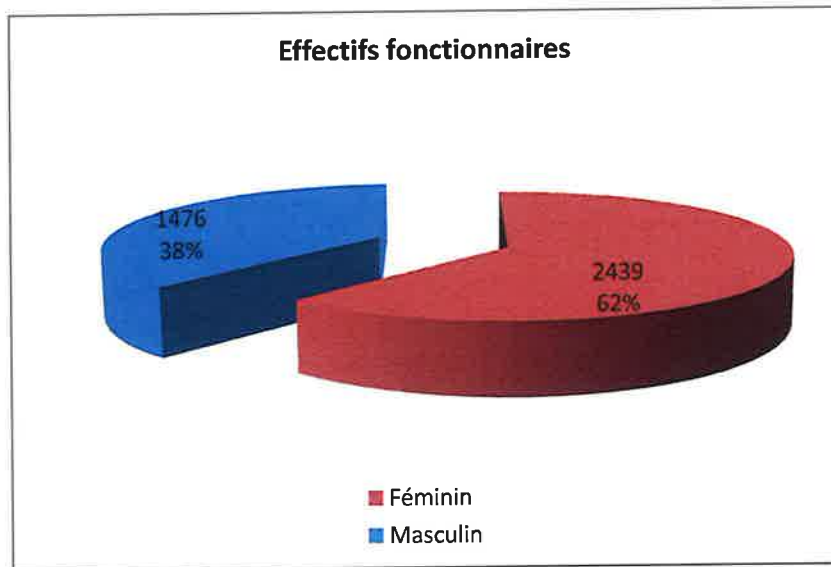
I - CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

1. Effectifs

Population étudiée : Titulaires, stagiaires et non titulaires mensualisés hors agents sans catégorie (ex : emploi d'avenir...)

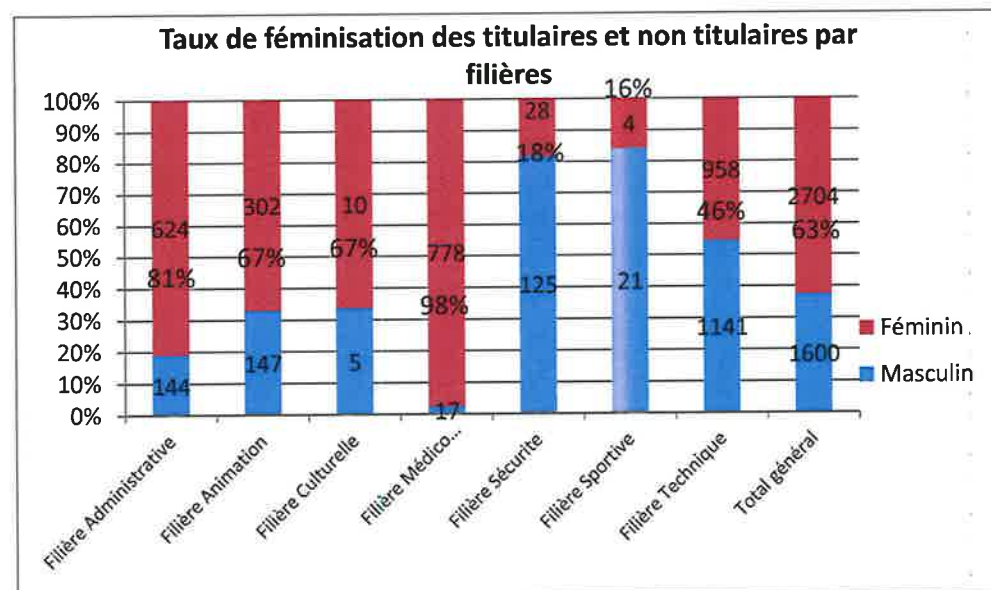
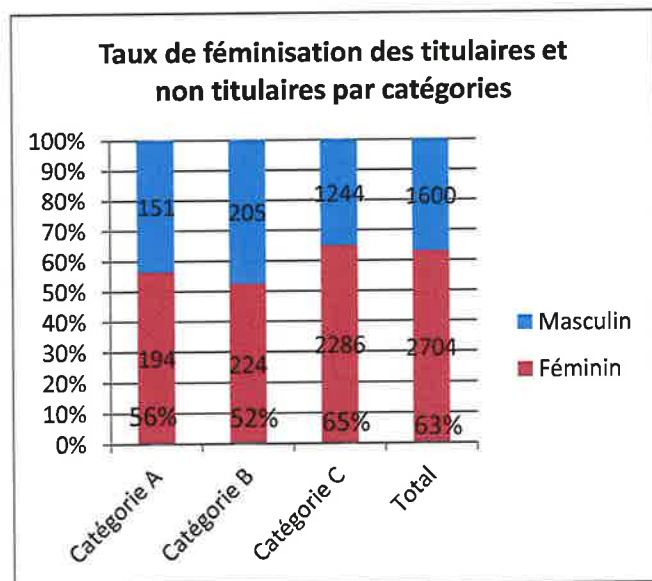


Les effectifs de la collectivité



Les effectifs féminins représentent un peu moins de 2/3 de la population totale de la collectivité, avec une proportion légèrement plus faible de femmes parmi les fonctionnaires par rapport aux agents non titulaires.

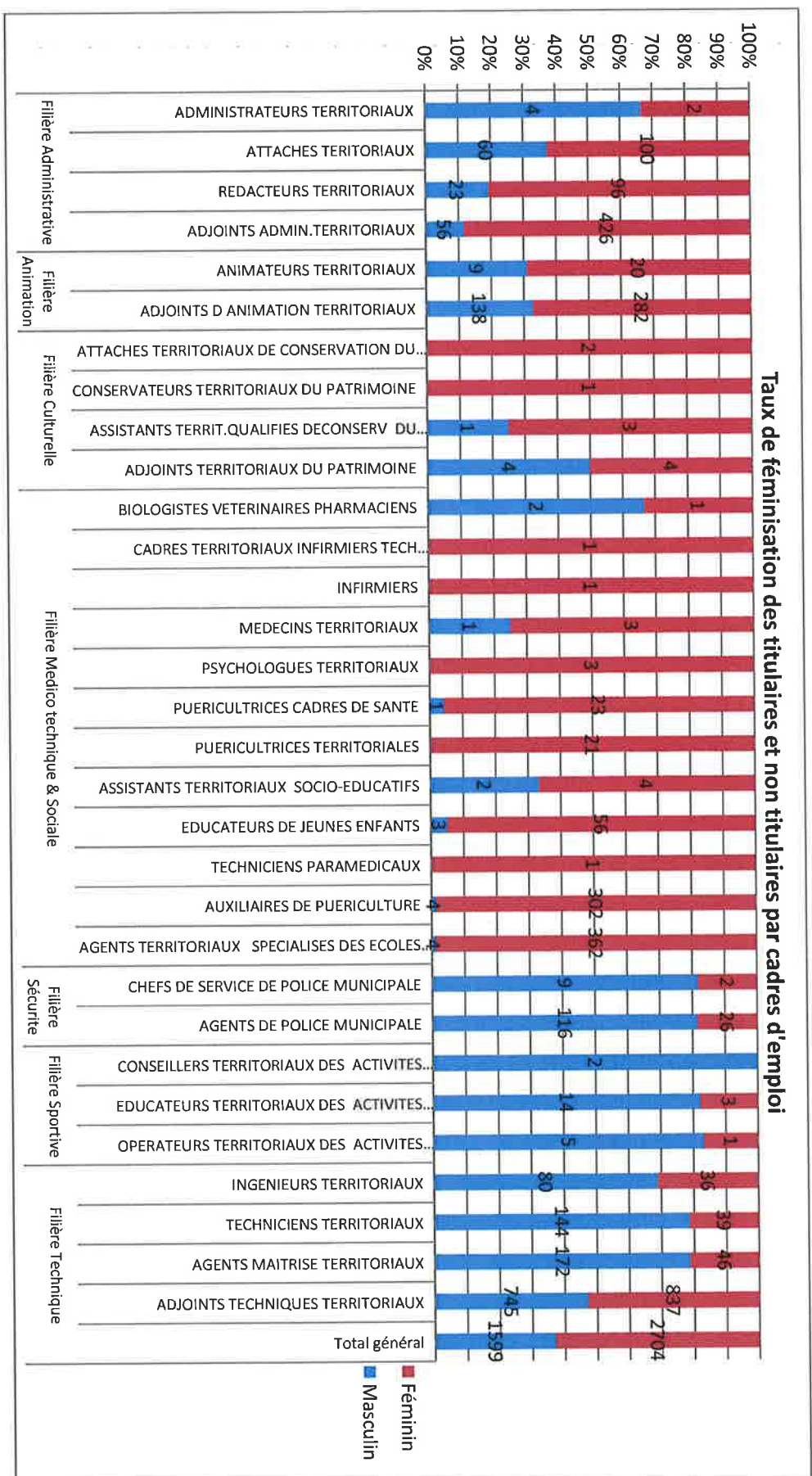
➔ Le taux de féminisation par catégories et par filières



La catégorie C est la plus féminisée avec 2286 femmes sur un total de 3530 agents dans cette catégorie.

De même, la filière Médico-sociale est la filière dans laquelle le taux de féminisation est le plus élevé (98%) avec une population de 778 femmes et 17 hommes. A l'inverse, dans les filières Sécurité et Sportive les femmes sont sous représentées avec des taux respectifs de féminisation de 18% (28 femmes sur un total de 153 agents) et 16% (4 femmes sur un total de 25 agents). La filière technique est la plus équilibrée.

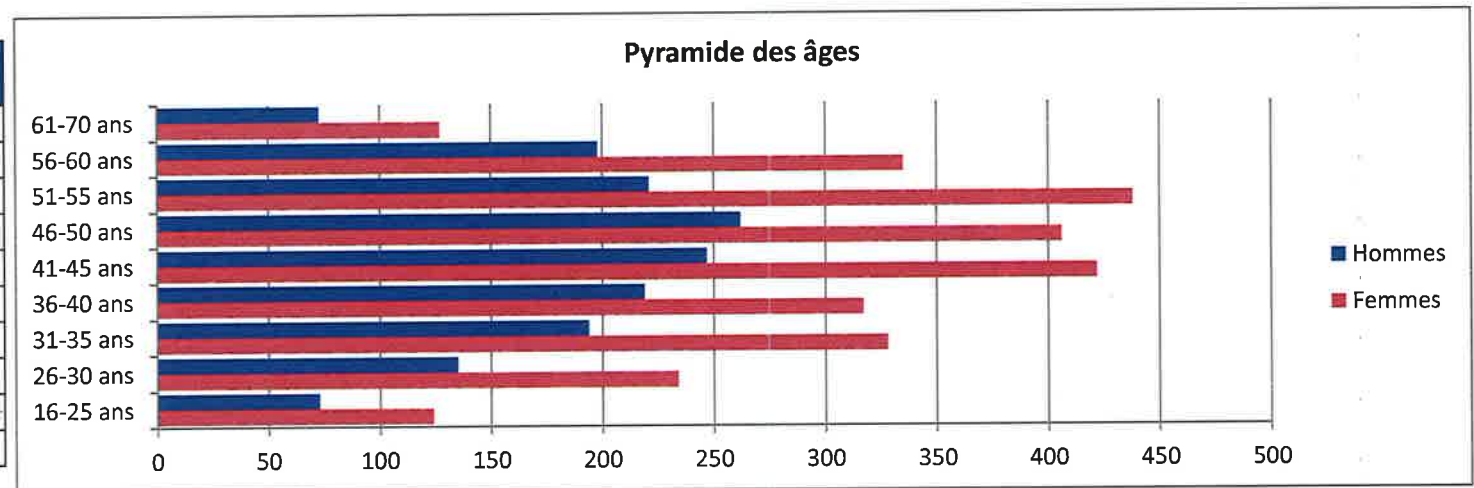
➡ Le taux de féminisation par cadres d'emploi



➔ Age moyen et pyramide des âges

	TITULAIRES	NON TITULAIRES	GLOBAL
Age moyen			
moyenne d'âge des hommes :	45,0	37,3	44,1
moyenne d'âge des femmes :	45,7	35,5	44,3
ensemble :	45,5	36,1	44,3
Ecart Femmes/Hommes	0,7	-1,8	0,2

%Femmes	%Hommes
5%	5%
12%	12%
16%	14%
15%	16%
15%	15%
12%	14%
12%	12%
9%	8%
5%	5%
100%	100%



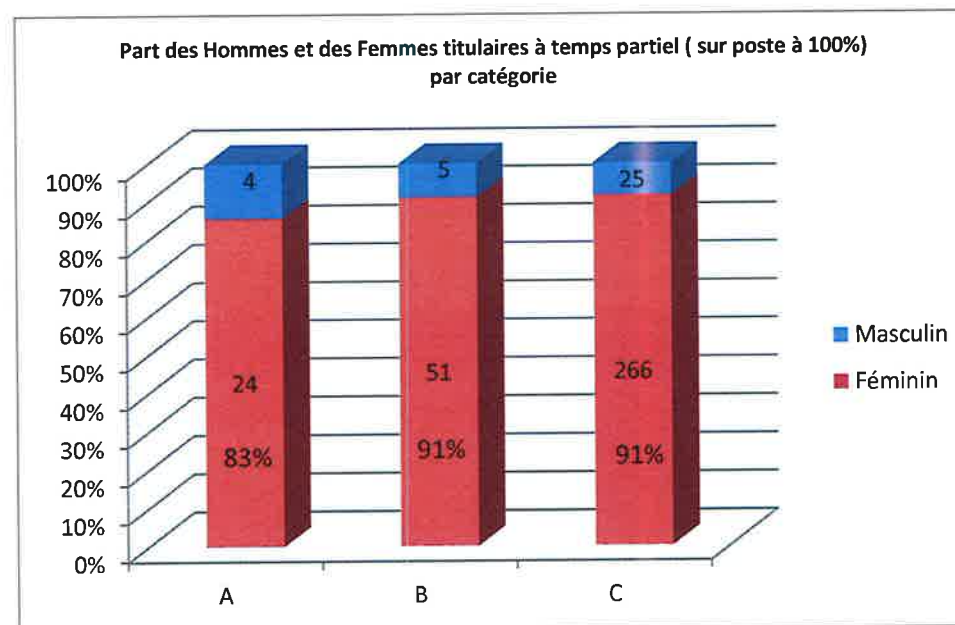
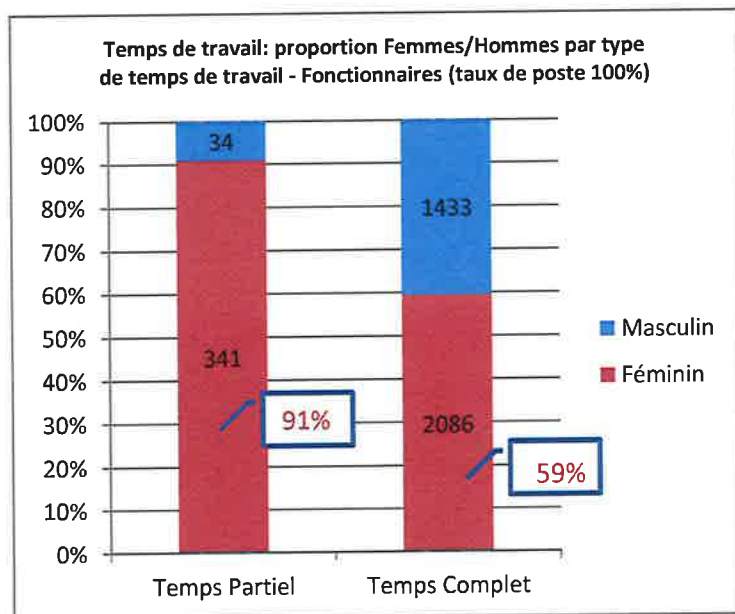
Parmi la population féminine, la tranche d'âge majoritaire est celle des 51-55 ans, alors que chez les hommes c'est celle des 46-50 ans.

I - CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

2. Durée et organisation du travail

Population étudiée : Titulaires, stagiaires mensualisés sur postes à temps complet

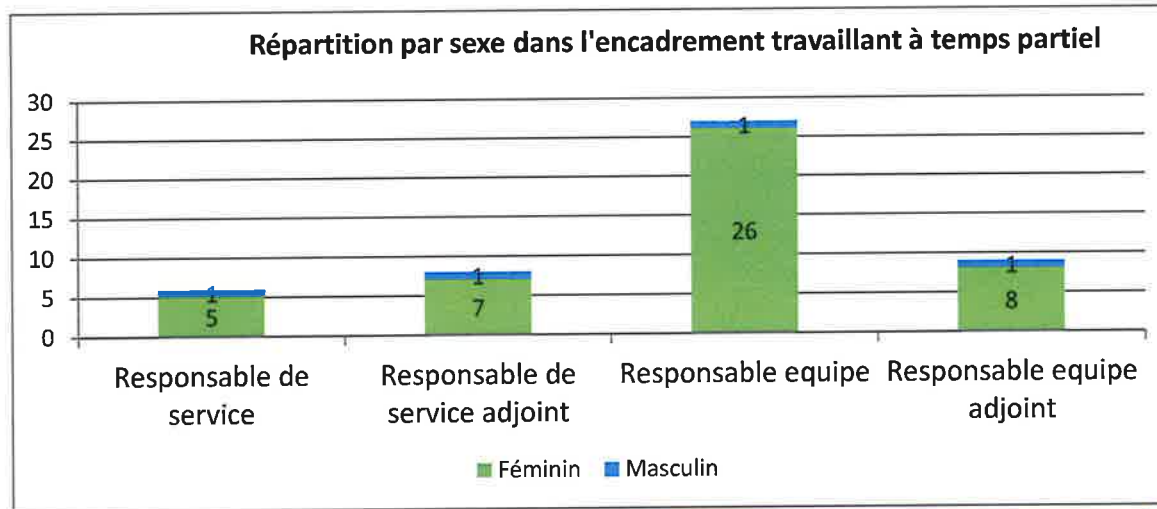
➔ Répartition des effectifs selon la durée du travail



Catégories	Temps Partiel		TOTAL		% temps partiel	
	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
A	24	4	171	118	14%	3%
B	51	5	205	198	25%	3%
C	266	25	2051	1151	13%	2%
Total général	341	34	2427	1467	14%	2%

Le travail à temps partiel est majoritairement féminin, puisque plus de 90% des agents travaillant à temps partiel sont des femmes.

➔ Répartition des effectifs selon la durée du travail : Encadrement



Parmi l'encadrement travaillant à temps partiel, les femmes sont majoritaires, avec un total de 46 femmes et 4 hommes : le taux de féminisation de l'encadrement à temps partiel est de 92 %.

	Total Femmes	Femmes à Temps partiel	% des femmes à temps partiel
Responsable de service	51	5	10%
Responsable de service adjointe	25	7	28%
Responsable équipe	218	26	12%
Responsable équipe adjointe	42	8	19%
Total général	336	46	14%

Parmi les femmes faisant partie de l'encadrement on constate le plus fort taux de travail à temps partiel pour les responsables de service adjointes (28% des responsables adjointes de service travaillent à temps partiel).

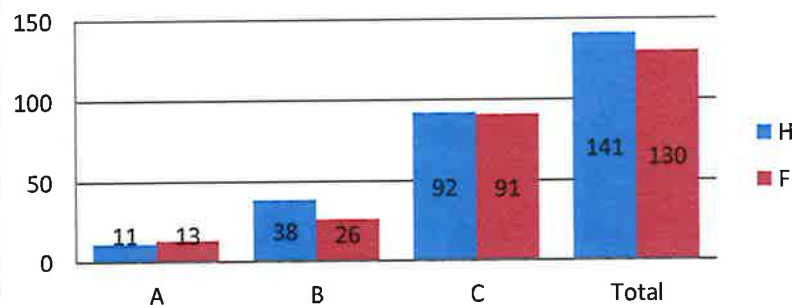
I - CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

3. Compte épargne-temps

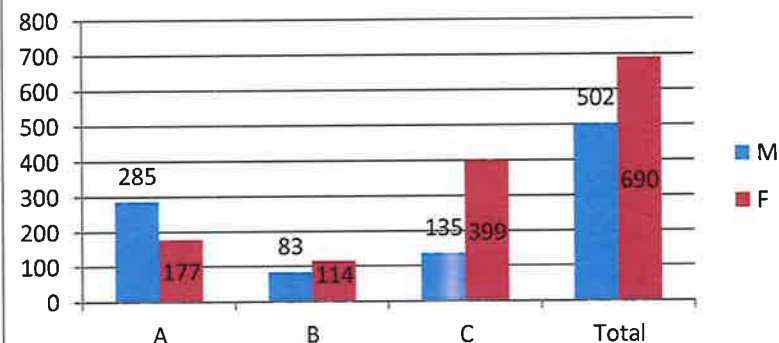


Compte épargne-temps :

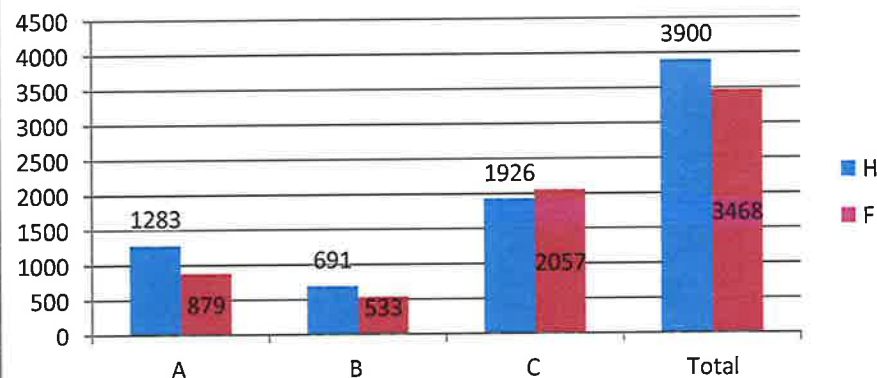
Répartition du nombre d'ouverture de CET en 2015 par sexe et catégorie (titulaires et non titulaires)



Répartition du nombre de jours CET consommés en 2015 par catégorie et par sexe



Répartition du nombre de jours versés sur le CET en 2015 par sexe et catégorie (CA et RTT 2014)



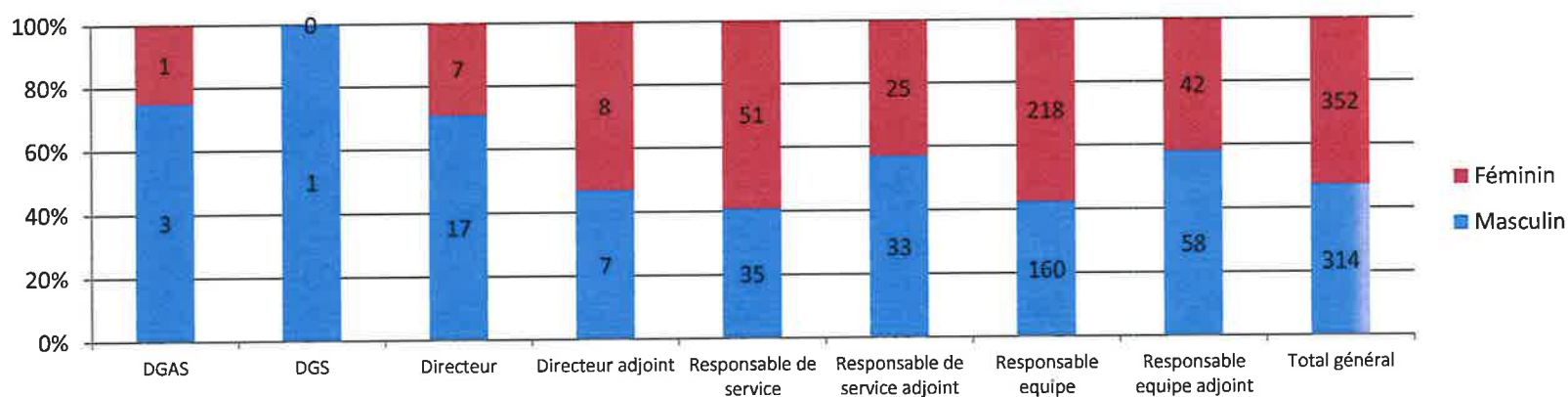
I - CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

4. Carrières

➔ Positionnement:

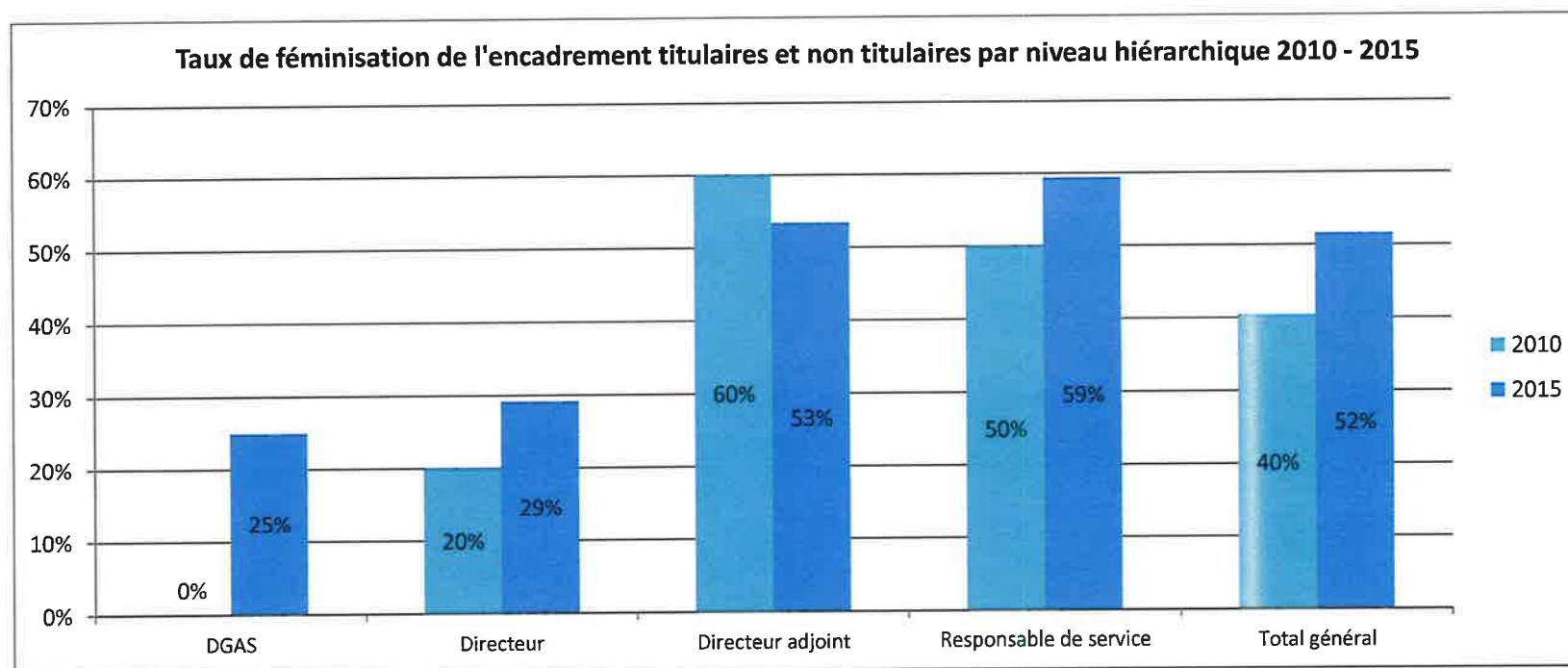
Effectif d'encadrement	Masculin	Féminin	Total général
DGAS	3	1	4
DGS	1	0	1
Directeur	17	7	24
Directeur adjoint	7	8	15
Responsable de service	35	51	86
Responsable de service adjoint	33	25	58
Responsable équipe	160	218	378
Responsable équipe adjoint	58	42	100
Total général	314	352	666

Taux de féminisation de l'encadrement titulaires et non titulaires par niveau hiérarchique 2015



Sur un total de 666 agents à des postes d'encadrement, 352 sont des femmes, soit un taux global de féminisation de l'encadrement de 53%. Hors les fonctions de direction générale, le taux de féminisation le plus faible est 29%, pour les Directeurs.

➡ Positionnement: évolution du taux de féminisation de l'encadrement entre 2010 et 2015 :



Entre 2010 et 2015, pour le total des postes d'encadrement étudiés (de DGAS à Responsables de service) le taux de féminisation a évolué de 40% à 52%.



Promotions

total	PROMUS en 2015		PROMOUVABLES en 2015	
	femmes	hommes	femmes	hommes
C	133	89	639	569
B	15	7	146	346
A	12	6	208	197
Avancements de grade	femmes	hommes	femmes	hommes
C	130	86	579	345
B	7	3	44	36
A	10	3	46	38
Promotion interne	femmes	hommes	femmes	hommes
C	3	3	60	224
B	8	4	102	310
A	2	3	162	159
lauréats examen	femmes	hommes	femmes	hommes
C	20	30	28	36
B	8	5	22	12
A	2	1	2	4

ratio promus/promouvables	F promues/F promouvables	H promus/H promouvables
C	21%	16%
B	10%	2%
A	6%	3%

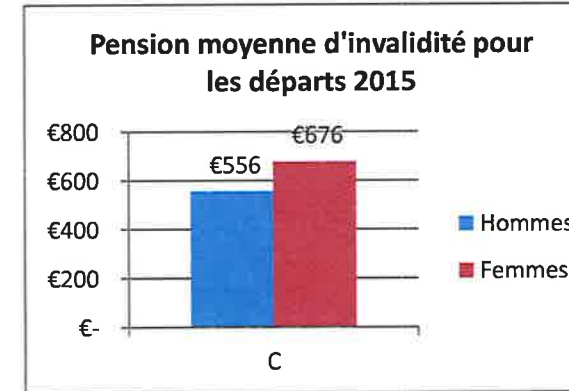
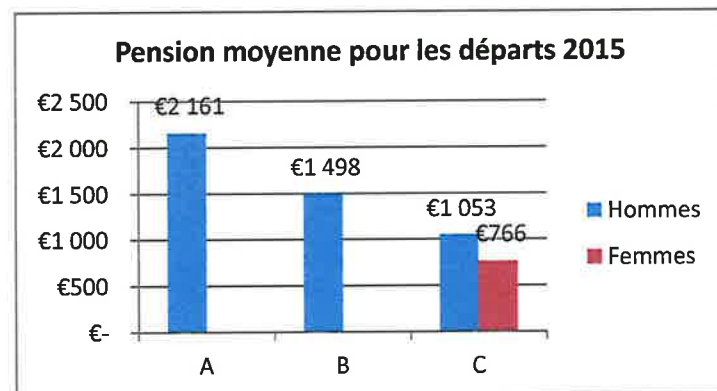
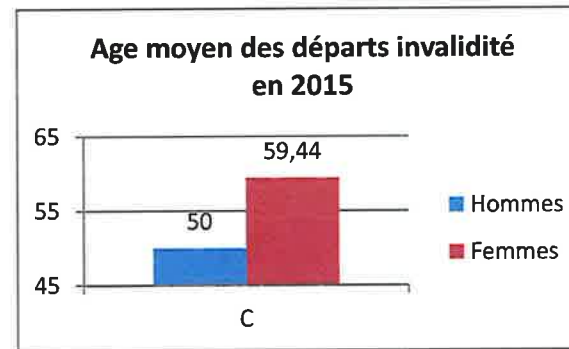
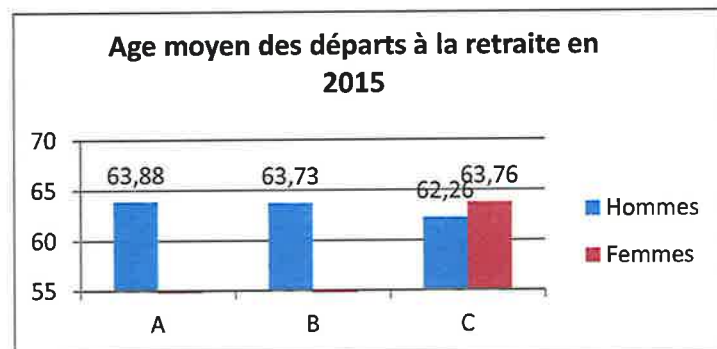
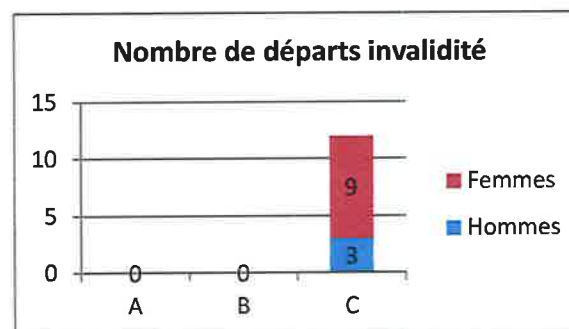
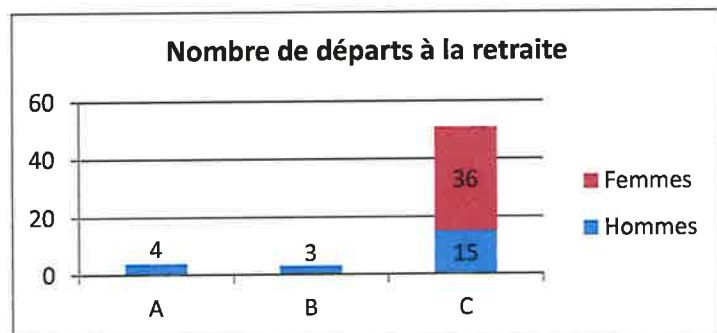
répartition F/H des promus	femmes	hommes
C	60%	40%
B	68%	32%
A	67%	33%

examen : F promue/F promuable	H promu/H promuable
71%	83%
36%	42%
100%	25%

L'avancement de carrière semble plus favorable aux femmes avec un ratio de Promus par rapport aux promouvables de 16 % pour les femmes contre 9% pour les hommes. Ce même constat peut être fait à travers le taux global de répartition des promus : 61% sont des femmes.



Départs à la retraite :



En 2015, les départs à la retraite et invalidité ont concerné essentiellement des **femmes de catégorie C** (36 femmes à la retraite et 9 pour invalidité).

Ces 36 femmes sont parties à la retraite à un âge moyen de 63,76 ans, soit légèrement supérieur à celui des hommes de même catégorie (62,26 ans); et elles perçoivent une pension moyenne de 766€ contre 1053€ pour les hommes de même catégorie.

Parmi ces départs à la retraite de 2015 ; 6 femmes et 3 hommes sont partis en limite d'âge (65 ans) ;

9 femmes et 3 hommes sont partis au-delà de la limite d'âge (65 ans et plus).

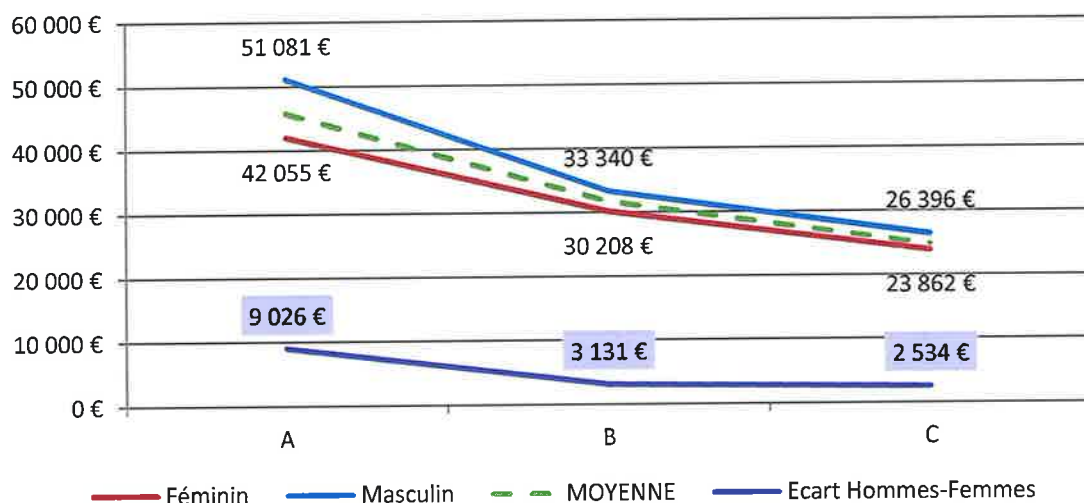
II - REMUNERATIONS

Population étudiée : Titulaires, stagiaires mensualisés

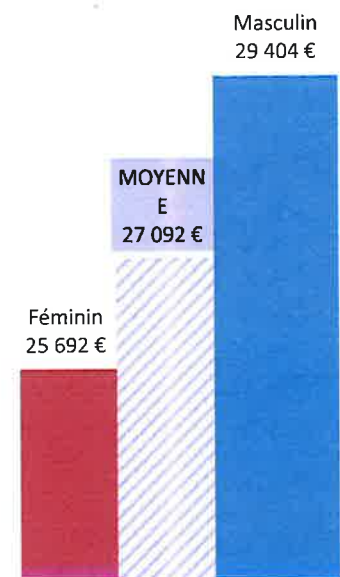


Rémunération brute annuelle moyenne :

Rémunération brute annuelle moyenne par catégories et sexes en 2015
Titulaires et stagiaires



Rémunération brute annuelle
moyenne
Titulaires et Stagiaires



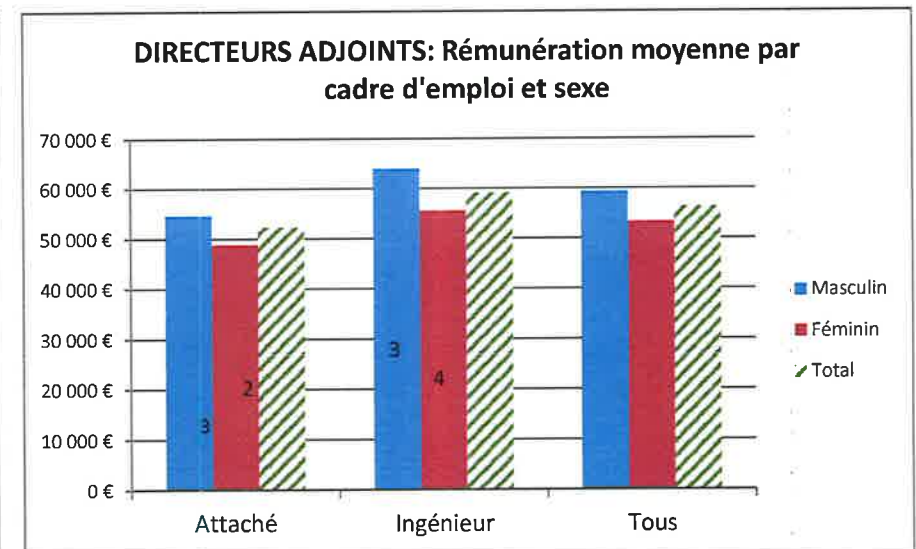
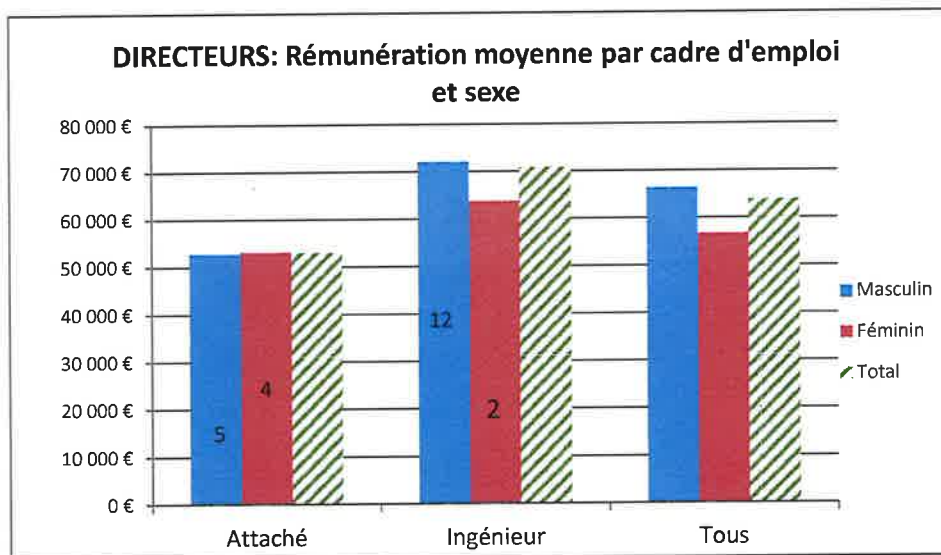
Bien qu'à grade, échelon et fonction égaux, la rémunération des femmes et des hommes soit absolument identique, la rémunération moyenne des hommes est supérieure de 3 712 € à celle des femmes (soit +14%). Cet écart s'accroît pour les catégories A avec un écart de 9 026 € (soit +21%). Les pistes d'explications peuvent être :

- en catégorie A : la sous-représentation des femmes dans la filière technique et sur la fonction de directeur ;
- en catégorie C : la sur-représentation des femmes dans la filière administrative, moins bien rémunérée que la filière technique, ainsi que la répartition très favorable aux hommes des heures supplémentaires.

Une analyse plus approfondie sera menée pour confirmer ces pistes et en trouver d'autres.

➔ Rémunération brute annuelle moyenne : Directeurs et Directeurs adjoints par cadres d'emploi :

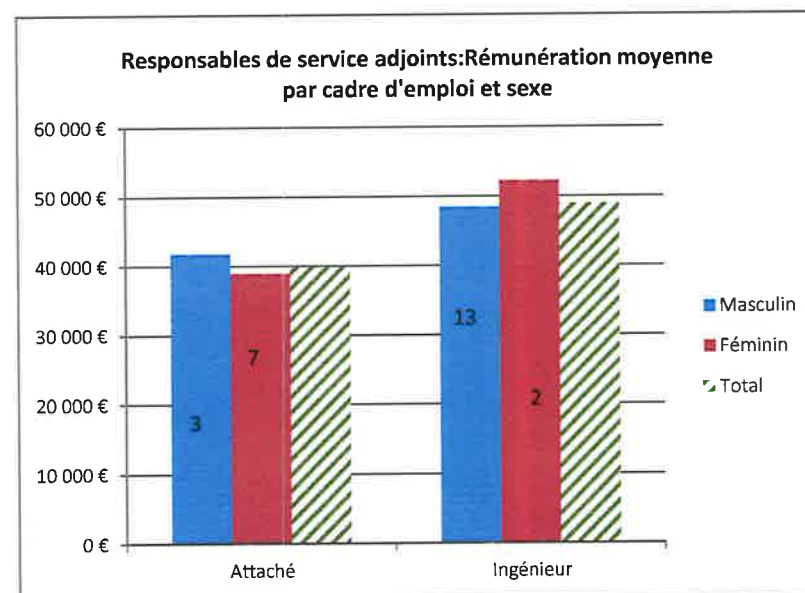
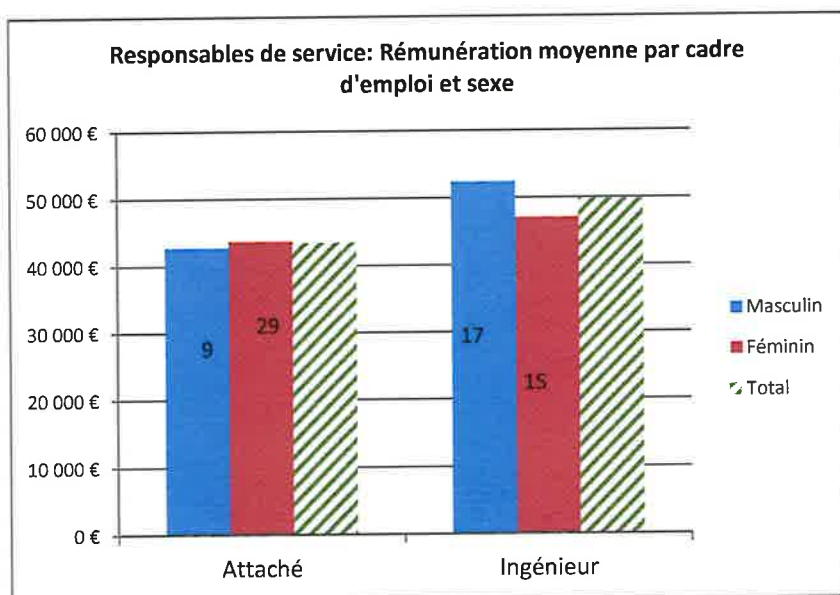
Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Directeur	Attaché	52 742 €	53 115 €	52 908 €	5	4	9
Directeur	Ingénieur	71 970 €	63 683 €	70 786 €	12	2	14
Directeur	Tous	66 314 €	56 637 €	63 790 €	17	6	23
Directeur adjoint	Attaché	54 593 €	48 807 €	52 279 €	3	2	5
Directeur adjoint	Ingénieur	63 923 €	55 592 €	59 162 €	3	4	7
Directeur adjoint	Tous	59 258 €	53 330 €	56 294 €	6	6	12



On note que les Directrices du cadre d'emploi d'Attaché ont un salaire moyen légèrement supérieur à celui des hommes Directeurs/Attachés. De plus, cette analyse met évidence la sous-représentation des femmes sur les fonctions de Directeur (seulement 6 femmes sur 23) et notamment dans la filière technique (2 sur 14) : Cela explique en partie l'écart au profit des hommes du salaire moyen de la catégorie A.

➔ Rémunération brute annuelle moyenne : Responsables de service et Responsables adjoints de service par cadres d'emploi :

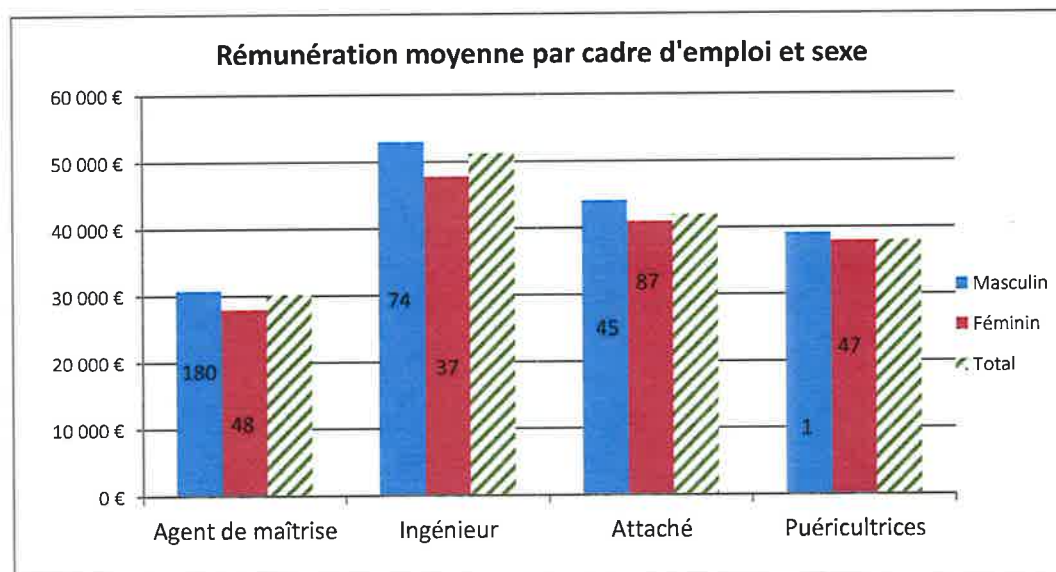
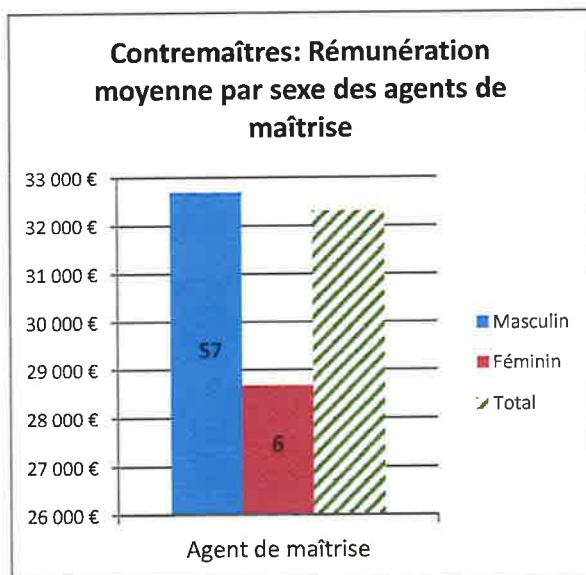
Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Responsable de service	Attaché	42 708 €	43 686 €	43 454 €	9	29	38
Responsable de service	Ingénieur	52 302 €	47 040 €	49 835 €	17	15	32
Resp. adjoint de service	Attaché	41 751 €	38 945 €	39 787 €	3	7	10
Resp. adjoint de service	Ingénieur	48 357 €	52 153 €	48 863 €	13	2	15



Concernant les Responsables de Services, les femmes du cadre d'emploi d'Attaché ont un salaire moyen supérieur à celui des hommes Attachés. On fait le même constat pour les femmes ingénieurs et Responsables adjointes de services qui ont un salaire moyen de 52 K€ contre 48 K€ pour les hommes.

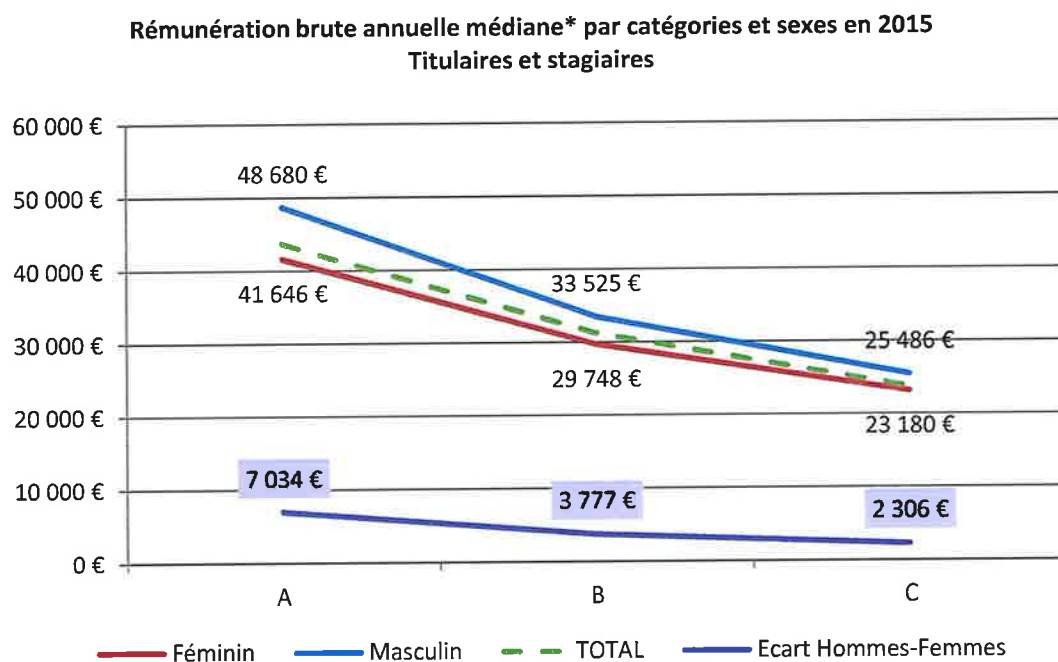
➔ Rémunération brute annuelle moyenne : Zoom sur certains cadres d'emploi:

Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Contremaître	Agent de maîtrise	32 688 €	28 679 €	32 306 €	57	6	63
Toutes Fonctions	Agent de maîtrise	30 763 €	27 902 €	30 160 €	180	48	228
Toutes Fonctions	Ingénieur	52 995 €	47 763 €	51 251 €	74	37	111
Toutes Fonctions	Attaché	44 057 €	40 911 €	41 984 €	45	87	132
Toutes Fonctions	Puéricultrices	39 129 €	37 909 €	37 935 €	1	47	48

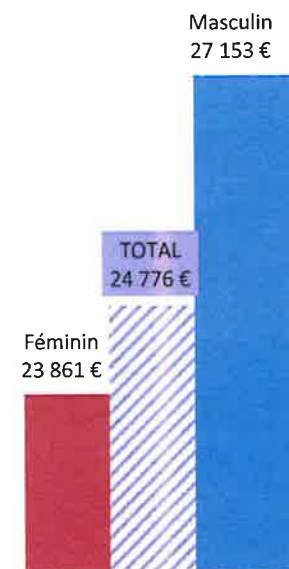




Rémunération brute annuelle médiane :



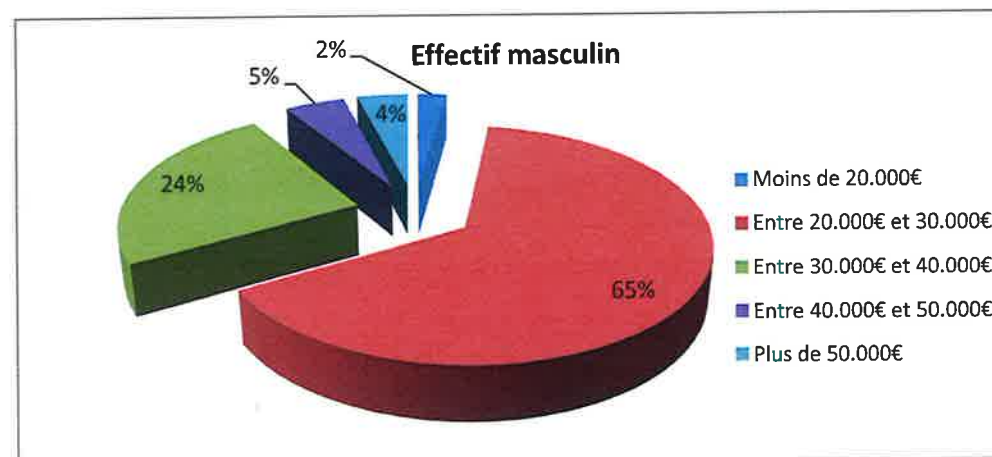
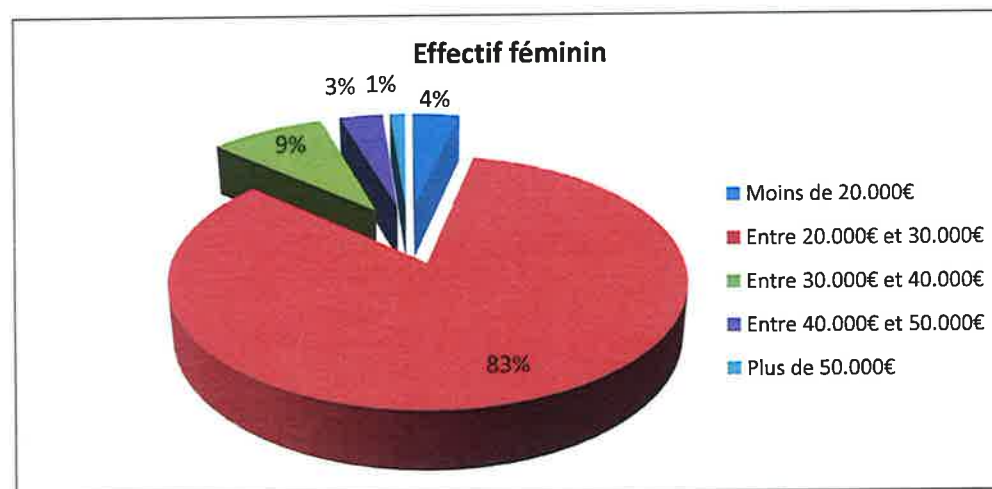
Rémunération brute annuelle médiane*
Titulaires et Stagiaires



*Rémunération telle que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

La rémunération médiane des hommes est de 27 153 € contre 23 861 € pour les femmes, soit un écart de +14% équivalent à celui des rémunérations moyennes. Cet écart se creuse également plus on monte dans la hiérarchie (7 034 € pour les catégories A).

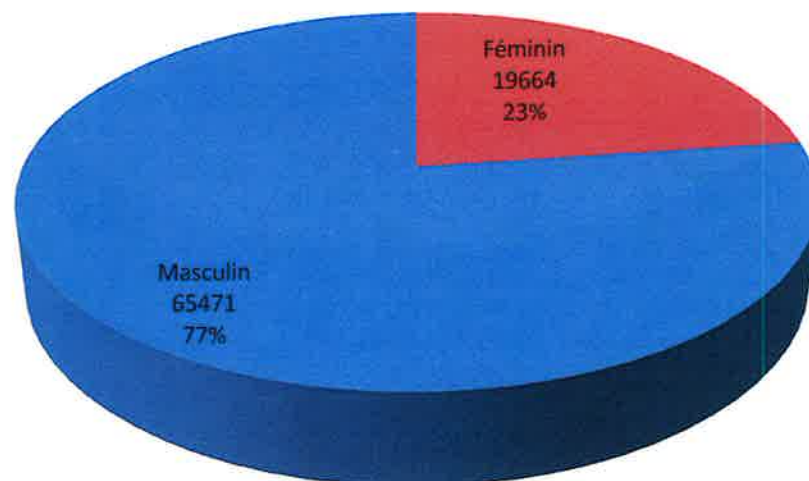
➔ Répartition de la rémunération brute annuelle par niveau :





Répartition des heures supplémentaires par sexe :

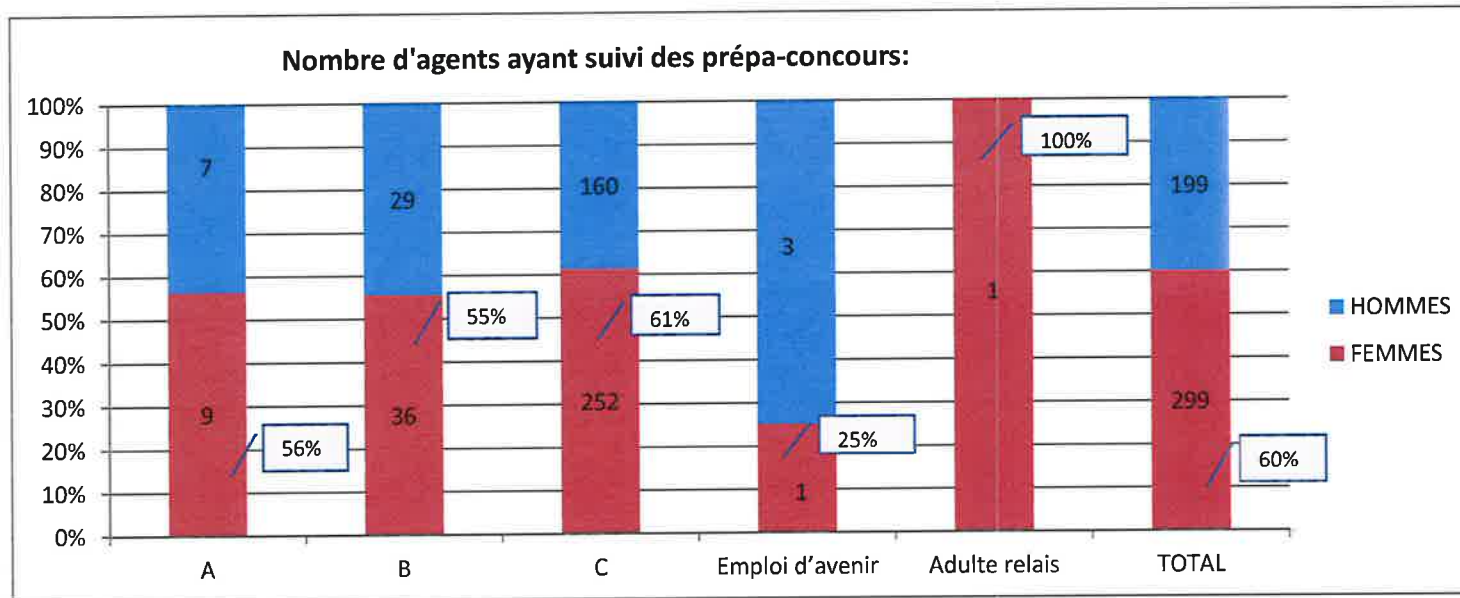
Répartition des heures supplémentaires par sexe 2015



Les heures supplémentaires sont principalement effectuées par les hommes : en 2015, 629 agents masculins ont effectué 65 471 heures supplémentaires ; alors que seules 314 femmes en ont effectuées pour un volume horaire de 19 664 heures.

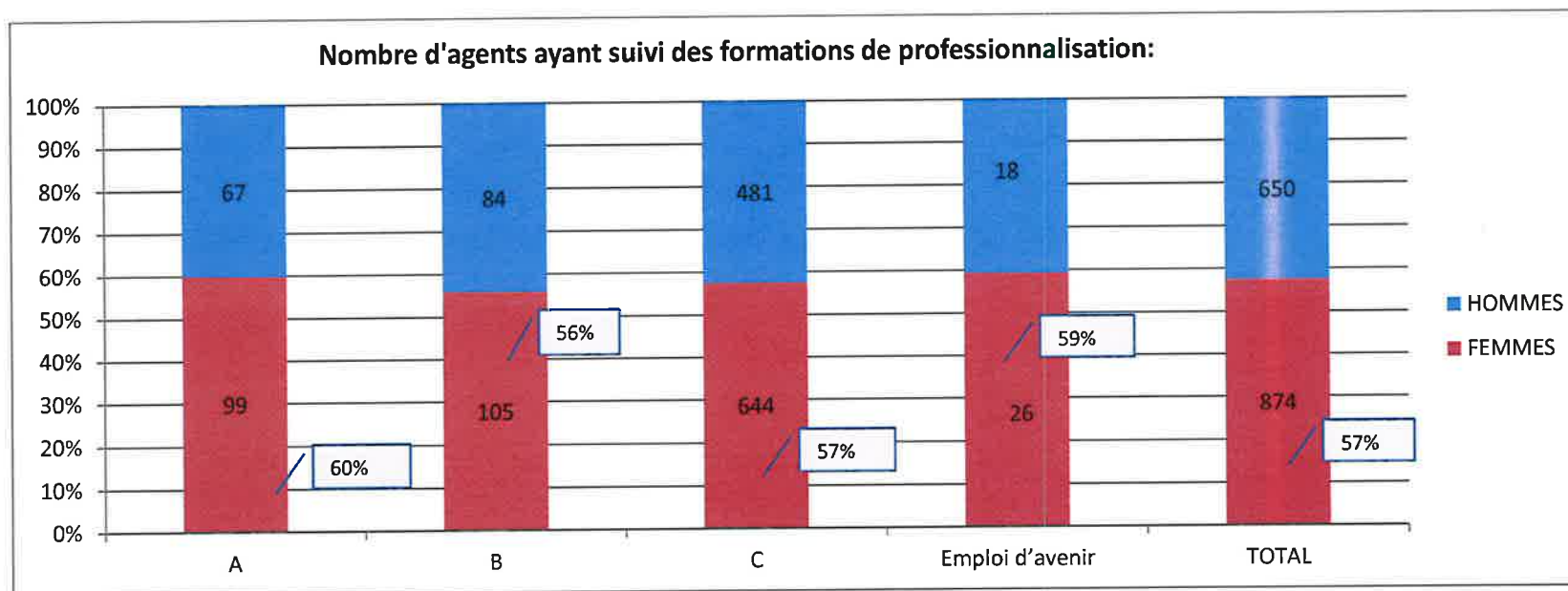
III - FORMATION

➔ Formations prépa-concours :



Parmi les 3 catégories, c'est la population féminine de la catégorie C qui a bénéficié dans une plus grande proportion (61%) de formations de préparations aux concours.

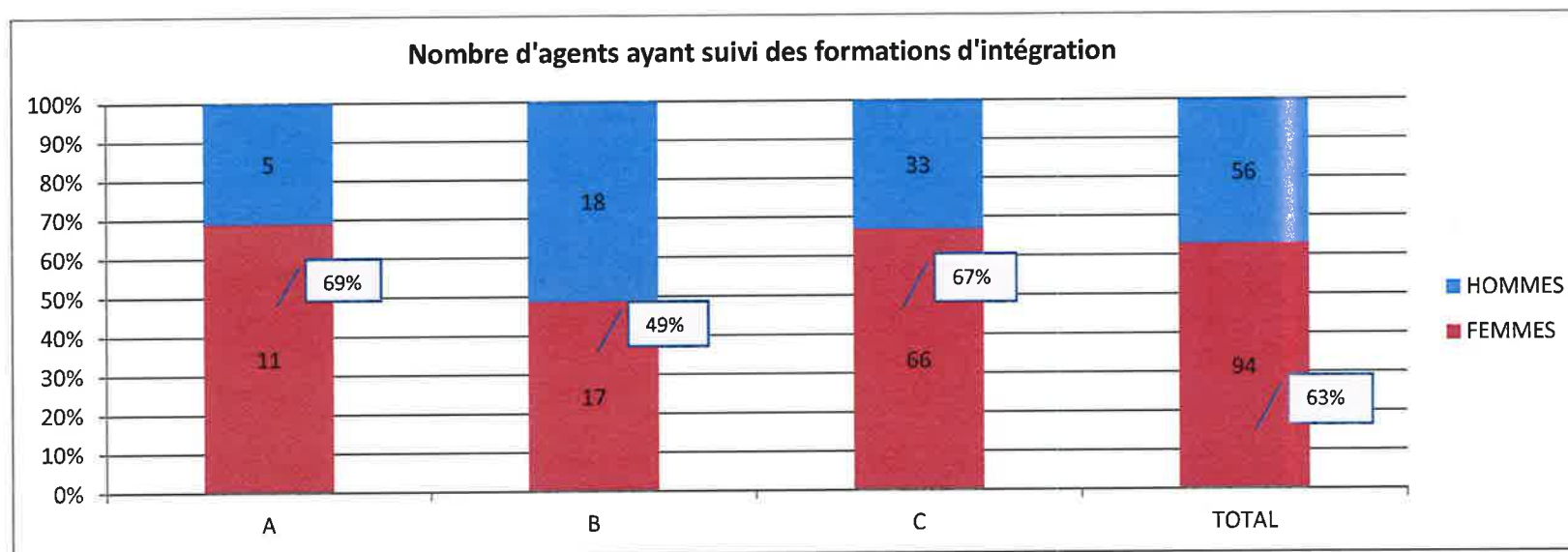
➡ Formations de professionnalisation:



Les agents ayant bénéficié de formations de professionnalisation en 2015 étaient majoritairement des femmes, pour 57%. Ce même taux se constate approximativement au sein de chaque catégorie (excepté pour la catégorie A qui a un taux légèrement supérieur : 60%).



Formations d'intégration:

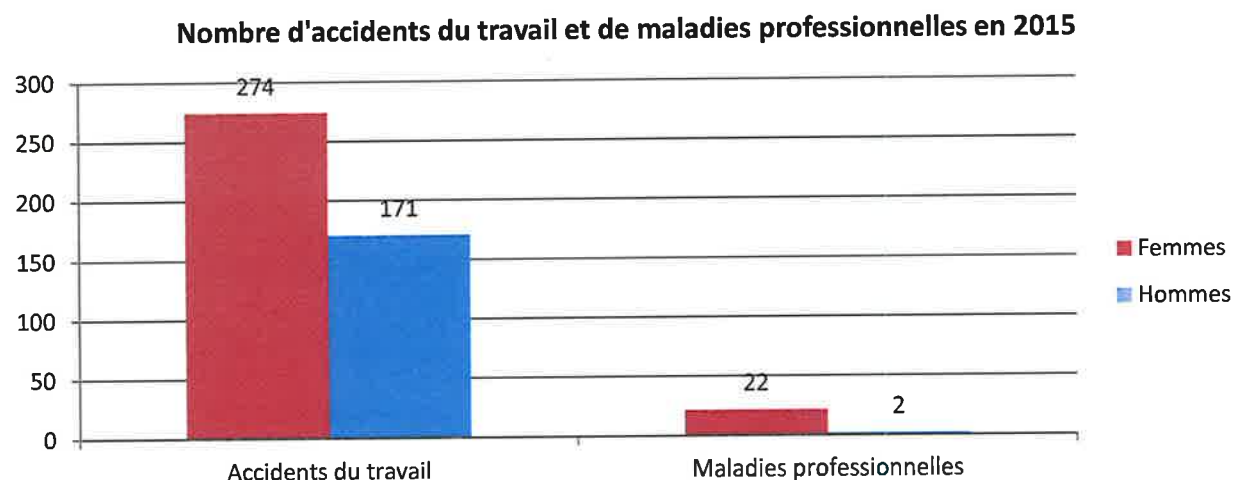


Ce sont également les femmes qui ont bénéficié de façon majoritaire de formations d'intégration, pour 63% ; ce taux est proportionnel à la répartition Hommes/Femmes au sein de la collectivité.

IV – CONDITIONS DE TRAVAIL

➔ Répartition des accidents de travail et maladies professionnelles :

	Hommes	Femmes	Total
Accidents du travail	171	274	445
Maladies professionnelles	2	22	24



En 2015, sur les 445 accidents du travail, 62% ont impacté des femmes ; ce qui est sensiblement proportionnel à la répartition de l'effectif total de la collectivité (2/3 de femmes). On peut cependant constater qu'en ce qui concerne les maladies professionnelles les femmes sont très majoritairement impactées, puisqu'en 2015 92% des maladies professionnelles concernaient des femmes.

V – CONGES

➔ Nombre d'agents ayant pris un congé parental, d'adoption et un autre congé lié à la famille:

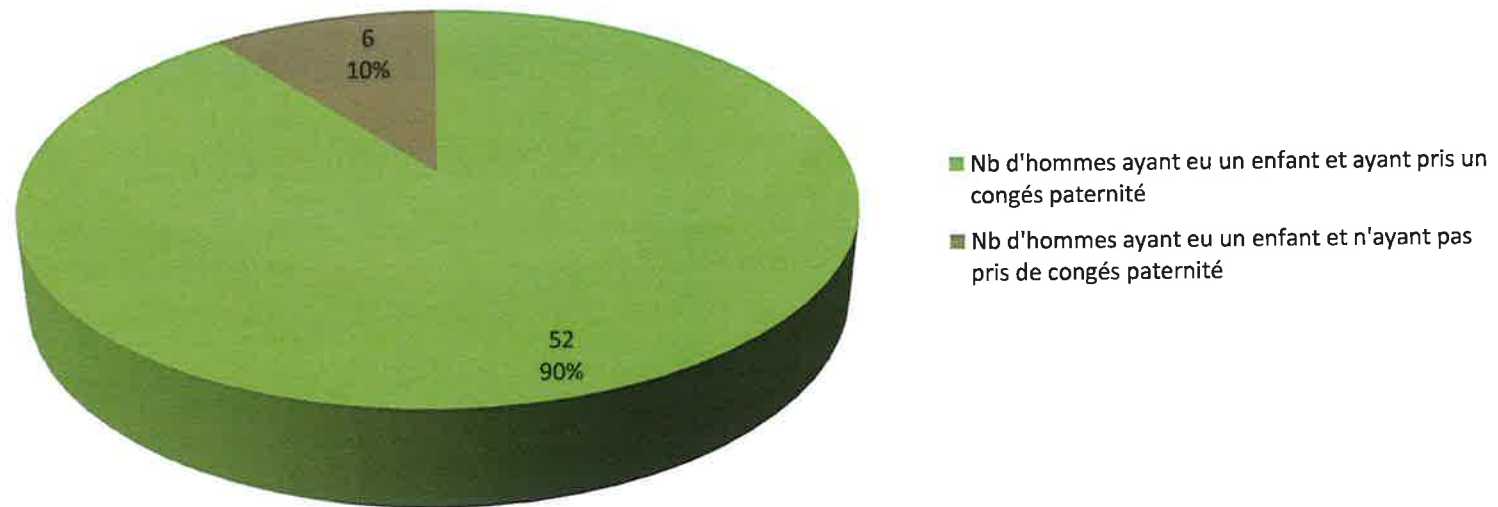
Nombre d'agents ayant été absents au moins 1 jour en 2015 pour:

	Femmes	Hommes	Total
Congé parental	71	2	73
Congé de présence parentale	3	0	3
Congé d'Adoption	0	0	0



Nombre d'agents masculins ayant utilisé leur droit au congé de paternité

Ratio d'hommes ayant pris un congés paternité par rapport au nombre d'hommes ayant eu un enfant en 2015



B) Actions menées et orientations :

a) Actions menées au sein de la collectivité afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Prise en charge des violences faites aux agents sur leur lieu de travail : Elaboration et diffusion d'une procédure « protection fonctionnelle » adaptée aux éventuelles situations d'agression dont pourraient être victimes les femmes : alerte aux secours adéquats, information donnée au supérieur hiérarchique afin d'obtenir son soutien dans l'accomplissement des démarches, main courante ou dépôt de plainte au nom de l'agent ou de la commune, fiche d'incident de protection fonctionnelle visée par le supérieur hiérarchique, possibilité de demander un accompagnement auprès de la psychologue du travail, rappel du rôle d'information, de conseil et d'accompagnement du supérieur hiérarchique auprès des agents victimes
- Accès libre et confidentiel pour tout agent rencontrant des difficultés à une psychologue du travail interne à la collectivité, pouvant également contribuer à accompagner une alerte en cas d'apparition d'une situation de harcèlement
- Remplacement des agents en congé maternité pour éviter un surcroît de travail à la reprise du poste et favoriser l'accès à l'emploi pour les jeunes femmes
- Dispositifs d'organisation du temps de travail visant à une meilleure articulation entre vie professionnelle et vie personnelle : Formules d'aménagement du temps de travail sur 5 jours, sans RTT, ou 4,5 jours, avec RTT, et modalités d'aménagement de temps partiel souples et individualisées
- Flexibilité des temps de travail grâce à des plages variables (hors services nécessitant des plages de travail déterminées par les besoins de leur activité et du service rendu) pour permettre une souplesse d'aménagement du temps de travail, contribuant également à la conciliation de la vie personnelle et de la vie professionnelle.
- Campagne de formation « maîtrise des savoirs de base », qui contribue à développer l'offre de formation pour les femmes les moins qualifiées
- Projet « qualité de vie au travail » avec questionnaire diffusé à l'ensemble des agents : analyse sexuée des réponses permettra de dégager certaines problématiques éventuelles et pistes d'action en conséquence, pourra être creusé par le biais de groupes de travail

b) Plan d'actions visant à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes:

- Mettre en œuvre un groupe de travail de femmes cheffes de service, directrices adjointes et directrices sur la base du volontariat, animé par une/des référentes volontaires, chargé de réfléchir notamment à la problématique du « plafond de verre » et d'animer en interne le débat sur l'égalité professionnelle
- Renforcer les possibilités d'aménagement du temps de travail : les plages variables, déjà en vigueur, vont être étendues en repoussant le matin le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après midi la fin de la plage fixe de 17h à 16h30. Cette mesure déjà annoncée par Monsieur le Maire sera mise en œuvre en 2016.
- Renforcer la garantie d'absence de discrimination au recrutement :
 - Etablir et mettre à disposition des jurys une liste des questions discriminantes à proscrire en entretien, afin de contribuer à garantir l'égalité à l'embauche
 - Entreprendre la féminisation systématique des intitulés des fiches de postes et des intitulés de postes à pourvoir dans le cadre des diffusions internes et externes (ex : Directrice / Directeur de ...)
 - Remplacer dans les vacances de postes la notion de « (grande) disponibilité » par celle de « travail possible soir et week-end » afin de réduire un éventuel frein aux candidatures de femmes face à la notion générique de « disponibilité »
- Entreprendre des actions de sensibilisation interne:
 - Intégrer aux formations de management et aux formations des évaluateurs à l'entretien professionnel une sensibilisation à la problématique d'égalité femmes – hommes, notamment concernant l'accompagnement des femmes dans leurs perspectives d'évolution professionnelle afin de dépasser les freins éventuels tels que l'auto - censure
 - Diffuser à l'ensemble des directeurs et responsables de service des éléments d'information et de communication relatifs à l'égalité femmes – hommes et aux actions qui peuvent être menées dans ce cadre
 - Réaliser une plaquette interne destinée à sensibiliser les agents à la mixité des métiers, en présentant les portraits et témoignages de femmes et d'hommes évoluant dans des métiers considérés comme typiquement « féminins » ou « masculins », afin d'atténuer les préjugés de genre liés à certains métiers en luttant contre le stéréotypes et d'en renforcer l'attractivité

II) Politiques menées par la commune sur son territoire :

Soutien au milieu associatif

La Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le domaine en leur attribuant des subventions de fonctionnement et pour la mise en place de projets.

Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier et d'exercer leurs droits. Elles visent à permettre l'expression des femmes et à lutter contre toutes formes de discrimination.

Evolution de l'enveloppe des subventions sur la thématique droits des femmes

	Montant enveloppe
2012	41 710 €
2013	40 667 €
2014	40 667 €
2015	36 600 €
2016	43 000 €

Journée internationale du droit des femmes

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier organise, en partenariat avec des associations, une manifestation dans le cadre de la Journée des droits des femmes.

Cette manifestation a évolué ces dernières années. Initialement, les actions développées (expositions, actions diverses portées par les associations telles que lectures de textes, débats) étaient organisées le 8 mars. Depuis 2013, l'événementiel est lancé la veille afin de permettre en termes de communication d'anticiper l'événement par rapport à d'autres manifestations qui auraient lieu le jour même.

A compter de 2012, il a été retenu que cette journée serait organisée chaque année **autour d'une thématique spécifique** en lien avec l'actualité. Les thèmes qui ont déjà été développés sont :

- 2012 : Les violences faites aux femmes.
- 2013 : Egalité professionnelle Femmes /Hommes,
- 2014 : Femmes et politique,
- 2015 : Paroles de femmes, quelle éducation pour une égalité réelle entre filles et garçons ?

En 2016, la journée internationale des droits des femmes sera axée sur la thématique de l'égalité professionnelle et accompagnée d'une conférence-exposition proposée et animée par l'Institut de Promotion de l'Egalité Professionnelle.

L'exposition « L'égalité professionnelle en tout genre » se décline en 3 thèmes :

- Travail et emploi des femmes : état des lieux
- Cadre juridique et institutionnel de l'Egalité professionnelle
- Mise en œuvre de l'égalité professionnelle : outils et bonnes pratiques.

Cette exposition sera proposée aux agents des 3 collectivités (Métropole, CCAS, Ville) et au grand public autour de 2 animations en après-midi et en soirée. Lors de ce second temps, la présentation sera enrichie par des témoignages de femmes entrepreneures dans le cadre de la French Tech.

Cette journée du 8 mars sera complétée d'une projection-débat sur le droit à l'avortement : « histoire, actualité et enjeux » avec deux courts métrages suivi d'un débat animé par le Planning familial 34.

Le choix d'une thématique permet de développer en amont un travail partenarial avec les services de la Ville qui souhaitent s'associer à cette démarche mais également avec les associations. Il est généralement proposé un temps fort en mairie, porté par la Direction de la Cohésion Sociale, et des actions complémentaires portées par les services de la Ville ou le Centre Communal d'Action Sociale (programmation au Cinéma Nestor Burma, actions développées par l'Espace Montpellier Jeunesse, etc).

En outre, de manière complémentaire, cette action de la collectivité se double le plus souvent d'interventions associatives en lien avec la thématique choisie afin de sensibiliser la population.

Lutte contre la violence faite aux femmes

Dans cette thématique, la Ville a toujours eu une action forte avec la création au début des années 1980 du centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre géré par le CCAS assure 3 missions principales :

- hébergement et réinsertion de femmes victimes de violences,
- accueil de jour,
- gestion d'une plateforme téléphonique : SOS femmes victimes de violences.

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Rapport de développement durable de la Ville de Montpellier 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2 dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011, relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales et EPCI de plus de 50.000 habitants ; celles-ci doivent rédiger leur rapport de situation en matière de développement durable, et le présenter à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget (loi du 12 /7/2010) et faire l'objet d'une délibération spécifique.

Consciente des enjeux liés au développement durable, la Ville de Montpellier met en œuvre depuis de nombreuses années des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités.

Les cinq thèmes en transversalité du rapport de développement durable, et les actions mises en place par la Ville dans le cadre de ces cinq thématiques, sont les suivants :

1- Les modes de production et de consommation responsables.

S'incrivent notamment dans ce cadre :

- La production énergétique renouvelable et notamment pour ses réseaux de chaleur (en partenariat avec la SERM) ; avec cette année l'inauguration d'un projet de tri génération au bois.
- La construction d'écoles à énergie positive (BEPOS – Bâtiment à Energie Positive), lauréat de la 25^{ème} édition des Trophées Eco Actions pour les 4 écoles BEPOS.
- Le plan local de déplacement et d'entreprise (PDE) ;
- La politique d'achats responsable de la Ville ; une imprimerie exemplaire labellisée IMPRIM'VERT.

2- La lutte contre le changement climatique.

S'incrivent dans ce cadre :

- 30 ans de politique énergétique à Montpellier, alliant sobriété, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables sur son patrimoine. Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. 60 millions d'euros environ ont ainsi pu être économisés depuis 1986.
- La politique en matière d'urbanisme et d'aménagement, planifiée par la Ville dans la perspective à long terme, d'une ville des courtes distances, de l'inter modalité, de l'équilibre « végétal / mixité fonctionnelle ». Cette politique s'inscrit dans une anticipation de la qualité de vie vue au travers du prisme du développement durable aux horizons 2020, 2040 et 2050. La planification des 11 éco-quartiers, pour certains en cours de réalisation, avec le Guide AURA (Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement) et la grille AURA participent concrètement à cet objectif. Cette politique a été saluée par l'obtention du prix Ecocité. Les enjeux sont de construire une ville bas carbone, à haute qualité de vie pour tous ; les projets d'amélioration de l'existant (Grand Cœur) y participent.

3- La préservation de la biodiversité.

S'incrivent dans ce cadre :

- L'adhésion de la Ville en 2009-10 au réseau « Global Partnership on Cities and Biodiversity » de la Convention sur la Diversité Biologique, afin de partager toutes les avancées en matière de développement urbain respectueux de la biodiversité, et est membre de la Convention sur la diversité biologique de l'ONU.
- La mise en place de sa Trame Verte et Bleue.

La Ville de Montpellier a également organisé en 2015 :

- La Fête de la biodiversité ; sur le thème « Refaisons le climat », en partenariat avec France Nature Environnement.
- L'amélioration continue de la gestion des espaces et de la ressource en eau (jardins secs, systèmes d'arrosage adaptés...).
- Une dynamique progressive vers des espaces plus durables : arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques. Exemple : transformation des gazons et des massifs de plantes annuelles et bisannuelles de l'Esplanade Charles de Gaulle, en massifs d'arbustes et vivaces. La participation des jardiniers de l'espace privé est aujourd'hui un enjeu complémentaire pour atteindre le Zéro Phyto.
- L'Agriparc du Mas Nouguier, nouvelle accessibilité pour la population.
- Des jardins partagés et des opérations de micro-fleurissement : la Ville a réalisé en 2015, de nouveaux espaces dédiés aux « projets d'agriculture urbaine », des jardins participatifs et des créations en micro fleurissements.
- La continuité des actions Montpellier Main Verte ;
- Amélioration de la connaissance et de la gestion du patrimoine naturel de la ville (cf. « Jardin de la Reine »).
- Le projet LENGGURU, qui est une mission naturaliste au service des scolaires, par exemple pour leur transmettre les méthodes d'étude du patrimoine naturel, en lien avec l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) ;
- Le projet SEVE, pour Scène d'Expression végétale Ephémère, qui est un événement original dédié au végétal, au jardinage et aux jardins, initié par un collectif de professionnels et de passionnés de nature, et organisé en partenariat avec la ville.
- La diffusion, en lien avec le Syndicat du Bassin du Lez, d'une brochure à destination du Grand Public « Demain nos jardins sans pesticides ».
- Le développement des jardins participatifs et de l'agriculture urbaine. Promotion de légumes d'anciennes variétés.
- Désertif Actions, piloté par l'Association CARI, qui a donné lieu à la déclaration de Montpellier « Terre et Changements climatiques ».

4- La cohésion sociale.

S'incrivent dans ce cadre :

**REFAISONS
LE CLIMAT**



A MONTPELLIER



DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT 2015



Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Nous sommes la première génération à savoir qu'il faut faire quelque chose dans la lutte contre les changements climatiques, et la dernière à pouvoir le faire, face à l'urgence climatique.

Nicolas HULOT



RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Sommaire

EDITO DU MAIRE	6
Partager la culture du développement durable	8
En 2015 le développement durable dans l'œil de la COP21	9
Le rapport de développement durable	10
Le budget 2015	11
 PRODUIRE ET CONSOMMER RESPONSABLE	 12
LA VILLE QUI MAITRISE SES FLUX	12
Maîtriser la demande d'énergie, optimiser équipements, et pilotage	14
Poursuivre la construction d'écoles Bepos	22
Etendre l'amélioration des bâtiments existants	25
Poursuivre les actions de maîtrise des consommations d'eau des bâtiments communaux	27
La ville accompagne l'inter modalité sur son territoire : à chaque usage son mode de déplacement	31
Logistique urbaine et aires piétonnes : reconquérir la qualité de l'air	34
Encourager les agents de la ville à utiliser plus les mobilités actives et l'éco conduite	37
Le Plan de Déplacements d'Etablissement de 2nde génération	41
 LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET PROTECTION DE L'ATMOSPHERE	 44
LA VILLE PRODUCTRICE ET DISTRIBUTRICE D'ENERGIE	44
Poursuivre la transition énergétique de la ville	46
La centrale photovoltaïque de l'hôtel de ville	47
Le réseau urbain, un outil majeur pour le développement des énergies renouvelables et de récupération	49
Réseau urbain, quartier Port Marianne, la tri génération au bois	51
Le réseau historique Polygone/Antigone adopte les énergies renouvelables	52
L'Ecocité crée un ilot énergétique démonstrateur	55
 ECONOMIE DES RESSOURCES ET PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE	 56
LA VILLE INCITATRICE, PROTEGE SES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITE	56
L'Agence Locale de l'Energie accompagne la dynamique de transition énergétique	58
Préparer l'après COP21 à Montpellier	65
Une politique locale de gestion des risques	70
Biodiversité et climat : un même « combat »	76
Le Parc de Lunaret 2015	83

COHESION SOCIALE, SOLIDARITE ENTRE LES TERRITOIRES ET LES GENERATIONS	86
UNE VILLE HUMAINE AMENAGEUSE SUR LE LONG TERME	86
Le génie urbain priorise les besoins	88
ZAC et éco quartiers Impulsent les mutations de la ville adaptée (Guide AURA)	92
Ecocité : la ville méditerranéenne, l'homme et la nature au cœur de l'aménagement	98
Grands Equipements : le pôle d'échange multimodal St Roch	100
L'imagerie urbaine pour visualiser la ville	102
 DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT / MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION RESPONSABLES	 104
LA VILLE ECO RESPONSABLE	104
La formation au service de l'action,	106
Accompagner la dématérialisation	112
Poursuivre et amplifier les achats durables	114
Réduire notre impact sur les ressources	119
Encourager la réduction des déchets à la source	121
Une restauration scolaire qui lutte contre les gaspillages alimentaires	128
Vers des manifestations éco responsables	131
Une communication qui atténue son impact environnemental	137
Une imprimerie exemplaire qui maîtrise son impact environnemental et social	139
L'action extérieure de la ville de Montpellier à l'heure de l'éco exemplarité	142
L'écotourisme gagne toujours plus Montpellier	144
 EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE	 146
LA VILLE AU SERVICE DE LA QUALITE DE VIE DES MONTPELLIERAINS	146
Une ville santé	148
Les données publiques environnementales accessibles à tous	153
Les petits montpelliérains au cœur des enjeux d'éducation au développement soutenable	155
Les écoles, comme une « fabrique du futur »	158
La crèche : un lieu idéal pour le durable	163
Clé Montpellier Logement	168
L'emploi	172
Soutenir la qualité et la diversité des marchés	177
Lutter contre la précarité énergétique	181
Tous éco citoyens pour participer au projet de ville propre	183
 EPANOUISSEMENT DE CHACUN DANS SON CADRE DE VIE	 186
LA VILLE DU « BIEN VIVRE - ENSEMBLE »	186
La maison de la démocratie, outil de proximité et de participation	188
Les associations actrices du social, de l'environnement et du cadre de vie	190
Sport pour tous et sport santé	191
La dynamique des générations	193
Le service Jeunesse : un tremplin pour l'initiative	196
Les Maisons pour tous, une mosaïque d'initiatives éco citoyennes	199
Améliorer la vie sociale des personnes en situation de handicap	201
Le renouvellement urbain, un projet de long terme	205
 POUR CONCLURE	 211



2015

EDITO du MAIRE

RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2015

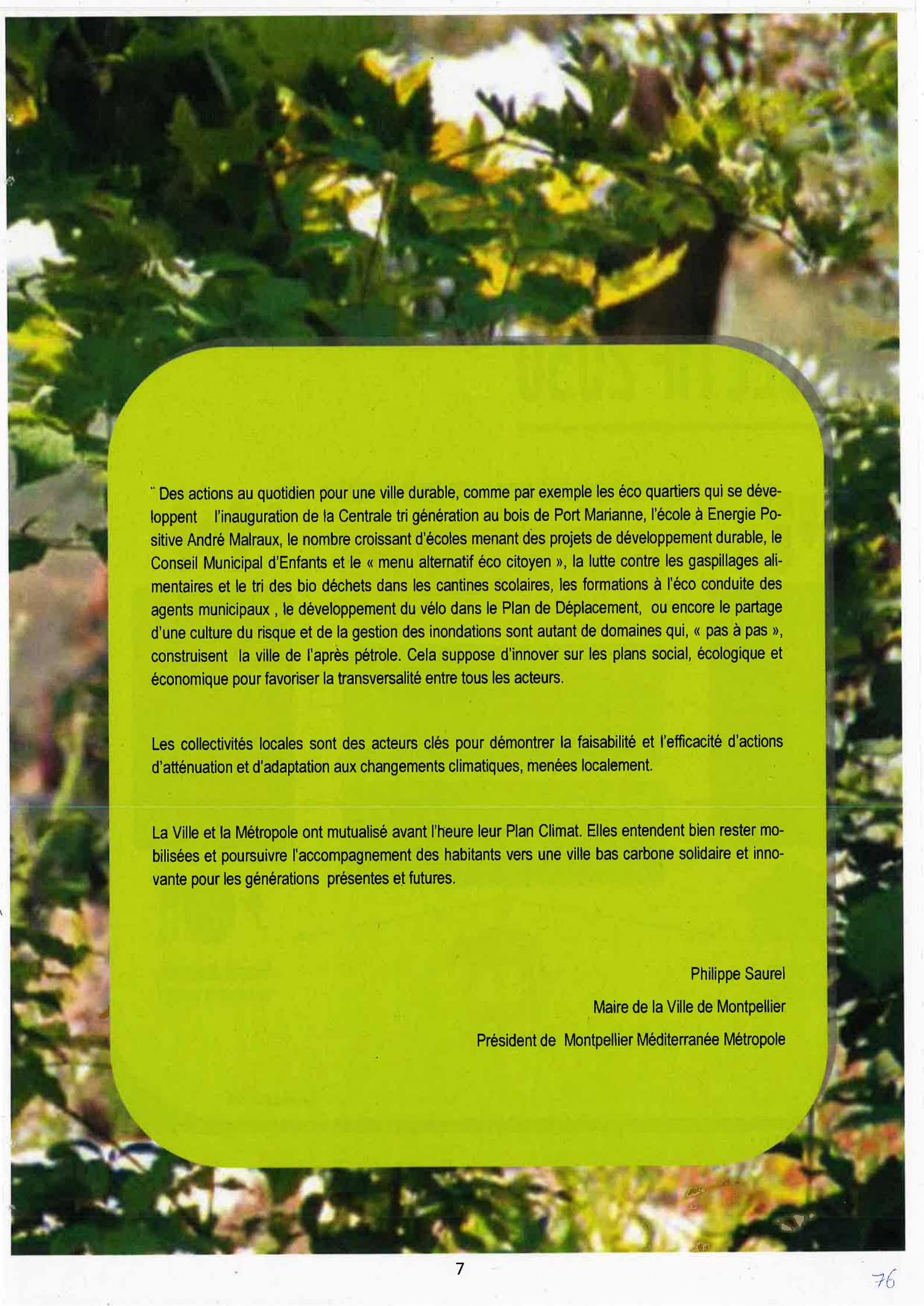
Une Ville engagée dans la lutte contre les dérèglements climatiques

En décembre 2015, la France a accueilli la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21). Oui, le problème est mondial mais la solution est locale. Aussi, tout au long de cette année, la ville de Montpellier s'est mobilisée, sur le terrain, par de nombreuses initiatives.

” **Le trophée des Eco-Maires** remporté par la Ville pour les quatre écoles à énergie positive.

” **L'Appel de Montpellier** prononcé en juin lors du Forum « Désertifactions 2015 », évènement unique en son genre, a réuni autour des questions climatiques plus de 300 participants de la société civile, des scientifiques, des autorités locales, des officiels, des bailleurs de fonds et des responsables d'organisations internationales. Labellisé COP21 grâce à l'engagement de tous, il a permis d'échanger sur des expériences qui marchent avec des citoyens qui agissent et s'engagent. Une marche citoyenne « Terre et climat » suivie d'un concert public pour la Terre a clôturé l'évènement.

” **Le Festival « Refaisons le climat »** organisé par France Nature Environnement les 25 et 26 septembre, en partenariat étroit avec la Ville et la Métropole autour des enjeux de l'eau, du littoral, de l'énergie et couplé avec la Fête de la biodiversité a été un moment fort et rassembleur autour du défi majeur que représente, pour le bassin méditerranéen, l'adaptation aux changements climatiques.



“ Des actions au quotidien pour une ville durable, comme par exemple les éco quartiers qui se développent l'inauguration de la Centrale tri génération au bois de Port Marianne, l'école à Energie Positive André Malraux, le nombre croissant d'écoles menant des projets de développement durable, le Conseil Municipal d'Enfants et le « menu alternatif éco citoyen », la lutte contre les gaspillages alimentaires et le tri des bio déchets dans les cantines scolaires, les formations à l'éco conduite des agents municipaux , le développement du vélo dans le Plan de Déplacement, ou encore le partage d'une culture du risque et de la gestion des inondations sont autant de domaines qui, « pas à pas », construisent la ville de l'après pétrole. Cela suppose d'innover sur les plans social, écologique et économique pour favoriser la transversalité entre tous les acteurs.

Les collectivités locales sont des acteurs clés pour démontrer la faisabilité et l'efficacité d'actions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, menées localement.

La Ville et la Métropole ont mutualisé avant l'heure leur Plan Climat. Elles entendent bien rester mobilisées et poursuivre l'accompagnement des habitants vers une ville bas carbone solidaire et innovante pour les générations présentes et futures.

Philippe Saurel

Maire de la Ville de Montpellier

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Partager la culture du développement durable

Tous mobilisés !

OBJECTIF 2050



Source ADEME

En 2015, le développement durable ... dans l'œil de la COP21 !

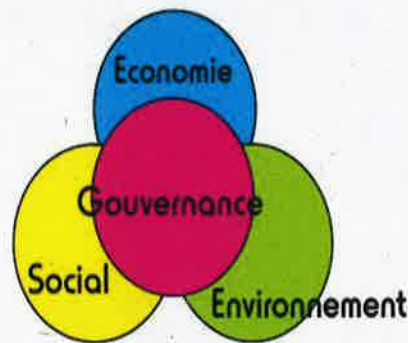
Economie

Développement économique maîtrisé, économie sociale et solidaire, répartition équitable des richesses ...

Social

Progrès social, égalité des droits, solidarité, qualité de vie, accès pour tous à la culture ...

3 piliers et un axe central



Gouvernance

Participation des acteurs et des populations concernées, information, formation, éducation ...

Environnement

Préservation des ressources naturelles, luttes contre les changements climatiques ...

Plus le temps passe, plus la société civile prend conscience de l'urgence de mettre en place une solidarité planétaire pour faire face aux grands bouleversements des équilibres naturels.

Dans le rapport de Gro Harlem Brundtland, « Notre Avenir à tous », publié en 1987, alors qu'elle est Premier ministre en Norvège et présidente de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, madame Brundtland s'attacha à définir ce concept de développement soutenable par " **un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs** ". Depuis cette date, le concept de développement durable a été adopté dans le monde entier.

En décembre 2015, 196 pays ont trouvé un accord mondial pour limiter la hausse de la température globale entre **1,5 et 2 degrés** à la fin du siècle, seuil au-delà duquel il serait difficile de s'adapter au réchauffement climatique en cours, voir impossible. Pour cela, chaque État devra s'engager à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à développer une économie bas carbone.

Moment phare d'un long processus de négociation, la conférence de Paris, présidée par la France sous l'égide des Nations unies, constitue l'un des plus grands événements diplomatiques jamais organisé dans l'Hexagone autour du climat. Il s'est agi ni plus, ni moins que de mobiliser les opinions publiques et les états, pour éviter un « emballement du climat irréversible » et prévenir l'humanité d'une crise majeure, rendant probablement toute vie sur terre inhospitalière.

La ville de Montpellier, en lien avec le Réseau France Nature Environnement, organise sur son territoire, des événements labellisés « COP21 » et affirme ainsi sa volonté de mobiliser un grand nombre de citoyens montpelliérains et « métropolitains ».



LE RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement soumet les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.

L'OBJECTIF EST D'INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES. AU TRAVERS DU BUDGET ANNUEL, MOMENT CLÉ OÙ LES POLITIQUES SE DÉFINISSENT.

Il fait référence aux 5 finalités du développement durable du cadre de référence Agenda 21 :

- Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère,
- Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources,
- Epanouissement de tous les êtres humains,
- Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations,
- Dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

La présentation du processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation peut s'organiser sur la base des 5 éléments de démarche suivants :

- la participation des acteurs,
- l'organisation du pilotage,
- la transversalité de l'approche,
- le dispositif d'évaluation partagé,

le tout, au service d'une stratégie d'amélioration continue.

Le budget 2015 " Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ", article 14 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ».



*Dynamiques de développement suivant les modes de production et
de consommation responsables*

PRODUIRE et



LA VILLE QUI MAITRISE SES FLUX

ENJEUX GLOBAUX

Quelles tendances dans la production et la consommation responsable ?

Les observations des différents rapports sur ce sujet concordent : les évolutions et « les tendances de fond » se confirment traduisant une prise de conscience des Français vers « un équilibre entre enjeux environnementaux et aspects socioéconomiques liés à la production ».

Les chiffres de la consommation responsable, rapport 2013, préfacé par Elizabeth La ville cofondatrice de « Graines de changements », qui titrait son éditorial par « La consommation responsable à l'épreuve de la crise », relève que certains leviers de la crise économique comme les circuits courts et la fabrication française bénéficient aujourd'hui d'un portage politique.

Dans les secteurs de l'alimentation, des transports, de l'énergie/habitat, des produits de consommation courante, de la finance, ... de nouvelles pratiques sont à l'œuvre : les consommateurs s'organisent pour inventer de nouveaux modes de consommation comme la consommation collaborative (location, troc, don, récupération de produits d'occasion, vente directe de particuliers à particuliers, échanges de services et de savoirs (non monétisés))...

Ces pratiques sont confirmées dans la dernière étude de mars 2014 d'Ethicity/ Groupe Greenflex, intitulée « Révolution durable – 10 ans de transition vers de nouveaux modes de vie ».

Entre circuits courts, circuits de proximité, consommation de qualité (produits sains, de qualité, comme les produits biologiques), consommation éthique, épargne solidaire, consommation collaborative, (...) les pratiques responsables se confirment et traduisent un besoin de rapports humains dans la société.

Toujours selon cette étude, de nombreux consommateurs sont prêts à aller jusqu'à fabriquer eux-mêmes certains produits pour le plaisir de les fabriquer et d'accorder une 2^{nde} vie au produit ; on parle alors d'autoproduction.

Source : <http://www.eedd-midi-pyrenees.fr/Dossier-Produire-et-consommer#Quelles-tendances-dans-la-production-et-la-consommation-responsible-nbsp>

MAÎTRISER LA DEMANDE D'ÉNERGIE, OPTIMISER ÉQUIPEMENTS, ET PILOTAGE

ENJEUX

La Maîtrise de la Demande d'Énergie (MDE) est un ensemble de technologies et de méthodes visant à optimiser les dépenses énergétiques des consommateurs, tout en limitant les coûts d'infrastructures publiques ainsi que les impacts sur l'Environnement.

Les bâtiments résidentiels et tertiaires sont les plus consommateurs d'énergie en France (44%) et le chauffage en est le principal contributeur (75%).

Sur les 30 millions de logements résidentiels, 19 millions ont été construits avant la réglementation thermique de 1975. Avec une consommation de plus de 300 kWh/m².an, ces logements contribuent à plus de 75% de la consommation totale.

Le logement neuf qui, aujourd'hui, permet des constructions beaucoup plus performantes (moins de 100 kWh/m².an), n'assure un renouvellement du parc que d'environ 1% par an.

Les solutions d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments sont multiples et présentent des performances déjà bien établies.

Elles concernent l'isolation thermique des parois, des toitures et des fenêtres, l'utilisation de systèmes de chauffage performants et une gestion active des équipements pour minimiser leurs consommations (équipements à hauts rendements, dispositifs de contrôle et de régulation des postes de consommation).

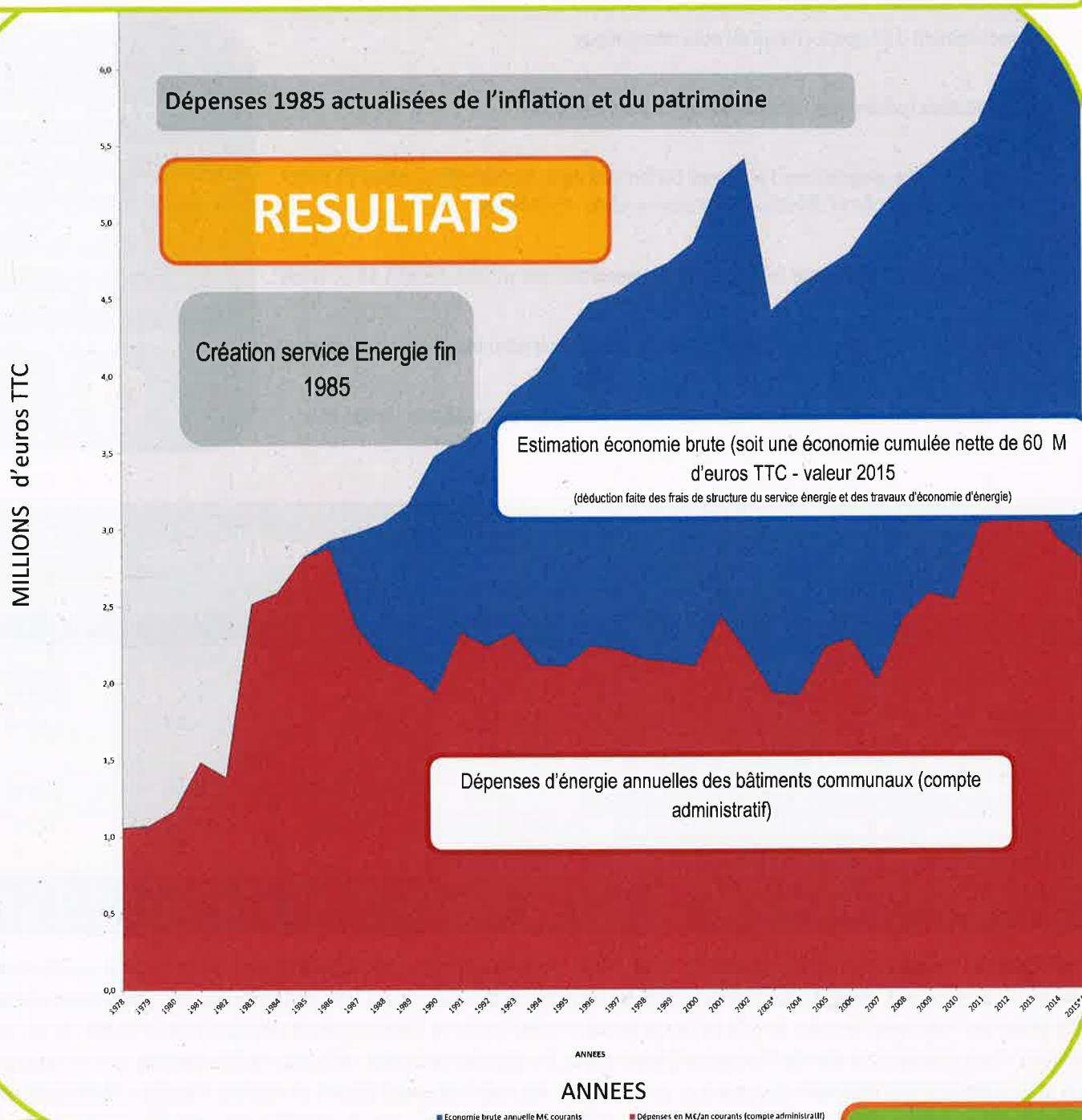
ECOREPERES

MAÎTRISE, EFFICACITÉ, RENOUVELABLES

Pour « border » les actions à conduire dans le cadre de la stratégie nationale, la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme, donnant les orientations de la politique énergétique, dite loi POPE, fixe des objectifs chiffrés ambitieux. Cela a défini un certain nombre de programmes mobilisateurs pour les économies d'énergie.

En matière d'efficacité énergétique, la loi POPE fixe comme objectif la réduction de 2% par an, d'ici à 2015, de l'intensité énergétique finale, et de 2,5% par an, entre 2015 et 2030.





L'ÉLECTRICITÉ :

FOCUS

Depuis 1985, toutes les factures d'énergie des bâtiments communaux sont centralisées et traitées par le service énergie, afin de vérifier et **détecter les anomalies de facturations** et **d'optimiser par la même occasion, les contrats de fournitures d'énergies**, au fur et à mesure que les équipements sont modifiés ou rénovés. Etant donné que plus de **50 %** des dépenses liées à l'énergie pour les bâtiments communaux correspondent aux **consommations électriques** (56% en 2013). Pour l'année 2013, plus de 18 000 € d'erreurs de facturations ont ainsi été décelés. La ville de Montpellier a également décidé de mettre en place, des **compteurs et sous- compteurs électriques** reliés à la Gestion Technique Centralisée (GTC), afin de mieux maîtriser les consommations en énergie, et plus particulièrement celles qui concernent l'électricité.

Les consommations électriques proviennent d'une multitude d'appareils fonctionnant à l'électricité, possédant diverses plages d'utilisations (période hivernale, quotidienne, hebdomadaire, ou encore ponctuelle). Toutefois le suivi des factures d'électricité n'est pas suffisant pour maîtriser au mieux la consommation électrique des bâtiments. C'est pourquoi il est devenu indispensable de sous-compter l'électricité, afin de comprendre **OU** et **QUAND** cette énergie est consommée.

LES ACTIONS MISES EN PLACE POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES DE LA VILLE DE MONTPELLIER SONT :

- le recrutement d'un agent chargé du suivi énergétique
- l'optimisation tarifaire des contrats de fourniture d'électricité,
- la mise en place progressive d'éclairage performant dans les bâtiments (tubes T5 avec ballasts électroniques et détection de présence et de luminosité),
- la suppression du chauffage électrique et remplacement par un chauffage à eau chaude,
- l'optimisation de la puissance des moteurs et pompes (variation électronique de vitesse),
- la limitation de la climatisation, notamment par la diminution des surfaces vitrées et la mise en place de brises soleil extérieur.

La maîtrise des flux, commence par la maîtrise de la demande en énergie, et donc tout simplement par la mesure des consommations.



MAITRISE DE LA DEMANDE D'ELECTRICITE DEPUIS 1986

ELECTRICITE	1986/1987	2014	ECART	
Puissance souscrite à EDF (kW)	10 835	860	25	0,23 %
Consommation annuelle (kWh)	13 222 192	12078355	- 1143837	- 8,65 %
Coût annuel (€ TTC)				
→ en € courants	1 417 815	1 803 980	386 165	27,2 %
→ coût 1987* actualisé patrimoine et inflation (en € 2008)		3 112 898	-1 308 918	- 42 %
* patrimoine : +30,8% et inflation : +67,1%				

Constance dans l'optimisation de la conception énergétique des équipements
Assurer le confort des usagers au meilleur coût, tel est l'objectif que s'est fixé la Ville de Montpellier, par une réflexion sur le coût global des bâtiments, incluant le coût de la construction et les coûts de fonctionnement pendant toute la durée de vie du bâtiment. Pour y parvenir, la ville de Montpellier diffuse à tous les agents municipaux, et à tous les intervenants, dès la conception et la réalisation des bâtiments communaux, un document résumant les prescriptions en matière d'isolation thermique, de technique de chauffage, d'éclairage naturel des locaux, et de confort d'été. Une note du Directeur Général des services informe l'ensemble de l'Institution, sur les usages de l'énergie dans les bâtiments.

Performance dans l'optimisation de l'entretien et du pilotage des équipements climatiques
 L'entretien de toutes les chaufferies des bâtiments communaux, ainsi que par convention ceux du CCAS et de la Métropole de Montpellier (environ 350 sites), se fait en régie. Ce choix permet une bonne réactivité et assure la maîtrise optimale des consommations d'énergie : **+1°C** de dérive dans les bâtiments induit **+ 10%** de surconsommation de chauffage. L'appui de la télégestion sur **175 sites** permet non seulement d'agir rapidement en cas d'anomalies, mais aussi de constater des dérives éventuelles, non seulement sur le chauffage, mais aussi sur les consommations d'électricité et d'eau.



TROPHEES DES ECO MAIRES 2015

La Ville de Montpellier a obtenu pour la seconde fois, le **trophée des Éco maires**



DESCRIPTION DE L'ECO ACTION PRESENTÉE au JURY DES TROPHEES : Construction de quatre écoles à énergie positive et résultats des mesures.

Pour quelle catégorie candidatez-vous ?

Prix de l'innovation

Date de début de réalisation : septembre 2012

Date de fin de réalisation : septembre 2015

Quels sont les objectifs visés par l'Eco Action ?

Anticiper la future réglementation thermique 2020 prévoyant demain, des constructions BEPOS, pour être exemplaire, amener les acteurs de la construction à résoudre les questions techniques, diminuer le coût énergétique des bâtiments communaux, et évaluer les résultats obtenus.

Quel est le caractère innovant de votre Eco Action ?

Travaux collaboratifs avec les architectes, Assistances à Maitrise d'Ouvrage, bureaux d'études, les fournisseurs de matériel, l'exploitant chauffage, les personnels enseignants, pour réussir ensemble l'appropriation des nouveautés induites par les Bâtiments à Energie Positive (BEPOS), et réduire le temps de leur courbe d'apprentissage.

Partenaires publics : ETAT, ADEME, Région Languedoc Roussillon

Partenaires privés : IZUBA Energie, GFC Construction, Bureaux d'Etudes, architectes

Quels partenaires vous ont accompagné dans la réalisation de votre Eco Action ? Etat, ADEME, Région Languedoc Roussillon.

SYNTHESE DE L'ECO ACTION

La ville de Montpellier a créé il y a 30 ans un service énergie, afin d'une part de limiter les émissions polluantes et les gaz à effet de serre, et d'autre part de maîtriser les consommations énergétiques de ses bâtiments communaux: agir pour la planète et pour la maîtrise des dépenses de la ville.

En **30 ans**, ce sont **60 M€ TTC** cumulés qui ont été économisés. En 2012, la ville a décidé d'innover en construisant des écoles réellement à énergie positive (qui produisent plus d'énergie primaire qu'elles n'en consomment, (tous usages confondus), une anticipation de la future réglementation thermique 2020.

Les objectifs fixés par les élus : créer des compétences nouvelles auprès de tous les acteurs de la construction, de l'amont à l'aval, montrer que construire des bâtiments BEPOS est possible, mesurer les résultats obtenus, et poursuivre la diminution des coûts énergétiques des bâtiments communaux.

Les points clés à signaler sont les suivants :

- Implication des élus (va au-delà du cadre réglementaire)
- Travail d'équipe ADEME, architectes, bureaux d'études, AMO environnement/énergie, fixant les objectifs et évaluant les résultats, contrôleurs d'étanchéité à l'air, installateurs photovoltaïques, exploitants des installations, utilisateurs des locaux...
- Simplifier la notion de BEPOS, et l'expliquer au public : un bâtiment basse consommation chauffage et électricité, qui produit plus d'énergie que toutes ses consommations cumulées. Le suivi et le contrôle des résultats est fait en relevant tous les mois 3 compteurs : achat d'électricité, revente d'électricité photovoltaïque et achat de chaleur (gaz ou réseau de chaleur biomasse). Le cumul sur 12 mois montre que les écoles sont réellement BEPOS.
- Diversité des procédures : la 1^{ère} école BEPOS a été conçue en interne (architecture et bureaux d'étude énergie), avec, un AMO simulation thermique dynamique, ainsi qu'une formation BBC de l'Institut Négawatt; la 2^{nde} et la 4^{ème} école ont été construites via un concours, et la 3^{ème} en construction réalisation (cf. délais très courts et contraintes de sites fortes).
- Importance de l'appropriation de l'usage du bâtiment par les utilisateurs et les conducteurs de chaufferies. (une BD pour les élèves, affichage dans le hall, régulation conviviale)
- L'école CHENGDU (ville jumelle chinoise de Montpellier) a servi de modèle au maire de CHENGDU, et les architectes montpelliérains ont construit à CHENGDU son « homologue » : l'école MONTPELLIER.

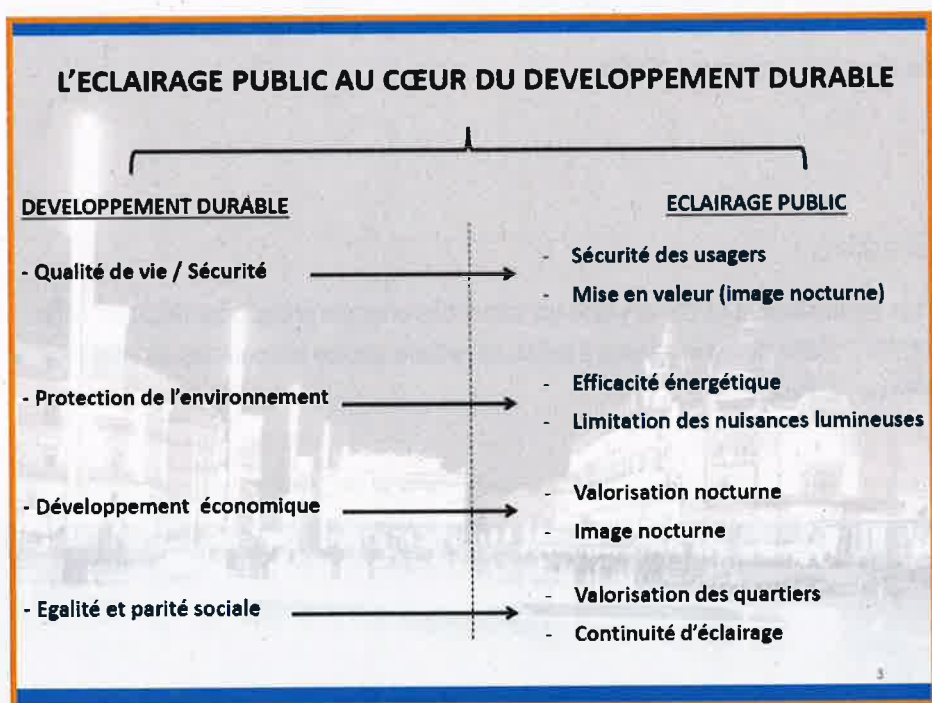
PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Continuer à assurer le confort des usagers au meilleur coût

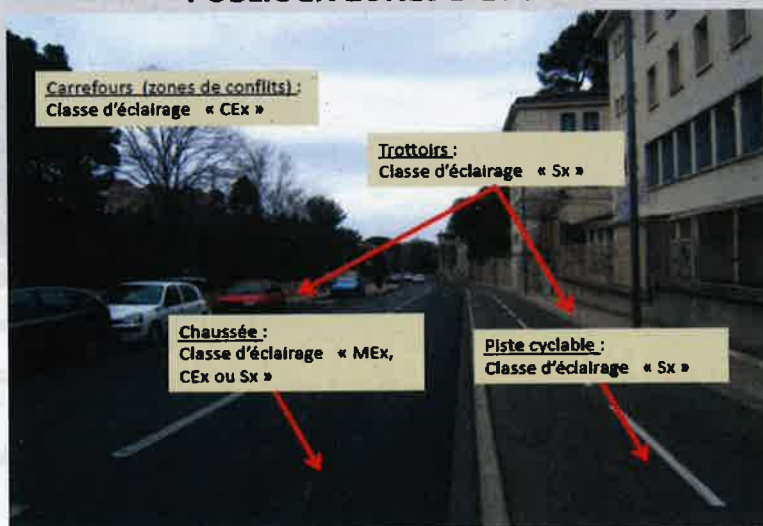
La collectivité a mené des actions d'**efficacité énergétique** sur son éclairage public. La suppression totale des lampes à vapeur de mercure, depuis plus de 20 ans en a été le point de départ. La ville procède également à l'**optimisation de ses sources lumineuses**, par l'**abaissement des puissances**, ainsi elle ajuste ses contrats énergétiques en permanence.

Les actions en matière d'économie d'énergie se poursuivent. Pour exemple :

- remplacement de 300 foyers lumineux de 250W de puissance, par des sources de 150W
- des actions préventives qui sont menées tant sur les lampes que sur les appareillages qui les accompagnent, permettent de conserver un niveau de consommation stable, malgré l'augmentation du nombre de points lumineux, induite par les opérations d'urbanisme en cours ou à venir sur la Ville.



ELABORATION D'UN PROJET – DECOMPOSITION DE L'ESPACE PUBLIC EN ZONES D'ETUDES



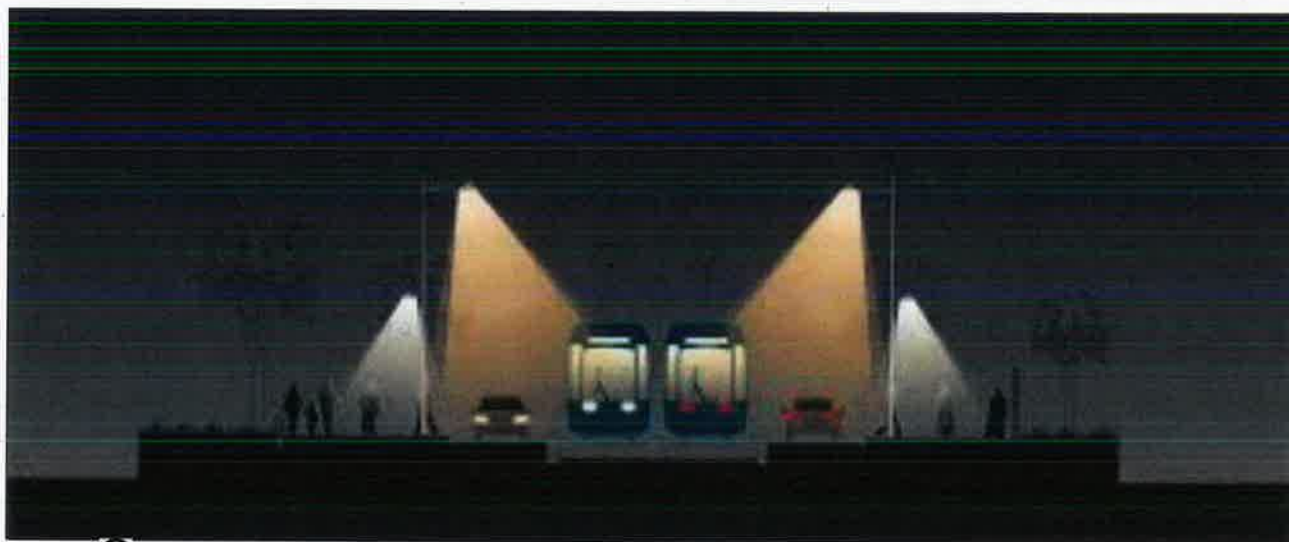
FOCUS

Les actions significatives en termes d'éclairage public en 2015 :

- Remplacement de 300 lanternes en 250W par des lanternes 150W
- Toujours une programmation annuelle de remplacement systématique des sources et des appareillages
- Réglage plus précis des durées d'allumage (déclenchement et extinction)
- **Baisse de la consommation annuelle de 1 200 000 kWh - 6%**
- Puissance moyenne du point lumineux : 134W

La génération LEDS arrive !

La ville a terminé ses test sur les luminaires LEDS et validé un cahier des charges précis pour déployer cette technologie à partir de 2016/2017. Cette dernière permet à la fois de réduire encore les puissances installées et de travailler sur la temporalité de l'éclairage public.



Source : © wonderfulight

PISTES d'AMELIORATIONS

- Mettre en place des zones de test sur 4 à 5 ans, afin de vérifier la fiabilité technologique des amorces électroniques pour remplacer les ballastes.

ECLAIRAGE DE NOËL : DIMINUER L'EMPREINTE CARBONE DE LA VILLE

Améliorer le bilan environnemental, de la période des fêtes de Noël par une compensation carbone

Montpellier est une des rares villes françaises à supporter l'intégralité du coût des illuminations de Noël. Un coût qui se chiffre à 500 000 euros. La société à qui a été confié l'embellissement des rues, adhère au programme de Yan Arthus Bertrand. Elle participe au reboisement de jardins agro forestiers au Pérou. Soulignons que la participation au reboisement pour la Ville de Montpellier est toujours défini selon un calcul de dégagement de CO2 dû à l'électricité consommée par les illuminations (d'où un équivalent d'arbres à planter), réalisé à partir d'une formule mathématique définie par l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie). La compensation carbone n'est qu'une étape de courte durée, l'objectif restant ici, à moyen terme, la production électrique à partir de sources renouvelables (solaire en toiture...).

La seconde action de compensation concerne la protection des abeilles via l'association « Un toit pour les abeilles ».

La ville parraine ainsi deux ruchers, qui permettent de récolter 200 pots de miel de 125 g.

RESULTATS



Site « Un toit pour les abeilles »

FOCUS

En solidarité avec les hommes et les abeilles

2014 / 2015 : En ce qui concerne la participation à la protection des abeilles, elle est toujours en place grâce au parrainage des deux ruches floquées aux couleurs de la Ville de Montpellier, via l'association « un toit pour les abeilles » en PACA et visible sur le site : <http://www.untitpourlesabeilles.fr>

Enfin, une nouveauté depuis les élections de mars 2014, les 200 pots de miels de 125 g qui sont remis à la Ville, ont été distribués le 26 avril 2014 à des familles en difficultés lors la « journée de la solidarité », via les associations caritatives en partenariat avec les services de la Ville (Cohésion sociale).

Les illuminations de la Ville de Montpellier intègrent non seulement l'aspect environnemental (reboisement + soutien aux apiculteurs), mais également la notion de solidarité (distribution aux personnes en difficultés).

Nb : la compensation carbone doit n'être une étape de courte durée, car l'objectif est ici, à moyen terme, de développer une production décarbonée, issue de sources d'énergie renouvelables (solaire en toiture en réseau intelligent par exemple).

Globalement, la consommation électrique des éclairages de Noël reste stable depuis l'entrée dans ce fonctionnement.

Les illuminations de fin d'année, ont été intégrées dans une réflexion globale de diminution de notre empreinte carbone (principalement issues de nos consommations énergétiques). La ville utilise uniquement des LED ou Lampes à Diodes Electroluminescentes qui permettent de réaliser une économie de 40% (équivalents à 10 h /d'éclairage par jour pendant 40 jours).

PISTES d'AMELIORATIONS

◆ faire connaître et partager cette expérience avec les acteurs du territoire

◆ Parrainez une ruche pour sauver les abeilles

<http://www.untitpourlesabeilles.fr>



POUR SUIVRE LA CONSTRUCTION D'ÉCOLES BEPOS

ENJEUX

LE BÂTIMENT À ÉNERGIE POSITIVE RELIÉ AU FUTUR TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE

Dans le cadre de la loi de transition énergétique, la candidature de la Métropole a été retenue dans le cadre du dispositif d'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte ».

Le consultant Franck BOUTTE parle de Territoire à Énergie Globale Positive.

« Appréhender la ville de façon systémique implique de ne plus penser le projet au travers de son seul périmètre mais de l'envisager à travers **les liens qu'il génère**. La ville ne saurait être réduite à une simple superposition de projets autonomes : ce qui importe ce sont bien les liens entre ces objets, les interfaces, l'espace public, les perspectives et les vues offertes, le regard porté sur l'objet davantage que l'objet lui-même, etc. L'ensemble des projets de transformation d'un territoire doivent pouvoir offrir des services, générer des externalités positives à des échelles qui dépassent leur seul cadre d'étude. Le nouveau quartier se nourrit de son territoire et nourrit son territoire, il devient une nouvelle ressource.

Et si la question fondamentale de l'aménagement durable, c'était : Que peut-on mettre en commun, qu'est ce que l'on peut partager? Le partage des ressources devient la base d'un nouveau contrat social.

DU BÂTIMENT À ÉNERGIE POSITIVE (BEPOS) AU TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE (TEPCV) POUR LA VILLE DURABLE ÉQUILIBRÉE, MUTUALISÉE, SOLIDAIRE.

Une nouvelle équation vertueuse s'opère entre l'énergie blanche liée à l'usage réglementaire et aux compensations, l'énergie grise liée à la fabrication, l'énergie cinétique liée à la mobilité, aux déplacements, l'énergie sociale liée aux services, l'énergie créative dans ses dimensions culturelles, l'énergie du changement d'état liée à l'évolutivité, l'énergie économique...

Source : <http://franck-boutte.com/?p=3639>

ECOREPERES

UN OBSERVATOIRE BEPOS EN FRANCE

L'ADEME et Effinergie associent leurs compétences pour promouvoir les bâtiments à énergie positive sur le site de l'Observatoire BBC. Au sein d'un nouveau module spécifique "Zoom BEPOS", une cartographie et un moteur de recherche permettent de recenser les projets auto-proclamés "à énergie positive" en France, ainsi que les bâtiments certifiés Bepos-Effinergie 2013.

L'identification de ces projets ayant débuté en 2010, les projets ont été conçus avec des moteurs de calculs différents (RT2005, RT2012) et des périmètres d'études variables (5 usages réglementaires, tous usages, ...). A ce jour, **288** projets ont été répertoriés et 70 bénéficient d'une analyse détaillée.

Les objectifs de ce partenariat sont de promouvoir les opérations à énergie positive, d'identifier et d'analyser les technologies et méthodologies utilisées afin de consolider le référentiel Bepos-Effinergie 2013 et d'anticiper les futures évolutions réglementaires.

Plus d'information : www.observatoirebepos.org



RESULTATS

C'est une première en France, en 2015, la ville de Montpellier poursuit la construction de sa 4ème école BEPOS (Bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme). Il s'agit de l'école André MALRAUX.

ETUDE BEPOS – MED

Premiers constats et analyses technico-économiques

*où comment être sobre et efficace pour réduire l'investissement ENR ^{*1}*

BEPOS-MED

BDM-ENVIROBAT-ENERPLAN-EFFINERGIE

PROJET	ECOLE ANDRE MALRAUX MONTPELLIER (34)
Maître d'ouvrage	Mairie de Montpellier
Architecte	Dominique Coulon et associés
BET	solaresbauen SARL
SHON	3370,5 m ²

BEPOS-MED

BDM-ENVIROBAT-ENERPLAN-EFFINERGIE

Analyse du projet

Sobriété:

- Isolation très performante
- Apport passif
- Bon apport d'éclairage naturel
- Bonne protection solaire et rafraîchissement passif (ventilation naturelle diurne et nocturne)

Efficacité

- VMC simple flux
- réseau de chaleur urbain (alimenté principalement par biomasse)
- Eclairage artificiel: 4 à 8 w/m²

Renouvelables:

- photovoltaïque: 96 kWc

RESSOURCES
BOIS LOCALE

^{*1} EnR : Energies renouvelables

ORIENTATION ET SITUATION (éloignement domicile travail)

ORIENTATION : Ce critère n'est pas pour le moment mis en valeur par l'étude. Intuitivement, une orientation de la façade principale allant de Sud Est à Sud Ouest est plutôt favorable pour capter en hiver et surtout pour ne pas capter en été.

SITUATION : le déplacement peut très rapidement impacter le bilan énergie : voir le logiciel ECOMOBILITE d'Effinergie



FOCUS

COMPORTEMENT ET OCCUPATION

Le calcul du Cep^{*1} par m² nous semble très limité : entre le studio d'un couple d'étudiants qui a 25 m² et celui du couple de retraité qui en a 200, il y a des écarts sur ce ratio qui n'ont plus de sens. Donc un calcul par personne serait plus adapté.

Par ailleurs, le comportement de l'utilisateur a un impact énorme, ce qui tend à prouver que les mesures ex nihilo sur des bâtiments non habités n'ont pas de sens. L'utilisateur propriétaire aura un comportement différent du locataire, l'utilisateur motivé aura des bilans meilleurs que l'utilisateur lambda.

Enfin, le type d'usage, tertiaire, logements ou scolaire a aussi de l'importance, Effinergie BEPOS prévoyant des consommations autres usages de :

- 70 kWh/m² pour le logement
- 100 kWh/m² pour les bureaux
- et 30 kWh/m² en plus pour le scolaire et crèche (ce dernier chiffre est plus proche de 70 ou de 100 (bilan de projets BDM))

16/05/2014

77

*1 : Le Cep est l'une des trois exigences de la RT 2012. Ce coefficient représente la **consommation conventionnelle d'énergie primaire** de votre projet, portant sur les consommations de chauffage, de refroidissement, d'éclairage, de production d'eau chaude sanitaire et d'auxiliaires (pompes et ventilateurs).

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- suivi des consommations et déverminage, c'est-à-dire détection des défauts et imperfections du système afin d'en corriger les éventuels dysfonctionnements.

ÉTENDRE L'AMÉLIORATION DES BÂTIMENTS EXISTANTS

ENJEUX

L'Agence Locale de l'Énergie Montpellier participe à un projet européen intitulé ZEMedS qui a pour but de promouvoir la rénovation BEPOS (Bâtiment à Énergie POSitive) d'écoles situées en climat méditerranéen.

Les bâtiments scolaires sont en effet parmi les plus consommateurs d'énergie du patrimoine des collectivités (cf. page suivante). Il est donc essentiel d'intervenir en priorité sur les écoles lorsque les communes souhaitent améliorer la qualité de leur parc de bâtiments et réduire la part du budget communal consacré à l'énergie.

Des ateliers d'information et d'échanges

De nombreux ateliers d'information et d'échanges sont organisés dans le bassin méditerranéen français et un séminaire de deux jours, conjuguant conférences, tables rondes et visites, se tient à Montpellier les 6/7 octobre 2015.

Pour vous inscrire à un atelier d'information et d'échanges : <http://www.zemedS.eu/fr/formation>

Si vous souhaitez en savoir plus sur cette action, nous vous invitons à nous contacter :

Michaël Gerber, chargé de mission collectivités
Tél. 04 67 91 96 94 ou michael.gerber@ale-montpellier.org

En 2015

- Rénovation des écoles Daviler et Kergomar : 0,5 M€
- Travaux sur les écoles Figuier, Hugo et Bert : 0,5 M€
- Ouverture de l'école André-Malraux : 3,2 M€
- Lancement d'un 3^e groupe scolaire Ovalie-Grisettes : 0,3 M€
- Lancement d'un groupe scolaire quartier Croix de Lavit (près de Malbosq) : 1,1 M€
- Accueil périscolaire et gratuité des activités : 6,7 M€
- Prise en charge de 70 % du prix du repas dans les cantines
- Travaux de la Cuisine centrale : 0,2 M€
- Aménagements dans les restaurants scolaires : 0,4 M€



1/5^e du budget
de la Ville



ECOREPERES

MANUEL PRATIQUE – RÉNOVATION PERFORMANTE D'ÉCOLES :

Destiné aux élus et à leurs services techniques ainsi qu'aux professionnels du bâtiment, ce guide met en lumière les bénéfices multiples d'une rénovation performante et propose une méthodologie et des outils adaptés pour réussir un projet de rénovation ambitieux mais réaliste.

Ce manuel a été élaboré dans le cadre du projet européen ZEMedS, porté en France par l'Agence Locale de l'Énergie Montpellier et l'association GEFOSAT, qui vise à améliorer la performance énergétique et le confort d'usage des écoles.

Pourquoi un guide ZEMedS ?

Les objectifs principaux de ce guide sont :

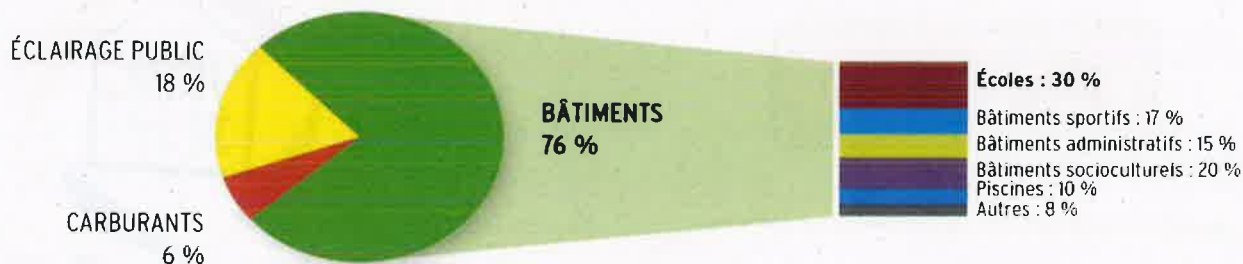
- de faire connaître les multiples bénéfices d'une rénovation ZEMedS,
- d'accompagner les maîtres d'ouvrage dans leur projet en proposant une méthodologie,
- de fixer des objectifs à atteindre pour définir ce qu'est une rénovation à énergie positive et orienter les décisions,
- d'identifier les enjeux et les points de vigilance spécifiques à une rénovation ZEMedS,
- d'identifier les dispositifs existants et des pistes innovantes de financement

Vous pouvez télécharger le manuel sur le lien suivant sur le site de l'ALE :
<http://ale-montpellier.org/collectivites/zoom-sur-les-ecoles/>

RESULTATS

MOYENNE DES DEPENSES ET DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE DANS UNE COMMUNE

La dépense associée représente une charge financière de 2,85 milliards d'euros TTC, soit **47,6** euros par habitant.



Source : ADEME – Enquête 2012, énergie et patrimoine communal

2015 : Confort d'été : La demande des usagers des bâtiments communaux, notamment dans les structures dédiées à la petite Enfance, telles que les crèches, est de plus en plus forte.

En 2015, cela a donné lieu à :

- Des réfections de toiture
- Une étude sur le confort d'été a été réalisée sur un bâtiment (ressenti et comportement du bâtiment)
- Des protections solaires des vitrages l'été (5 à 6 sites)
- Chaque fois que possible, lorsque la ville refait des toitures terrasses, elle essaie d'intégrer des améliorations
- Les travaux d'amélioration thermique donnent lieu à l'obtention de Certificats d'Economies d'Energie.
- Crèche « Blanche-neige », blanchissement de la toiture-terrasse. Une étude thermique et une modélisation du comportement du bâtiment, en période de forte chaleur a été réalisée. Elle a permis d'évaluer le gain thermique.
- Nouvel outil et tableau de bord : Gestion Active du Patrimoine (GAPS)
- Crèche d'Antigone : travaux en toiture : Le surcoût a été compensé avec le budget pour l'Energie de la ville, qui récupérera les effets positifs de ces actions d'amélioration, sous forme d'économies d'énergie.

FOCUS

POURQUOI PEINDRE LES TOITS TERRASSES EN BLANC ? Selon le laboratoire national Lawrence Berkeley, le blanchiment généralisé (des toits et des routes:) permettrait de parvenir à un forçage radiatif équivalent (mais de signe opposé) à la réduction de l'émission de **44 milliards de tonnes de CO₂**, soit autant que ce qu'émettent les voitures à pétrole du monde en 18 ans (**une voiture moyenne à l'échelle mondiale émet environ 4 tonnes de CO₂ par an**, il y a environ 650 millions de voitures actuellement sur terre)...A 25 dollars la tonne de CO₂, cela correspond à 1100 milliards de dollars...La question du prix du carbone est une question que nous aurons très certainement à traiter dans les années à venir.

PISTES d'AMELIORATIONS

En lien avec le service Energie, et l'ALE, réfléchir à la façon d'accompagner les comportements des équipes en place, dans des bâtiments éco rénovés thermiquement.

POURSUIVRE LES ACTIONS DE MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS D'EAU DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

ENJEUX

PRÉSERVER LA RESSOURCE EN EAU : ÇA COULE DE SOURCE

GLOBAL

L'Eau, ressource naturelle, bien commun vital, est, désormais, une ressource rare dans de nombreuses régions à travers le monde, et plus particulièrement sur le pourtour méditerranéen. Rare, en ce sens qu'elle est très peu disponible, physiquement, dans certaines régions, et dans d'autres la multiplicité des demandes qui s'y adressent accroît les tensions, notamment économiques et politiques, à propos de ses usages. Cette rareté de plus en plus affirmée, est l'une des conséquences les plus importantes de l'augmentation rapide de la population mondiale enregistrée, au cours des 50 dernières années, avec ce qui l'a accompagnée comme accroissement de la consommation/des usages de l'eau, pour les besoins humains directs, ainsi que pour l'irrigation et l'industrie, en plus de l'accroissement, parallèle à ces deux usages souvent considérés, des pollutions qui ont rendu une grande partie des eaux de surface et souterraines impropres à la consommation.

Sources: ACME

20 minutes : Publié le 13.04.2015



ECOREPERES

LOCAL

Montpellier reviendra prochainement à un système de gestion de l'eau, en régie. La régie publique de l'eau, dont le nom peut être choisi par les internautes sur le Facebook de la métropole, sera gérée par 85 salariés, dont la très grande majorité sera issue des actuels employés de Veolia. La gouvernance sera assurée par un conseil d'administration, composé de 20 membres, dont 14 élus, quatre représentants d'associations d'usagers ou de défense de l'environnement, un spécialiste de l'eau et un délégué du personnel. L'objectif est d'avoir une gouvernance d'élus et surtout de citoyens, qui «pèse sur les décisions, et qui n'est pas uniquement là à titre consultatif, note le maire et président de la métropole de Montpellier. La régie, ce sera la première grande mesure qui va changer les habitudes des habitants.»

RESULTATS

Depuis février 2007, la ville de Montpellier a créé un poste de gestionnaire de flux, afin de mener des actions d'économie d'eau dans les bâtiments communaux.

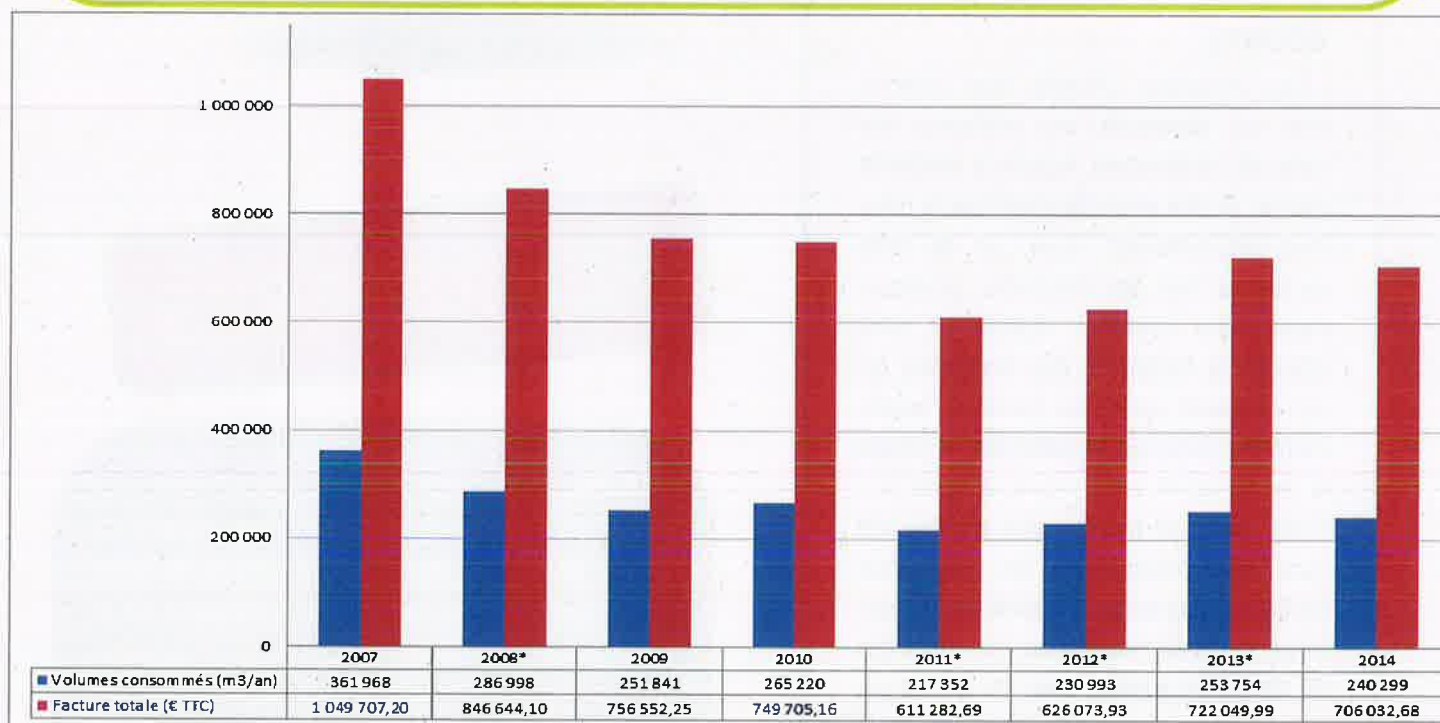
Les économies d'eau

Depuis 2007 :

En terme de factures d'eau, les économies avoisinent les **32,7 %** soit 343 675 € d'économies.

Ces économies montrent les « réels » impacts des différentes actions menées depuis 2007, malgré :

- › L'augmentation du patrimoine de 10,3 %
- › Et l'augmentation du prix de l'eau (€ TTC/m3) de 16,5 %



2015 : Poursuite des actions menées par la Ville de Montpellier dans les bâtiments communaux :

La maîtrise des consommations d'eau

- la relève des compteurs d'eau
- le suivi GTC
- la détection, recherche et réparation des fuites
- la séparation des compteurs d'eau (différencier le bâti des espaces verts)
- le suivi des factures VEOLIA
- La mise en place des produits hydro-économes
- La mise en place d'une vanne de coupure d'eau générale pilotée à distance (GTC)



Source : Exposition La Maison économe ALE

La maîtrise des consommations d'eau / Relève des compteurs d'eau

Les informations à recueillir:

- l'emplacement du compteur
- l'index (en m3 puis en litres)
- la référence (et indirectement l'année)
- la marque
- le type
- l'année (de pose ou du compteur)
- le diamètre
- le débit nominal
- le sens du passage de l'eau



PONCTUELLEMENT LE GESTIONNAIRE DE FLUX, RELÈVE LE SOIR L'INDEX D'UN COMPTEUR. LE MATIN, IL LE RELÈVE À NOUVEAU. S'IL TROUVE UNE DIFFÉRENCE, C'EST QU'IL VIENT DE DÉTECTER UNE FUITE!

FOCUS

LA GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE (GTC)

Buts de la GTC:

- recueillir les consommations d'eau à distance
- interpréter les résultats
- repérer les anomalies sur le bâtiment
- réparer les fuites

A ce jour, près de 90 bâtiments communaux sont reliés à la GTC

La séparation des compteurs

Buts de la séparation des compteurs:

- éviter de payer la part « assainissement » sur les consommations des Espaces Verts (ce qui correspond environ à 42% de la facture totale).
- suivre et contrôler les consommations d'eau des bâtiments et des Espaces Verts (par GTC et/ou relève).

LE SUIVI DES FACTURES VEOLIA

Buts du suivi des factures

- vérifier les index des compteurs relevés (par Veolia) et les comparer aux index relevés par nos soins
- contrôler la différence d'index (entre les index du semestre précédent et celui en cours)
- vérifier le calcul des dégrèvements (vérifier si la part assainissement a été déduite)
- s'assurer que le service des Eaux n'a pas réalisé une « estimation » de consommation.

Récapitulatif des économies cumulées depuis 2007 :

- Les économies engendrées depuis 2007, avoisinent les **1 500 000 €**.
- Les Recherches et réparations anticipées des fuites (GTC, relèves manuelles, etc.) : **représente environ 50% des économies**

Economies d'eau?

BRAVO!



MAINS LAVÉES,
JE FERME
LE ROBINET!

Sur l'ensemble des bâtiments installés, l'économie moyenne est de **10%**

La ville réalise **190 000** euros
d'économies par an

OBJECTIFS - étendre la mise en place des produits hydro-économes dans les bâtiments communaux. Le potentiel d'économies est d'environ 10%.

- poursuivre la mise en place du système d'ouverture / fermeture de la vanne d'eau générale pilotée par la GTC(+ de 50% du temps, le bâtiment est hors d'eau).



PISTES d'AMELIORATIONS

- 1°- Courant 2015 : Poursuite de l'installation de matériaux hydro-économes , dans les crèches et écoles. Et en priorité sur les écoles en démarche éco responsable.
- 2°- Faire connaître et informer le personnel des crèches et des ALSH, des différentes actions mises en œuvre par la ville (réunion de présentation), notamment par l'installation des produits hydro-économes sur les robinets et douches.
- 3°- Mettre en place des régulateurs de pression si la pression est supérieure à 3 bars (potentiel d'économies).
- 4°- Elaborer un bilan des historiques de consommations par bâtiment (fiche de synthèse eau) qui sera destiné aux responsables / techniciens / agents / directeurs pour les sensibiliser d'avantage.

LA VILLE ACCOMPAGNE L'INTER MODALITÉ SUR SON TERRITOIRE:

À CHAQUE USAGE SON MODE DE DÉPLACEMENT

ENJEUX

La synthèse des travaux du Débat National sur la Transition Énergétique présentée en juillet 2013, fait de la **mobilité durable**, l'un des enjeux majeurs de la transition énergétique (enjeu n°6). Plusieurs actions sont proposées, comme par exemple : développer des véhicules consommant 2 litres d'essence aux 100 km d'ici 10 ans, encourager le développement d'une offre d'information instantanée multimodale ou encore, lancer un programme national «deux personnes par voiture» en encourageant le développement des services de voitures partagées. Notons également que la priorité est accordée à la lutte contre la précarité énergétique (enjeu n°3), avec notamment l'objectif de **réduire la mobilité contrainte** dont le poids joue un rôle croissant dans la précarité et la vulnérabilité énergétique.

Source : <https://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/strategie-transports-et-mobilite-periode-2014-2017.pdf>

ECOREPERES

MONTPELLIER REÇOIT LE PASS D'ARGENT POUR SON CHOIX DU TRAMWAY

Le tramway, présent à Montpellier depuis 2000, permet aujourd'hui à la ville d'avoir une densité de réseau et un niveau élevé d'offre comparable à ceux de Nantes ou Strasbourg pour une agglomération moins peuplée. Les lignes 3 et 4 mises en service en 2012 illustrent le fort maillage du réseau montpelliérain avec ses deux millions de kilomètres-tramway. Parmi les autres atouts du réseau, le bon niveau d'offre en heures de pointes et heures creuses, l'amplitude horaire en semaine et le week-end ainsi que l'effort déployé de lutte contre la fraude ont également contribué à une forte hausse du nombre des déplacements dans la Métropole.

Source : « Ville, rail et transports ».



MONTPELLIER VILLE INTERMODALE

En moyenne 4% des français vont travailler en 2 roues. En Languedoc Roussillon, c'est 6%. Notre région est en seconde position derrière la Provence (7%). Autre bon point, le Languedoc est en tête pour le covoiturage, un mode de transport en pleine expansion (5%)

Un réel glissement de nouveaux « reports modaux » existe cependant. **Le report modal est l'action de remplacer un mode de transport saturé par un autre pour décongestionner le premier.**

LA VILLE DE MONTPELLIER
**SIMPLIFIE LE
STATIONNEMENT
SUR VOIRIE**

NOUVEAU SERVICE
DE PAIEMENT À DISTANCE

**PAYEZ VOTRE
STATIONNEMENT**
DEPUIS VOTRE SMARTPHONE,
TÉLÉPHONE OU ORDINATEUR

AGIR POUR QUE CHAQUE MODE DE DEPLACEMENT PUISSE SE RÉAPPROPRIER POSITIVEMENT L'ESPACE PUBLIC

RESULTATS



PARTAGER L'ESPACE et L'APAISER

Jusque dans les années 80-90, le Code de la route privilégiait la circulation automobile. Même si la fluidité du trafic a toujours été une priorité pour les municipalités, la démarche du « **code de la rue** », inspirée d'une expérience belge, a opéré un **changement radical** dans les grandes villes de France : une meilleure prise en compte de la vie locale et de tous ses acteurs a conduit à l'abaissement de la vitesse de 60 à 50 km/h et à la mise en place de « zones 30 », espaces plus sécurisants pour les piétons et les cyclistes.

160 km de pistes cyclables à Montpellier

La réalisation du schéma directeur cyclable, qui représente un coût de plusieurs dizaines de millions d'euros, est une ambition sur la durée qui se réalise progressivement ; la ville y consacre une enveloppe **d'1 million d'euros par an**, l'objectif est de supprimer des discontinuités majeures, mais en complément, la ville saisit toutes les occasions de développer le réseau cyclable : extension du tramway, requalifications de voiries, mise en œuvre du Plan local de déplacements (PLD). Avec la mise en œuvre du PLD, qui obéit à une logique globale, la canalisation des flux de transit automobile vers l'extérieur permet de libérer de l'espace au profit des piétons et des cyclistes, là où celui-ci est le plus contraint, en particulier dans les faubourgs. Cela permet de mieux mailler le réseau, de résoudre les discontinuités et également, d'améliorer la sécurité des cyclistes. Bien sûr, dans tous ces projets, la ville prend systématiquement en compte les demandes des associations de quartier et d'usagers du vélo, avec lesquelles elle travaille en concertation.

La ville agit pour la sécurité des cyclistes

L'extension de l'aire piétonne va dans le sens d'une sécurisation de la circulation des vélos au centre-ville. Le PLD prévoit, en dehors des axes majeurs de circulation, la généralisation des **zones 30** qui sécurisent les déplacements des cyclistes, tout en leur offrant la possibilité de circuler à contresens. La ville crée aussi des **zones de rencontres limitées à 20 km/h** pour les voitures, où piétons et cyclistes sont prioritaires. À travers le développement de ces espaces partagés, c'est progressivement toute la ville qui devient cyclable.

Favoriser le stationnement longue durée, au profit des transports doux lors des déplacements domicile-travail.

103 000 Navetteurs. En 2010, parmi les 140 000 emplois montpelliérains, 49,5% étaient occupés par des personnes résidant dans d'autres communes. À l'inverse de ce mouvement pendulaire, 23 000 Montpelliérains travaillent dans une autre commune que Montpellier. Dans le cadre du plan local de déplacement (PLD), la Ville a remanié l'organisation du stationnement, après concertation avec les habitants dans les quartiers. Ces modifications sont entrées en vigueur.

Le tarif résident en zones jaune et orange est revu à la baisse pour deux voitures par ménage. Il passe de 25 € à **15 € en 2014, ou à 7,50 €**, pour les personnes qui possèdent un abonnement annuel de TaM, en cours de validité. Les tarifs résident, à la quinzaine, à la semaine, à la journée, comme à l'heure sont maintenus.

Cette mesure est destinée à favoriser le stationnement longue durée, au profit des transports doux lors des déplacements domicile-travail.

PONT DE SÈTE

AMÉLIORER LA CIRCULATION

Quartier Centre

Réunion de concertation des 15 et 23 mai à la Maison de la Démocratie

Contexte :

Il était nécessaire de désengorger le centre-ville des flux automobiles. Notamment sur le pont de Sète, dont les capacités sont insuffisantes pour supporter la circulation de transit vers le tunnel de la Comédie; ainsi que le trafic des dépense-minute, bus et taxis, lors des arrivées et départs des TGV.

Objectif :

Des études, issues d'une réflexion globale menée à l'occasion de la rénovation de la gare et de l'ouverture du parking Saint Roch, ont été soumises à l'avis des Montpelliérains.

NOUVEAUX ITINÉRAIRES

- Direction parking Saint Roch
- Direction tunnel Comédie
- Direction quartier Gare



Déroulement :

- Le 15 mai, le maire Philippe Saurel a présenté quatre projets d'aménagements. Ces propositions ont été mises en débat auprès des riverains. Les réactions et contre-propositions du public ont nécessité la présentation d'un nouveau projet.
- Le 23 mai, un nouveau scénario prévoyant de fermer le pont de Sète à la circulation

automobile (sauf accès bus, taxis, vélos et piétons dans les deux sens, et pour les voitures accédant au parking Saint Roch) était proposé.

Vote :

Le plan de circulation, conforme aux itinéraires de contournement du centre-ville a été approuvé par le public à 98 voix pour, 7 contre et 18 abstentions.



A MONTPELLIER À VÉLO, ON DÉPASSE LES AUTOS...

Tous les tests menés en France le prouvent : dans la plupart des villes, le vélo est imbattable aux heures de pointe sur les distances de moins de 5 km (50 % des trajets entre le domicile et le lieu de travail). Vous êtes plus rapidement à destination qu'en voiture ou en transports en commun. Votre parcours est en général plus court (moins de détours) et vous ne perdez pas de temps dans les embouteillages ou à chercher une place de stationnement. Et en plus c'est excellent pour entretenir sa santé.



©

T
A
M

Vélo magg' électrique

Vélo magg' : louer un vélo pour vous déplacer

Vous avez ponctuellement besoin de vous déplacer en centre-ville, vous êtes sportif, citoyen écologiste ou tout simplement adepte des belles balades ... mais vous ne possédez pas de vélo ? Vélo magg' s'adresse à vous ! Ce service complémentaire aux transports en commun, s'inscrit dans une logique d'alternative à la voiture. Avantages : partager un parc à vélo permet d'économiser les ressources nécessaires à la fabrication de nouveaux vélos par exemple.

Toutes les infos sur le site de [TaM](http://www.tam-voyages.com/) / <http://www.tam-voyages.com/>

LOGISTIQUE URBAINE ET AIRES PIÉTONNES : RECONQUERIR LA QUALITE DE L'AIR

ENJEUX

Certes la qualité de l'air à Montpellier est, comparativement à d'autres villes, en bonne voie. Cependant les mobilités décarbonées doivent nous permettre de retrouver, par l'évolution concomitante des comportements (marche, vélo, co-voiturage, véhicules propres...), une qualité de l'air exemplaire.

Contexte de la logistique urbaine : rappelons que la Métropole a été retenue pour sa candidature à l'appel à projet « Ville respirable », lancé cet été par le gouvernement.

Agir dans tous les secteurs. Les inventaires nationaux montrent que tous les domaines d'activité (transports, résidentiel, agriculture, industrie) contribuent à la pollution atmosphérique et au changement climatique.

Tous sont donc concernés par les actions mises en place par l'État.

Au niveau national :

- le plan d'urgence pour la qualité de l'air (PUQA) accompagne la dynamique territoriale lancée dans les zones les plus polluées ;
- le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit l'élaboration d'un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) couvrant tous les secteurs.

Au niveau local :

- les plans de protection de l'atmosphère (PPA) sont arrêtés par les préfets, après une large concertation avec les parties prenantes et les collectivités locales.

Ils couvrent près de 46 % de la population française et sont en cours de révision.

La politique de reconquête de la qualité de l'air

est donc engagée, c'est une politique nécessairement ambitieuse. Des solutions existent pour réduire les émissions de polluants. Élus, citoyens, acteurs économiques et associations sont appelés à conjuguer leurs efforts pour en faire une réussite.

Source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/13184-2_Air-ext-engt-France.pdf

ECOREPERES

2015

Le plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) . Pour atteindre les objectifs européens de réduction des émissions de polluants dans l'air extérieur, la France va mettre en place un plan de réduction des émissions en 2015. Des mesures visant les principaux secteurs émetteurs seront mises en œuvre afin de diminuer les niveaux de la pollution.

Source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/13184-2_Air-ext-engt-France.pdf

1.1 Une surveillance permanente

L'ensemble du territoire de la Métropole de Montpellier (~440 km²) fait l'objet d'une surveillance permanente mise en place par AIR LR. Cette surveillance s'effectue grâce à :

- **6 stations de mesures fixes** représentatives des différents types de pollution (urbaine, péri-urbaine, à proximité du trafic routier)
- **+ de 35 polluants recensés** dans l'inventaire régional des émissions
- Un réseau de plus de **50 capteurs** répartis sur l'ensemble du territoire
- **1 plateforme** de modélisation et de prévision inter-régionale
- **1 plateforme** de modélisation urbaine jusqu'à l'échelle de la rue
- **1 Observatoire des odeurs** implanté dans l'environnement de l'unité de méthanisation AMÉTYST

Ce dispositif permet la surveillance et le suivi de plusieurs dizaines de polluants atmosphériques : dioxyde d'azote, particules en suspension, dioxyde de soufre, ozone, gaz à effet de serre, ammoniac, benzène...

Dès 2013, la ville a décidé de mieux maîtriser les accès des automobilistes ou livreurs qui stationnent en cœur de ville. Désormais le badge ou l'autorisation seront obligatoires pour entrer dans le centre historique et la zone piétonne de Montpellier. L'accès libre le matin avant 9 h 00 est supprimé. Les taxis, les livreurs et les véhicules sanitaires devront appeler au niveau des bornes d'entrée.

CONTEXTE METROPOLITAIN / Le Ministère de l'Ecologie et de l'Environnement a annoncé les 20 lauréats de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ». Parmi eux, Montpellier Méditerranée Métropole. A travers cette candidature, la Métropole de Montpellier et AIR Languedoc-Roussillon (observatoire indépendant de la qualité de l'air) s'engageant à continuer la lutte contre la pollution atmosphérique et à mettre en œuvre des mesures de réduction des émissions polluantes.

Différentes actions à mettre en œuvre pour contribuer à améliorer la qualité de l'air sur le territoire de la Métropole ont identifié, parmi lesquelles :

- réorganiser les livraisons sur le centre historique de Montpellier et à l'échelle de la Métropole, avec des outils mutualisés privilégiant les modes doux et les véhicules peu polluants,
- accompagner la mise en œuvre d'une politique agro-écologique et alimentaire durable visant à améliorer l'approvisionnement de proximité de la Métropole,
- poursuivre la mise en œuvre de Plans Locaux de Déplacements ambitieux en termes de qualité de l'air.

Pourquoi un tel développement de la piétonisation à Montpellier ?

Améliorer la qualité de vie

- Lutter contre le bruit + améliorer la qualité de l'air + privilégier la santé + protéger l'environnement + sécuriser l'espace public = + de bien-être

Les choix collectifs et individuels en matière de transports doivent intégrer pour le bien-être de tous, des dimensions fondamentales, telles que la protection de l'environnement, la quiétude... C'est ce qu'à quoi la Ville de Montpellier s'engage à travers le Plan Local de Déplacements. Le bureau de l'« Aire piétonne » situé rue Durant, dépend de la Direction Réglementation et Tranquillité Publique, et assure le pilotage de toutes les zones piétonnes de la ville : Cœur de ville, Celle-neuve, passage Jacques Cœur, Port Marianne. L'entrée de ville par le quartier Antigone n'est pas équipée de TOTEM, Place de Thèbes, c'est une société qui gère l'accès. Rappelons ici que les accès par Totems et ticket datent d'Aout 2004, et que les zones piétonnes avec bornes mécaniques, ont été mises en place dès les années 90.



Aujourd'hui, Montpellier possède l'un des plus grands espaces piétons français qui sera optimisé afin que tous, piétons, vélo, rollers puissent circuler en toute sécurité dans la ville.

- Création d'un plan piéton : l'extension des zones piétonnes et la facilitation des déplacements piétons conduit à plus de tranquillité

FOCUS

COMMENT L'ACCÈS À CES ZONES PIÉTONNES EST-IL GÉRÉ ?

Le principe des aires piétonnes, est que celui qui marche doit être desservi par le tramway. Les aires piétonnes (Ecusson - Antigone - Saunerie) de la ville de Montpellier sont **dédiées aux piétons et aux cycles**, l'accès et le stationnement y sont réglementés. Le service répond aux demandes des professionnels et des particuliers pour les déménagements, chantiers, manifestations diverses, qui nécessitent l'utilisation de véhicules, pour des opérations de livraison et de manutention.

Le bureau d'accueil de la gestion des aires piétonnes répond aux demandes des professionnels et des particuliers pour les déménagements, chantiers, manifestations diverses qui nécessitent l'utilisation de véhicule pour des opérations de livraison et de manutention. Les types d'ayants droits, usagers de l'aire piétonne sont définis par arrêtés municipaux. Par exemple les scooters à moteur thermique ne peuvent y circuler en dehors des heures de livraison autorisées.

HORAIRES D'ACCÈS DES LIVRAISONS

Entre 5h et 10h du matin pour les véhicules de livraison de marchandises, du lundi au vendredi, toutes zones confondues.

Guichet « Aire piétonne », 19 bis rue Durant. Montpellier (ligne tram 1,2 3 et 4 arrêt gare St Roch) Du Lundi au vendredi de 8h à 17h.

04 34 88 76 90. Contact mail : airepietonne@ville-montpellier.fr

Lien vers le Plan Local de Déplacements : <http://www.montpellier.fr/3258-projet-de-plan-local-de-deplacement-urbain-montpellier.htm>

Par cette mesure qui donne l'avantage aux véhicules électriques, la ville montre l'exemple et poursuit ses engagements dans la réduction des émissions de CO2, la lutte contre le bruit et la pollution atmosphérique. De plus ces mesures, dédiant l'espace aux piétons et aux vélos principalement, **facilitent l'intervention de la police, et augmentent donc la sécurité dans ces aires piétonnes.**

NB : Concernant les véhicules hybrides, la ville demande aux entreprises de livraisons de n'utiliser que le moteur électrique pour leurs circuits sur Montpellier.

Public concerné

Pour l'accès aux aires piétonnes, il y a d'une part les utilisateurs contraints et les coutumiers, qui se composent de 3 principales catégories : les résidents riverains avec ou sans garage, les commerçants, les artisans.

La ville a prévu un dispositif subsidiaire :

A été mise en place une dématérialisation du système d'autorisation, pour éviter un déplacement / demande, ainsi les personnes peuvent faire leur demande par courriels.

Lien : airepietonne@ville-montpellier.fr

La vitesse des véhicules dans ces zones est limitée à **10 km/h**.

Autres limitations d'accès par type de véhicules

Dans les zones piétonnes Comédie, Esplanade Charles De Gaulle, Grand Rue Jean Moulin, la rue des Etuves (partie haute), rue du cygne , Bd Victor Hugo (partie haute) et Place Molière .

De plus, la circulation est interdite aux véhicules de plus de 3 tonnes et demi.

Toutes les autres zones piétonnes sont interdites aux véhicules de plus de 7,5 tonnes.

Les semi-remorques de plus de 36 tonnes, sont interdits dans toute la ville.

Certains véhicules, les toupies à béton, les monte-meubles disposent par arrêté Municipal, d'un avenant à la réglementation.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- **Un projet est à l'étude, pour faire évoluer les zones piétonnes**

Objectif : Rendre les zones piétonnes plus fonctionnelles.

Ce qui est en place : la signalétique (limitation à 10 km/h de la vitesse).

Question posée par l'étude : Comment dématérialiser les entrées, en limitant la consommation électrique des actuelles bornes ?

La piste des bornes holographiques et de la verbalisation à distance est aujourd'hui à l'étude, cela dégagerait à priori du temps pour améliorer d'autres missions de service public.

- **Un flyer de rappel permettant de sensibiliser les commerçants des aires piétonnes**, aux modes de livraison plus propres (fournisseurs) ainsi que l'adhésion en lien avec la CCI , à la Charte Objectif CO2 sont à l'étude.

ENCOURAGER LES AGENTS DE LA VILLE A UTILISER PLUS LES MOBILITES ACTIVES (=DOUCES) ET L'ECO CONDUITE

ENJEUX

L'objectif environnemental, clairement fixé par la loi sur l'air en 1996, s'est vu renforcé par l'irruption de nouveaux défis, au centre desquels se trouvent les émissions des gaz à effet de serre et leur influence sur le climat. L'adoption de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) a imposé le principe d'évaluation environnementale continue des politiques publiques d'aménagement, et l'intégration de la consommation d'espace, de la protection des milieux et de la biodiversité, à toutes les échelles dans cette évaluation.

La loi de transition énergétique, entend réduire les émissions de particules et améliorer la qualité de l'air, avec la création de zones à circulation automobile restreinte, et le déploiement d'un réseau de bornes pour recharger les véhicules électriques.

ECOREPERES

L'APPROCHE ENVIRONNEMENTALE constitue désormais une des questions fondamentales du Plan Local de Déplacement opéré par la ville de Montpellier.

Ces Plans de Déplacements, dont l'action vise les années 2010-2020, mais dont les effets s'étendront bien au-delà, sont placés dès aujourd'hui, en perspective des politiques énergie-climat émergentes (PCET, SCOT et PLU nouvelles générations).

En interne, la ville a mis en place un vaste plan de formation à l'éco conduite qui permet d'accompagner la transition des comportements.



QUALITÉ DE VIE ET PARTAGE DE L'ESPACE PUBLIC

Le Plan de Déplacements Urbain positionne l'habitant au cœur de la réflexion sur l'aménagement des espaces publics. C'est la qualité de la vie dans l'espace urbanisé, et non l'optimisation des systèmes de flux, qui est ainsi au cœur de la réflexion et qui oriente la conception du Plan Local de Déplacements.



RESULTATS

		2010	2011	2012	2013	2014
Déplacements professionnels	nombre de véhicules dans la flotte municipale (hors 2 RM (*1) vélos, engins)	493	482	477	474	476
	nombre de VL (*2) affectés à un pool (central ou secondaire)	44	69	80	96	113
	Nombre total de vélos dans la flotte municipale (classique +VAE)(*3)	88	114	124	128	142
	Nombre de vélos dans le pool (classique + VAE)	9	20	32	36	29
	Volume de carburant consommé (litres)	402 055	392 052	389 100	368 549	335 515
	Nombre de trajets professionnels effectués en TC (*4)	5800	8510	23 910	29 480	31 600
Déplacements personnels	Nb d'agents bénéficiant d'un PDE (*5) Transports en commun	779	1031	1101	1094	1134
	Nb d'agents bénéficiant d'une place de parking	721	595	644	639	627
	Nb d'agents bénéficiant de la mesure vélos	0	155	205	340	340
	Nb d'agents bénéficiant de la mesure VAE	0	6	22	22	34

(*1) 2RM : 2 roues motorisées,

(*2) VL : Véhicules Légers

(*3) VAE : Véhicules à assistance électrique

(*4) TC : Transports en commun

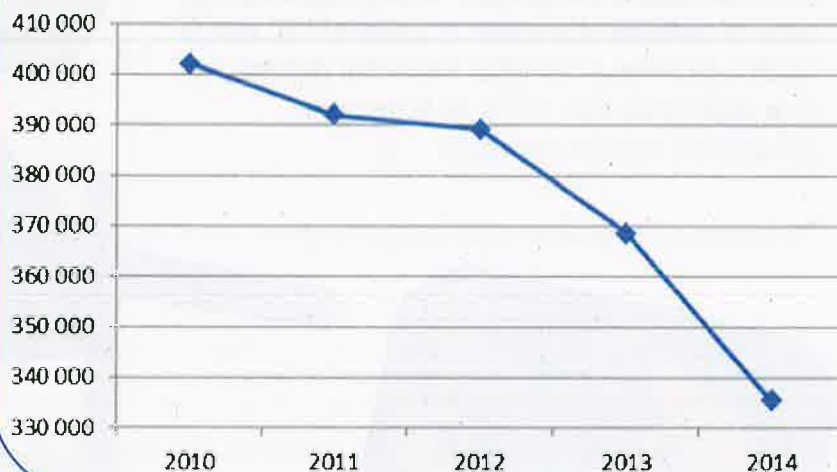
(*5) PDE : Plan de déplacements d'établissement *



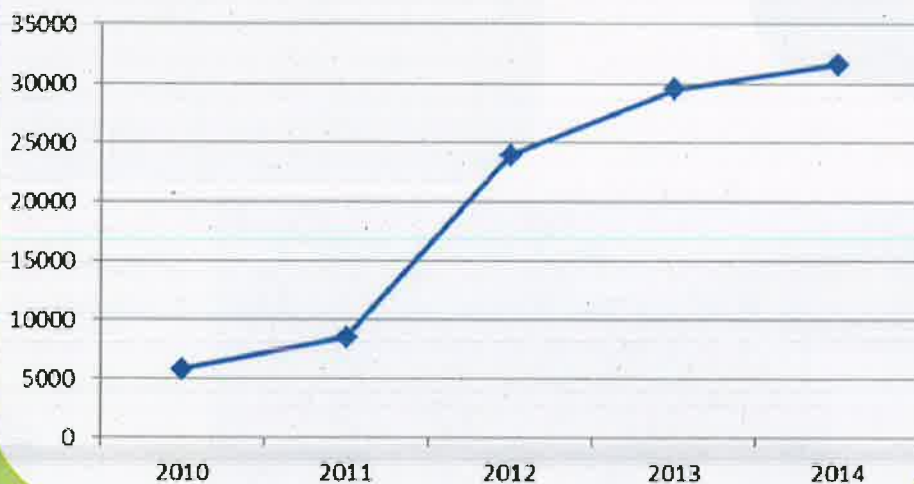
Nb : si le nombre de vélos mécaniques a baissé en 2014, c'est qu'il y a eu un tassement de la demande, qui s'est reportée sur le vélo électrique....Ainsi, actuellement, 29 vélos mécaniques répondent au besoin.

La politique vélo de la ville auprès de ses agents reste l'encouragement à l'adoption par le plus grand nombre d'agents, du vélo comme mode solidaire de déplacement, envers les générations futures., pour tous les trajets où il est possible d'éviter la voiture.

Volume de carburant consommé (litres)



Nombre de trajets professionnels effectués en TC



Ces courbes indiquent globalement un bon fonctionnement des mesures prises, le prochain « gisement de solutions » réside plus que jamais, dans l'appropriation par de nouveaux agents de ces mesures. L'usage du tramway, de la marche, du vélo, du co voiturage sont la solution vers la ville post-carbone et la sécurité climatique.

Résultats projetés pour la mutualisation des véhicules du parc auto :

La démarche de mutualisation des véhicules municipaux qui est en cours; lorsqu'elle sera arrivée à son terme, permettra une réduction du nombre de véhicules comprise entre **20 et 30%** sur les sites concernés. La ville engagée dans une démarche de Plan Climat Energie Territorial entend ainsi répondre aux objectifs de réduction de ses Gaz à Effet de Serre (Objectifs locaux), et au facteur 4 (diviser par un facteur 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre du niveau de 1990 d'ici 2050).

Achats de véhicules 2014

3 citadines électriques

14 vélos à assistance électrique (VAE) (dont 8 pour le PDE)

8 vélos



ACHATS DE VÉHICULES 2015

1 scooter électrique

1 fourgonnette électrique



JUSTE DU « BON SENS PARTAGÉ » !!!

Une attention particulière est portée sur l'**impact carbone de la flotte de véhicules**. En particulier, dans les appels d'offre d'achats de véhicules, les paramètres environnementaux s'octroient une part importante de la note technique, qui elle-même influence fortement le choix des fournisseurs.

L'éco conduite est un exemple de **changement de comportement** simple à réaliser et immédiatement efficace. L'éco conduite implique différents effets positifs, d'abord en termes de sécurité routière et de réduction des risques pour les agents, puis en termes de consommation de carburant. Enfin en termes de pollution et d'émissions de Gaz à Effet de Serre, cette réduction s'inscrit bien dans la logique du Plan Climat Air Energie de la ville / Métropole. C'est un exemple phare d'une action qui ne s'appuie pas sur de nouveaux investissements technologiques, mais bien sur du « **bon sens partagé** ».



En 2014 ce sont en moyenne **4 % réels** d'économie de carburant réalisés grâce à l'éco conduite, pour les conducteurs formés et suivis **sur du long terme**, ce qui représente une économie potentielle de 10 000 litres par an quand tous les conducteurs seront formés.

De plus une baisse des dépenses en pièces d'usure est prévisible (d'après La Poste -10% en consommation de carburant correspondent à - 20% sur les dépenses en pièces d'usure).

Plusieurs formateurs internes assurent le bon déroulement des modules d'éco conduite

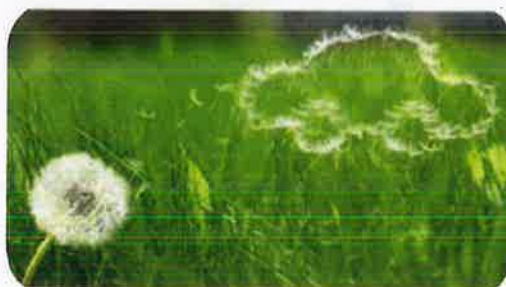
2015

FOCUS

Formation de 240 agents

L'éco-conduite est également synonyme de conduite apaisée et nous en sommes cinq fois gagnants :

- Moins de stress lors de la conduite
- Moins d'accident
- Moins de carburant consommé
- Moins d'usure des véhicules
- Formation que l'on peut s'approprier et appliquer au quotidien à la conduite de son propre véhicule et inciter ses proches à faire de même.



PISTES d'AMELIORATIONS

Sur le long terme, c'est l'organisation de notre mobilité qui est progressivement repensée. Le véhicule électrique viendra en complément d'une refonte croissante de nos besoins et « des modes de déplacements », nécessaires à notre activité. Un modèle semble présenter une alternative au « tout voiture » des trente glorieuses. L'intermodal : les transports en commun, les modes actifs, le co voiturage et les véhicules partagés émergent et remportent de plus en plus de succès. Dans les années qui viennent il nous faut renégocier la place de la voiture dans l'espace public, afin de retrouver une qualité de vie optimale (qualité de l'air, bruit, risque...), en resituant la voiture, selon l'usage qui la rend parfois nécessaire.



LE PDE DE 2^{ème} GENERATION : DES AGENTS ÉCO RESPONSABLES

ACTEURS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

ENJEUX

Le Plan de Déplacements d'Etablissement est un vrai projet pour une collectivité, qui peut s'inscrire dans une démarche « Qualité » ou dans un système de management environnemental. Il peut concerner les trajets domicile/travail, les déplacements liés aux activités professionnelles, mais aussi les déplacements professionnels des collaborateurs, des usagers et des partenaires.

ECOREPERES

LA VILLE S'EST ENGAGÉE DANS UNE DÉMARCHÉ GLOBALE de Plan de Déplacement d'Entreprise 2^{ème} génération, à l'occasion du déménagement vers le nouvel Hôtel de ville, l'évolution du Plan de Déplacements d'Entreprise, a donné lieu à une large concertation.

SON OBJECTIF : Réfléchir à la manière de mieux ou moins se déplacer; celui-ci prévoit à court terme l'essor du vélo, des transports en commun et du véhicule électrique dans les déplacements professionnels des agents.

Les mesures mises en place

RESULTATS

- ◆ Possibilité offerte aux agents d'utiliser les vélos de service à la pause déjeuner et à titre personnel. A midi la pause « repas » devient de plus en plus l'occasion d'un rendez-vous- santé. Un circuit sportif à vélo sur les berges du Lez (voie verte), sans véhicules quatre roues motorisé est, à proximité de l'Hôtel de Ville, accessible à tous les Montpelliérains.
- ◆ Les abonnements TaM / Hérault Transport / TER sont pris en charge à hauteur de 50% (la TaM accorde une remise de 10% sur les abonnements par le biais d'une convention. La prise en charge de l'employeur de 50% s'applique sur ce tarif remisé).
- ◆ Les vélos PDE sont affectés aux agents à titre personnel.
- ◆ L'abonnement au parking par exemple n'est pas cumulable avec le vélo ville. La mesure location longue durée pour le vélo électrique n'est, elle non plus pas cumulable, et est alignée sur le coût des abonnements de Transport en Commun.
- ◆ L'abonnement au Vélo à Assistance Electrique (VAE) ou à TaM-PDE ouvre droit à un jour de parking gratuit par semaine.
- ◆ Le Conseil d'Administration du COSC sollicité par l'Administration Municipale a souhaité s'inscrire dans le Plan de Déplacement d'Entreprise et a mis en place à La Ville de MONTPELLIER et au CCAS, un nouvel accompagnement des démarches PDE des agents. Dès le mois d'octobre 2012, le COSC apporte une aide aux personnels ayant les revenus les plus modestes. Cette participation concerne les utilisateurs des transports en commun, les utilisateurs de vélos électriques mis à disposition par la Ville, et les utilisateurs des parkings en ouvrage, y compris les deux roues, à hauteur de 50% des montants (47 euros ou 56 euros par an en fonction des revenus).

Sur le volet des déplacements Domicile-Travail, le PDE a favorisé les alternatives à la voiture; PDE exemplaire avec **1100** agents qui ont pris un abonnement au réseau Tam (transports en commun), **340** qui utilisent gratuitement un vélo mis à disposition par la ville, **34** vélos à assistance électrique ont été loués aux agents par la Ville, **soit 37 % des agents bénéficiant d'une mesure PDE.**



Les mesures prises à travers le PDE, ainsi que sur la constitution et la taille de la flotte des véhicules, ont conduit à une baisse globale des consommations de carburant de **23%** entre 2007 et 2014

Par ailleurs notons enfin que le CCAS développe son propre Plan de Déplacement d'Etablissement, adapté à sa spécificité.

AVANTAGES INDIRECTS DU VELO?



Outre ses bienfaits sur la qualité de l'air et la santé, le vélo est un secteur à fort potentiel qui génère chaque année **4,5 milliards de retombées économiques** et représente **35 000 emplois** en France.

Les mobilités bas carbone comme le vélo et la marche à pied protègent le climat et sont bons pour la santé tout simplement !

L'objectif est de développer prioritairement l'usage des déplacements doux, également appelés modes actifs, que sont la marche à pied et le vélo, par un partage de la voirie, afin de redonner aux usagers la possibilité de choisir leurs modes de déplacements.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

1°- Développer le covoiturage en lien avec la Métropole et sa nouvelle plateforme de covoiturage.

Montpellier Métropole Méditerranée, propose un nouveau site de covoiturage avec plus de **5000 destinations**. Ce service, **gratuit**, permet de trouver des partenaires et de se réunir pour se déplacer à moindre frais sur le territoire métropolitain et au-delà.

Que vous pratiquiez le covoiturage de manière régulière ou occasionnelle, vous contribuez à réduire vos dépenses de déplacement, les embouteillages et la pollution tout en réduisant votre stress au volant !

Pour télécharger les infos pratiques et vous inscrire : <http://www.montpellier-agglo.com/vivre-transport/covoiturage>

2°- Des Indicateurs de suivi mis en place en 2013 – 2014

Ils feront l'objet d'un suivi annuel dans le cadre notamment du Plan Climat Energie Territorial.

3°-Le volet déplacements professionnels sera abordé dans le PDE, une approche « *santé au travail et déplacements* » pourra être proposée au Comité de Pilotage pour réflexion, ainsi que l'adhésion au logiciel de covoiturage de la Métropole.



Affiches disponibles sur le site de l'Agence Locale de l'Energie :
<http://ale-montpellier.org/jeune-public/ressources-et-animations/autocollants/>



Centrale tri génération au Bois Port Marianne

© MCLUAT

LA VILLE PRODUCTRICE ET DISTRIBUTRICE D'ENERGIE

ENJEUX GLOBAUX

CONTENIR LA HAUSSE DES TEMPERATURES entre 1,5° et 2°!

La sobriété énergétique et le scénario Négawatt

Pièce cachée mais essentielle du puzzle dans la lutte contre les changements climatiques

« La lutte contre le changement climatique passe par une transition énergétique qui repose pourtant non seulement sur une révolution technologique, avec l'avènement des énergies renouvelables, mais aussi sur une révolution sociale, à travers **un nouveau regard sur nos usages**. La consommation d'énergie n'est pas une fin en soi : ce sont les services rendus par cette énergie – l'éclairage, le chauffage et le froid, le transport, la production de biens – qui comptent. Et ce n'est pas du tout la même chose !

En effet, toutes les consommations d'énergie ne fournissent pas le même niveau de service : quand certaines répondent à des besoins de première nécessité, d'autres sont futiles, inutiles voire nuisibles.

Cette perspective ouvre un vaste champ d'intelligence individuelle et collective : la sobriété énergétique. Cette démarche de modération sur les services rendus par la consommation d'énergie rompt avec la surconsommation qui sous-tend le modèle actuel.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre passe par une réduction aussi drastique et rapide que possible de la consommation d'énergies fossiles. Pour cela les énergies renouvelables doivent se substituer et non s'ajouter aux productions existantes.

Dans cette optique, l'effet de substitution sera d'autant plus fort que la quantité totale d'énergie à fournir sera limitée.

C'est pour cette raison que la maîtrise de l'énergie, qui conjugue la réduction de la consommation au Nord avec le contrôle de sa croissance au Sud, est la première clé de la lutte contre le changement climatique. »

Source : Note conjointe Association Négawatt et Fondation Nicolas HULOT pour l'homme en amont de la COP21



POURSUIVRE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DE LA VILLE

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE pour la CROISSANCE VERTE

ENJEUX

Conformément aux objectifs de politique énergétique fixés par la loi POPE, la région Languedoc Roussillon connaît depuis 2005 une croissance exponentielle du nombre des installations de production électrique d'origine photovoltaïques en raison de son fort potentiel d'ensoleillement et de conditions tarifaires d'obligation d'achat incitatives au développement de cette filière.

Les installations photovoltaïques d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 250 kWc sont dispensées de certificat ouvrant droit à obligation d'achat

Décret du 4 mars n° 2009-252

Pour les installations photovoltaïques d'une puissance crête installée supérieure à 250 kWc, les modalités d'obtention d'un certificat ouvrant droit à obligation d'achat sont précisés ci-après.

Adresser à la DREAL Languedoc-Roussillon, Service de l'Energie, du Climat et des Ouvrages Hydrauliques un dossier comprenant les pièces justificatives.

Source : <http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/etat-des-lieux-r875.html>

ECOREPERES

Dans le contexte national de transition énergétique, la candidature de la Métropole à l'appel à projet Territoires à Energie Positive pour la Croissance verte, a été retenue en 2015. La ville inscrira son action dans ce cadre.



TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE POUR LA
CROISSANCE VERTE
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

LIEN VERS LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
POUR LA CROISSANCE VERTE :

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-La-transition-energetique-pour-la-.html>

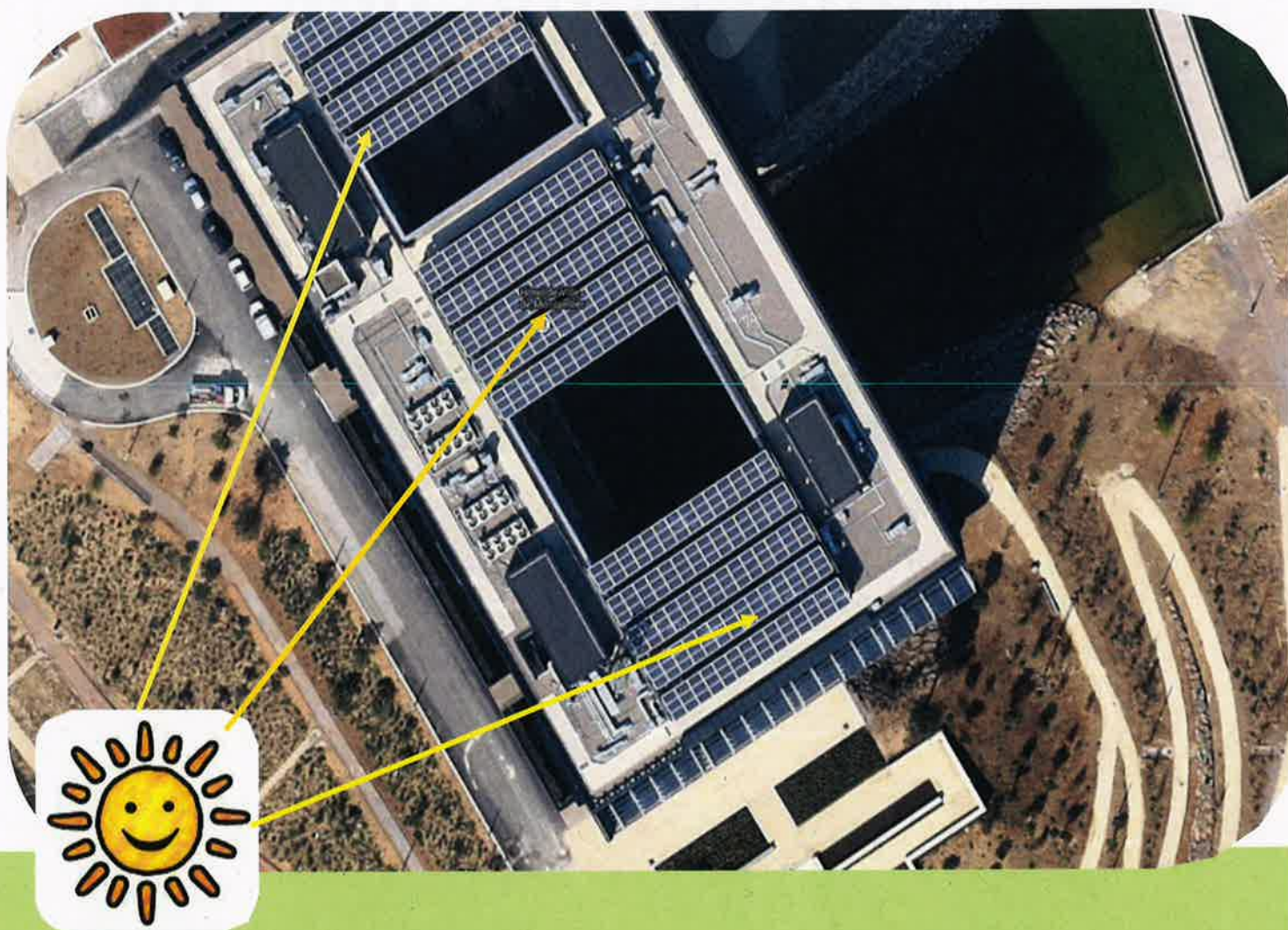
LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE DE L'HÔTEL DE VILLE

Le bâtiment

Parallélépipède haut de 40 mètres, il est posé sur un plan d'eau, tourné vers le Lez, dominant au nord un parvis de 120 mètres. Les architectes Jean Nouvel et François Fontès l'ont voulu ouvert et transparent, évidé verticalement par deux patios et percé horizontalement par des vides ménageant des vues traversantes sur le parc, le parvis et le Lez.

Une centrale photovoltaïque en toiture

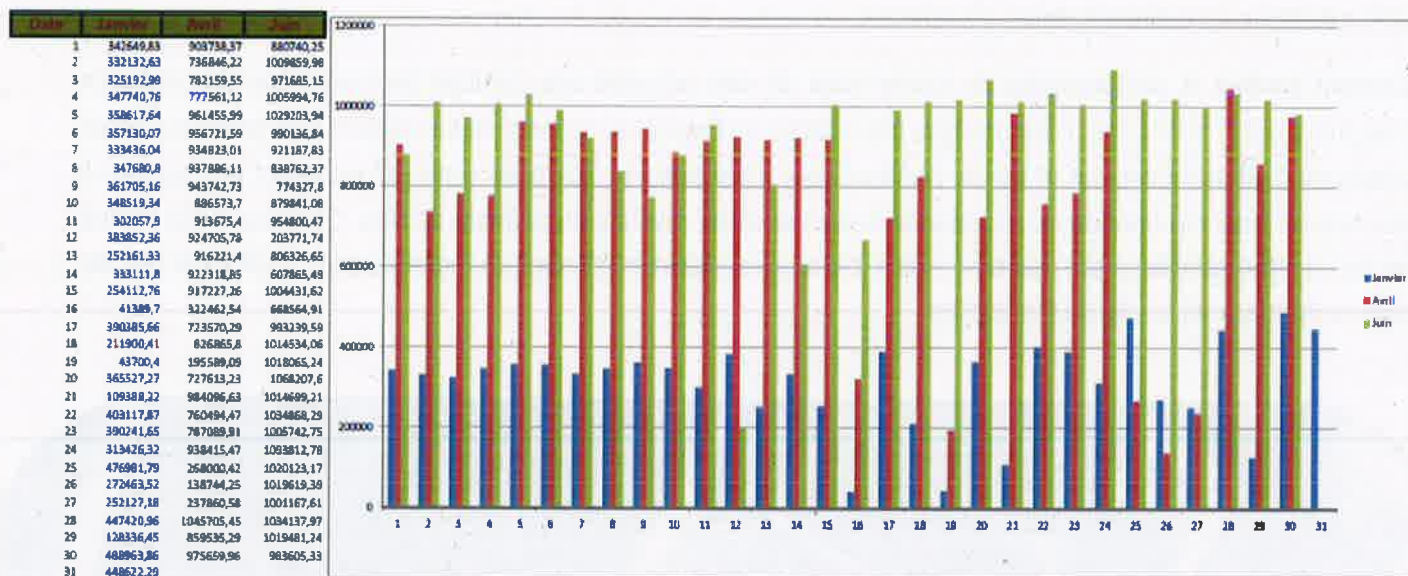
Bâtiment durable et contemporain, le nouvel hôtel de ville accueille une centrale photovoltaïque de production d'électricité sur **1 400 m²**, l'une des plus importantes en France au moment de sa création. Les panneaux photovoltaïques sont implantés sur le toit de l'édifice, mais aussi intégrés aux brise-soleil qui protègent les façades. La structure en acier est habillée de façades aluminium et verre, révélant un dégradé de bleu. Chacune d'elle est traitée de manière spécifique par des brise-soleil. Ce nouveau bâtiment permet un regroupement fonctionnel des services municipaux de la ville de Montpellier.



RESULTATS

LA PRODUCTION DE LA CENTRALE SOLAIRE de l'HÔTEL de VILLE

Aperçu JANVIER / AVRIL / JUIN



PISTES d'AMELIORATIONS

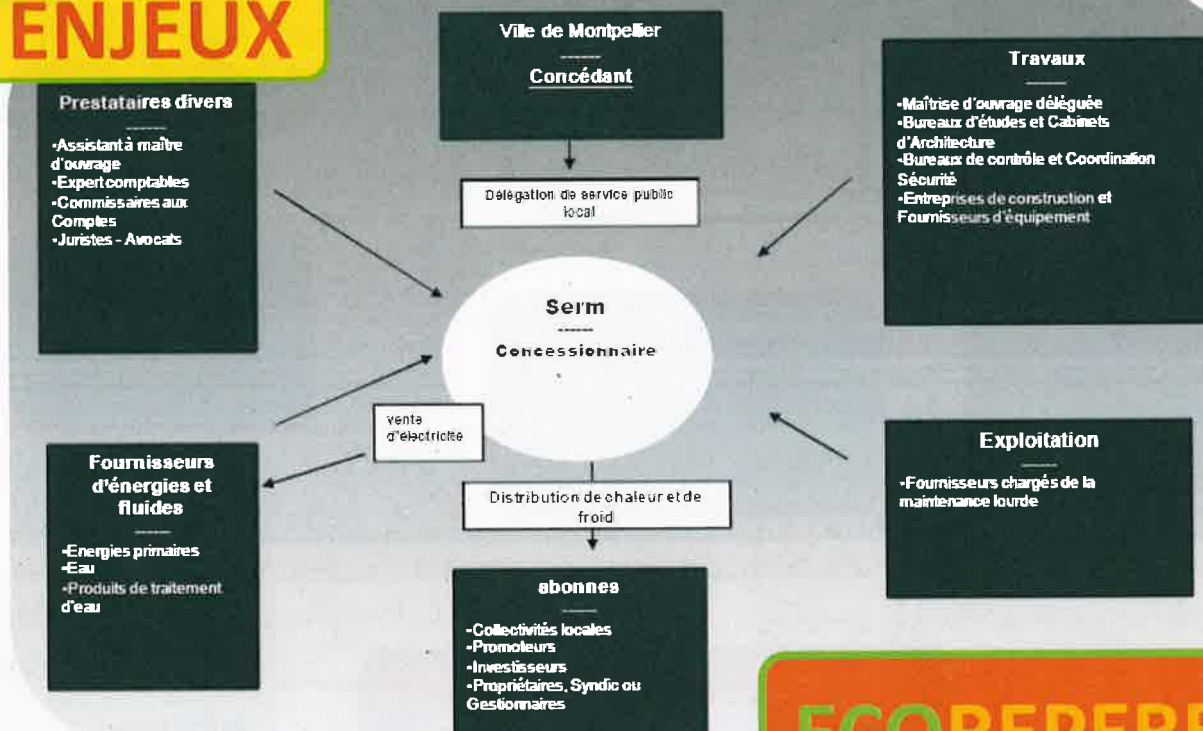
- ◆ Suivi de l'évolution de la production solaire annuelle.
- ◆ Temps de retour sur investissement

LE RÉSEAU URBAIN, UN OUTIL MAJEUR POUR LE DEVELOPPEMENT DES « ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION », DISPONIBLES SUR LE TERRITOIRE

UN OBJECTIF DE 70% D'ENERGIES RENOUVELABLES ET BAISSSE DE LA TVA À 5,5%

(DÉBUT 2016)

ENJEUX



En tant qu'autorités organisatrices du service public de distribution de chaleur, les collectivités ont la possibilité, de soit gérer en régie ou de déléguer à une entreprise spécialisée. A Montpellier le réseau s'oriente vers les énergies renouvelables..

Les avantages d'une solution globale performante :

- Bouquet énergétique
- Réduction de la pollution atmosphérique locale
- Garantie de livraison
- Maintenance
- Coût global stable et compétitif
- Pérennité des installations
- Gain de place
- Sécurité des personnes et des biens

ECOREPERES

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF)

3^e réseau français de distribution de chaleur et froid.

- 162 immeubles chauffés (1 070 000 de m²)
- 70 immeubles climatisés (476 000 m²)
- 7 centrales de production d'énergie
- Des énergies diversifiées : gaz, bois, électricité, fuel domestique et récupération de chaleur
- Une capacité de production de
80 MW en chaud
35 MW en froid
10 MW en électricité
- Des solutions adaptées de l'ilot d'immeubles au quartier.

RESULTATS



Bois forestier

Lycée JOFFRE

19 370 tonnes / an



Bois propre de récupération

7 000 tonnes / an



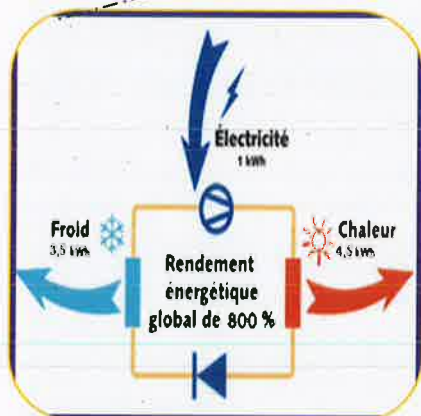
Granulé de bois

Démarrage 2016

ECOREPERES

Cogénération Récupération de chaleur

29 050 MWh/an



Récupération de chaleur

1 293 MWh/An



Biogaz de méthanisation de déchets

1 681 797 m³ de biogaz / an



Climatisation et eau chaude solaire

133 MWh / an

RESEAU URBAIN — QUARTIERS DE PORT MARIANNE : LA TRIGENERATION AU BOIS

EN EUROPE, 1 ÈRE CENTRALE DE TRIGÉNÉRATION AU BOIS À L'ÉCHELLE DE PLUSIEURS QUARTIERS

Une installation innovante qui contribue au respect de l'environnement à l'échelle de la ville et à la réduction des gaz à effets de serre sur les nouveaux quartiers de Montpellier.



Avec le concours financier Ecocité-Ville de demain du Programme d'Investissements d'Avenir



Un approvisionnement bois 100 % issu du Languedoc Roussillon

- 1 Chaufferie au bois de 8.5 MW
- 1 Chaufferie au gaz naturel pour assurer l'appoint et le secours
- 100 % renouvelable par cycle organique de Rankine

CHIFFRES CLEFS

- 650 kWe de production électrique par turbine alimentée en chaleur renouvelable
- Une chaleur renouvelable à plus de 90 % toute l'année
- Economie de carbone de 6 200 t / an

FOCUS

La **TRIGENERATION** au bois c'est la production :

- d'électricité verte et de chaleur renouvelable en chaufferie

ET

- de froid renouvelable dans certains immeubles

(à partir de ce combustible local et renouvelable on produira de l'électricité verte et de la chaleur renouvelable en chaufferie mais aussi du froid renouvelable par la technique de l'absorption à eau chaude raccordée au réseau de chaleur).

LE RESEAU HISTORIQUE POLYGONE /ANTIGONE ADOPTE LES ENERGIES RENOUVELABLES

LA CREATION D'UNE NOUVELLE CHAUFFERIE AU BOIS SUR LE SITE DE L'ANCIENNE
CHAUFFERIE CHARBON DU LYCEE JOFFRE



DES DELAIS RESPECTES : UN CHANTIER DE 12 MOIS AMENAGEMENTS COMPRIS



UN APPROVISIONNEMENT EN BOIS DU LANGUEDOC ROUSSILLON

INAUGURATION DE LA NOUVELLE CHAUFFERIE LE 12 NOVEMBRE 2015

- ✦ 2 chaudières biomasse de 5 MW unitaire
- ✦ un total de 5 MW produisant de l'eau chaude à 90°C.
- ✦ une antenne entièrement rénovée sur le réseau de chaleur desservant le lycée Joffre et le Corum.

CHIFFRES CLEFS

- Une chaleur renouvelable à plus de 70 % toute l'année
- Un taux de TVA réduit à mettre en place
- Une forte diminution du taux carbone sur les années à venir

LA CONVERSION AUX GRANULÉS DE BOIS DE LA CHAUFFERIE CHARBON D'ANTIGONE

APRES LE DEMANTELEMENT DE LA CHAUFFERIE CHARBON D'ANTIGONE ENGAGÉ DURANT L'ÉTÉ 2015,

C'EST LA LIVRAISON DES NOUVEAUX EQUIPEMENTS

POUR UNE MISE EN SERVICE PREVUE DEBUT 2016

FOCUS

CHIFFRES CLEFS



- + 2 chaudières biomasse de **4 MW** unitaire
- + Conversion au bois de la chaufferie charbon

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Objectifs : 70 % ENR (énergies renouvelables) pour faire bénéficier tous les abonnés du Réseau Montpelliérain de chaleur et de froid d'un taux de TVA à 5.5 %

Mise en service de la chaufferie bois d'Antigone

La mise en service d'une douzaine de bâtiments raccordés aux réseaux des différentes ZAC Port Marianne, Rive Gauche, Grisettes, avec notamment :

- Au Grisettes : La nouvelle clinique **ST ROCH** se raccordera en 2016 au réseau urbain
- A Richter : le **CNFPT** sera raccordé à la centrale thermo frigorigène d'Ernest GRANIER



L'ECOCITÉ CRÉE UN ILOT ÉNERGETIQUE DÉMONSTRATEUR : LA MANTILLA

Réalisation d'un îlot démonstrateur sur le plan énergétique (Port Marianne / la Mantilla / îlot H): Réalisation d'un réseau énergétique permettant d'optimiser à l'échelle de l'îlot, les ressources et les besoins énergétiques, entre les différentes fonctions du programme, en ayant largement recours aux énergies renouvelables, notamment en période de canicule estivale. Conçu par l'architecte Jacques FERRIER assisté de A+ Architecture, cet ensemble situé au sud du quartier Port Marianne de Montpellier, mixte des logements, des bureaux, des commerces et une résidence pour étudiants : 27 000 M2 de SHON au total, construits sur un parking public souterrain de 3 niveaux porté par la SERM. Il se caractérise notamment par une mantille minérale blanche, différente pour chaque niveau, rappelant les moucharabieh et claustra du Moyen Orient.

L'ensemble résidentiel Bâtiment Basse Consommation (BBC) « La Mantilla » dispose en son for intérieur d'un jardin de détente clos. Il a été complètement livré en septembre 2015.

ACCOMPAGNER LES HABITANTS EN TRANSITION

A deux pas de la Mantilla, dans le cadre d'une convention partenariale avec la ville de Montpellier et la SERM, l'ALE Montpellier est missionnée pour mener un travail d'accompagnement et de sensibilisation des habitants des premiers bâtiments du quartier Rive Gauche sur une durée de 3 ans.

Ces premiers immeubles sont soumis à la Réglementation Thermique 2005 mais labellisés Bâtiment Basse Consommation (BBC) comme l'impose le cahier des charges de la ZAC. Il s'agit des 4 bâtiments suivants :

- › Le Plein Air,
- › L'Avant-Garde,
- › Nouvelle Rive,
- › Résidence ACM Outre-Petit-Pont.

Les principales actions proposées et qui sont mises en place au fur et à mesure de l'avancée du projet sont : suivi des consommations énergétiques des résidences, réunions « tupperwatt » et distribution de kits économes aux occupants, formation des syndic et conseils syndicaux, visites des installations de chauffage collectif au bois.





Source: site de la ville: <http://www.montpellier.fr/3313>



LA VILLE INCITATRICE PROTEGE SES RESSOURCES ET LA BIODIVERSITE



ENJEUX GLOBAUX

La prise de conscience de la **finitude de la planète et de ses ressources** amène à s'interroger sur les contraintes en termes de rareté des ressources et de capacités d'absorption de l'environnement. Face à une démographie ascendante dans les décennies à venir, et un modèle de développement énergivore, consommateur de ressources et polluant, la question des limites est déterminante pour

le développement socio-économique d'aujourd'hui et de demain. Enfin, l'Europe et donc la France se sont engagées dans la lutte contre le changement climatique, avec les Plans Climat Energie Territoriaux. Or, $\frac{3}{4}$ des émissions de gaz à effet de serre découlent de la consommation directe ou indirecte de **combustibles fossiles**.

CHANGEMENT CLIMATIQUE AU XX^{ème} SIÈCLE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, ADEME-METEOFRANCE

(Source : Courrier International, Financial Times - novembre 2009)

+1 °C	+2 °C	+3 °C	+4 °C	+5 °C
Risque accru d'incendie d'inondation, de déluge, de sécheresse Changement d'habitat et disparition de certaines espèces  VOUS ÊTES ICI!	Risque d'extinction de 30 % des espèces animales et végétales Baisse de la productivité agricole dans les régions sèches et tropicales entraînant un risque accru Blanchissement des coraux	Perte de 30 % des terrains marécageux situés sur le littoral Accroissement de la mortalité due aux vagues de chaleur, aux inondations et à la sécheresse Pénurie d'eau pour des centaines de millions de personnes	Augmentation de plusieurs millions par an du nombre des personnes touchées par les inondations en particulier dans les deltas très peuplés d'Asie et d'Afrique	Menaces de disparition de plus de 40 % des espèces végétales Difficultés croissantes des services sanitaires 

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE



On entend par économies d'énergie l'ensemble des actions économiquement rentables entreprises pour réduire les consommations d'énergie, (par exemple l'utilisation de lampes à basse consommation), ainsi que pour consommer l'énergie de façon optimale (par exemple la récupération de chaleur perdue dans les gaz de combustion, la valorisation énergétique des déchets).

(Source : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie).

BIODIVERSITÉ



Un rapport thématique de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement et qui s'adresse aux différents acteurs susceptibles de concevoir, d'évaluer et de mettre en œuvre des politiques visant la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité fait référence. Ce rapport, co-écrit ou relu par une quarantaine d'experts et d'économistes sous la coordination du Commissariat Général au Développement Durable, présente une palette d'outils économiques utilisés en France et à l'étranger.

Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Conservation-et-utilisation.html>

L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) ACCOMPAGNE LA DYNAMIQUE DE TRANSITION ENERGETIQUE

ENJEUX



Agence
Locale de
l'Energie
Montpellier

ECOREPERES

Afin de relever le défi du développement durable et contribuer à l'effort national de diminution des émissions de gaz à effet de serre, la Région Languedoc-Roussillon a adopté le 25 septembre 2009 son Plan Climat et lancé un vaste programme de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.

Le **bâtiment** représente le premier poste de consommation d'énergie de la région avec **43%** des consommations et **33%** des émissions de gaz à effet de serre. La forte croissance démographique que connaît le Languedoc-Roussillon amplifie aujourd'hui cette tendance.

Les objectifs de massification de la rénovation énergétique des bâtiments définis par le Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat lancés par l'Etat, l'ADEME et la Région, et de généralisation des constructions neuves à énergie positive à compter de 2020, représentent un enjeu majeur pour le secteur du bâtiment.

L'Agence Locale de l'Energie de Montpellier est un lieu où chacun peut trouver des informations clés, en amont de tout projet de rénovation thermique. Sur ce marché naissant, il est important de pouvoir bénéficier de ce conseil gratuit et neutre.

De plus, afin d'apporter des garanties nouvelles aux particuliers souhaitant rénover et bénéficier des aides disponibles le Label national RGE, Reconnu Garant de l'Environnement, a fait son apparition.

La mention RGE - Reconnu Garant de l'Environnement

Des compétences attestées

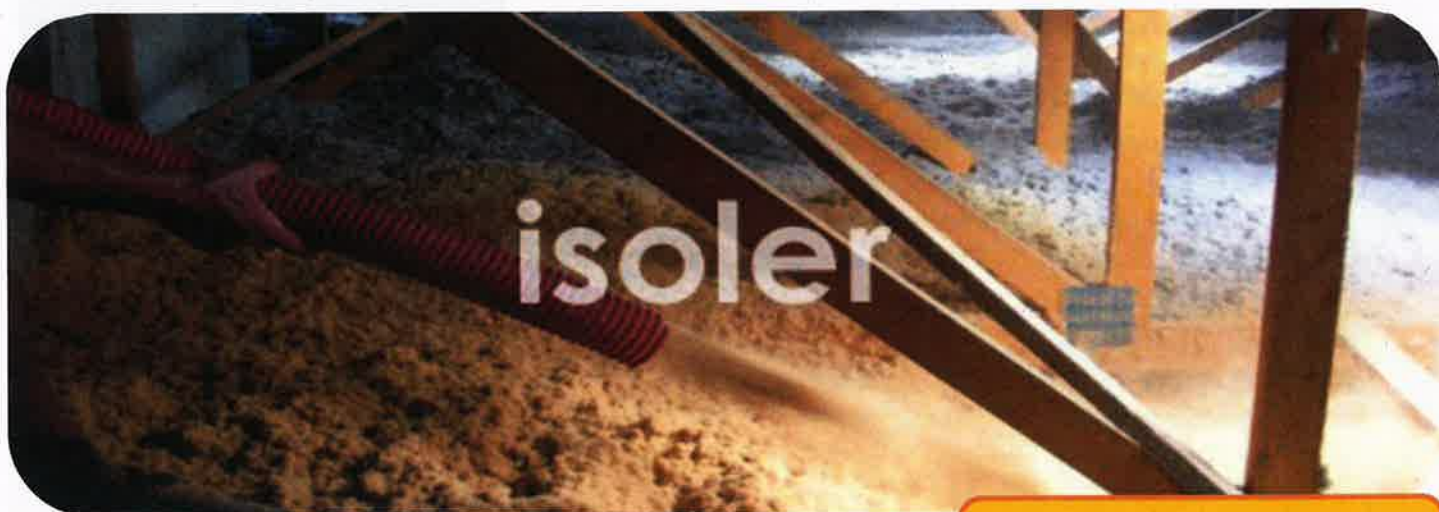
Elle s'adresse aux artisans et entreprises du bâtiment, spécialisés dans :

- les travaux d'efficacité énergétique en rénovation
- l'installation d'équipements utilisant des énergies renouvelables.

L'affichage de ce signe de qualité, qui est le fruit d'une démarche volontaire pour son obtention permet à son détenteur :

- ♦ de valoriser son savoir-faire, de renforcer sa relation de confiance avec ses clients, de s'engager dans une démarche de progrès permanent dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, de faire bénéficier ses clients du principe de l'éco-conditionnalité des aides à la rénovation énergétique ;
- ♦ à compter du 1er septembre 2014, seuls les travaux réalisés par des entreprises et artisans RGE, pourront être financés par l'éco-prêt à taux zéro,
- ♦ à compter du 1er janvier 2015, cette règle s'appliquera également au crédit d'impôt développement durable ;
- ♦ d'être référencés sur le site d'information dédié aux particuliers : www.renovation-info-service.gouv.fr
- ♦ d'être ainsi répertoriés par les conseillers des Points rénovation info service, contactés par les particuliers qui consultent au préalable le site www.renovation-info-service.gouv.fr ou qui appellent le 0810 140 240 (prix d'un appel local depuis un poste fixe).

LES ACTIONS DE L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)



La création d'une agence locale de l'énergie à Montpellier (ALE)

RESULTATS

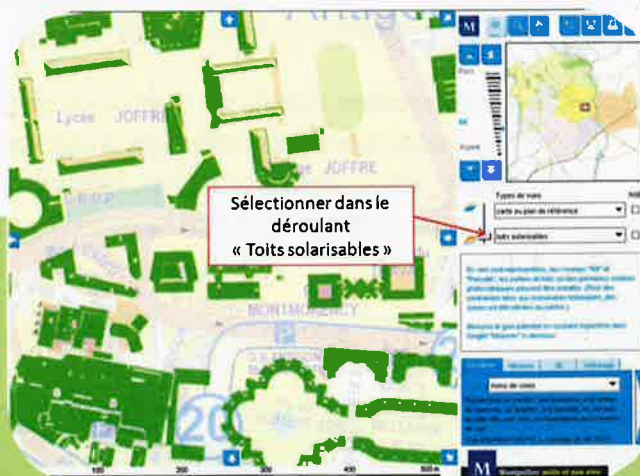
L'Agence Locale de l'Energie a été inaugurée en 2007. C'est une structure associative fondée par la Ville de Montpellier, l'ancienne Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Conseil Régional Languedoc Roussillon et soutenue par l'ADEME et l'Union Européenne. Elle a pour but de favoriser et d'entreprendre sous l'impulsion et le contrôle de ses membres, et en complémentarité avec eux, des opérations visant à **l'utilisation rationnelle de l'énergie**, au **développement des énergies renouvelables** dans un souci de développement durable, notamment dans les **domaines de l'aménagement, de l'habitat et des transports**.

La ville incitatrice est donc à l'origine de la création de l'ALE, elle anticipe ainsi les réglementations. Une première action phare menée avec l'ALE, a été l'opération de thermographie aérienne, permettant de mettre en évidence les déperditions des toitures (action menée conjointement avec la métropole). L'ALE a également participé à la mise en ligne sur le site inter-



Rappel : Il y a quelques années, La ville de Montpellier a mis en place une infographie présentant les "toits solarisables" de la ville.

Lien : <http://www.montpellier.fr/2447-plan-montpellier-delta.htm>



Missions

Information et sensibilisation de différents publics à la maîtrise de l'énergie et au développement des énergies renouvelables et accompagnement technique des porteurs de projets.

Elle propose aujourd'hui notamment des conseils auprès du grand public et des communes de l'agglomération et est composée de 9 personnes. Ses nouveaux locaux plus fonctionnels pour le personnel, permettent à la structure de rester très accessible et visible.



L'ALE se situe aux « Echelles de la ville »

Quelques actions phares de l'Agence Locale de l'Energie

ECOREPERES

Les Café Climat

Avant même l'obligation de mettre en œuvre son Plan Climat Energie Territorial, l'ALE, en partenariat avec la Ville de Montpellier, avait mis en œuvre des « Café Climat ».

Ces rencontres qui ont lieu tous les deux mois, ont pour but la diffusion d'informations concrètes et utiles dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, des énergies renouvelables, de l'habitat et des transports à destination du grand public. Ces rencontres sont des temps d'échanges conviviaux et pragmatiques entre professionnels, institutionnels et particuliers.

Accompagnement des particuliers dans leurs projets de rénovation ou de construction (EIE)

Ateliers techniques , voyages d'études... (cf. site : <http://www.ale-montpellier.org>)

Accompagnement technique des communes de l'agglomération de Montpellier

Accompagnement des copropriétés (cf. site : <http://www.ale-montpellier.org>)

« **LA MAISON ECONOMOME** » est une exposition ludique et interactive grandeur nature, composée de 4 pièces de maison à taille humaine dans laquelle le public peut découvrir les gestes et les comportements quotidiens qui permettent d'**économiser** jusqu'à **40% de l'énergie chez soi**.

Cette exposition, réalisée par l'Agence Locale de l'Energie Montpellier grâce au financement de ses partenaires, a pour vocation d'aller au plus près du public, elle se déplace aujourd'hui prioritairement dans les médiathèques, maisons de quartier et communes de l'Agglomération de Montpellier.

Gratuit et ouvert à tous.



RESULTATS



Sensibilisation, animation

L'ALE propose également des actions de sensibilisation des utilisateurs, ainsi que des formations des agents. Différents outils pourront être mis à votre disposition : exposition " La maison économe" (ci-dessus), outils de sensibilisation pour des projets scolaires ou centres de loisirs (cahiers 1, 2, 3 énergie) ... :



La sensibilisation des utilisateurs permet des économies non négligeables grâce à une amélioration des comportements et de l'usage des équipements.

Avancement de l'activité Espace Info

Energie (EIE) de l'ALE Montpellier :

1^{er} semestre 2015 (janvier-juin 2015)

Caractérisation de l'activité

♦ Information et conseils personnalisés

L'Espace Info Energie (EIE) de l'ALE de Montpellier assure 4 après-midi de permanence téléphonique hebdomadaire du mardi à vendredi de 13h à 17h. Les conseillers reçoivent les particuliers sur rendez-vous pour les accompagner dans leurs projets.

En dehors de ces permanences, l'EIE reste joignable par mail (eie@ale-montpellier.org). L'ALE est ouverte au public du mardi au vendredi de 10h à 12h30 et de 14h à 17h.

Entre le 1^{er} janvier 2015 et le 30 juin 2015, **452** demandes ont été traitées.

Ainsi, la comptabilité se fait en nombre de demandes, car des contacts Espace Info Energie sollicitent l'ALE parfois plusieurs fois de suite en fonction de l'avancement de leur projet.

♦ Emprunt de « La mallette économe »

29 personnes ont emprunté la mallette économe durant le premier trimestre 2015 pour réaliser un diagnostic à domicile et mesurer leurs consommations d'eau et d'énergie. Elles ont pu faire des constats qui les ont poussé à mettre en œuvre des actions pour maîtriser leurs consommations.

L'Espace Info Energie de l'ALE conforte son activité et suit les objectifs fixés pour l'année 2014 (1 000 demandes par an). La baisse observée sur mai et juin est constatée chaque année. Les premiers et les derniers mois de l'année étant généralement les plus chargés.

Animations

Récapitulatif des animations de l'Agence Locale de l'Energie pour le 1er semestre 2015 :

Atelier technique - Achat d'électricité dans les collectivités	38
Visite Espaces verts	28
Sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau	20
Café Climat - Février 2015 - Aides financières, les nouveaux dispositifs pour la rénovation énergétique de l'habitat	83
Café Climat - Avril 2015 - Autoconsommation photovoltaïque, quelles possibilités pour les particuliers	42
Café Climat - Juin 2015 - Agriculture locale et consommation d'énergie	12
Visite de site - Immeubles de 30 logements sociaux rénovés BBC	11
Visite de site - Nouvelle chaufferie tri génération de Port Marianne	34
Visite de site -Rénovation thermique d'une maison individuelle	17
Visite de site - Visite d'un chantier d'habitat groupé en auto-construction	17
Formation copropriété - Répartition des frais de chauffage en copropriété	25
Formation copropriété - Isolation des toitures en copropriété	17
FAEP - Toutes rencontres confondues	165
Balade Thermique Castelnau-le-Lez	40
Stand EIE—Entreprise Dell	40
Animation Radio France Bleu Hérault - Participation "Les experts"	10 000
Exposition "La maison économe" - Ecole Baudelaire Montpellier	165
Exposition "La maison économe" - Mairie de Prades-le-Lez	350
Exposition "La maison économe" - Mairie de Murviel les montpellier	200
Salon de l'habitat 2015	73

Le défi Familles A Energie Positive

Économisez 8% d'énergie à la maison de façon ludique et conviviale.



L'Agence Locale de l'Énergie Montpellier propose ce défi dans l'agglomération montpelliéraine. Le but est simple : fonder une équipe avec ses voisins, amis, collègues de travail et défier les autres équipes, en réduisant ses consommations d'énergie d'au moins **8 %** en appliquant des gestes économes et sans investissement lourd.

Concrètement, les foyers appliquent des éco-gestes en relevant périodiquement les compteurs d'électricité, de gaz et d'eau afin de pouvoir comparer leurs consommations actuelles à celle de l'hiver précédent et ainsi établir le pourcentage d'économies réalisées.

Le défi a démarré au 1^{er} décembre avec près de 80 familles inscrites sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, réparties en 9 équipes qui ont osé tenter l'expérience de réduire d'une part, leurs factures énergétiques de 200 € en moyenne et d'autre part, leur empreinte écologique. Tout ceci avant le 30 avril 2015, date de clôture du défi.

On peut suivre le défi dans la rubrique « actualité » du site [Familles à Énergie Positive](#) et commencer à rassembler ses proches pour la prochaine édition !

Bilan de l'édition 2014-2015

Les résultats sur le territoire de l'agglomération de Montpellier ont été remarquables. **40** familles se sont engagées, représentant 5 équipes. À l'issue du défi, les résultats dépassent de loin les 8 % d'économie d'énergie fixés initialement :

- une économie d'énergie moyenne de **19 %**,
- une quantité totale d'énergie économisée de plus **152 000 kWh** (soit la consommation électrique moyenne annuelle de **50 familles** de 4 personnes, hors chauffage),
- une réduction des émissions de CO₂ de **19 %** représentant **24 tonnes** équivalent CO₂/an (soit environ 12 aller-retour Paris/New-York en avion pour une personne),
- une économie financière moyenne d'environ **115 €** par famille,
- une économie d'eau moyenne de **27 %**,
- une économie d'eau totale de plus de **1,5 million de litres par jour** (rapportée sur un an).



FOCUS

Que du
bonheur !!!
La preuve !



PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Un suivi des consommations accompagné d'animations des équipes pédagogiques sur les 3 écoles BE-POS de la Ville.
- Des messages réguliers de sensibilisation à destination des agents de la collectivité.

Les priorités 2016:

- Préfiguration et mise en œuvre de la plateforme de rénovation énergétique portée par la Métropole de Montpellier, avec notamment un renforcement de l'accompagnement des copropriétés,
- Accompagnement des projets menés avec les équipes pédagogiques des écoles BEPOS de la Ville de Montpellier et les écoles rénovées en BBC sur l'agglomération : Lattes et Vendargues.
- Poursuite et renforcement (éclairage public, véhicules...) du Conseil Énergie Partagé sur les 30 communes de l'agglomération montpelliéraine. Développer un défi éco-écoles, sous forme de projets gagnants-gagnants avec les communes volontaires.
- Interventions sur 2 projets européens. Le premier projet **ZEMEDS**, se concentre sur les techniques et la faisabilité de la rénovation à énergie positive d'écoles en climat méditerranéen. Le second projet, **LEAF**, consiste en un test d'outils méthodologiques et techniques auprès des copropriétés pour les inciter à la rénovation énergétique de leur patrimoine.



Agence Locale de l'Energie

PREPARER L'APRES COP21 A MONTPELLIER



ENJEUX

Avis des experts sur le climat,
le GIEC indique la nécessité de :

Stabiliser la hausse des températures entre 1,5 et 2°

Entre 0,3° et 4,8 °C d'augmentation de la
température d'ici à 2100

Le cinquième rapport du Groupe intergouvernemental
d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)

s'avère plus alarmant que la précédente édition, parue en 2007. Selon les experts du GIEC, « le réchauffement du système climatique est sans équivoque. [...] Il est extrêmement probable que l'influence de l'homme a été la cause principale du réchauffement observé depuis la moitié du XX^e siècle ». La température devrait s'élever entre 0,3 °C et 4,8 °C pour la période 2081-2100, par rapport à celle de 1986-2005. Tout dépendra de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ces prochaines décennies.

ÉVOLUTIONS PROBABLES DU CLIMAT D'ICI 2050 POUR L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

- +1,4 à 2,8 °C en moyenne en été
- 6 à 19 jours par an de température maximale supérieure à 35°
- Des précipitations réduites de 25 à 40 %
- Des périodes de sécheresse rallongées et des précipitations plus intenses

ECOREPERES

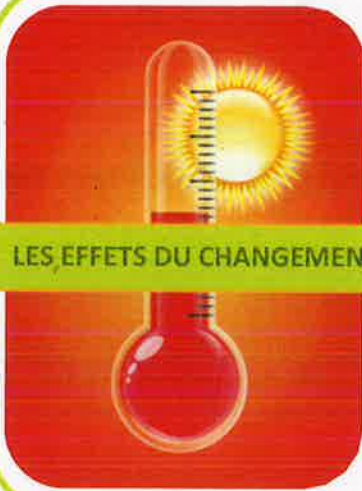
COP21 : LES FRANÇAIS PLUS VOLONTARISTES QUE LES AUTRES

Pour "la plus vaste enquête d'opinion" jamais menée sur le climat, selon les termes de l'ONU, co-initiatrice du débat citoyen planétaire organisé le 6 juin, quelque 10.000 personnes de 75 pays, choisies pour représenter la diversité socio-économique de leur pays se sont retrouvées par petits groupes animés par un modérateur.

Elles ont échangé toute la journée et répondu à une trentaine de questions sur les enjeux de la COP21 qui s'est tenue à Paris à la fin de l'année. Au total, 96 débats locaux ont eu lieu, des îles Fidji jusqu'en Arizona. Christiana Figueres, la responsable climat aux Nations unies, a exprimé l'espoir que cette initiative puisse "répercuter aux décideurs les inquiétudes, les espoirs et les aspirations des citoyens quant au monde qu'ils souhaitent pour eux et leurs enfants". Selon les premiers résultats, qui ont été soumis le 10 juin à Bonn aux délégations chargées de négocier l'accord mondial contre le réchauffement planétaire espéré à Paris en décembre, **79% des participants se disent d'abord très concernés par le changement climatique**. Cette

proportion monte jusqu'à **81% en France**, où 18% des citoyens se disent aussi "moyennement concernés". **81% des Français considèrent que les mesures pour lutter contre le changement climatique sont plutôt une opportunité**, contre 66% des personnes interrogées dans le monde. Les résultats sont identiques concernant les efforts mondiaux qui devraient se concentrer de manière égale sur l'adaptation et l'atténuation (64%). 88% des Français ont en revanche un avis très négatif sur les résultats des négociations des Nations unies depuis 1992 ; au niveau mondial, cette proportion tombe à 71%. Ils sont aussi plus volontaristes pour que tout soit fait, lors de la COP21 de la fin 2015 à Paris, pour limiter la hausse des températures à 1,5°C, seuil limite à partir duquel les impacts risquent d'être dévastateurs (76% des Français contre 63% des personnes interrogées dans le monde).

Source : Localtis infos Environnement Publié le mardi 9 juin 2015



LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- › Les températures augmentent.
- › Les océans se réchauffent, et en se dilatant, voient leur niveau s'élever.
- › Cet effet menace les régions côtières peu élevées.
- › Les glaciers et les glaces de mer diminuent.
- › Les plantes et animaux migrent ou tentent de s'adapter, certaines espèces pourraient ainsi entrer en compétition et disparaître.
- › Les phénomènes climatiques extrêmes seront plus fréquents et plus intenses.

UN PLAN CLIMAT MUTUALISE POUR LA METROPOLE et la VILLE

Cinq orientations stratégiques ont ainsi été identifiées pour diriger l'action transverse de la Métropole et de la ville:

- aller vers un territoire plus économe en agissant sur l'habitat et l'aménagement avec une action phare, la rénovation thermique de copropriétés,
- miser sur les mobilités post-carbone (tramway, bus, vélos, marche, intermodalités, taux de remplissage des véhicules...),
- amplifier le recours aux énergies renouvelables,
- accélérer le changement dans les modes de consommation et de production (consommation courante, énergie...)
- anticiper l'adaptation au changement climatique (gestion des risques, Cité intelligente).

2015 : LA SOCIÉTÉ CIVILE DE 57 PAYS MOBILISÉE POUR LA COP21

DESERTIF' ACTIONS 2015 : La DECLARATION DE MONTPELLIER

40 % de la surface émergée de la planète est touchée par la désertification.

À l'occasion du Forum international de la société civile luttant contre la dégradation des terres et labellisé «**Conférence Paris climat 2015 - COP21**», Désertifactions 2015 qui s'est déroulée à Montpellier du 10 au 13 juin, une déclaration officielle des 300 participants venus de **57** pays différents a été rédigée.

Prenant en compte le travail des rencontres préparatoires volontaires nationales tenues au Burkina Faso, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Inde, Iran, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Tchad, Tunisie, la rencontre régionale au moyen Orient, le forum électronique réunissant 380 personnes de 46 pays et les travaux de Montpellier, les participants de Désertifactions 2015 ont mis en évidence les liens indéniables entre la dégradation des terres et les trois domaines de l'environnement, du développement et de la stabilité internationale, dans un contexte d'impacts présents et futurs de réchauffement climatique.

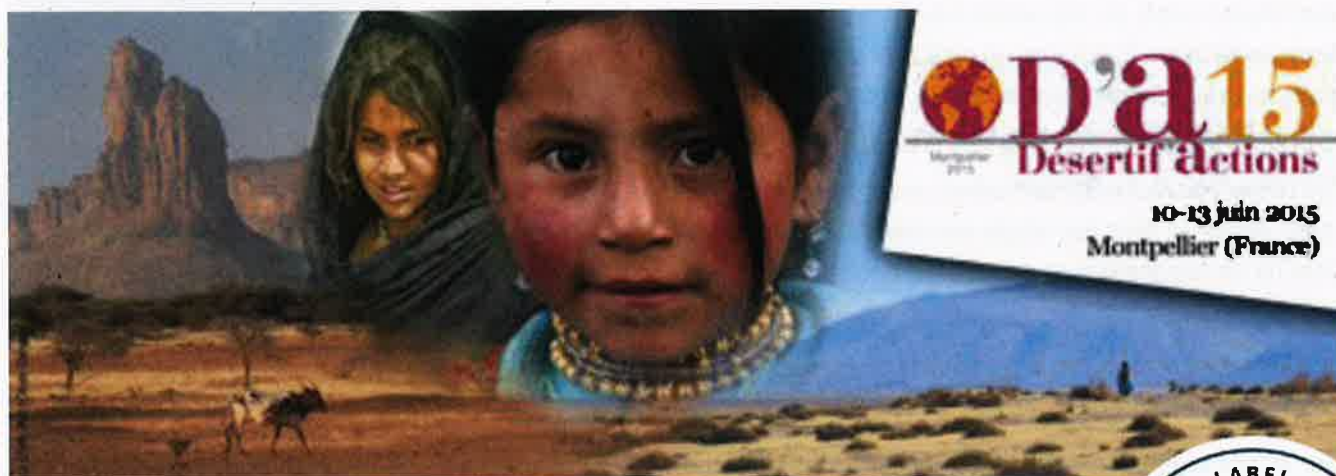
Une journée spéciale a été dédiée au grand public le samedi 13 juin, avec des projections, expositions, tables rondes, repas du monde et un concert de clôture.

Des zones sèches particulièrement vulnérables

La dégradation des sols et des terres, dans les zones sèches, peut conduire à la désertification, causée par les facteurs climatiques et les activités humaines. Véritable catastrophe naturelle planétaire, la désertification a, sur le long terme, comme effet une dégradation généralisée des ressources naturelles, un impact négatif sur l'environnement mondial, une dégradation des conditions de vie et entraîné instabilités sociales et exodes de populations. L'action des hommes (par le biais de pratiques mal adaptées), doublée du changement climatique sont les causes communes de la désertification.

Mais des solutions existent

La Lutte contre la Désertification (LCD), consiste à réduire ou inverser ce processus et en atténuer, voire annuler ses impacts biophysiques et socio-économiques, en intégrant les connaissances scientifiques et empiriques dans le cadre de politiques adaptées.



DECLARATION DE MONTPELLIER « TERRES et CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Les participants constatent, déplorent et dénoncent



- La poursuite sans relâche et malgré l'évidence scientifique, de modes de production et de consommation partout dans le monde qui portent atteinte aux terres et aux écosystèmes terrestres et engendrent une dégradation de **60 %** des services rendus par les écosystèmes dont la filtration de l'eau, la destruction des habitats de la biodiversité, et la réduction à une vitesse jamais atteinte de la diversité des espèces,
- La disparition de **75 %** de la diversité génétique des cultures depuis le début du XXème siècle, et le constat de **52 %** des terres agricoles du globe déjà modérément à gravement dégradées ou subissant un fort degré de dégradation y compris les écosystèmes oasiens, la baisse tendancielle des taux de fertilité des sols et l'empoisonnement de nombreuses eaux de surfaces ou profondes,
- La compétition exercée sur les terres, en particulier les terres agricoles, par des acteurs internationaux – plus de 37 millions d'hectares de terres ont ainsi déjà été acquises – affectant bien souvent les droits des paysans et des usagers locaux et la sécurité alimentaire mondiale, dans un contexte où **la disponibilité des terres arables par personne a diminué de 0,45 ha à 0,20 entre 1961 et 2011,**
- L'irresponsable et persistante sous-évaluation de la question des terres et de l'agriculture dans les négociations sur le changement climatique

alors que l'agriculture, la déforestation et le changement d'affectation des terres sont responsables de **30 %** des émissions, dont un changement de gestion des terres pourrait en réduire l'importance, tout en permettant de stocker 30% du carbone excédentaire dans l'atmosphère.

Les participants de D'a15 alertent la communauté internationale

- ◆ Sur la nécessité de disposer de terres suffisantes en quantité et en qualité pour répondre au besoin de nourrir une population évaluée à 9 milliards de personnes en 2050 et l'obligation d'augmenter la production agricole d'environ 70 % au plan mondial et même de 100 % dans les pays en développement; ceci alors que la dégradation des terres risque de réduire la production vivrière de 12 % dans les 25 prochaines années, allant dans certaines régions jusqu'à 50 % sous l'effet additionnel du changement climatique,
- ◆ Sur l'impact à venir du relèvement prévu des températures et des événements climatiques extrêmes sur les terres, en particulier dans de nombreux pays en développement soumis à la sécheresse et l'aridité, et dont 1,5 milliards de personnes souffrent déjà de la dégradation des terres comme par exemple 65 % de la population africaine.
- ◆ Sur l'impact du réchauffement climatique sur les terres et en retour l'impact de la dégradation des terres sur le changement climatique, dans une spirale entraînant des effets négatifs en chaîne sur les services écosystémiques et des conditions de vie des populations qui en dépendent,
- ◆ Sur la poursuite de modes de productions qui détruisent le potentiel productif des terres par l'agriculture industrielle, l'exploitation minière, la mauvaise gestion de l'eau, etc. Ce qui génère des bénéfices seulement pour de rares élites en accroissant les dommages collectifs,
- ◆ Sur le frein important qu'exerce la dégradation des terres sur le développement d'une partie significative de la population mondiale qui dépend de l'agriculture pour assurer sa sécurité alimentaire et améliorer ses conditions de vie,



Les participants de D'a15 rappellent et insistent

- ◆ Sur les conséquences collectives et effets à long terme de la dégradation des terres sur l'insécurité alimentaire et l'insécurité globale et leurs racines, avec plus de **60** émeutes d'origine alimentaire qui se sont produites dans plus de 30 pays du monde,
- ◆ Sur les ressources naturelles dont les terres, cause du déclenchement de **40%** des conflits au cours des 60 dernières années, et sur leur lien direct avec l'accroissement des flux migratoires générateurs d'instabilités dans les pays de départ et ceux de l'arrivée, et rappellent les estimations de 200 à 350 millions de réfugiés climatiques à l'horizon 2050,
- ◆ Sur les fausses solutions promues par les seuls intérêts financiers à court terme de certaines élites,
- ◆ Sur le coût infime de la restauration des terres des écosystèmes dégradés estimé entre **33** et **227** euros l'hectare et le potentiel ainsi créé de stocker **30 %** des émissions annuelles de CO2 issues des combustibles fossiles,



En conséquence les participants de D'a15 à Montpellier conviennent et concluent :

- ♦ Il est d'intérêt général et urgent de mettre en œuvre des politiques publiques qui intègrent l'agroécologie, l'agropastoralisme, et qui protègent et encouragent l'agriculture familiale en garantissant le droit à l'alimentation défini par les Nations Unies. Ceci en particulier pour engager la réhabilitation d'urgence de **500** millions d'hectares de terres dégradées disponibles,
- ♦ Afin de stimuler la gestion durable et la restauration des terres ainsi que la prévention des conflits fonciers, une bonne gouvernance de la terre doit être la règle. Pour assurer la bonne gouvernance, les "Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale" et les "Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires" élaborées par le Comité des Nations Unies sur la Sécurité Alimentaire Mondiale doivent servir de base aux gouvernements, investisseurs, bailleurs de fonds, au secteur privé et à la société civile.
- ♦ De nouveaux concepts comme l'**Agriculture Intelligente pour le Climat (CSA)** et la **Neutralité en matière de dégradation des terres (LDN)**, s'ils sont utilisés par les pays, les organisations internationales ou les opérateurs privés, ils doivent d'abord être au service des communautés locales et **éviter l'accaparement des terres, l'utilisation des OGM ou l'usage intensif de produits chimiques** ; cette orientation fondamentale doit faire partie des objectifs et du mode opératoire de tout développement des concepts évoqués.
- ♦ Les organisations non gouvernementales et, d'une manière générale, les organisations de la société civile dont les organisations de producteurs et les autorités locales devraient être reconnues comme parties prenantes dans les processus de prise de décision au niveau local et national. Et pas seulement au stade de la mise en œuvre des décisions et plans d'action.
- ♦ Pour promouvoir une synergie efficace entre les trois Conventions de Rio, une coopération plus opérationnelle entre les parties prenantes à tous les niveaux doit être assurée; notamment au niveau national via l'établissement de comités nationaux pour une mise en œuvre intégrée.
- ♦ Tout futur accord adopté par la COP 21 sur le changement climatique devra inclure le financement pour l'agriculture familiale et l'adaptation à base communautaire tout en évitant de renforcer les fausses solutions.
- ♦ Quel que soit le financement, les participants affirment ne plus vouloir à l'avenir de fonds publics ou privés sans règles préalablement décidées et approuvées avec la société civile et appellent à une plus grande prise en compte des recommandations des conseils économiques et sociaux là où ils existent,

Enfin, si les recommandations sont importantes, les participants à D'a15 conviennent aussi d'engagements et d'actions :

- ♦ Porter les revendications de D'a15 aux niveaux des pays,
- ♦ Faire entendre les travaux de D'a15 aux prochaines réunions de l' United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD)(COP12 à Ankara) et United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) (COP21 à Paris),
- ♦ Diffuser les résultats de D'a15 à tous les niveaux.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

POUR SUIVRE LES ACTIONS DE PROTECTION DU CLIMAT

La 1ère génération de Plans Climats Energie Territoriaux (PCET) évolue en 2014 . Une nouvelle étape pour les PCET et la dynamique de leur mise en œuvre par les acteurs.

Avec les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET), il s'agit de faire une politique au service des politiques territoriales, intégrer de nouveaux sujets comme la qualité de l'air ou l'économie circulaire, concrétiser des actions avec des résultats effectifs, tels sont les enjeux . Ils sont à présent positionnés au niveau des intercommunalités et des métropoles.

La ville de Montpellier en 2015 ayant mutualisé dès 2011 son 1er PCET avec l'Agglomération, le partenariat avec la Métropole, est une continuité, notamment dans le cadre du Festival « Refaisons le climat », dont la ville a été partenaire, en lien direct avec la Métropole.

UNE POLITIQUE LOCALE DE GESTION DES RISQUES

ENJEUX

Le changement climatique en cours induit la nécessité d'améliorer la connaissance des événements ainsi que leurs impacts, mais aussi, la capacité à les prévenir et à les gérer afin de protéger au mieux les enjeux : à savoir les populations, les biens et l'environnement.

Des dizaines de millions de personnes pourraient échapper à des inondations ou à la sécheresse d'ici à 2050 si les émissions de gaz à effet de serre, à l'origine du changement climatique, étaient plus fortement et plus rapidement limitées. C'est la conclusion d'une nouvelle étude publiée dans *Nature Climate Change*. Le scénario le plus strict, à savoir des émissions de gaz à effet de serre qui commencent à diminuer dès 2016 à un rythme de minimum 5 % par an et en augmentant le taux graduellement, est le seul à permettre aux nations de respecter l'objectif d'une hausse de la température mondiale limitée à 1,5°C d'ici à la fin du siècle.

Intéressant, lorsque l'on met en perspective cette étude avec le chiffrage du coût du changement climatique : 7 500 milliards de dollars, pour être précis, ce serait le coût de l'inaction, mis en évidence dans le célèbre rapport STERN.

En savoir plus sur <http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/15/climat-le-cout-humain->

INONDATIONS : 2,6 millions de plus

Une aide régionale supplémentaire de 2,6 millions d'euros destinée à venir en aide aux territoires meurtris par les inondations de septembre et octobre 2014 a été votée en 2015 en Conseil régional. Elle s'ajoute à l'enveloppe de 6 millions d'euros débloquée en mai et juin au titre du fonds de solidarité risques naturels qui couvre les dégâts aux voiries communales et aux rivières. Depuis mai, la préfecture a communiqué trois listes de communes sinistrées (310 dans l'Hérault et le Gard, 46 dans le Gard et la Lozère et 229 dans le Gard, les P-O, l'Aude et l'Hérault).

ECOREPERES

VA-T-ON VERS UNE AUGMENTATION DE L'INTENSITÉ DES PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES EXTRÊMES?

Visiblement, les phénomènes climatiques extrêmes gagnent en fréquence et en intensité et l'augmentation moyenne des températures cache de fortes disparités entre les différentes parties du monde.

Concernant Montpellier et sa Région, en 2015, de fortes pluies se sont abattues, notamment le 23 août sur la capitale de l'Hérault, placé avec le Gard sous vigilance orange par Météo-France en raison d'un épisode orageux intense. Au cours du week-end, trois morts liées aux intempéries ont été recensées, dont deux octogénaires décédés à bord d'une voiture emportée par les eaux sur un boulevard de Montpellier.

Durant le week-end des 12 et 13 septembre 2015, le sud-est du pays a été concerné par deux épisodes de pluies intenses successifs, de type méditerranéen : le premier de la mi-journée de samedi au dimanche matin, le second plus court dans la soirée de dimanche et la nuit de dimanche à lundi. Des pluies localement remarquables, tant en intensité horaire qu'en cumuls, parfois exceptionnelles comme dans le secteur de Lodève dans l'Hérault, ont été observées.

Ces épisodes s'expliquent par la conjonction de l'arrivée d'un vaste système perturbé depuis l'Atlantique et d'une alimentation en air chaud et humide de la Méditerranée venant buter sur les Cévennes et générer des pluies intenses.

Afin que chacun puisse adopter des comportements adaptés à ce contexte, la ville de Montpellier a édité un guide pratique des risques majeurs, qui permet de progressivement acquérir et partager une culture commune du risque.

Il est téléchargeable sur le site : <http://www.montpellier.fr/3776-prevention-des-risques-majeurs.htm>

La commune de Montpellier a subi à deux reprises des phénomènes dits méditerranéens particulièrement violent durant la saison :

- › le 29 septembre (cumul des pluies de l'ordre de 150 mm à 250 mm) provoquant de nombreuses inondations sur l'ensemble du territoire (avec débordement de cours d'eau, ruissellement pluvial...). L'événement s'est déroulé en pleine journée (population active : travailleurs, écoles, ...)
- › le 06-07 octobre (cumul de pluies de l'ordre de 260 mm) engendrant des inondations localisées sur le N-W de la commune (crue de la Mosson, quartier Croix-Lavit...) durant la nuit.

Pour chaque événement, le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) a été déclenché par l'autorité municipale pour assurer la protection et le soutien des populations.



Rimbaud



Quai du Pirée



Verdansson



PARKING SOUS-TERRAIN

Croix-Lavit

Dans ce sens et depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier développe une politique locale de prévention et de gestion des risques, tant sur les phénomènes d'origine naturelle (événements climatiques : intempéries, vents forts, canicule, etc...), que sur les événements d'origine technologique (activités à risque liées à l'homme comme le transport de matières dangereuses). Un travail transversal et continu est réalisé entre les différents services municipaux et partenaires de la Ville afin d'avoir une approche globale et pluridisciplinaire dans les actions de prévision (surveillance et alerte), de prévention, de préparation à la gestion de crise, d'information préventive et de contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées aux risques majeurs.

Pour répondre à ces objectifs et afin d'appuyer les services dans cette démarche, une Cellule de Prévention et de Gestion des Risques (CPGR), composée de deux ingénieurs, a vu le jour en juillet 2011.

LES ACTIONS DE PRÉVENTION

Afin de prévenir et limiter les effets de l'aléa (événement dangereux) sur les enjeux, la CPGR :

- › Participe au développement / vise l'amélioration de la connaissance des risques sur la commune (étude de diagnostic, cartographie des aléas et enjeux, historique des événements survenus...).
- › Cherche plus spécifiquement à identifier le gisement de transport de matières dangereuses (TMD), les risques associés (connaissance actuellement limitée sur le territoire) et les actions de prévention à mettre en œuvre (arrêt circulation...). A cet effet, une étude a été réalisée entre 2014/2015.
- › Assure un conseil et une expertise dans le domaine (réglementation...)

La préparation à la gestion des événements de sécurité civile

Pour répondre et définir les actions nécessaires à la sauvegarde des populations, la CPGR :

Elabore et révisé le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) sur l'aspect multirisque (inondation, feux de forêt, vents forts, canicule...). Ce dernier est un outil opérationnel définissant l'organisation communale de sécurité civile, les moyens, les outils d'aide à la décision et les actions locales pour la sauvegarde et la protection des populations en cas d'événement majeur. Il s'inscrit dans le principe de l'organisation de la réponse nationale de sécurité civile ;

Alerte la Cellule de Crise Municipale (CCM) et active le Poste de Commandement Communal (PCC) suite au déclenchement du PCS pour la gestion de l'événement ;

Encadre et professionnalise la fonction de l'ingénieur d'astreinte (cadre d'astreinte durant les heures non ouvrées des services de la mairie) ;

LE PLAN PARTICULIER MISE EN SURETE

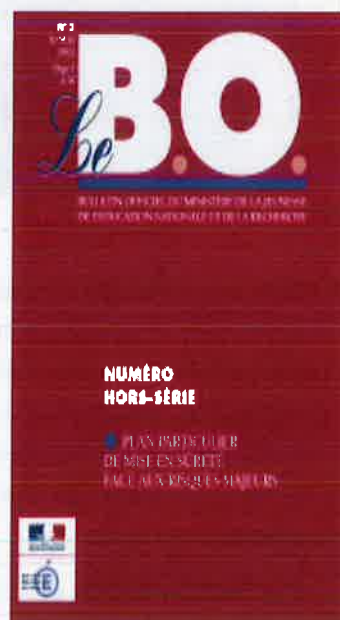
La Ville de Montpellier a réalisé conjointement avec la direction académique la trame d'un Plan Particulier de Mise en Sécurité. Ce document vise à préparer le corps enseignant en les informant sur les risques majeurs et leurs rôles définis dans les premières actions de sauvegardes (mise à l'abri des enfants, lien avec l'extérieur et les parents,...).

Avec le nouveau rythme scolaire, ce plan et sa coordination entre Ville et Education Nationale prend tout son sens pour garantir au mieux la continuité de prise en charge. Certains temps scolaires, dès la rentrée 2015, seront animés à la sensibilisation aux risques sur la Ville par une association.

Chiffres : 122 écoles maternelles et primaires publiques, soit environ 10 000 élèves sensibilisés (relais de la sécurité civile au niveau des parents)

Accompagne et développe les Systèmes d'Alerte et d'Information des Populations (SAIP) :

- Rétablissement des sirènes du Réseau National d'Alerte (RNA) du territoire ;
- Installation d'un automate d'appel en masse pour alerter rapidement les montpelliérains résidant au sein d'une zone à risque ;
- Développement de Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC).



L'INGENIEUR D'ASTREINTE

FOCUS

Ses Missions

L'ingénieur d'astreinte a pour missions, en dehors des heures ouvrées des services de la mairie, de préserver la sécurité des personnes et des biens, de protéger le patrimoine communal, d'assurer la continuité du service public indispensable et d'accompagner les personnes victimes d'un sinistre (mise à l'abri, hébergement d'urgence, etc...).

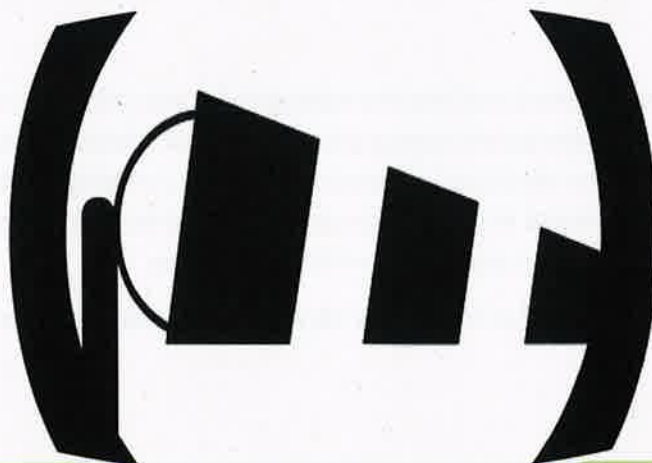
Ses missions font parties intégrantes du service public (au sens large), l'ingénieur devant répondre et traiter, en liaison avec les services opérationnels, une large palette d'événement, allant du simple accident de la circulation ou d'une effraction dans une école municipale, à un incendie d'immeuble avec des sinistrés, voire même d'une catastrophe sur le territoire à gérer.

C'est pourquoi la fonction d'ingénieur d'astreinte et ses moyens sont intégrés dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) depuis le 1er janvier 2013. La CPGR tend vers une professionnalisation des ingénieurs et une harmonisation des moyens à disposition des acteurs contribuant aux actions de sécurité civile.

Il forme, de manière continue, les acteurs du dispositif communal à leurs fonctions (permet de maintenir les acquis et affiner les procédures) ;

Il participe au suivi des manifestations publiques de grande importance (ouverture du PCC) ;

Il participe à l'élaboration des plans d'urgence de la collectivité (Plans Particuliers de Mise en Sureté (PPMS) des écoles municipales, Plan d'Organisation Interne (POI) du parc Darwin)



LES SIRENES DU RESEAU NATIONAL D'ALERTE (RNA)

La Ville de Montpellier participe, en lien avec les services de la Préfecture, à la réhabilitation des sirènes du Réseau National d'Alerte (RNA) sur le territoire communal afin d'alerter les Montpelliérains d'un danger imminent. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme des Systèmes d'Alerte d'Information des Populations (SAIP) du ministère de l'intérieur. En juin 2015, 7/13 des sirènes de la commune sont opérationnelles et le signal national d'alerte retentira de nouveau dès le premier mercredi du mois d'octobre (vérification du bon fonctionnement des équipements et sensibilisation des populations à son écoute).



L'information préventive sur les risques majeurs

La CPGR procède également aux actions d'information et de sensibilisation auprès du public afin de développer une véritable culture du risque au sein de la collectivité. Cela concerne principalement :

La rédaction et la prochaine diffusion du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) qui est sorti en septembre 2015. Pour l'occasion, une conférence de presse du Maire a été réalisée le 25 septembre 2015 ;

La réalisation d'un DICRIM jeune destiné et adapté aux enfants des écoles municipales ;

L'envoi de communiqués de presse réguliers et la rédaction d'articles dans le Montpellier Notre Ville (MNV) pour prévenir ou sensibiliser sur les risques ;

La mise en place ponctuelle de réunions publiques d'information communales sur les risques majeurs (estimée à tous les 2 ans). En 2014, 3 réunions ont eu lieu sur le risque d'inondation conjointement avec le Syndicat du Bassin du Lez (SyBle) mobilisant plus de 60 personnes (comité de quartier, commerçants, riverains, étudiants...). Un chiffre insuffisant qui témoigne des difficultés liées au développement d'une culture du risque ;

Le lancement d'une campagne d'information sur l'Obligation Légale de Débroussaillage en préparation de la période sensible au risque feu de forêt (été). En 2015, cette action a représentée près de 10 000 courriers (contenant une plaquette d'information) qui ont distribués dans les zones concernées soumises à cette obligation (environ 5000 parcelles concernées), mais aussi, une communication large vers les différents médias ;

La participation citoyenne dans l'information et la préparation à la gestion des risques.

LE DOCUMENT D'INFORMATION COMMUNALE SUR LES RISQUES MAJEURS (DICRIM)

Le DICRIM est un document synthétique à destination des populations qui comporte une description des risques majeurs présents sur la commune, les canaux d'alerte et d'information utilisés par les pouvoirs publics, les consignes de sécurité individuelles (générales et par typologie de risque) et, enfin, une aide pour se préparer et s'organiser en prévision d'un événement majeur.

L'objectif cette information est de rendre le citoyen acteur de sa propre sécurité !





Essais mensuels des sirènes d'alerte de la Ville de Montpellier

A compter du mercredi 7 octobre 2015, des essais du bon fonctionnement des sirènes d'alerte seront réalisés tous les premiers mercredis du mois à midi.

Installées en différents points sur tout le territoire communal (écoles, théâtre, toit de l'Hôtel de Ville ...) 10 sirènes sur 13 (à terme) retentiront durant une minute environ.

L'alerte par sirène est destinée à prévenir de l'imminence d'une situation mettant en jeu la sécurité de la population (risques naturels comme les inondations, les tempêtes...ou technologiques tels qu'un accident de transport de matière dangereuse, nuage toxique ou explosif...).

En cas d'alerte avérée, les signaux d'alerte sont reconnaissables par :

- Début d'alerte : un son modulé de trois fois une minute et 41 secondes chacun, séparé par un intervalle de 5 secondes.
- Fin d'alerte : un son continu de 30 secondes.

CONSIGNES À RESPECTER EN CAS DE RISQUE MAJEUR :

Ce qu'il faut faire :

- Se mettre en sécurité à l'abri dans un lieu clos.
- S'informer de l'évolution de la situation par les canaux officiels (France Bleu Hérault, www.montpellier.fr, messagerie communication interne ...).
- Respecter les consignes de la hiérarchie pour votre sécurité.

Ce qu'il ne faut pas faire :

- Aller chercher ses enfants à l'école (ils sont pris en charge par les agents de la direction Education, personnels présents dans les écoles).
- Téléphoner (les réseaux doivent rester disponibles pour les secours).
- Quitter le lieu de travail où l'on se trouve sans consignes de la hiérarchie.

En savoir + : consulter ou télécharger le Document Communal sur les Risques Majeurs DICRIM : http://montpellierintranet/uploads/Externe/92/DOC_FICHER_3301_1442479760.pdf

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- ◆ Affiner le dispositif communal PCS avec un système d'astreinte en cohérence avec celui de la Métropole
- ◆ Elargir et développer une culture du risque pour la population

BIODIVERSITÉ ET CLIMAT :

ENJEUX



UN MÊME « COMBAT » !

Le climat et la biodiversité

ont une longue histoire de relations naturelles chaotiques, qui remontent aux tout premiers temps de l'apparition de la vie sur Terre. « L'épopée de notre planète » regorge de disparitions et d'apparitions d'espèces, de bouleversements des paysages et de transformations de sociétés en différents points du globe, associés aux aléas du climat (cycle naturel des transformations climatiques). Au fil du temps, les organismes vivants d'une région donnée ont été façonnés par les fluctuations des concentrations de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, des températures et des précipitations survenues depuis le Pléistocène voici 1,8 million d'années. Ils s'y sont adaptés grâce à l'évolution, à l'adaptabilité des espèces, au déplacement de leurs aires de répartition et à la colonisation d'habitats favorables (dits niches écologiques). Les variations du climat ont donc toujours profondément modifié les zones de vie des espèces et la structure des communautés biologiques, des paysages et des biomes (ensemble d'écosystèmes caractéristiques d'une aire géographique encore appelé écozones ou écorégions).

La relation entre climat et biodiversité reste donc complexe. Aujourd'hui, notre planète entre dans une nouvelle ère. Elle se réchauffe et le doute ne semble plus permis : les activités humaines en sont en grande partie responsables. Or, modifier l'un a des conséquences sur l'autre et vice versa. Le réchauffement climatique aura donc des conséquences sur la diversité biologique qui rend des services indispensables au bon fonctionnement de la planète. D'où l'importance de sortir des énergies sales (pétrole, charbon...)...pour développer les énergies renouvelables

Source : d'après http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv_chapC_p7_d1

ECOREPERES

Impact du changement climatique sur la biodiversité

Pour bien comprendre les enjeux, penchons-nous d'abord sur les relations étroites qui peuvent exister entre la biodiversité et le changement climatique. Comment ce dernier influence-t-il la biodiversité ? De quatre manières différentes :

- les changements de concentration en CO₂ de l'atmosphère, les modifications des températures et celles des précipitations, touchent le métabolisme et le développement des animaux, la croissance, la respiration, la composition des tissus végétaux et les mécanismes de photosynthèse (croissance des plantes grâce à l'énergie du soleil et l'absorption de CO₂). Les conséquences peuvent être variées. Par exemple, la modification d'un seul paramètre (température, humidité, composition chimique de l'atmosphère) peut favoriser le développement d'une espèce présente ou détriment des autres qui jusque là vivaient en bonne entente !
- les cycles de vie de la faune et de la flore (les périodes de migrations, de reproduction, de floraisons, de pontes, etc.) peuvent s'allonger ou se raccourcir, débiter plus tôt ou plus tard, etc. Ce qui peut se révéler problématique, par exemple pour les arboriculteurs qui risquent de voir les arbres fruitiers fleurir trop tôt dans la saison et souffrir des gelées tardives. Le rendement en sera évidemment affecté.
- les régions où les différentes espèces animales et végétales ont élu domicile risquent fort d'être touchées. Par exemple, si les températures augmentent, végétaux et animaux vont migrer vers d'autres lieux qui leur conviennent mieux. On estime qu'un accroissement annuel de température de 3°C en zone tempérée, engendre un déplacement des isothermes de 300 à 400 kilomètres vers les pôles et de 500 mètres en altitude.
- Certaines espèces n'arriveront pas à s'adapter au changement climatique. Elles risquent de disparaître. Évidemment le climat n'est pas le seul responsable: déforestation, agriculture intensive, pollution jouent également un rôle.

Source : http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv_chapC_p7_d1

RESULTATS

L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA GESTION DES ESPACES VERTS ET NATURELS DE LA VILLE

UNE DYNAMIQUE PROGRESSIVE VERS DES ESPACES PLUS DURABLES

Dès 1995, est apparue la volonté d'appliquer une gestion différenciée des espaces verts, permettant d'ajuster au mieux l'intensité de leur entretien à leurs usages. Depuis, la ville a fait évoluer ce concept, avec la mise en place du Plan Biodiversité 2010-2014, vers une gestion écologique appliquée à l'ensemble de son patrimoine :

- › Arrêt de l'utilisation de produits phytosanitaires chimiques
- › Plantation d'espèces locales et ou adaptées au climat
- › Acceptation de la flore spontanée
- › Recyclage des déchets verts, broyage et réutilisation *in situ* des tailles et élagages
- › Economie d'eau : suivi fins des consommations et diminutions des surfaces arrosées



Cette année des actions particulières ont été menées concernant :

Des paillages pour limiter les consommations en eau et favoriser les apports en matière organique pour les arbres, arbustes et herbacées

En 2015, une grande campagne d'apport de paillage a été faite dans les parcs et jardins : pieds d'arbres, massifs ont profité de ces **apports en éclats et morceaux de bois issus de forêts gérées durablement dans le massif des Cévennes**.

Ainsi des paillages de broyats de châtaigniers ont été répartis sur l'ensemble des quartiers de la ville. Un paillage en éclat de bois blanc (peuplier) a été mis en place dans les massifs de l'école Beethoven – quartiers sud.

Des pelouses réorientées en prairies moins gourmandes en eau

Dans les **3** nouveaux parcs présentés à la labellisation Ecojardin en 2015 : Monnet, Sophie Desmarets et Pastourelles, les arrosages ont été supprimés sur une grande partie des pelouses. Ces espaces certes plus secs en été, vont petit à petit accueillir des espèces locales plus résistantes à la sécheresse.

L'arrêt de l'arrosage a aussi concerné cette année certains accompagnements de voirie.

FOCUS

Une fauche tardive et adaptée des espaces enherbés de la ville

Sur la grande majorité des espaces verts de la ville, une fauche tardive des espaces enherbés et des prairies a été mise en place en 2015. Cette modalité de gestion plus écologique permet de favoriser la flore et la faune locale.

En laissant les espèces herbacées réaliser leur cycle végétatif jusqu'à la fin du mois de juin, la fauche tardive permet aux plantes de se reproduire, et ainsi produire des graines qui sont bénéfiques à la fois à la régénération des prairies et aussi à la faune : insectes, oiseaux, mammifères...

Cette fauche tardive est réalisée de manière différenciée : les bord de route, chemin et accès sont entretenus et fauchés plus régulièrement.

Exemples : Fauche tardive mise en place sur l'avenue Mendès France, la végétation spontanée en fleur participe au fleurissement de la ville. Fauche tardive mise en place sur le Parc de la Grande Lironde



Des aires de jeux plus belles et plus durables

Les aires de jeux au sein des parcs et jardins sont gérées par la Direction Paysage et Biodiversité. Dans le cadre du renouvellement de certains de ces espaces, des aires de jeux plus durables sont mises en place : des matériaux naturels et des sols perméables qui favorisent l'intégration écologique et paysagère de ces aires de jeux.

Ex : Jean Monnet, Parc des Pastourelles

QUELQUES NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS EN 2015

Transformation d'un espace emblématique : les jardins du Peyrou

L'année 2015 a été marquée par la transformation des gazons et massifs de plantes annuelles et bisannuelles des jardins du Peyrou en massifs de vivaces méditerranéennes.

L'objectif était double, améliorer la qualité paysagère de l'espace et le rendre plus durable : réduction de la surface engazonnée et économie d'eau, plantations d'espèces pérennes moins gourmandes en eau.

Phase travaux du Projet Trame Verte et Bleue de la Ville

Des travaux d'aménagements et de plantations ont été réalisés sur les sites identifiés du projet TVB. L'objectif du Projet TVB est de restaurer les connexions écologiques entre certains espaces naturels de la ville, afin de favoriser le déplacement des espèces et la résilience des écosystèmes.

Parc des Pastourelles

Les travaux dans le parc des pastourelles réalisés cette année sont les suivants :

- Aménagement du boisement de peupliers autrefois fermé au public, réalisation d'un platelage pour découvrir ce patrimoine vert laissé à l'état naturel.
- Plantations de massifs et bosquets permettant de renforcer les connexions écologiques, plantations réalisées avec le public.
- Renouvellement de l'aire de jeux, mis en place d'un aménagement plus écologique en bois et sol perméable.
- Inauguration du Parc des Pastourelles : Fin octobre 2015

Mare de Grammont et Bords du lez

Des plantations d'arbres d'espèces locales et adaptées aux milieux ont été réalisées cette année, dans un objectif de reconnexion des espaces verts et naturels entre eux et de renforcement de la trame verte de la ville.

Jardins participatifs et agriculture urbaine

Micro-insertions florales

MIF - Quartier de la rue de la Méditerranée

A la demande et en coopération avec les associations du quartier, Mare Nostrum et Huerta Libre, une dizaine de rues ont été sélectionnées pour le reverdissement d'un quartier entier, où les rues et trottoirs sont étroits et le manque de verdure est flagrant. Un grand pas pour l'amélioration du bien-être en centre-ville.

Octobre (date à définir) : Opération Micro-insertions florales (MIF) dans le quartier méditerranéen, en collaboration avec les associations du quartier





Promotion de légumes d'anciennes variétés – hiver 2014/2015

Dans le cadre de la promotion de légumes d'anciennes variétés, et dans un but de conservation d'espèces anciennes, d'amélioration de la biodiversité et de découverte de ces légumes auprès de la population, la ville a initié la production et a fourni des plants et graines aux **18** jardins partagés de la Ville.



AGRIPARC MAS NOUGUIER – nouvelle accessibilité pour la population

Programmé en 2015 et pour accueillir la ZAT 2015, la ville a réalisé des travaux sur le nouvel accès du côté Rambla de la ZAC des Grisettes, permettant aux habitants d'avoir un accès facile à cet espace vert pour la promenade le long les vignes, la découverte des plantes aromatiques, et la prairie de pastel.



CONNAISSANCE ET GESTION DU PATRIMOINE NATUREL DE VILLE

Le Jardin de la Reine

Une étude de la faune et de la flore du parc a été menée cette année par la ville ces inventaires ont été complétés par l'intervention du MNHN par la pose du batbox (enregistreur des ultras sons produits par les chauves-souris) afin d'étudier les chauves-souris fréquentant le site.

Bat box posée au Jardin de la Reine du 22 au 23 juin. Yves Bas MNHN

Ecoute Chiroptères Jardin de la Reine : 5 espèces ont été détectées

- Noctule de Leisler
- Pipistrelle de Kuhl
- Pipistrelle de Nathusius
- Pipistrelle commune
- Pipistrelle soprane ou pygmée

Deux espèces gîtent probablement dans le jardin : pipistrelle commune et pipistrelle soprane.

La Noctule, Pipistrelle de Kuhl, Pipistrelle de Nathusius semblent elles fréquenter seulement le jardin sans y nicher.

Enfin la SHHNH (la société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault) a réalisé une sortie sur la découverte des insectes du parc et a transmis à la ville les observations réalisées, dont voici la liste ci-dessous. Liste établie par Gérard Duvall et Marcelle Huguet SHHNH:

Ordres	Espèces
Coléoptères	<i>Dorcus parallelipipedus</i>
	<i>Oxythyrea funesta</i>
Hémiptères	<i>Eurydema ornatum</i>
	<i>Graphosoma italicum</i>
	<i>Nezara viridula</i>
	<i>Pentatoma rufipes</i>
	<i>Rhinocoris iracundus</i>
	Cigale
Lépidoptères	<i>Pieris rapae</i>
	<i>Cacyreus marshalli</i>
	<i>Papilio machaon</i>
Orthoptères	<i>Tettigonia viridissima</i>
Hyménoptères	<i>Bombus</i> sp.
	<i>Anthidium</i> sp.
	<i>Sterictiphora furcata</i>
	<i>Megachile</i> sp.
	<i>Megascolia maculata flavifrons</i>
	<i>Gasteruptionidae</i>
Embioptères	<i>Embioptera ramburii</i>

Les actions de sensibilisation du public et l'éducation à l'environnement

Projet Lengguru

Le projet Lengguru : la valorisation d'une expédition naturaliste internationale auprès des scolaires montpelliérains

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) mène une importante expédition scientifique sur un massif karstique en Papouasie/Nouvelle guinée : l'expédition Lengguru.

La région de Lengguru est probablement l'une des régions du monde la moins bien connue au monde. Elle est caractérisée d'une part par des reliefs karstiques accidentés et isolés par de profondes vallées, et d'autre part, par des écosystèmes forestiers encore intacts et extrêmement développés. Une expédition préliminaire initiée en 2010 a permis un premier recensement de la biodiversité exceptionnelle. Le programme s'appuie sur la coopération mutuelle de scientifiques indonésiens et européens en matière de recherche scientifique. L'expédition Lengguru 2014 enrichira ces premières observations en élargissant les domaines d'études.



La Ville a accompagné et soutenu ce projet localement par une action pédagogique auprès de classes primaires en 2014 et 2015.

En partenariat avec les Ecologistes de l'Euzière, la ville organise pour 3 classes des animations en lien avec l'expédition naturaliste :

- présentation de la mission et des objectifs des missions naturalistes,
- formation aux méthodes d'étude du patrimoine naturel
- sorties terrain sur un site karstique dans les environs de Montpellier permettant aux scolaires de mettre en pratique les méthodes étudiées
- réalisation d'un carnet de terrain et exposition des travaux réalisés pendant la fête de la biodiversité

L'objectif est de sensibiliser les enfants à la connaissance de la biodiversité, leur faire découvrir les métiers liés à la biodiversité ainsi que les enjeux liés à sa conservation.

Festival Refaisons le Climat- 7^{ème} fête de la Biodiversité

2015 a été pour la France l'année de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Paris en décembre (COP21).

Dans ce contexte la Ville de Montpellier a été sollicitée par l'association France Nature Environnement pour un soutien à l'organisation du Festival « REFAISONS LE CLIMAT », un événement grand public national qui a été décliné simultanément dans plusieurs villes françaises : Montpellier, Rennes, Grenoble et Cayenne puis à Paris.

Cette manifestation grand public s'est déroulée à Montpellier sur 2 jours les **25 et 26 septembre 2015** autour du bassin Jacques Cœur et s'est inscrit dans le cadre de 7^{ème} édition de la Fête de la Biodiversité.

Le festival a accueilli de nombreux acteurs de l'arc méditerranéen, de PACA et du Languedoc Roussillon.

La journée du vendredi a été particulièrement dédiée à l'accueil des scolaires sur le modèle des « Fêtes de la Biodiversité » des années précédentes.

La journée du samedi a été dédiée à l'accueil du grand public avec des animations des ateliers débats, conférences et vidéos.

Les objectifs du festival : faire découvrir et comprendre les enjeux du changement climatique pour les territoires méditerranéens et apprendre comment limiter nos impacts sur l'environnement, et se mobiliser ensemble pour le climat.



Montpellier Main Verte

Dans la continuité des années précédentes la ville a mis en œuvre « Montpellier Main Verte », un dispositif d'éducation à l'environnement mené tout au long de l'année par des associations prestataires.

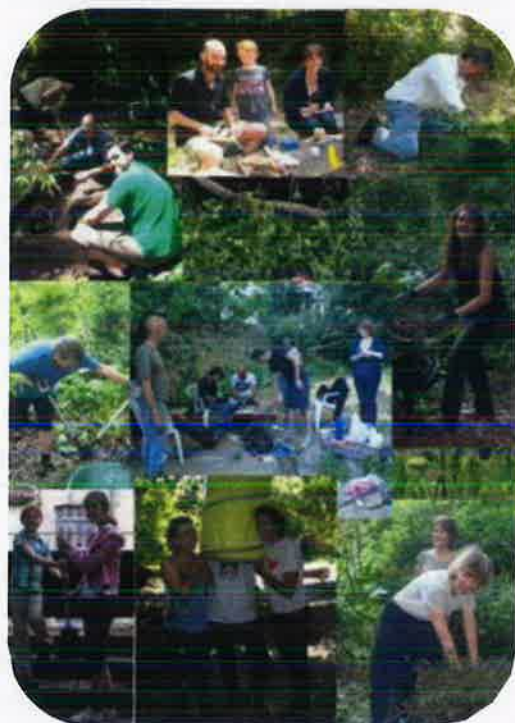
Montpellier main verte propose des animations et des activités gratuites sur le thème des jardins, des espaces naturels et des végétaux :

- Visites commentées des jardins publics et espaces naturels pour découvrir le patrimoine de la Ville
- Sorties naturalistes « Faune », organisées pour la première fois à la rentrée 2015 ces sorties naturaliste ont comme objectif de faire découvrir aux montpelliérains le patrimoine naturel de leur ville, les techniques d'observation de la faune, mais également les méthodes pour aider la faune en ville.
- Ateliers du « jardin-école » pour apprendre techniques du jardinage biologique,
- Animations dans les jardins partagés, et MIF (micro Implantation florale)
- Cours de botanique débutant et avancé : cours en salle, travaux pratiques et sorties
- Animations auprès des enfants des centres de loisirs

La Ville organise avec les centres de loisirs volontaires une série d'animations à destination des enfants ayant pour objectif, de faire découvrir les activités agricoles et horticoles urbaines au fil des saisons, dans le respect de l'environnement et de la préservation de la biodiversité. Le programme s'articule autour du suivi de la culture de vigne et comporte plusieurs temps forts avec les vendanges au mois de septembre sur le site du Mas Nouguier.

Le Jardin de la Reine – Valorisation d'un espace récemment acquis par la Ville et sorties de découverte du Jardin

En 2015 la Ville a ouvert le jardin de la Reine au public sur des horaires précis, comme la fête des jardins, des ouvertures pour la découverte, etc. en coordination avec l'association « Jardin de la Reine ». Cette association réunit des habitants du quartier et gère un jardin partagé situé dans l'enceinte du jardin depuis 2014. Les visites des parcs et jardins réalisées par des associations prestataires de la Ville dans le cadre du dispositif Montpellier Main Verte, se sont déroulés dans le parc afin de faire découvrir ce lieu aux montpelliérains.



PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Labellisation ECOJARDIN (labellisation de gestion écologique) de 3 nouveaux parcs de la Ville. La labellisation Eco Jardin vient récompenser les pratiques de gestion écologiques mises en place sur les espaces verts de la Ville. Elle permet ainsi de valoriser le travail quotidien effectué par les jardiniers et de sensibiliser le public aux pratiques de gestion écologique. La labellisation représente enfin un outil d'amélioration continue pour le service gestionnaire.)
- Création et/ou extensions de jardins partagés
- Projet de nouvelles zones de Micro fleurissement en centre-ville
- Aménagements pour améliorer l'accueil du public à l'Agriparc Mas Nouguier
- Réalisation de plan de gestion écologique de parcs et espaces naturels de la Ville
- Création de refuges LPO (Ligue pour la protection des oiseaux)
- Amélioration continue de la connaissance du patrimoine naturel de la Ville et valorisation de ces données
- Organisation du Festival SEVE (Scène d'expression Végétales Ephémères)
- Réactualisation de la Charte de l'arbre (document de référence pour la bonne gestion du patrimoine arboré de la Ville)



LE PARC DE LUNARET 2015

ENJEUX

Principal enseignement de l'étude menée par l'université nationale autonome de Mexico : les disparitions d'espèces ont été multipliées par **100** depuis 1900. Et leur rythme a même accéléré au cours des dernières décennies du fait de l'activité humaine. "La vitesse à laquelle les espèces disparaissent est sans précédent dans l'histoire humaine et hautement inhabituelle dans l'histoire de la planète", souligne le directeur des recherches, Gerardo Ceballos, **déclin extrêmement rapide**.

"Notre travail indique que nous sommes entrés sans l'ombre d'un doute dans la sixième phase d'extinction massive d'espèces animales", explique Gerardo Ceballos. "Nos estimations révèlent un déclin extrêmement rapide de la biodiversité (...), l'un des enjeux environnementaux les plus critiques de nos jours". Les facteurs qui l'expliquent : la destruction de l'habitat naturel, la surexploitation des ressources et des espèces, la pollution et le changement climatique, conclut l'étude qui prévient que "la fenêtre d'opportunités pour remédier aux conséquences se ferme rapidement".



© Le Tama

ECOREPERES

Les ATELIERS PEDAGOGIQUES

Des activités ludiques pour tous les niveaux

Avec le soutien du rectorat, la ville de Montpellier a mis en place un service éducatif au zoo de Montpellier.

Ainsi, un professeur de sciences de la Vie et de la Terre accompagne l'équipe pédagogique du zoo dans la création des ateliers.

Cette personne est aussi à la disposition des enseignants pour les conseiller avant une visite au zoo.

- Pour les maternelles
- Pour les élémentaires
- Pour les collégiens
- Pour les lycéens

Les ateliers, tout comme les visites guidées avec coulisses, sont gratuits.

Inscription obligatoire au 04.99.61.45.43 ou sur pedagogie-zoo@ville-montpellier.fr (ne pas utiliser le formulaire de contact du site)

ESPECES EN DANGER

Sauver les lions d'ASIE

Dans le cadre des programmes pour la sauvegarde de la biodiversité et de sauvegarde des espèces en danger menés par le zoo de la ville, le Parc de Lunaret accueille des lions d'Asie, et plus précisément, 3 lionnes. Des animaux qui vivent dans la nature au nord-ouest de l'Inde, le dernier sanctuaire où cette espèce en voie de disparition ne compte plus que 300 individus à l'état sauvage.



Présentation du Parc de Lunaret

Avec près de 1400 individus en présentation, représentant 140 espèces, le zoo de Montpellier est un lieu privilégié de sauvegarde de la biodiversité et de sensibilisation du public aux enjeux liés au développement durable. Il remplit ces missions à travers sa participation à plusieurs programmes de conservation d'une part, et à son offre d'animations pédagogiques gratuites d'autre part, conçues en collaboration avec un service éducatif.

Situé dans un contexte urbain et méditerranéen, le parc de Lunaret de Montpellier constitue également l'espace vert le plus étendu de la ville, et constitue un lieu de promenade, de détente et de loisir pour les citoyens, propice à la découverte de la biodiversité locale.

2015, les premiers résultats des grands travaux de restructuration :

Dans le cadre de la mise aux normes des installations du zoo, la première phase de restructuration de la zone technique du parc est désormais achevée : des vestiaires, un réfectoire et des ateliers techniques ont ainsi pu être mis à la disposition du personnel à l'automne 2015. Prévus pour résister au feu, risque majeur de ce site, ils sont également dotés d'une performance énergétique importante : ils disposent notamment d'un chauffage solaire, et la perméabilité à l'air de ces espaces a été particulièrement étudiée. Le chantier de la nouvelle zone technique du zoo est loin d'être terminé, puisque la deuxième phase, qui concernera l'aménagement de bâtiments vétérinaires (quarantaine et clinique), est désormais engagée, et une dernière phase est prévue pour les bâtiments destinés à la sécurité du site, notamment la lutte contre l'incendie, ainsi que pour de nouveaux bâtiments administratifs.

Dans le même temps, la nécessaire reprise de l'ensemble du parc est en cours de programmation, pour mettre aux normes l'intégralité des installations, depuis les enclos jusqu'aux clôtures délimitant le site, en passant par les cheminements piétons ou encore les réseaux d'assainissement.

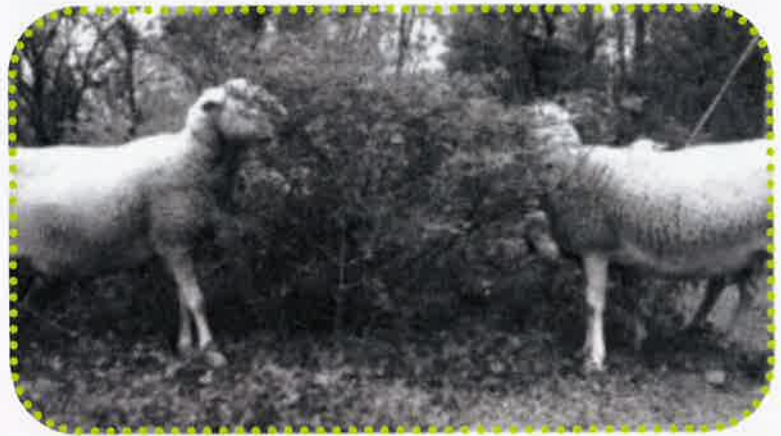
De plus, un plan de gestion forestier et paysager a été rédigé en partenariat avec des ingénieurs forestiers et des paysagistes, afin de réduire le risque incendie de ce site qui se trouve en zone A du PPRIF*. Le document vise également à restaurer la garrigue méditerranéenne anciennement présente, tout comme les paysages donnant sur les environs de Montpellier. En 2015, une surface de plus d'un hectare a déjà pu être débroussaillée, dans une zone critique vis-à-vis du risque incendie. Dès la validation du plan de gestion, ce sont plus de 60 hectares qui seront ainsi ré-ouverts entre 2016 et 2017.



Pinède éclaircie

*PPRIF : Plan de prévention des risques incendies de forêts.

Le troupeau de moutons arrivé au zoo l'hiver dernier s'est agrandi et le pâturage de certaines zones a été mis en place. A terme, ce sont près de **15** hectares de garrigue et de bois clairsemés qui pourront être entretenus par la dent du troupeau, sans générer aucune pollution.



Entretien par le pastoralisme

Enfin, le zoo de Montpellier a accueilli cette année de nouvelles sous-espèces en danger d'extinction : le Lion d'Asie et la Girafe de Rothschild, même si aucune reproduction n'est pour l'instant envisagée pour cette dernière.



Proposition paysagère pour les nouveaux enclos des guépards, ESKIS 2014

De nouveaux défis de conservation :

Concernant l'évolution de la collection animale, un centre de reproduction de guépards de plus d'un hectare a vu le jour. Comportant deux abris (permettant de séparer les mâles et les femelles), **7** enclos, et 3 points de vue, il sera présenté au public dès la fin de l'année.

Le zoo de Montpellier vient également d'adhérer au programme d'élevage du Ara de Buffon, espèce originaire d'Amérique Centrale et classée « En danger » par l'UICN, et à celui du Canard à ailes blanches, espèce menacée originaire du Sud de l'Asie.



Ara de Buffon ou Grand Ara vert



Canards à ailes blanches

*Cohésion sociale, solidarité
entre les territoires et les générations*



MONTPELLIER, 2^{ème} VILLE PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS

Une enquête réalisée par l'institut de sondages CSA pour *Le Parisien* et l'*Observatoire du bonheur*, a mis en lumière Montpellier comme 2^e ville préférée des Français. « *Proche du littoral, où le climat est agréable, la vie réputée douce et dynamique* », voilà quelques-uns des arguments exprimés. Interrogés sur la ville idéale dans laquelle ils aimeraient vivre, les 1011 personnes interrogées ont reconnu le cadre de vie comme qualité indéniable de notre cité.

© Observatoire du bonheur

**UNE VILLE HUMAINE
AMENAGEUSE
SUR LE LONG TERME**

ENJEUX LOCAUX

Alors que Montpellier connaît une croissance forte, sa stratégie urbaine et d'aménagement du territoire doit être pensée au-delà de ses frontières administratives. Des coopérations se tissent en concertation avec les collectivités avoisinantes. C'est tout l'objectif du pôle métropolitain, ce vaste ensemble cohérent sur les cinq départements du Languedoc-Roussillon. « Le pôle métropolitain est une structure de coopération inédite à cette échelle. Elle est construite de manière douce, consentie, négociée, dans le respect de chaque entité ». Cette réflexion territoriale conduira à la construction collective de projets portant notamment sur **la santé, les transports, l'économie et l'emploi**. La démarche coopérative d'aménagement permettra de bâtir un territoire montpelliérain de façon collective. Les atouts du territoire sont importants et porteurs de croissance. Son tissu économique dispose d'entreprises performantes, notamment dans le domaine de la santé et du numérique. L'arrière-pays possède aussi un potentiel important dans l'éco-tourisme. L'aéroport, le réseau ferroviaire, ainsi que le port de Sète, renforcent la position du territoire parmi les métropoles méditerranéennes. C'est une 1^{re} étape, préalable à la création par la Ville de Montpellier d'un réseau solide de partenariats avec la trentaine de collectivités avoisinantes.

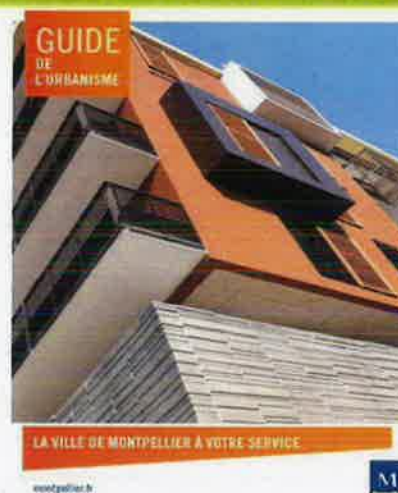
« Le projet urbain doit permettre à chaque quartier d'asseoir son identité, tout en assurant une cohérence d'ensemble de la ville, avec son offre en espaces verts, en équipements, en transport en commun.... Son objectif est de faciliter le quotidien des habitants et de soigner leur cadre de vie ». Un débat va être engagé à l'échelle de la ville, à l'occasion de la révision du Plan local d'urbanisme (PLU : document permettant de préparer le développement futur de la ville). Des études seront lancées dans les quartiers, chacun d'eux ayant ses problématiques et potentialités propres. La parole sera donnée aux Montpelliérains. Ils pourront s'impliquer dans la construction et la valorisation du cadre dans lequel ils vivent. C'est déjà le cas avec la décision de démolir les halles Laissac, prise en concertation avec les commerçants. La réalisation du nouveau Plan local de déplacements (PLD : document visant à programmer des actions destinées à améliorer les déplacements dans la ville) permettra aussi de créer du **lien entre les quartiers**, en discutant notamment du **partage de l'espace public**, afin que chaque mode de transport, du vélo au tramway, trouve sa place. À l'exemple du désenclavement de la Pompignane, grâce à une passerelle qui enjambera le Lez et permettra aux habitants d'avoir accès à la ligne 4 du tramway. Ou encore de la création d'un passage, au niveau de l'ancienne mairie du Polygone. « L'urbanisme ne doit pas être un traumatisme, il permet **d'harmoniser toutes les fonctions de la ville, afin d'y vivre mieux** ». La parole est donnée aux Montpelliérains.

Source : d'après MNV (Source : MNV N°395/ Janvier 2015)

LE GÉNIE URBAIN PRIORISE LES BESOINS

ENJEUX

PLU de MONTPELLIER - Historique



Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été construit et approuvé par délibération municipale en date du 3 mars 2006, en remplacement d'Plan d'Occupation des Sols (POS). Le PLU a été élaboré la même année 2006 que le schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de Montpellier.

Depuis 2006, du fait de plusieurs conjonctures de type démographique, de grands projets urbains contemporains (ZAC de l'Est Montpelliérain) et de changements juridiques du code de l'urbanisme..., le PLU de Montpellier a été trente et une fois modifié, révisé, mis en comptabilité et mis à jour pour faire face aux enjeux de l'urbanisation de la ville métropole.

Développement SMART CITY

ECOREPERES

Penser la métropole de demain et adapter la ville aux évolutions de la société. C'est l'objet du 1^{er} Forum Smart City de Montpellier, organisé au Corum, le vendredi 29 mai. Une manifestation proposée par les journaux La Tribune et Objectif Languedoc Roussillon, qui permettra d'aborder 5 grandes thématiques : les transports, les télécommunications, les infrastructures, les services et l'énergie. Avec de nombreux invités et un programme de tables rondes : « Smart City, construire ensemble la métropole de demain » et « Quel projet urbain pour quels citoyens ? », proposant des regards croisés nationaux et internationaux.

RESULTATS

Les objectifs généraux des missions de Génie Urbain de la ville :

- La maîtrise patrimoniale
- La maîtrise des coûts globaux de fonctionnement
- La maîtrise de l'exploitation
- La maîtrise des savoir faire

LA STRATÉGIE :

La responsabilisation :

- Individuelle
- Collective

La généralisation de la gestion patrimoniale :

L'administration des métiers et du patrimoine

Les référents métiers

La mise en place des indicateurs de gestion

Le principe de l'évolution { permanente Collective
Individuelle

L'eau et l'urbanisme en 2013-15:

Depuis que la ville a repris en gestion les Fontaines, elle réalise des économies.

Le dispositif alerte crûes : il est en cours de rénovation et est opérationnel depuis octobre 2012 (transmission satellitaire par le système de satellites Iridium, parfois appelé simplement Iridium, c'est un système global de communications utilisant une constellation de satellites défilants. Il permet de communiquer sur toute la Terre entre des terminaux mobiles, terrestres ou maritimes, et des fournisseurs d'accès). Ainsi, en cas de défection du système GSM (Système cellulaire numérique de communication avec des mobiles ou entre mobiles, destiné principalement aux communications téléphoniques), on basculera sur ces satellites. Cela augmente la sécurité, et en principe, la rapidité d'intervention (même système d'alerte qu'à Haïti).

- Le schéma hydraulique du Verdanson va être réactualisé. La question qui a généré cette adaptation : « qu'est-ce qu'une crue centennale, et quel impact cela peut avoir ? ».

Entretien des cours d'eau : gestion au quotidien de la qualité de l'eau des cours d'eau qu'il importe de garantir.

Gestion du patrimoine : 80 à 90% du Système d'Information Géographique est appliqué à la description et à la gestion du patrimoine. Cela permet de hiérarchiser les besoins, selon par exemple l'état de toutes les chaussées, des trottoirs de la ville, l'état de l'accessibilité, de l'éclairage, de l'hydraulique. C'est une aide à la décision pour rationaliser les choix et prescrire des actions.

- **Sur le plan de l'exploitation :** Mission coordination des travaux : sur extranet, on propose ces programmations à discussion, elles sont alors confortées ou pas, puis cela permet de voir comment les ordonner dans le temps. Résultat : cela permet des économies financières, on bouleverse moins la matière, donc on réduit notre impact sur l'environnement pour faire le même travail. Les gênes à l'usager sont ainsi réduites, les émissions de CO2 aussi.

- **Gestion des voies et routes :** La peinture à l'eau est utilisée pour des raisons environnementales. Cela nécessite de bien maîtriser la fréquence des applications en fonction des conditions météorologiques). Objectif : économies raisonnées de ressources et de matières premières (inspiré de la démarche Qualité Sécurité Environnement).

- **Etude sur les panneaux de signalisation :** Il est possible de réduire le nombre de panneaux, tout en rationalisant la signalétique afin de maintenir le même niveau de sécurité.

Hydraulique : tonte des berges. Objectif : afin d'éviter l'obstruction visuelle de certains équipements et de la rivière, et de permettre les accès aux piétons.

1. Maîtrise des consommations d'eau des fontaines

Un plan de réduction des consommations d'eau des fontaines gérées par le service hydraulique urbaine est mis en œuvre depuis 2010. On observe une baisse significative des consommations en m3. La baisse constatée depuis 2010 se confirme également pour 2013 et 2014 et 2015.

2. Modernisation du dispositif d'alerte de crues

La Ville de Montpellier assure la prévention du risque pluvial à partir d'un système d'alerte hydrométéorologique. Le Maire devant assurer la sécurité de la population par rapport au risque inondation, la Ville a décidé en 2010 d'étendre et de moderniser ce système d'alerte hydrométéorologique.

Le projet comprend 3 axes d'amélioration :

- Le développement de l'instrumentation : mise en place de 22 capteurs dont 4 pluviomètres,
- La sécurisation des communications pour les capteurs prioritaires : transmissions doublées par satellite en cas de défaillance du réseau GSM,
- L'amélioration de la supervision, avec notamment un accès depuis l'extérieur par connexion internet.

L'installation a été mise en service en 2013, le coût des travaux s'élève à 560 000 € TTC subventionné à hauteur de 90 % (FEDER : 50%, Conseil régional : 20%, Etat : 20%).

3. Schéma directeur pluvial

Pour chaque bassin versant, un schéma d'aménagement hydraulique a été établi précisant, pour chaque cours d'eau les aléas et enjeux en termes d'inondation. Les aménagements prévus pour atteindre le niveau de protection retenu sur chaque bassin versant, de type bassin de rétention ou recalibrage de réseau, sont en partie réalisés. La Ville dispose aujourd'hui d'une trentaine de bassins de rétention représentant un volume de 300 000 m3. Dans le cadre du réaménagement du site de l'EAI, un bassin de 40 000 m3 est prévu. En 2013, l'actualisation du schéma d'aménagement du Verdanson a été engagée, pour un montant de 70 000 € TTC. Enfin, dans le cadre de la gestion patrimoniale, le relevé complet des 200km de réseau pluvial a été achevé en 2013 et intégré dans le Système d'Information Géographique, permettant d'améliorer la connaissance du réseau.

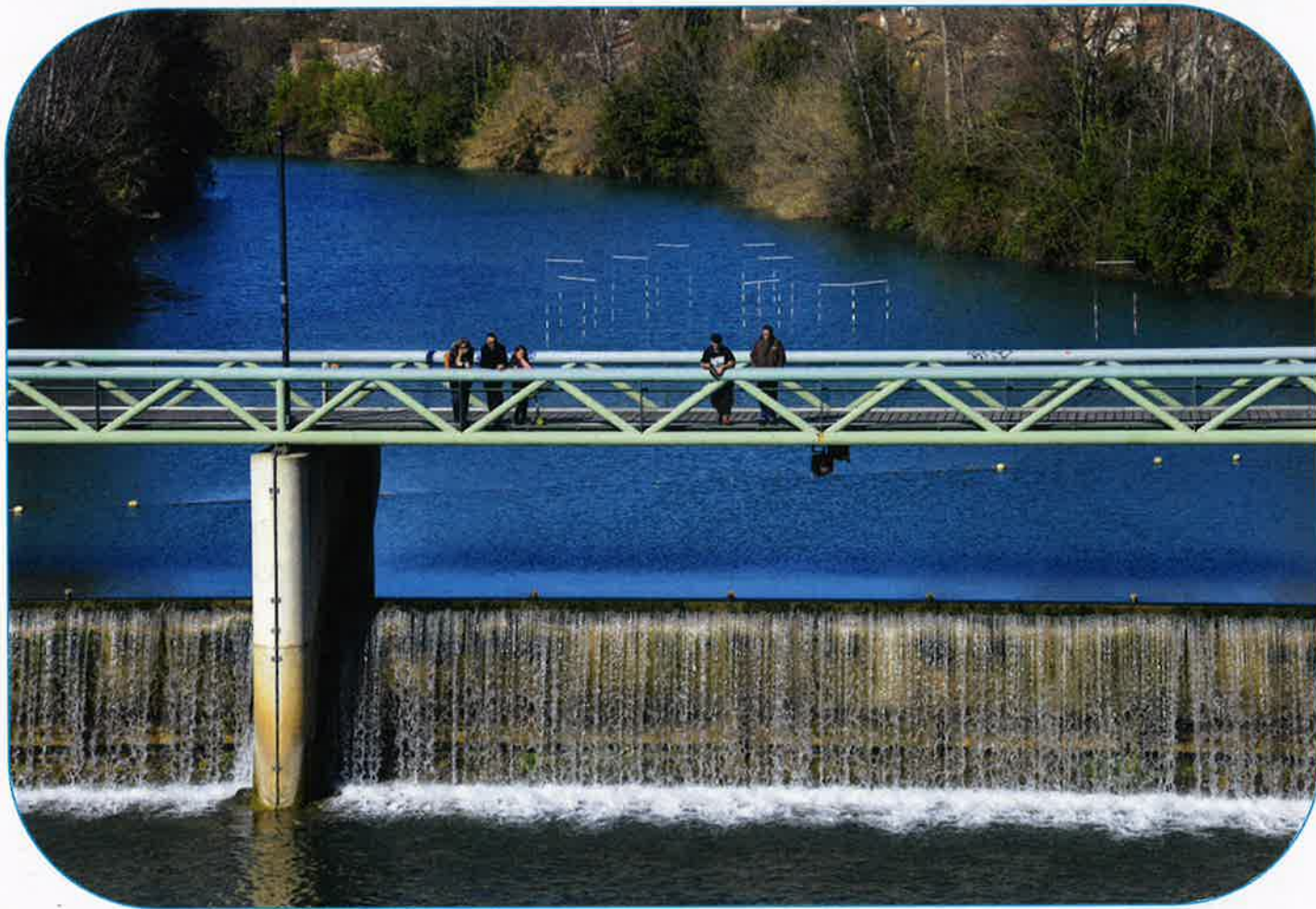
4. Entretien des cours d'eau

La Ville de Montpellier entretient régulièrement le Lez et les principaux cours d'eaux dans leurs parties publiques. L'entretien des parties privées, incombe aux propriétaires riverains et de ce fait, est souvent insuffisant voire inexistant. Ce manque d'entretien sur une partie significative des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson entraîne l'accumulation de la végétation. Ce phénomène de formation d'embâcles pourrait aggraver les inondations, lors des prochaines crues importantes, avec des impacts sur les biens et les personnes dans les secteurs urbanisés. Afin de garantir la cohérence des travaux à l'échelle de l'ensemble du bassin versant, un Plan de gestion a été réalisé en 2006 par un bureau d'études spécialisé dans le cadre du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens.

Il a permis, notamment, de définir sur les principaux cours d'eau des communes, un programme d'intervention avec des travaux de restauration et d'entretien de la ripisylve, qu'il conviendrait d'effectuer. Ces travaux ont été repris dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin du Lez, coordonné par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Les travaux compris dans le plan de gestion actualisé concernent le Lez, la Mosson, le Verdanson, le Lantissargues, la Lironde, la Lironde de Méjean, le Rieutord, le Rondelet, le Font d'Aurelle et le Rieucoulon, soit 41 km de cours d'eau. Les travaux de restauration réalisés de juin à octobre 2013, comprennent l'enlèvement des embâcles situés dans le lit des cours d'eaux, la restauration de la ripisylve ainsi que l'enlèvement de déchets ou d'encombrants.

Les interventions en domaine privé ont fait l'objet d'une Déclaration d'Intérêt Général et de conventions d'autorisations de passage avec les particuliers.



PISTES d'AMÉLIORATIONS

- ◆ Le projet urbain doit prendre en compte les terres qui restent cultivables sur la commune. Ces zones fertiles, dont certaines en friche, sont à préserver. Ce qui implique nécessairement une urbanisation raisonnée. Les conclusions de l'étude sur les relations ville-agriculture menée par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sont parues au printemps et serviront à définir une stratégie adaptée au contexte local.
- ◆ Il s'agit de soutenir une agriculture de proximité qui concerne près de 650 exploitations, soit 22 % de la surface du territoire métropolitain. Le Marché d'intérêt local (MIN) de Montpellier y joue un rôle majeur. C'est vers lui que converge la production agricole locale. Il alimente en produits frais : restaurants, marchés et commerces de 4 départements. Chaque année, 20 entreprises nouvelles s'installent sur ce site stratégique de distribution alimentaire, situé dans le quartier des Prés d'Arènes. Pour stimuler l'innovation, le MIN décerne le Prix Mercadis à une jeune entreprise créée sur le site. En 2014, la lauréate est une structure spécialisée dans le séchage des fruits. (Source : MNV N°395)
- ◆ Garantir dans le PLU/SCOT le pourcentage de terres cultivables, nécessaires à l'indépendance alimentaire dans le futur.

ZAC ET ÉCO QUARTIERS IMPULSENT LES MUTATIONS DE LA VILLE ADAPTEE



AGIR AU SERVICE DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ENJEUX

L'ETUDE ADEME LANGUEDOC-ROUSSILLON

Etude ADEME LR (BE IZUBA) sur le « Comportement thermique de 10 bâtiments BBC dans les conditions climatiques 2030 et 2050 en Languedoc-Roussillon »

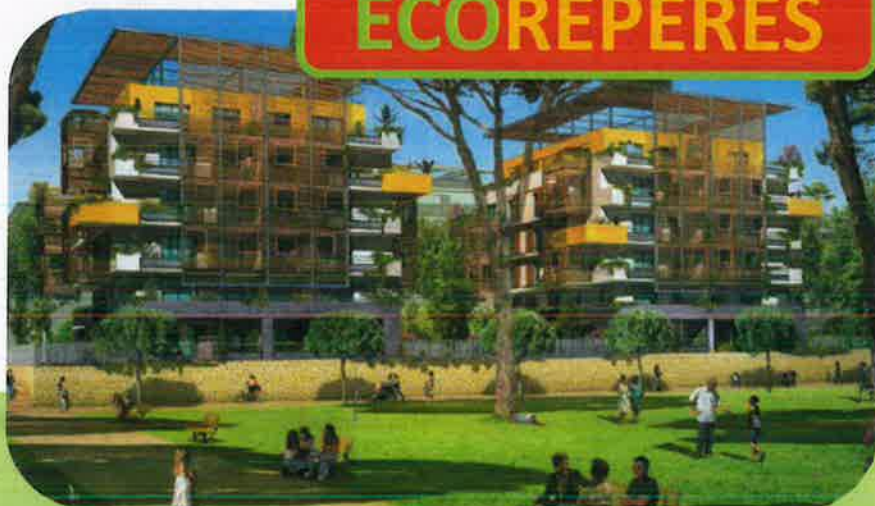
Une étude complète réalisée sur 2 ans sur la base des fichiers Météo France ;

Les enseignements de l'étude :

- **Situation climatique moyenne actuelle** : neuf bâtiments BBC sur dix ont un très bon niveau de confort estival ;
- 1^{er} enseignement : BBC compatible avec un bon confort d'été à condition de l'associer à de bonnes protections solaires et des modalités de décharge thermique nocturne.
- **En 2030** : cinq bâtiments BBC sur dix ont un bon niveau de confort estival, deux présenteraient un inconfort modéré (entre 50 et 100 heures avec des températures intérieures supérieures à 28 °C) et trois un inconfort significatif (> 100 heures).
- 2^{ème} enseignement : les bâtiments présentant des configurations techniques moins adaptées atteignent rapidement leur limite, d'où une nécessaire approche globale et contextuelle de chaque construction.
- **En 2050** : seuls deux projets garantiraient une durée d'inconfort inférieure à 100 heures.
- 3^{ème} enseignement : le niveau BBC n'est pas suffisant pour une construction durable aux horizons 2030/2050.



ECOREPERES



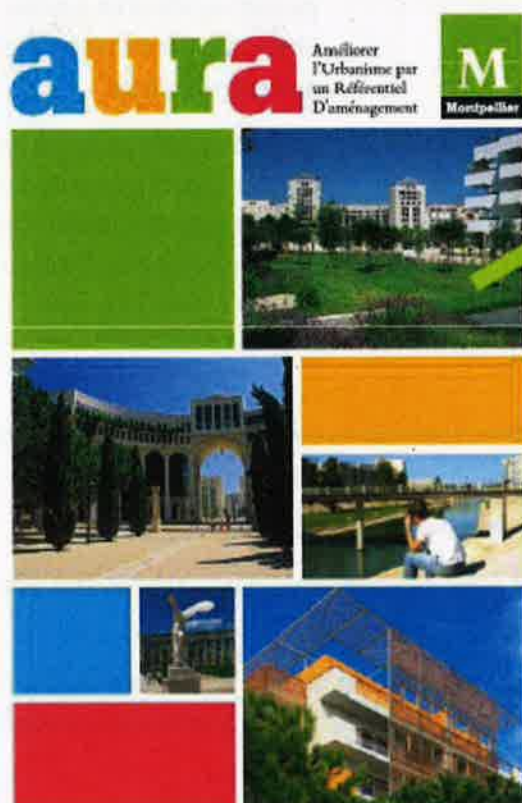
L'aménagement, dans la lutte contre les changements climatiques, est au centre des problématiques urbaines, à commencer par la réduction importante de nos émissions de gaz à effet de serre, et la lutte contre l'îlot de chaleur, sans générer d'importantes nouvelles consommations d'énergie, comme avec la climatisation mécanique par exemple. Chaque fois que possible, la ventilation naturelle nocturne, et la végétalisation seront privilégiées.

RESULTATS

Le temps de l'aménagement est un temps qui se construit dans la durée. Aussi, la démarche Aura, entreprise dès 2009, se poursuit-elle en 2015.

UN GUIDE TECHNIQUE : AURA

(Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement)



30 FICHES A DESTINATION DES PROFESSIONNELS DE L'AMENAGEMENT
(urbanistes, architectes, promoteurs, bailleurs sociaux, SERM, étudiants en urbanisme, associations...etc.)

La grille d'indicateurs de l'AURA :



Lien : <http://www.montpellier.fr/3533-referentiel-en-urbanisme-durable-aura.htm>

Depuis 2009, la Ville de Montpellier s'est engagée, en partenariat avec plusieurs acteurs de l'aménagement et de la construction, dans une démarche globale guidée par l'objectif ambitieux d'atteindre un niveau d'exigence minimum en matière de développement durable à toutes les grandes étapes de la production urbaine dans les quartiers : programmation, aménagement et construction.

Cette démarche s'est concrétisée par l'élaboration d'un référentiel local, publié en 2011 sous forme d'un guide désigné « AURA » pour « Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement ». La démarche se poursuit en 2015;

Construit sur une grille de 30 indicateurs, ce document constitue aujourd'hui un cadre de recommandations à prendre en compte dès la conception de tout projet d'aménagement ou de construction.

Dans cet élan et afin de préciser ses attentes particulières à l'échelle des opérations de construction, la Ville a souhaité traduire ce référentiel au travers d'un document plus adapté aux projets qui lui sont régulièrement présentés via les permis de construire ou les déclarations préalables. Ce document, décliné en **16** indicateurs et désigné « **Grille AURA** », renseigné par les constructeurs, est remis en complément de tout dossier déposé auprès des services instructeurs de la Ville.

Remise des prix éco quartiers 2015

« Le 2 décembre 2015, les projets lauréats de la 3^{ème} phase de labellisation éco quartiers ont été annoncés. Montpellier se voit diplômée pour 3 quartiers au niveau national : Deux quartiers pré-labellisés en 2013 ont obtenu la **labellisation définitive Eco quartiers** : Quartier Parc Marianne et quartier Grisettes – Un quartier a obtenu une « **pré-labellisation** » : le Quartier Ovalie »

Labellisations nationales en 2015

Eco quartier des :

- *Grisettes : confirmation de Labellisation*
- *Parc Marianne : idem*

FOCUS

L'Ecoquartier « Les grisettes »

La nouvelle ZAC des Grisettes honore également les trois piliers de développement durable d'un quartier : **la mixité sociale, l'économie et l'approche environnementale.**

La mixité sociale se traduit par des logements pour tous avec plus de 50 % de logements locatifs sociaux, ou destinés à l'accession aidée.

L'économie se développe au travers de commerces de proximité et d'une supérette de quartier mais également des emplois générés par les activités établies dans les immeubles d'activités en façade de l'avenue Pavelet.

Economie d'énergie et protection de l'environnement sont des enjeux fondamentaux dans la ZAC des Grisettes.

Avec une desserte par la ligne n° 2 du tramway et un large réseau de pistes cyclables et de cheminements doux piétons, les habitants bénéficient d'une offre de transports respectueux de l'environnement.

La SERM dessert l'ensemble des constructions avec un système de chauffage urbain, grâce à la récupération de la chaleur 100 % écologique dégagée par le méthane. De plus, chaque construction est pensée de façon à réduire les consommations d'eau et d'énergie.

La ZAC des Grisettes représente à terme 1500 logements dont :

- 1/3 de logements locatifs sociaux
- 1/3 de logements en accession aidée
- 1/3 de logements en accession libre



• **20 000 m²** de bureaux et activités ainsi que **3 000 m²** de commerces en pied d'immeuble pour un total de 140 000 m² SHON. Des commerces de proximité répondent aux besoins du quartier avec notamment : une pharmacie, une boulangerie, un salon de coiffure, ainsi qu'une supérette.

Les bureaux prévus le long de l'avenue Pavelet, confortent le pôle d'emploi voisin de la ZAC Garosud.

La reconstruction d'un groupe scolaire est prévue pour proposer aux habitants une structure maternelle et une structure primaire.

L'agriparc des Grisettes offre un lieu de promenade et de loisirs sur **20 ha**, avec un paysage viticole préservé. Chaque année, les vendanges y sont réalisées.

La grande Rambla est un lieu d'animation et de rencontre, qui accueille des terrasses de restaurants, des jeux pour enfants et une promenade arborée grâce à sa grande emprise piétonne centrale.

A deux stations de tramway, les usagers trouveront la salle de spectacle Victoire 2 et la piscine Amphitrite de Saint-Jean de Védas.

L'ÉCO QUARTIER RIVE GAUCHE traduit l'évolution de la ville, vers un savoir vivre intelligent et responsable. Lauréat de l'Appel à projets « Nouvelles Formes Urbaines Durables » en 2009, Rive Gauche est le premier quartier de Montpellier labellisé Ecocité.

Rive Gauche, au cœur de Port Marianne, une ZAC où il fait bon habiter pour y vivre, travailler, se détendre... D'une superficie de **9ha**, elle est située à proximité du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier, de l'avenue Raymond Dugrand, de la place Pablo Picasso et de son pôle d'affaires.

A terme, elle va accueillir **1200 logements**. Contemporaine, **écoresponsable**, Rive Gauche est l'heureux aboutissement de ce que devrait être un tout nouveau quartier, dans les grandes métropoles. Concrétisation de ce que l'on peut espérer de mieux avec **8 000 m²** d'équipements publics, des services de proximité, **43 000 m²** de commerces, bureaux, et la ligne 3 du tramway qui la dessert.



Il s'appuie sur des principes forts d'aménagements durables, de gestion des énergies, de l'eau et des déchets, de confort acoustique, de qualité de l'air et d'ensoleillement pour privilégier le confort de chacun.

Sa configuration permet également d'utiliser les éléments naturels du site, pour améliorer les performances passives des bâtiments, dont l'implantation résulte déjà de multiples études climatiques (ensoleillement et éolien notamment).

Dans le cadre de la démarche EcoCité, des actions seront menées, afin d'optimiser les performances environnementales des bâtiments, lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur, et développer les modes de transports doux, grâce à une promenade aménagée, et à la création d'une structure de stationnement pour cycles innovante.

Sur le quartier se dessine une trame végétale, qui court le long des berges du Lez. Ces espaces verts pénètrent au cœur d'îlots, créant des cheminements piétons, et une aération naturelle. Les berges verront leur ripisylve naturelle confortée.

La végétation du bord des rives, s'étendra vers la ville, en s'infiltrant entre les bâtiments. L'ensemble du parc ainsi constitué sera découpé par des voies dont l'accompagnement végétal, sous forme d'arbres alignés, renverra aux aménagements environnants, créant le lien avec les opérations riveraines » (Source : Guide Eco quartier « Rive Gauche » (ville de Montpellier)).

ZAC PORT MARIANNE – PARC MARIANNE

Cette opération localisée à Port Marianne autour du parc public Georges Charpak, entre l'avenue Raymond Dugrand, l'avenue du Mondial 98, l'avenue Joan Miro et l'avenue Nina Simone, s'inscrit dans la continuité des ZAC Jacques Cœur, Rive gauche et République. Elle s'intègre dans un schéma directeur paysager d'ensemble ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par Architecture Studio.

Dans le projet lauréat, dessiné par le cabinet Architecture Studio (Paris) associé à IMAGINE et CARRE VERT (devenu Traverses), les implantations d'immeubles résultent d'une conception alliant ouverture vers le parc et constitution de façades urbaines sur les grandes voiries.

Une extension de la ZAC a été réalisée pour permettre l'aménagement de trois sous-secteurs supplémentaires, situés au sud, au sud-est et à l'est du périmètre initial, permettant notamment la continuité du développement urbain vers Odysseum.

Calendrier :

Le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 7 octobre 2004. Le dossier de réalisation a ensuite été approuvé le 29 septembre 2005. Le dossier de création de l'extension de la ZAC a été approuvé par le Conseil municipal le 27 juin 2006, suivi de l'approbation du dossier de réalisation en date du 7 février 2007.

Les premiers travaux ont commencé en 2007. Les premières livraisons de logements ont eu lieu en 2009 sur la partie Nord. Au total sur ce secteur, 1057 logements sont construits, dont 32,82 % de logements sociaux. Les premières constructions de logements sur la partie sud ont débuté en 2011. Le nouveau groupe scolaire Chengdu a ouvert ses portes à la rentrée 2013. Un second groupe scolaire en limite de la ZAC (André Malraux) a ouvert ses premières classes à la rentrée 2015, avenue Jona Miro. Une chaufferie bois tri génération exceptionnelle de par ses performances énergétiques (production de chaud, de froid et d'électricité) est entrée en fonctionnement début 2015 et dessert une importante part de Port Marianne). Le quartier est avancé à environ 80%, donc quasiment fini).



SUPERFICIE TOTALE :	29,8 ha
NOMBRE DE LOGEMENTS TOTAL PREVUS SUR L'ENSEMBLE DES SEC-	2 500 logements
NOMBRE DE LOGEMENTS RÉALISÉS AU 15/03/2015:	1057 dont 347 logements sociaux (32,82 %)
RESTE À RÉALISER:	1480 logements environ dont lots 11, 15, 19, sous-secteurs 2 et 3. Possibilités lots 28 et 29
ACHÈVEMENT DE LA ZAC PRÉVU :	2025
SHON PROGRAMME	180 000 à 220 000 m ²
SURFACES ESPACES VERTS	100 000 m ²
SURFACE TERTIAIRES :	Programmées : 43 000 m ²
SURFACES TERTIAIRES PRINCIPALES RÉALISÉES :	Oz'one, RBC, Le Nuage, office
SURFACES TERTIAIRES PRINCIPALES A VENIR :	Bureaux DorAMar
PRINCIPAUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS :	Parc public de 7 hectares, groupe scolaire Chengdu (rentrée 2013), groupe scolaire André Malraux (rentrée 2015) Miroir d'eau Réserve pour équipement public majeur
OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES REMARQUABLES	Le Nuage, RBC Design Center, Oz'one, la Canopée, Version Rubis, le Ruban, Nouvelle Ligne, Odyssée Marianne, Park Avenue, Pink Garden, ...



PLAN DE MASSE DE LA ZAC PORT MARIANNE - PARC MARIANNE



NB / L'avancement des travaux à 80 % concerne uniquement le secteur principal de Parc Marianne (nord et sud). Mais avec les sous-secteurs 2 et 3 et le solde de Parc Sud il restait encore plus de 1 400 logements à construire et donc on doit être à environ 44 % de réalisation des logements fin 2015. En revanche les espaces publics (verts ou voiries) sont réalisés à 70 %.

ECOCITÉ : LA VILLE MÉDITERRANÉENNE, L'HOMME ET LA NATURE AU CŒUR DE L'AMÉNAGEMENT



La démarche Ecocité

ENJEUX

- Lancée en octobre 2008 par le Ministère du développement durable pour une ville en mouvement.

(actuelle Métropole)

- Le Projet élaboré conjointement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et par les communes de Castelnau-le-Lez (au Nord), Lattes et Pérols (au Sud) dans lesquelles le fleuve et la mer Méditerranée tiennent toute leur place a été retenu parmi les 13 sites primés en novembre 2009.

- Le projet Ecocité à Montpellier c'est mettre l'homme et la nature au cœur des enjeux locaux au regard des principes du développement durable grâce à :

- La desserte des quartiers par des transports en communs performants
- La mixité sociale, fonctionnelle (bureaux, commerces, logements), culturelle (futur centre d'art contemporain à Parc Marianne)
- La qualité environnementale
- La performance énergétique des bâtiments

Le périmètre

ECOREPERES



LA DÉMARCHE

Pour chaque projet d'EcoCité retenu, l'Etat et les collectivités territoriales ont contractualisé, sur ses modalités d'accompagnement, en couvrant la phase d'étude amont, et l'ingénierie de projet, les stratégies foncières, et la mise en œuvre opérationnelle.

Le projet « De Montpellier à la mer » ambitionne de transformer l'actuelle route commerciale, datée et sujette à l'implantation anarchique des grands commerces de périphérie, en une structure urbaine vitrine, démontrant une capacité à placer l'homme et la nature au cœur des enjeux d'aménagement de la Métropole et de la ville.

Des pistes de travail par séquences sont proposées, qui permettront d'améliorer les secteurs déjà urbanisés : « **intensification** » des quartiers résidentiels, création de bâtiments durables exemplaires, mixité fonctionnelle et sociale, réciprocité ville/agriculture et ville/nature, système de déplacement multimodal, etc. Ce mode de réflexion spatial intégrera également des réponses aux problèmes de la **préservation de la biodiversité et des continuités écologiques** : milieu humide de saules et de joncs le long du nouvel hôtel de ville, plage urbaine au cœur du quartier Rive Gauche...

« De Montpellier à la mer » constitue le cœur opérationnel d'un projet fortement ambitieux en matière de développement urbain durable : il se veut un véritable manifeste de l'EcoCité.

LA TRADUCTION

En 2013 : travail sur les indicateurs de suivi de la démarche et versement des premières subventions

En 2014 : Les actions suivantes d'études sont engagées sur les opérations Port Marianne au profit de la SERM, aménageur :

- Valorisation des modes doux sur la ZAC Rive Gauche ;
- Etudes du réseau d'alimentation « froid » pour les bureaux de l'opération « La Mantilla » (ZAC Jacques Cœur), ainsi que d'un réseau (dit d'« intelligence répartie »), pour récupérer les éléments de consommation, et diffuser une information synthétique et adaptée aux besoins des différents acteurs (usagers, gestionnaires de patrimoine, prestataires de services), pour leur permettre d'agir en faveur du développement durable dans le bâtiment La Mantilla.

ECOLE A ENERGIE POSITIVE CHENGDU

Une subvention d'ingénierie obtenue par la Ville pour le financement de l'école Chengdu :

Le financement de la réalisation de l'école Chengdu, située dans la ZAC Parc Marianne, livrée le 2 septembre 2013, pour ouverture à la rentrée 2013, a bénéficié d'une subvention d'investissement de la part de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) d'un montant de 1 251 507 € ayant été versée pendant l'été 2014.

Cette subvention est liée au caractère BEPOS (Bâtiment à énergie positive) de cette école, et valorise le travail important de la collectivité sur cet aspect.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Ecocité : poursuite des actions engagées dans le cadre du programme et renseignement des indicateurs de performance.

GRANDS EQUIPEMENTS : LE PÔLE D'ÉCHANGE MULTIMODAL ST ROCH

ENJEUX

Les installations de la gare Montpellier Saint-Roch n'étaient plus adaptées pour accueillir les voyageurs, de plus en plus nombreux, dans des conditions de confort satisfaisantes, en offrant tous les services d'intermodalité liés aux nouveaux besoins en mobilité.

Le projet est au cœur de plusieurs enjeux :

- le développement harmonieux des transports ferroviaires, en forte croissance,
- l'optimisation des liaisons intermodales pour simplifier la vie des voyageurs,
- et le renouveau de l'espace urbain, au centre du vaste projet de la ZAC Nouveau Saint-Roch, engagé par la Ville, dont la gare est un maillon essentiel.

ECOREPERES

Le principe d'un pôle d'échanges

est de regrouper plusieurs modes de transports .

C'est un lieu privilégié pour les correspondances :

- ◆ vélos en libre service (Vélo'Magg)
- ◆ tramways / bus
- ◆ Auto partage (Modul'Auto)
- ◆ Accès direct au cœur de ville piéton



Crédits photo © SNCF – Entrée de la gare inaugurée

RESULTATS

Le projet

La conception de ce projet est guidée par le souci de décongestionner la gare accompagnant ainsi la progression du trafic ferroviaire, d'améliorer l'accessibilité aux différents modes de déplacements (piétons, vélo, tramway, bus, taxi, liaison au parking, trains régionaux et nationaux), de créer des liaisons inter-quartiers, en renouvelant l'image urbaine de la gare. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite est un des principaux objectifs de ces améliorations.

Le projet présente une grande nef centrale permettant une nouvelle liaison couverte du Pont de Sète vers le Pont de Lattes, donnant accès aux quais et aux services du Pôle d'échanges. Les liaisons avec les quais sont multipliées. Ceux-ci sont éclairés par de larges puits de lumière. Des terrasses-jardins présentant des essences variées sont aménagées, constituant des espaces d'attente extérieurs.

Des nouveaux accès sont créés sur le Pont de Lattes, sur la rue des deux ponts, sur le pont de Sète ainsi que le nouveau parvis ouvrant vers la ZAC Nouveau Saint-Roch.



Crédits photo © SNCF

PISTES d'AMELIORATIONS

- suivi de l'évolution des parts modales

L'IMAGERIE URBAINE POUR VISUALISER LA VILLE

ENJEUX

Dans le cadre de projets pluriannuels, le service municipal d'informations géographiques (SIG) conçoit et développe des solutions innovantes de visualisation de la ville et de ses environs en 2D, 3D et à travers le temps (4D).

L'imagerie urbaine ainsi produite répond à des critères stricts de qualité et de précision lui permettant de servir à la fois de vecteur de communication auprès du grand public, et de référentiel fiable aux projets élaborés par les services techniques.

Les représentations tridimensionnelles offrent une vision partagée du territoire que chacun peut observer à son gré depuis tout point de vue et sous tous les angles.

ECOREPERES

PLAN "MONTPELLIER DELTA" : RUES ET THERMOGRAPHIE

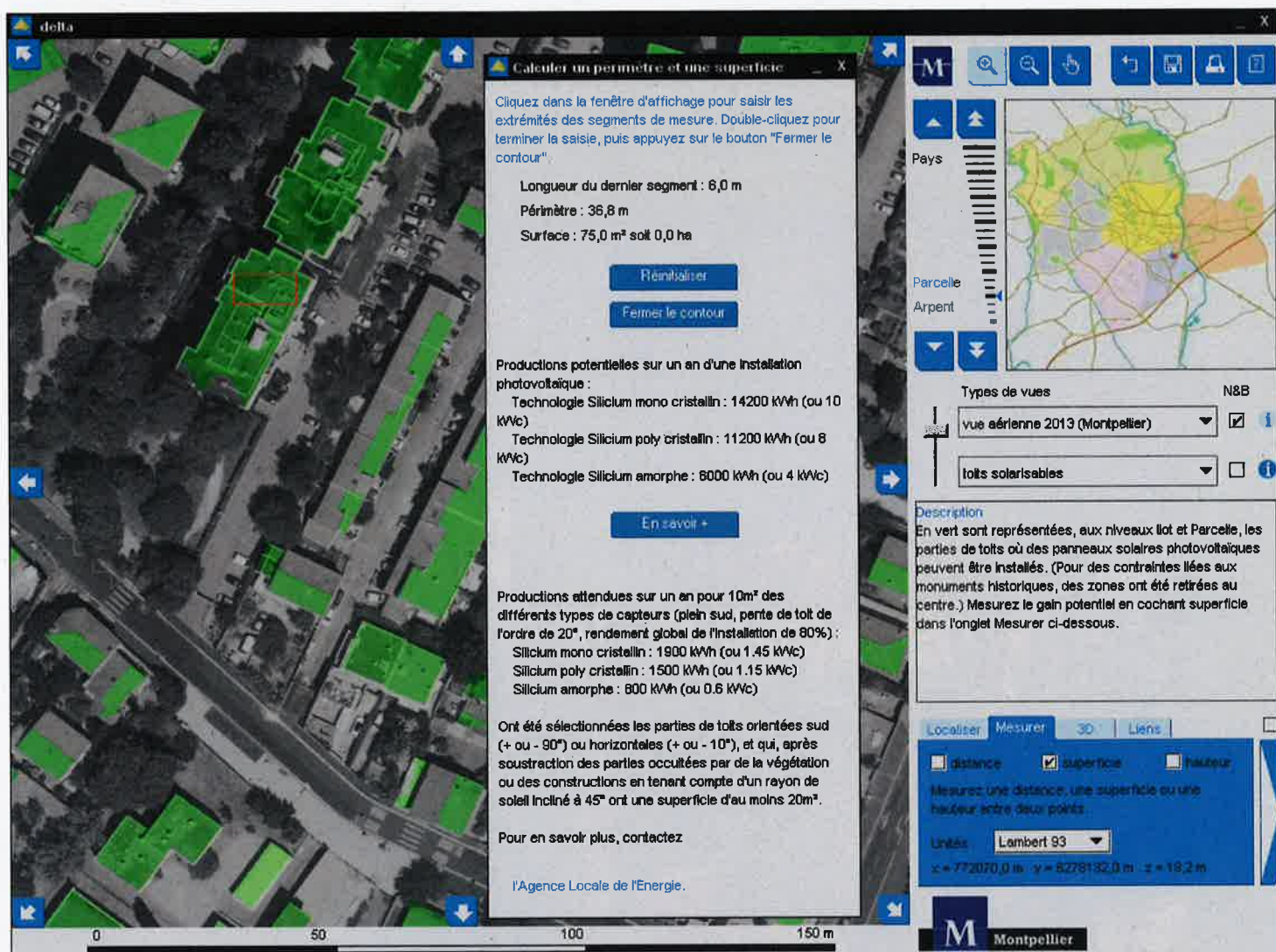
Grâce au plan de l'application "Montpellier Delta" vous pourrez découvrir, explorer et localiser les aménagements de la ville de Montpellier.



RESULTATS

La ville de Montpellier et ses abords (soit, le double de la superficie communale) font l'objet d'une couverture aérienne numérique de haute résolution (16 cm) qui est renouvelée tous les étés impairs depuis 2003 : 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013 déjà en ligne sur l'application DELTA. Celle-ci consiste en une vraie ortho-image, c.-à-d. une vue aérienne redressée sur l'enveloppe du sursol (sol + constructions et végétation), le relief étant enregistré avec l'image. Elle se superpose au plan cadastral, sans dévers de bâtiments, et permet les mesures de hauteur. Par différence des enveloppes du sursol, le SIG produit des cartes d'évolution des constructions/destructions survenues entre prises de vues, offrant aux services opérationnels un suivi précis, unique en France, de l'évolution de la ville. Ces documents intégrés à DELTA rendent le développement urbain particulièrement lisible ; son impact sur le milieu naturel peut ainsi être mieux évalué et maîtrisé.

En dehors de la 4D contemporaine, régulièrement actualisée, les archives cartographiques permettent de remonter ici jusqu'au XVIIe s. Cartes et vues aériennes anciennes sont préparées pour être superposables entre elles et aux données actuelles. La plupart de ces fonds se trouve déjà en ligne sur DELTA internet. A terme, cela devrait faire porter un regard plus attentif à la ville et à son patrimoine, et faciliter l'adhésion au projet urbain.



Lien : <http://www.montpellier.fr/2447-plan-montpellier-delta.htm>

En 2013, a été réalisé un premier niveau de représentation simplifiée en 3D d'arbres-types de plus 80 essences localisés à partir des bases de données de la Direction Paysage et Biodiversité. Cela confère un aspect plus réaliste à la maquette urbaine, dont les façades restent observables en tout point, les arbres étant escamotables à volonté.

D'autre part, l'enregistrement de la vue aérienne d'été 2013 s'est fait aussi selon un canal infrarouge qui, par recoupement avec les canaux du domaine visible, permet de séparer la végétation des autres données. Celle-ci combinée aux modèles numériques de terrain et de sursol a permis d'établir une carte de végétation étagée en 3 tranches (0 à 1,5m ; 1,5 à 4m ; > 4m).

La cartographie et l'imagerie aérienne présentées dans DELTA sont désormais élargies à l'aire métropolitaine de Montpellier, les logiques de développement durable dépassant le strict cadre communal.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Poursuite et suivi des actions

*Dynamique de développement suivant les modes de production et
de consommation responsables*



LA VILLE ECO RESPONSABLE

ENJEUX GLOBAUX

La prise en compte des enjeux du développement durable au quotidien implique la construction de nouveaux repères, depuis une simple réorganisation des manières de faire jusqu'à la refonte profonde des méthodes de travail. L'acquisition d'un nouveau cadre n'est jamais aisée, surtout lorsque la façon de percevoir le monde s'en trouve modifiée. La mise en place d'une démarche écoresponsable doit donc s'accompagner d'une réflexion sur la conduite du changement, de façon à prévenir les risques, lever les freins potentiels et ainsi faire que chacun contribue au projet en trouvant du sens aux actions qu'il réalise.

Feuille de route d'une stratégie nationale en faveur des achats durables, le second plan national d'action pour les achats publics durables (PNAAPD) est validé. Il couvrira la période 2015-2020.

Les achats publics durables permettent d'atteindre les objectifs environnementaux auxquels la France ou l'organisation publique elle-même se sont engagées., comme la limitation des déchets ou la réduction des gaz à effet de serre ou des polluants. Les pouvoirs publics peuvent également agir sur l'emploi, local ou national, grâce aux clauses sociales d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Un projet de développement durable se heurte inévitablement à des freins qui peuvent être de nature et d'ampleur variables : d'une part il remet en cause les habitudes, et comme dans toute situation de changement, cette perspective est en général assortie de craintes ; d'autre part il apporte tout un lot de questionnements concernant le déroulement du projet, ses aspects organisationnels ou techniques par exemple.

Tout l'enjeu est donc d'un côté de transformer les appréhensions en désir de passer à l'action, et de l'autre côté d'apporter des réponses concrètes aux différents besoins exprimés, de manière à optimiser l'acceptation du projet et son bon déroulement.

La ville écoresponsable, concerne tout ce que la ville engage pour modifier et faire évoluer des pratiques professionnelles, comme l'investissement dans une imprimerie écologique, la politique d'achats responsables, la dématérialisation...

Source : <http://www.ecoresponsabilite.ademe.fr/n/reussir-son-projet-eco-responsable-les-cles-du-succes/n:32>

LA FORMATION AU SERVICE DE L'ACTION

ENJEUX

Le développement durable et l'éco-responsabilité s'inscrivent dans une dynamique, porteuse de principes constitutifs d'une manière de raisonner :

- compréhension des interdépendances et évaluation globale des actions ;
- prise en compte du moyen et du long terme ;
- solidarité vis-à-vis des territoires et des groupes sociaux les plus démunis ;
- rapprochement des lieux de décisions des citoyens et implication des publics intéressés.

Cette dynamique accorde aux institutions publiques une grande responsabilité : celle d'initier le changement dans leurs actions et dans leur fonctionnement interne, et d'entraîner dans la démarche l'ensemble des acteurs d'un territoire.

Exemplarité et incitation des autres acteurs vont de pair, et les institutions publiques ne manquent pas de leviers pour agir à leur échelle : réglementation, fiscalité, subventions, commande publique, projets pilotes, actions de sensibilisation...

Une telle responsabilité constitue aussi une opportunité : celle de mobiliser leur personnel dans un processus motivant d'amélioration continue, de rationalisation de l'action publique, d'approfondissement des procédures de collaboration, de partenariat et de concertation.

ECOREPERES

Depuis plusieurs années s'est aussi développée une activité de formation continue, orientée en particulier vers les agents des collectivités, par l'intermédiaire de l'ENACT et du CNFPT. A travers cette formation, la DIFED, association qui est animatrice de la formation, accompagne ainsi la mise en place de politiques de développement durable par les collectivités.

Lien vers le catalogue : Accès au catalogue : <http://www.cnfpt.fr/content/developpement-durable-37gIFOTc8MjdOWI>

LE DEVELOPPEMENT DURABLE

TERRITORIAUX, NOUS AGISSONS



EXEMPLES de FORMATIONS GENERALISTES

FORMATION disponible au CNFPT

Développement durable et pratiques écoresponsables

Services techniques urbains et infrastructures publiques

Public visé : Correspondants ou chargés de mission développement durable, agents chargés de l'animation des pratiques écoresponsables dans les services techniques

Objectifs

- ♦ Sensibiliser, diffuser le développement durable auprès des agents.
 - Initier des projets de pratiques écoresponsables dans les services techniques.



EXEMPLE DE FORMATION CONDUITE

EN 2015

Face aux enjeux climatiques et énergétiques majeurs actuels, de nombreuses collectivités territoriales françaises affichent désormais un dynamisme réel dans la mise en œuvre systémique de la transition énergétique à l'échelle locale par l'instauration d'ingénieries publiques nouvelles au service et aux côtés des acteurs de leur territoire.

Ainsi, les initiatives locales basées sur un accompagnement par la collectivité territoriale sont légion : la mise en place de plateformes de rénovation des logements, le développement des installations de production décentralisée d'énergie renouvelable, l'organisation d'une mobilité vertueuse et partagée, la structuration et le développement de filières économiques circulaires dans les domaines du bois-énergie, de la valorisation des déchets, de l'industrie...

Les récentes réformes territoriales et la loi de programmation sur la transition énergétique pour la croissance verte ont et auront pour effet de faciliter la mise en œuvre locale de telles actions par la redistribution et le renforcement de diverses compétences de la collectivité (gestion des réseaux, coordination des politiques locales de planification énergétique...).

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec l'ADEME, le CLER, l'association AMORCE et l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France, organisent le 23 juin 2015 à Montpellier un séminaire national intitulé « Des territoires en transition énergétique : quels outils pour quels projets ? ».

Dans ce contexte de réformes, cet événement offrira un espace d'information et de débat sur les obligations, les compétences et les capacités d'action des collectivités territoriales dans le domaine de la transition énergétique à travers la présentation de retours d'expérience concrets et innovants. Un point focus détaillé sera consacré au dispositif d'accompagnement des 212 lauréats des territoires à énergie positive pour la croissance verte.

MARDI 23 JUIN 2015

Animateur de la journée : **Gwenaëlle GUERLAVAIS**, journaliste

Grand témoin : **Jean-Patrick MASSON**, adjoint au maire de Dijon et vice-président du Grand Dijon en charge de l'environnement

8h30-9h Accueil des participants

9h-9h30 Ouverture institutionnelle

Philippe SAUREL, maire et président, ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Jean-Paul VOGEL, directeur de l'institut national spécialisé en études territoriales, CNFPT

Frédéric GUILLOT, directeur régional de l'ADEME Languedoc-Roussillon

Patrick BERGER, président de l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France

9h30-11h Table ronde et échanges avec la salle

Transition énergétique et collectivités : quelles nouvelles capacités d'action locale suite aux récentes réformes territoriales ?

Quels « fondamentaux » pour un projet local de transition énergétique viable ?

Jean-Patrick MASSON, adjoint au maire de Dijon et vice-président du Grand Dijon en charge de l'environnement

Frédéric GUILLOT, directeur régional de l'ADEME Languedoc-Roussillon

Nicolas GARNIER, délégué général de l'association AMORCE

Yannick REGNIER, responsable de projets, CLER Réseau pour la transition énergétique



11h-12h30 *Présentation d'expériences, table ronde et échanges avec la salle*
La rénovation énergétique des bâtiments résidentiels privés : quelle ingénierie publique locale et quels outils de financement pour la massification ?

Céline VACHEY, responsable énergie, direction régionale Languedoc-Roussillon, ADEME
Philippe BERTRAND, chargé d'environnement, direction de l'environnement, des espaces naturels et du climat, Grenoble-Alpes-Métropole
Anne-Frédérique COUCHAUD, chargée de projet en rénovation énergétique des bâtiments, Valence Romans Agglomération
Céline POUJADE, chargée de Mission, CAPEB Languedoc-Roussillon
Valérie PAULIEN, responsable habitat, habitat du Marsan agglomération
Anaïz PARFAIT, chargée de mission, Certinergy

12h30-14h Déjeuner

14h-15h15 *Présentation d'expériences, table ronde et échanges avec la salle*
La répartition des compétences entre collectivités : quelles nouvelles offres de services proposées par les EPCI au bénéfice des petites et moyennes collectivités ?

Pascal SOKOLOFF, directeur général, FNCCR
Michel IRIGOIN, directeur énergie moyens techniques, ville de Montpellier
Isabelle LE VANNIER, directrice des services moyens généraux et bâtiments, Montpellier Méditerranée Métropole
Eva HERNANDEZ, responsable des fluides et des équipements techniques, ville de Castelnau-Le-Lez

Pause rafraichissante

15h30-16h30 *Présentation d'expériences, table ronde et échanges avec la salle*
La production d'énergie renouvelable décentralisée : quels rôles des collectivités pour la mise en place d'outils innovants, la mobilisation des acteurs du territoire et le financement des projets ?

Nicolas TRILLAUD, chargé de projets plan climat, conseil régional Languedoc-Roussillon
Marc LE MERCIER, directeur général, société d'économie mixte LIGER
Emmanuel JULIEN, président du directoire, société anonyme d'économie mixte à directoire SERGIES

16h30-17h30 *Présentation d'expériences, table ronde et échanges avec la salle*
La mobilité durable : Quels leviers et quelles opportunités pour une réponse efficace du territoire face aux enjeux de la mobilité ?
Véronique TATRY, chargée de mission air-mobilité-aménagement des territoires, direction régionale Midi-Pyrénées, ADEME
Yann LE MARTRET, chef de projet PDU, Montpellier Méditerranée Métropole
Manuel VASSALLO, responsable du service parc auto, ville de Montpellier

17h30
Clôture du séminaire

CONTACTS

Emmanuel PONCET, responsable du domaine énergie-climat
Pôle de compétences architecture, bâtiment, logistique et énergie - INSET de Montpellier

Laetitia PILAR, secrétaire
Tél. : 04 67 99 76 42 - laetitia.pilar@cnfpt.fr



Centre national de la fonction publique territoriale

FORMATION VELO

Le service Formation et Compétence de la ville de Montpellier organise une formation sur l'entretien du vélo et l'apprentissage de la circulation en vélo en milieu urbain. En fonction des besoins et des demandes, cette formation peut-être reconduite.



FOCUS

« Formation Vélo : Le Vieux Biclou »

Le Jeudi 18 juin 2015

De 9 heures à 12 heures en Mairie Niveau 5 salle Lironde 2

Et

De 14 heures à 17 heures
5 rue de la poésie -34000 Montpellier

Le Vieux biclou 2013

DÉROULÉ PÉDAGOGIQUE THÉORIQUE DU MODULE "CIRCULER EN VILLE À VÉLO"

NB : pour suivre ce module, il faut au préalable avoir suivi un "Atelier Mécanique Cycle" et venir avec le vélo révisé à cette occasion

Hor.	Durée	Etapes	Contenu/Objectif	Support/Méthodo	Remarques
H	5mn	ACCUEIL	tour de table de présentation respective	Fiche de présence ?	
	25mn	ADAPTER SON VÉLO	Vérifier l'adaptation du vélo et ses équipements (leviers, manettes,...) à son propre gabarit. Bien gonfler ses pneus. Adopter une posture la plus confortable/efficace possible : posé du pied sur la pédale, développement de la jambe, ...	Chaque vélo et les indications qui peuvent y figurer (gonflage, hauteur de serrage de tige de selle ou de potence, ...)	
H+ 0h30	60mn	PILOTER SON VÉLO	Être capable de démarrer, trouver son équilibre, suivre une ligne droite, s'arrêter à un endroit précis, se mettre debout en appui sur les pédales, ... Être capable de virer à droite ET à gauche Être capable de lâcher main droite ET gauche pour indiquer son changement de direction Être capable de tourner la tête vers l'arrière tout en gardant une trajectoire	Parcours tracé (plots, bascule si possible...), passage à tour de rôle > commentaires en commun Effectuer un "huit" dans un espace défini Ligne droite délimitée Ligne droite délimitée	
H+ 1h30	15mn	RAPPEL CODE DE LA ROUTE	Revue des principales consignes de sécurité routière : on roule à droite, on s'arrête au feu rouge, au stop, ...	Document de synthèse	
		FOCUS VÉLO	Distance minimale de dépassement, CSC, ATD, Zone 30, Zone de rencontre, piste obligatoire / recommandée, ...	Petit document VB sur panneaux spécifiques vélo ou renvoi vers FUB	
		ATTITUDE DU CYCLISTE URBAIN	Conduire "avec ses oreilles", anticiper, être attentif au plus fragile, visualiser son itinéraire, attention angles morts, ...	"Guide de l'utilisateur" FUB	
H+ 1h45	10mn	SORTIE URBAINE	Savoir utiliser son dérailleur	Pente prononcée	
H+ 1h55	60		S'insérer à vélo dans la circulation urbaine en confiance	Sur un itinéraire prédéterminé, le formateur confronte le groupe à des situations de circulation	alentours du site commanditaire
H+ 2h55	5	RETOUR	petit debrief + remise du formulaire d'évaluation de module	Échanges + formulaire d'évaluation	retour VB ou commanditaire?

DÉROULÉ PÉDAGOGIQUE THÉORIQUE D'UNE "SESSION D'INITIATION A LA MÉCANIQUE"					
Hor.	Durée	Étapes	Contenu	Support/méthode	Remarques
Th00	5mn	ACCUEILLIR	Bienvenue, remerciements pour l'intérêt, gestion des inscrits, ...		fiche de présence ?
	5mn	CONTEXTUALISER	Cadre de l'action : PDE ? Agenda 21 ? Événementiel		Par le commanditaire de la formation
T+ 0h10	5mn	FAIRE CONNAISSANCE	Présentations réciproques : formateur et associé stagiaires	chaque stagiaire présente aussi ... son vélo : type, âge, anecdote, ...	
	5mn	S'ÉQUIPER	Enfilage des blouses, fourniture de chiffons, draps et brosse à dents		équipements fournis (dont pied d'atelier)
T+ 0h20	30mn	AUTO-DIAGNOSTIC	Diagnostic de l'état de son propre vélo pour repérer les opérations / réparations requises prioritairement	fiche auto-diagnostic	signée par le stagiaire
T+ 0h50	15mn	COMPRENDRE1 : ROUE	Principes généraux de fonctionnement et d'entretien: topo du formateur sur les problèmes spécifiques aux ROUES	Un vélo de stagiaire sur pied + "éclaté" (poster) + questions/réponses	5 posters didactiques sont aujourd'hui disponibles en support pédagogique
	15mn	AUTORÉPARATION1	Pneu (dimensions, pression requise, sens de roulement, utilisation des pompes, ...) et jante (centrage, voilage, ...)	supervision individualisée au vu du diagnostic et des indications du formateur	
	15mn	COMPRENDRE2 : FREIN	Principes généraux de fonctionnement et d'entretien: topo du formateur sur les problèmes spécifiques aux FREINS	Un vélo de stagiaire sur pied + "éclaté" (poster) + questions/réponses	
	15mn	AUTORÉPARATION2	(Dévoilage de roue en préalable si nécessaire) Vérification des patins, serrage/réglage, ...	supervision individualisée	
T+ 1h50	15mn	COMPRENDRE3 : DÉRAILLEUR	Principes généraux de fonctionnement et d'entretien: topo du formateur sur les problèmes spécifiques au DÉRAILLEUR	Un vélo de stagiaire sur pied + "éclaté" (poster) + questions/réponses	
	15mn	AUTORÉPARATION3	Entretien, réglage	supervision individualisée	
	15mn	COMPRENDRE4 : RÉGLAGE POSTURAL ET ACCESSOIRES	Principes généraux de fonctionnement et d'entretien: topo du formateur sur les réglages ergonomiques et l'installation des accessoires	Un vélo de stagiaire sur pied + "éclaté" (poster) + questions/réponses	
	15mn	AUTORÉPARATION4	Réglages personnalisés : cintre, manettes, selle puis accessoires (sonnette, panier, porte-bébé, béquille, éclairage, ...)	supervision individualisée	
T+ 2h50	5mn	RANGER, (SE) NETTOYER	à bon ouvrier bons outils bien rangés + qq trucs (savon d'atelier, ...)		point d'eau ?
T+ 2h55	5mn	EVALUATION	Remise du formulaire d'évaluation de module	formulaire d'évaluation	retour au VB ou au commanditaire ?

NB : selon les types de vélo, leur état général et les systèmes dont ils sont équipés, les temps collectifs pourront être plus nombreux

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Inciter nos cadres et agents à poursuivre leur formation dans ce domaine, en prenant en compte leurs contraintes

QUELQUES FORMATIONS DISPONIBLES A LA DATE DU 05/08/2015 (pistes et idées)

Stratégie de gestion, de préservation et d'aménagement du littoral

Baie de Somme 17-19/11/15 (3 jours)

Agriculture urbaine : vers de nouvelles politiques publiques de développement social et environnemental

Montpellier 24-26/11/15 (3 jours)

Transition écologique et énergies renouvelables : les apports et les impacts sur le paysage et la biodiversité

Montpellier 08-10/12/15 (3 jours)

Politiques zérophyto dans les espaces publics : pilotage, partenariats et communication

Montpellier 15-17/12/15 (2 jours)

Le renforcement de la protection du littoral par le croisement des regards pluridisciplinaires

Montpellier 03-05/02/16 (3 jours)

Prévention des risques inondations

Montpellier 08-10/02/16 (3 jours)

Elaboration et mise en oeuvre de la trame verte et bleue en milieu urbain et périurbain

Montpellier 22-24/03/16 (3 jours)

ACCOMPAGNER LA DÉMATÉRIALISATION

ENJEUX

DIFFUSER LES PRATIQUES VERTUEUSES (COMPOTEMENTS ET MATÉRIELS)

Ce n'est pas qu'une impression... personnelle et professionnelle...

Imprimez sur papier recyclé, recto-verso... et le moins possible. Privilégiez le papier recyclé : la fabrication d'une seule ramette de 500 feuilles économise 2,5 kWh par rapport au papier non recyclé ! La fabrication de papier consomme beaucoup plus d'énergie que l'impression elle-même. L'énergie "incorporée" dans le papier peut être plusieurs dizaines de fois supérieure à l'énergie utilisée pour l'imprimer .

Faites recharger vos cartouches d'encre, plutôt que de les changer lorsqu'elles sont vides. Seuls 15 à 20% des cartouches d'encre utilisées en France sont recyclées ! Recharger vos cartouches permet d'économiser jusqu'à 60 % sur le prix de cartouches neuves, pour une impression de qualité identique.

Soignez votre alimentation...

L'alimentation de votre PC est un composant méconnu, mais crucial pour sa performance énergétique. Elle détermine la stabilité de votre système, sa consommation d'électricité et la durée de vie de ses composants. Un courant de mauvaise qualité usera prématurément carte graphique, carte mère et disque dur, tout en provoquant des « plantages » dus à l'instabilité des tensions délivrées.

Si la facture détaillée de votre configuration ne mentionne pas explicitement le modèle exact de l'alimentation utilisée, celle-ci est presque certainement bas de gamme. Les alimentations de ce type (dites "no name") sont à proscrire absolument . Il est fréquent qu'elles indiquent une puissance nominale mensongère et qu'elles ne respectent pas l'élémentaire norme européenne CE. Elles génèrent d'importantes perturbations électromagnétiques. Enfin, leur rendement ne dépasse pas 60%, ce qui signifie que 40 % de l'électricité consommée est perdue inutilement sous forme de chaleur ! Cet échauffement requiert en outre un surcroît de refroidissement par ventilateur, lui-même consommateur d'électricité...

ECOREPERES

Gisement d'économies : possibilité d'éliminer en toute simplicité les consommations fantômes inutiles et coûteuses :

Branchez votre PC et ses périphériques sur une multiprise dotée d'un interrupteur car, même entièrement éteinte, votre installation informatique continue à consommer du courant, à cause des transformateurs (visibles ou non) qui alimentent certains éléments. Une fois votre système hors tension, éteignez la multiprise pour empêcher toute consommation fantôme.

Lorsque vous utilisez votre PC, éteignez les périphériques inutilisés, et débranchez-les de la multiprise. Un périphérique sous tension, ou même simplement branché s'il comporte un transformateur, consomme du courant, même si vous ne l'utilisez pas.

Source: « Informatique, réduisez votre impact ».

RESULTATS

Actions réalisées en 2015 :

- **Dématérialisation du courrier** : extension au courrier sortant avec la mise en œuvre de la signature électronique. Cela permet de ne plus faire circuler des parapheurs avec impressions des courriers sortants, du courrier entrant correspondant et de la feuille de route. De plus, le courrier une fois signé peut être envoyé par messagerie électronique : plus besoin d'impression, d'enveloppe ni de timbre.
- **Demande de renseignements d'urbanisme en ligne** : les usagers peuvent maintenant faire cette demande sur le site Internet de la ville et recevoir le document sous forme électronique.
- **Déploiement des tablettes** : une centaine de tablettes ont été déployées. La particularité à Montpellier est qu'elles ne viennent pas en complément du poste fixe, mais en substitution. Il n'y a ainsi qu'un seul équipement, et qui a l'avantage d'être particulièrement peu consommateur en énergie.
- **Dématérialisation des factures et bons de commandes** : devrait être opérationnelle d'ici fin 2015.
- Suite à l'arrêt de la maintenance de Windows XP, **accélération de la réforme des anciens PC**, permettant au passage de les remplacer par des équipements moins consommateurs.



STATIONNEMENT

CONTRAVENTIONS DEMATERIALISEES

Depuis février, toutes les contraventions liées au stationnement sur la voie publique (défaut de paiement, stationnement gênant etc.) sont envoyées au domicile.

FOCUS

PISTES d'AMELIORATIONS

- Etude avec la Métropole sur la mutualisation des salles informatiques : passage de 4 salles à 2, avec mutualisation des espaces de stockage, permettant ainsi globalement une diminution du nombre d'équipements.
- Dans le cadre du renouvellement des multifonctions, étude sur les possibilités d'étendre la durée d'utilisation avant leur remplacement.
- En vue du transfert de compétence au 1^{er} janvier 2016, étude sur l'extension de la gestion dématérialisée du courrier aux services de la Métropole

POURSUIVRE ET AMPLIFIER LES ACHATS DURABLES



ENJEUX

Atteindre, en 2020, 25% de marchés comprenant au moins une disposition sociale et 30% de marchés dotés d'au moins une mesure environnementale... Très éloignés des taux constatés aujourd'hui, ces objectifs fixés par le second plan national d'action pour les achats publics durables sont ambitieux. L'Etat mise sur 55 actions pour y parvenir.

Le plan d'action a pour vocation « de s'attaquer de façon pragmatique, et sur la durée, aux obstacles qui ralentissent la montée en puissance de l'achat public durable ». En effet, en 2013, seuls 6,7 % des marchés d'un montant supérieur à 90 000 € HT comportaient une clause environnementale et 6,1 % une clause sociale ([recensement des achats publics de l'OEAP](#) publié en novembre 2014). Faisant office de « feuille de route », le document vise à « convaincre les décideurs, accompagner les acheteurs, dialoguer, montrer, démontrer, valoriser, évaluer... ».

Source : <http://www.lemoniteur.fr/article/achat-public-durable-les-ambitions-du-plan-d-action-2015-2020-28192062>

ECOREPERES

SIX OBJECTIFS POUR 2020

Le second plan national d'action pour les achats publics durables (PNAAPD) est validé - 26/03/2015

La PNAAPD fixe six objectifs chiffrés à atteindre d'ici à 2020 :

- « 25 % des marchés passés au cours de l'année comprennent au moins une disposition sociale.
- 30 % des marchés passés au cours de l'année comprennent au moins une disposition environnementale.
- Dès l'étape de la définition du besoin, 100 % des marchés font l'objet d'une analyse approfondie, visant à définir si les objectifs du développement durable peuvent être pris en compte dans le marché.
- 60 % des organisations publiques (services de l'État, établissements publics, collectivités locales et établissements publics locaux, établissements hospitaliers) sont signataires de la charte pour l'achat public durable en 2020 (charte promue par le présent plan d'action).
- 100 % des produits et services achetés par les organisations publiques sont des produits à haute performance énergétique, sauf si le coût global des produits et services à haute performance énergétique est supérieur à celui des produits et services classiques, et dans la mesure où cela est compatible avec l'adéquation technique et la durabilité au sens large.
- 80 % des organisations réalisant des achats de papier, d'appareils d'impression, de fournitures, de mobilier, de vêtements, de matériel de bureautique prennent en compte la fin de vie de ces produits, que ce soit dans les conditions d'exécution du marché ou dans une démarche globale de gestion de la fin de vie des produits (recyclage, réemploi, traitement des déchets...). »

Ceci est une ressource technique pour la ville.

Source : <http://www.lemoniteur.fr/article/achat-public-durable-les-ambitions-du-plan-d-action-2015-2020-28192062>

Dans le cadre de son nouveau Marché habillement, la ville introduit des critères qui concernent les clauses sociales des entreprises. En effet la logique de Responsabilité sociale des organismes publics est également un sujet pris en compte dans le cadre des achats publics de la ville. Ce prochain Marché habillement, a introduit dans son mémoire environnement, une incitation à disposer d'offres de vêtements avec un critère : « coton le plus biologique possible ». De manière générale, Il n'est à ce jour pas possible d'exiger des performances inaccessibles pour les fournisseurs, mais bien plutôt de leur **indiquer nos attentes, de positionner des critères de qualité environnementale (labels...), afin qu'ils puissent adapter leur offre progressivement.**

La ville de Montpellier oriente sa politique d'achats durables en s'inspirant de la logique d'analyse de cycle de vie (ACV) et réfléchit à une façon de l'utiliser de manière simplifiée.

QU'EST-CE QUE L'ANALYSE DE CYCLE DE VIE (ACV) ?

C'est une meilleure prise en compte des problématiques environnementales qui passe par une connaissance de plus en plus fine, des impacts sur l'environnement et la santé humaine, liés à la composition, la fabrication, l'utilisation et la fin de vie des produits.

L'ACV est une méthode d'évaluation environnementale multi critère qui permet de quantifier les impacts d'un produit (qu'il s'agisse d'un bien, d'un service, voire d'un procédé), sur l'ensemble de son cycle de vie, depuis l'extraction des matières premières qui le composent, jusqu'à son élimination en fin de vie, en passant par les phases de distribution et d'utilisation.

➡ **Concernant la prise en compte de l'achat durable dans les dossiers d'achat de fournitures et matériels, à la ville de Montpellier, on peut dire trois choses :**

- Chaque dossier intègre systématiquement des éléments avec un pourcentage plus ou moins élevé (entre 5 % et 20 %) selon la maturité du secteur d'activité et la connaissance que nous avons du secteur et des acteurs (inutile de faire des dossiers sur lesquels personne ne pourra répondre).
- Les éléments (label, caractéristiques techniques, qualités, durabilité ...) sont obligatoires dans les cahiers des charges pour des secteurs matures (papier, véhicules, mobilier scolaire, peinture...)
- Les mêmes éléments sont des critères soumis à appréciation et à notation dans les secteurs moins matures (textile, outillage ...)

Par exemple, en 2012 pour le nouveau marché habillement pour les agents : la ville demande le « coton le plus biologique possible » (cf. rapport de développement durable 2012)

FOCUS

DU SOCIAL DANS LES MARCHÉS PUBLICS

La ville de Montpellier a mis en œuvre, dans ses marchés publics, un dispositif d'aide à l'accès à l'emploi. En inscrivant une clause d'insertion dans ses appels d'offres, elle demande aux entreprises soumissionnaires de réserver 10% des heures travaillées à des publics en insertion professionnelle. Différents marchés publics, incluent ces clauses sociales : espaces verts, construction de groupes scolaires, soit environ 10 000 heures en 2014, en faveur des publics éloignés de l'emploi, notamment les jeunes.

Les garanties d'un **écolabel** : un écolabel est le signe officiel qui garantit la vertu d'usage d'un produit et ses caractéristiques écologiques. Il fait l'objet d'un contrôle régulier en conformité avec une réglementation spécifique.



Les produits d'entretien : dans le cadre du marché général de nettoyage, la ville impose aux candidats, des produits labellisés écologiques. Un lot spécifique pro éco certifié a été rajouté dans l'appel d'offres, afin d'offrir ce choix aux services de la ville. Le cahier des charges imposait, sous peine de non validité de l'offre, que les produits demandés soient éco certifiés. Toutes les entreprises ont répondu avec des produits conformes à cette exigence. En 2013 cela a représenté **60 000 €** d'achat sur les **460 000 €** d'achat de produits d'entretien (papier toilette et sacs poubelles compris pour les services de la ville). Chiffre en constante progression depuis 3 ans (35 000€ en 2011, 45 000 € en 2012).



Le mobilier : le marché d'achats de mobiliers neufs prévoit la reprise / mise en filière de reconditionnement des mobiliers usagés. Pour ce qui est des mobiliers neufs, les entreprises doivent attester que les essences de bois servant à la fabrication des meubles qu'ils commercialisent, sont issues de forêts gérées durablement (PEFC, en français : **Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières** : Apposé sur un produit en bois ou à base de bois, le logo garantit que ce produit est constitué d'au moins 70 % de bois issu de forêts répondant pour leurs gestions aux recommandations des entités nationales et régionales) (CCTP Marchés).

FOCUS

PEFC EN CHIFFRES



+ de 8 millions
d'hectares de forêt certifiés
en France Métropolitaine et en Guyane



62 914
propriétaires forestiers adhérents



3 055
entreprises de la filière
forêt-bois-papier
soit 1/3 des entreprises
certifiées PEFC dans le monde



14 secteurs d'activité différents
(presse et livre, imprimerie et pâte à papier,
ameublement et décoration, bois énergie,
construction, etc.)

Pour les terrains de sport : le volet environnement est systématiquement instruit dans le mémoire technique lors des travaux menés pour l'ensemble de l'action solidaire (déchets, recyclage des moquettes...), poussières, matériaux, bilan carbone (à titre incitatif).

Sur les aménagements sportifs des terrains en gazon synthétique, certains granulats de remplissage de couleur verte, sont préférés à d'autres granulats noirs, permettant ainsi d'éviter les arrosages obligatoires en été pour réduire la température au niveau du sol.

LA CONSOMMATION DE PAPIER

Année	2006	2007	2008 *	2009	2010 **	2011 ***	2012	2013	2014****
Consommation Totale de ramettes A4	14 911	14 480	17 451	22 610	22 248	22 853	25 422	22535	23329
Dont Ecoles			3 609	4 301	4 183	4 633	4 227	4196	4127
Consommation Totale de ramettes A3	619	1 400	6 523	7 344	6 251	6 484	6 465	7197	7498
Dont Ecoles			5 374	5 725	5 735	5 866	5 687	5994	6636

* Intégration des consommations écoles (ex caisses des écoles) en gestion de stock centralisée.

** Tous les services paient leur papier avec leurs crédits fournitures administratives.

*** Intégration des Maisons Pour Tous et des activités accueils périscolaires en gestion de stock centralisée.

**** Nouveaux rythmes scolaires

NB: il y a de plus en plus d'enfants accueillis dans les écoles chaque année



En 2013 et 2014 , mise en commande d'un stock de papier recyclé à destination de l'imprimerie.

EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES	Elèves Admis Maternelles	Evolution Maternelles	Elèves Admis Elémentaires	Evolution Elémentaires	Total	Evolution Globale
2008	7121	plus 35	10277	plus 68	17398	plus 103
2009	7454	plus 333	10505	plus 228	17959	plus 561
2010	7541	plus 87	10580	plus 75	18121	plus 162
2011	7851	plus 310	10700	plus 120	18551	plus 430
2012	8011	plus 160	10869	plus 169	18880	plus 329
2013	8149	plus 138	11 391	plus 522	19540	plus 660

> Le processus de fabrication d'un kilo de papier recyclé requiert actuellement **3** fois moins d'eau et **3** fois moins d'énergie que le papier composé de fibres vierges.

> Le recyclage du papier permet d'éviter d'utiliser des ressources forestières vierges.

> Le recyclage est une opération de proximité qui évite autant que possible les transports sur de longues distances. Le papier peut se recycler 5 fois et, en fin de cycle, peut encore servir, par exemple pour créer des boîtes à œufs.

> Sa généralisation permet des économies d'échelle qui réduisent les coûts et créent des emplois pérennes et non délocalisables, dans un esprit d'économie circulaire.

FOCUS

PISTES d'AMÉLIORATIONS

OPTIMISER L'USAGE DES CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

En 2012 / Un accompagnement a été mis en place pour la rédaction des clauses sociales et environnementales. **Nb :** *Le plus fréquemment, ces clauses sociales ou et environnementales, sont utilisées dans les domaines liées à des actions en lien direct avec le développement durable, il s'intègre donc dans le besoin de certaines directions, mais le potentiel d'extension est encore existant. Ces travaux doivent être prolongés.*

- Insertion des clauses sociales et environnementales : Il est vrai que ces procédures demandent un peu plus de temps, et d'assurer un suivi. Pourtant, il devient essentiel que ces clauses sociales et environnementales puissent être intégrées aussi systématiquement que possible, dans l'ensemble des services, au point de faire évoluer les pratiques, de manière adaptée, du fait de la maturité d'un nombre croissant de secteurs. Elles ont une valeur ajoutée sociale et environnementale et concernent dès aujourd'hui, la démarche de Responsabilité Sociale de notre Organisme. La ville est cependant déjà bien engagée dans cette démarche, mais n'a pas atteint son optimum.

- Créer un groupe de travail sur ce thème, pour sensibiliser tous les services et lever les freins par de l'accompagnement. Car l'autre enjeu est ici de développer cette culture du développement durable et d'en partager la responsabilité entre tous les services, pour que ces leviers d'action, loin d'être des contraintes en plus, deviennent la norme adaptée aux nouvelles réalités sociales, environnementales et économiques. Il s'agit simplement d'agir à la hauteur des enjeux et de participer collégialement à la concrétisation d'une valeur ajoutée environnementale interne et externe.

- Groupement : La perspective du groupement d'achats avec la métropole ou et d'autres communes, sera d'actualité en 2015, notamment pour les services organiques.

Poursuivre les échanges de « bonnes pratiques » en partenariat avec l'ADEME

La ville de Montpellier participe régulièrement à un groupe de travail départemental, piloté par l'ADEME, afin de mutualiser les réflexions et de dessiner de nouvelles approches partagées de l'achat public. La ville de Montpellier dans le cadre de sa démarche de dématérialisation, soutiendra auprès de ses services, l'ensemble des actions permettant de réduire l'usage inapproprié du papier, par exemple en veillant à ce que les services privilégient le scannage, l'usage des mails, chaque fois que cela sera possible, plutôt que le papier. Nous verrons qu'il existe des gestes qui peuvent également permettre de réduire notre consommation d'énergie, lors de l'utilisation d'un ordinateur, et du fait de l'évolution de nos comportements. L'enjeu étant là aussi de garder une maîtrise de nos consommations.

OBJECTIFS CONSOMMATION de PAPIER

- Réduire les éventuels gaspillages, l'essentiel du volume dématérialisé, et mobiliser les services autour de l'ensemble des petits gestes permettant de maîtriser notre consommation de papier.
- Mettre en place une Charte sur l'engagement Eco responsable. / Objectif : que la ville devienne une référence de tout ce qui se fait de mieux en termes d'Achats Publics Responsables

Selon la Commission Européenne la RSO (Responsabilité Sociétale des Organismes) est définie comme « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des organismes, à leurs activités d'achats et leurs relations avec leur parties prenantes ».

La ville, en encourageant les entreprises dans des démarches vertueuses, développe son action dans le domaine de la Responsabilité Sociale des Organismes.

REDUIRE NOTRE IMPACT SUR LES RESSOURCES



ENJEUX

L'empreinte écologique est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature. Plus précisément elle évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets.

Le WWF, suit grâce à l'Empreinte écologique, depuis longtemps notre impact. Le *Rapport Planète Vivante* est l'analyse scientifique la plus importante au monde concernant la santé de notre planète et l'impact de l'activité humaine. Étant conscient que nous n'avons qu'une seule planète, le WWF croit au fait que l'humanité peut faire de meilleurs choix qui peuvent se traduire par de réels gains pour l'écologie, la société et l'économie actuelle, et ce, sur le long terme.

L'Empreinte écologique fait la somme de tous les services écologiques concurrents consommés par les individus. Elle correspond à la surface biologiquement productive (ou biocapacité) occupée par les terres agricoles, les pâturages, les espaces bâtis, les zones de pêche et les forêts productives, sans oublier les surfaces forestières nécessaires pour absorber les émissions de dioxyde de carbone ne pouvant l'être par les océans. Biocapacité et Empreinte écologique sont exprimées dans une unité commune appelée hectare global (hag).

POUR CALCULER VOTRE EMPREINTE ECOLOGIQUE, plusieurs sites, en voici DEUX:

http://www.e-graine.org/calculer_son_empreinte.html

OU http://www.wwf.fr/vous_informer/rapport_planete_vivante_2014/empreinte_ecologique/

Jeudi 13 août 2015 nous avons malheureusement atteint l'Overshoot Day ou « **jour de dépassement** ». Cela signifie qu'en moins de huit mois, l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la planète peut produire en un an.

ECOREPERES

IL Y A PLUS DE **40** ANS QUE LA DEMANDE DE RESSOURCES NATURELLES DE L'HUMANITÉ DÉPASSE LA CAPACITÉ DE NOTRE PLANÈTE À LES RECONSTITUER. Aujourd'hui, nous avons ainsi besoin de la capacité régénératrice de 1,5 Terre pour disposer des services écologiques dont nous profitons chaque année. Ce « dépassement » est possible car nous coupons les arbres à un rythme supérieur à celui de leur croissance, nous prélevons plus de poissons dans nos océans qu'il n'en naît, et nous rejetons davantage de carbone dans l'atmosphère que les forêts et les océans n'en absorbent.

Conséquence, les stocks de ressources s'appauvrissent, et les déchets s'accumulent plus vite qu'ils ne sont absorbés ou recyclés, comme en témoigne l'élévation de la concentration de carbone dans l'atmosphère.

Le carbone issu de la consommation des combustibles fossiles forme la composante dominante de l'Empreinte écologique de l'humanité depuis plus d'un demi-siècle, et cette tendance ne fait que se confirmer : en 1961, le carbone représentait 36 % de notre Empreinte totale, contre 53 % en 2010.

ÉCO-GESTES CITOYENS

Nous sommes tous responsables de la qualité de notre environnement. D'où l'importance de bien savoir trier nos déchets.

Le tri sélectif est un geste simple qui consiste à séparer les déchets recyclables de ceux qui ne le sont pas. S'il est désormais familier pour chacun d'entre nous de trier ses déchets, des efforts restent à faire pour améliorer la qualité de la collecte. Des erreurs sont encore faites, sans doute par méconnaissance. Au centre de tri Demeter, 50% des lots sont souillés par des déchets indésirables. Cela vous concerne si vous vous posez toujours ce type de questions au moment de jeter : « les sacs plastiques vont-ils dans le bac jaune ? Et les pots de yaourt ? Que faire des emballages en polystyrène ? Faut-il rincer les conserves avant de les trier ? Où jeter les ampoules ? ».



PETIT AIDE-MÉMOIRE, POUR MIEUX RESPECTER LES CONSIGNES DE TRI :

DÉCHETS RECYCLABLES

Couvercle jaune

- Bouteilles en plastique
- Journaux, prospectus, papiers
- Boîtes métalliques, canettes, aérosols
- Briques alimentaires, boîtes, emballages en carton

Acheminés vers l'unité Déméter.

DÉCHETS MÉNAGERS

Couvercle gris

- Papiers gras
- Contenants alimentaires salis
- Couches culottes, articles d'hygiène, coton
- Sacs plastiques

Acheminés vers Amétyst.

VERRE, PAPIER

Conteneurs adaptés

- Verre : bouteilles, bocaux, pots non rincés (sans bouchon, capsule ou attache en fer)
- Papier : Gros volumes de papier, journaux et magazines (sans papier souillé)

BIODÉCHETS

Couvercle orange

- Épluchure, Restes de repas
- Essuie-tout, mouchoirs en papier
- Filtres et marc de café, sachets d'infusion
- Fleurs fanées, feuilles mortes, taille de haies, gazon
- Coquilles d'œufs, coquillages

Acheminés vers Amétyst.

DÉCHETS NON RECYCLABLES

Points propreté

- Objets encombrants
- Huiles minérales
- Batteries de voiture, piles
- Déchets toxiques ménagers
- Déchets électriques, électroniques
- Textiles usagers
- Matériaux de construction, gravats

Pass Métropole (gratuit) indispensable pour accéder aux Points propreté.



La propreté de l'espace public est l'affaire de chacun d'entre nous et participe au bien-être de tous

Valérie Barthas-Orsal
Adjointe au maire déléguée à la propreté, à l'animal en ville et aux fêtes de Saint-Roch

DES QUESTIONS SUR VOS DÉCHETS ?

0800 88 11 77

(appel gratuit)

ENCOURAGER LA RÉDUCTION DES DÉCHETS À LA SOURCE ET SYSTÉMATISER LA RÉUTILISATION ET LE RECYCLAGE



**REDUIRE,
TRIER,
VALORISER
NOS DÉCHETS**

On a tous à y gagner !



RESULTATS

CONSOMMABLES COLLECTES
Photocopieurs, Imprimantes, Fax et Multifonctions

conibi



Cartouches
laser
(Complexes)



Photorécepteurs /
tambours



Cartouches Jet
d'Encre (encre
liquide)



Cartouches à
transfert
thermique



Cartouches de
machine à
affranchir



Cartouches à
impact / à ruban



ECOBX

- Mise à disposition gratuite dès la première collecte
- Dimensions : 60 x 40 x 45 cm (l x p x h)
- Poids maximum: 30 kg

Bidons de
recharge toner
/ bacs de
récupération



Dénomination	Adresse
Administration générale	hôtel de ville niveau 8 porte W79
Protocole	hôtel de ville niveau 8 porte E 21
DCP	hôtel de ville niveau 7 porte W 32
Finances	hôtel de ville niveau 7 porte W 81
Espace ouvert DAP	hôtel de ville niveau 6 face porte N11
DAI	hôtel de ville niveau 6 porte E 90 ou 6S21
DGU	hôtel de ville niveau 5 porte E 21
DGU	hôtel de ville niveau 5 porte W 19
DREJS	hôtel de ville niveau 4 porte E 21
	hôtel de ville niveau 4 face porte W 30
DEP	hôtel de ville niveau 3 porte W 15
DRH	hôtel de ville niveau 2 porte W65
ETAT CIVIL	hôtel de ville entresol porte W 39
Vie Quotidienne	hôtel de ville RDC Guichet
D RTP	hôtel de ville niveau -1 porte W 47
COURRIER	hôtel de ville niveau -2 porte S 07
PREVENTION	Parvis hôtel de ville niveau 2 porte E108
SYNDICAT	parvis hôtel de ville niveau 2 porte E 64
DSI	parvis hôtel de ville niveau 2 porte E 21
HYGIENE	parvis hôtel de ville niveau 2 porte W 30

Une large majorité d'agents municipaux sont moteurs et facilitateurs !!! Ils « participent » ainsi à la mutation de l'ensemble de la collectivité et l'accélèrent...BRÀVO!

Voici ce qu'ils font d'intéressant, et qu'ils partagent ici, pour accroître le nombre d'acteurs éco responsables, bienvenue dans cette démarche d'amélioration continue, où chacun adapte à sa situation, son mode de vie durable:

- Ne jettent pas à la poubelle ou dans les égouts les substances toxiques domestiques, notamment la peinture, les diluants à peinture, les piles et les vidanges d'huile de véhicules automobiles. Ils vérifient auprès des autorités locales si des installations d'élimination sont prévues et évitent dorénavant ces produits.
- Apportent leurs propres sacs à l'épicerie. Utilisent les sacs plastique jusqu'à ce qu'ils soient hors d'usage.
- Compostent les résidus de cuisine et s'en servent comme engrais, ou ont une poubelle à bio déchets collectée.
- Évitent l'emballage excessif.
- Toujours privilégient les articles réutilisables : tasse, boîte à repas, pile rechargeable, porte-plume, rasoir, etc.
- Remplacent les articles en papier par des produits réutilisables (ou choisissent du papier recyclé, non blanchi au chlore).

Implantation des réceptacles dans les back-offices



1- toners, cartouches ...

Les réceptacles seront positionnés dans les back-offices près des multifonctions



2- papier blanc non souillé

les réceptacles seront positionnés dans les back-offices près des multifonctions



3- plastique et/ou carton – Emballages des cartouches

Les réceptacles seront positionnés dans les back -offices près des multifonctions

Type de réceptacle dans les bureaux

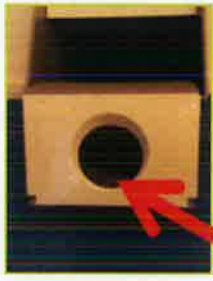
Un réceptacle pour le **papier blanc**

avec son petit compartiment pour les déchets non recyclables

Cette corbeille est destinée uniquement aux papier blanc, vierge, non agrafé, non souillé.

- papier blanc non souillé :

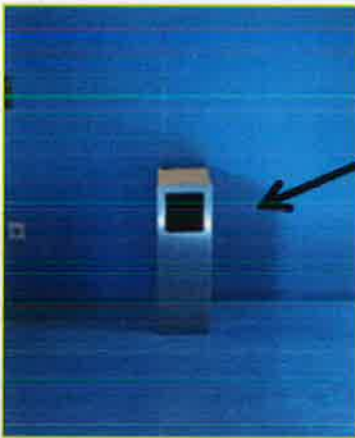




déchets non recyclables :

- son petit compartiment est destiné aux déchets non recyclables

Réceptacle dans les noyaux d'ascenseurs



Un seul réceptacle pour les déchets non recyclables

Les réceptacles seront positionnés dans les noyaux d'ascenseur des différents niveaux de l'Hôtel de ville et de Central Parc



Nouveaux cendriers

De nouveaux cendriers seront positionnés dans les cages d'escaliers des différents

Fonctionnement du tri sélectif en collaboration pour le « papier blanc »

Dans les bureaux, Les agents d'entretien récupèrent :



• Le papier

- Pour info : l'entreprise mandatée récupère au niveau – 1 « quai de déchargement » le papier blanc non souillé et collecté par les [agents d'entretien](#) dans l'Hôtel de ville.

Création d'une mini déchetterie à Garosud

- ♦ Remise à plat du ramassage du papier de bureau et poursuite du dispositif, en partenariat avec l'entreprise prestataire.
- ♦ Réorganisation du circuit de collecte



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Mairie de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2
Tél. : 04 67 34 70 00
Fax : 04 99 58 87 55

Montpellier, le 20/04/2015
Réf. : MI/AS/02-2015

**Note d'information
Le tri sélectif au CMG**

1. Déchets provenant de chantiers extérieurs (écoles, sports, ...)

Vous devez prioritairement les déposer aux points de propreté de la Ville sans les vider en vrac : ils doivent être déposés selon leur nature (gravas, ferraille, ...)

- Mosson : Espace Mosson, Mtp
- Hôpitaux-Facultés : Av. du Val de Montferran, Mtp
- Les Cévennes : Allée de la Martelle, Mtp
- Près d'Arènes : Bd Fabre de Morlhon, Mtp

2. Déchets provenant de l'activité du CMG

A l'entrée du CMG, devant le service Achats et Production Graphique, des conteneurs et emplacements sont dédiés au :

- A. Verre : conteneur
- B. Gros électro-ménager : au sol, en séparant le froid du reste
- C. Cartons aplatis : benne
- D. Palettes en bois non recyclées : au sol
- E. Ferrailles (uniquement) : benne

Au sein du service Achats et Production Graphique (SAPG) :

- F. Piles et petits accumulateurs
- G. Cartouches d'encre imprimantes et copieurs

Au sein du service parc Auto :

- H. Pneus
- I. Huiles mécaniques usagées
- J. Batteries

Devant l'entrée de la rue centrale :

- K. Tubes et lampes fluo compactes non cassés
- L. Déchets non recyclables : benne

Pour le papier à trame blanche, la Métropole met à disposition des bacs bleus qui sont positionnés à l'imprimerie et sous l'escalier de l'immeuble de bureau (des corbeilles en carton sont aussi disponibles à mon secrétariat). La société BALSALOBRE collecte une fois par semaine le papier blanc.

Pour tout autre papier, merci d'utiliser les bacs à roulettes jaunes.

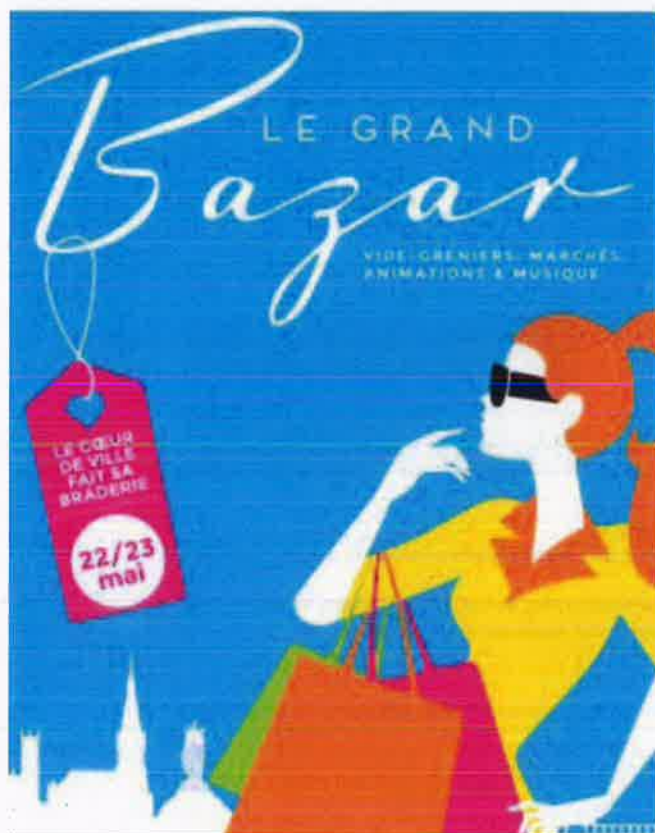
Je vous remercie de votre aide pour améliorer le tri et la valorisation qui permettent d'éviter des gaspillages de matières premières, et qui font travailler différentes entreprises d'insertion notamment.

Le Directeur de l'Energie
et des Moyens Techniques

Michel IRIGOIN

PJ : plan du CMG avec les lieux de tri sélectif

NE PAS JETER LES INVENDUS, OU ENCORE DONNER UNE SECONDE VIE À NOS OBJETS DU QUOTIDIEN, FAVORISE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS EN CENTRE DE TRI ET ENCOMBRANTS ET RÉPOND À UNE DEMANDE SOCIALE CROISSANCE ENVERS L'ÉCONOMIE DU RECYCLAGE OU DE L'OCCASION.



Attractivité

BRADERIE GÉANTE

12^e édition du Grand Bazar de Printemps, animation commerciale proposée dans l'Écusson les 22 et 23 mai, par la Ville en partenariat avec la CCI. Cette grande braderie géante permet aux commerçants de Montpellier de sortir gratuitement leurs étals devant leurs boutiques, offrant ainsi pendant deux jours une chasse aux bonnes affaires. L'édition 2015 sera enrichie d'animations musicales et artistiques, mais aussi d'un marché aux fleurs sur le Plan Cabanes. Vides greniers et marchés à thème compléteront l'édition, avec la possibilité pour les particuliers de participer aux déballages organisés sur les places. L'Esplanade Charles de Gaulle accueillera pendant les deux jours brocanteurs et bouquinistes.
montpellier.fr

FOCUS

PISTES d'AMÉLIORATIONS

1^{re} DÉVELOPPER LES 5 R EN LIEN AVEC LE PUBLIC

Les 5 règles pour ne plus produire de déchets

Un Français produit en moyenne **374 kg** de déchets par an... Ces déchets coûtent cher, et ce sera sans doute de plus en plus vrai dans les années qui viennent. Pourtant il est possible de ne pas en générer, comme l'a fait une famille américaine, qui ne produit plus qu'un litre de déchets par an, et a réduit ses dépenses de **40 %** en un an.

Les mots d'ordre de la famille Johnson pour une vie plus respectueuse de l'environnement et moins chère ? Refuser, réduire, réutiliser, recycler et composter.

Pourquoi ne pas



Refuser ce dont vous n'avez pas besoin

Courriers non désirés, cadeaux gratuits : la plupart de ces objets sont superflus et surtout créent une nouvelle demande. Casser ce cycle permet d'éviter de contribuer à la production de davantage de publicités.

Réduire ce dont vous avez besoin

Un foyer moyen n'utilise que 20 % de ses affaires, estime Béa Johnson. Sa famille a donc fait don de tout ce qu'elle n'utilisait pas lors d'un déménagement.

- L'entretien de la maison se fait au savon de Marseille et au vinaigre blanc, la toilette avec un pain de savon.
 - Béa confectionne elle-même khôl et mascara, et utilise de la poudre de cacao en guise de fond de teint.
- Cette quantité moindre d'effets personnels permet également à la petite famille de louer plus facilement leur maison quand ils partent en vacances.

Réutiliser ce que vous pouvez

L'achat d'occasion et l'utilisation de produits réutilisables plutôt que jetables permettent de réduire drastiquement ses déchets :

- L'essuie-tout est remplacé par des torchons,
- les gobelets jetables par des verres,
- la nourriture est achetée en vrac pour éviter les emballages inutiles, les produits frais sont transportés dans des bocaux en verre.

Recycler quand vous n'avez pas le choix

Imprimer les photocopies des cours de vos enfants recto-verso, ou recycler les bouteilles de verre comme le vin ou la limonade **permet également de réduire ses déchets.**

Composter tout ce qui vous reste

Le compostage permet de **réduire environ de moitié les déchets restants** après le tri sélectif. épluchures de fruits et légumes, pelures de sèche-linge, ongles et cheveux coupés, poussière : tous ses éléments allègent d'autant votre poubelle, et permettent de réduire la consommation de sacs poubelles et le recours au ramassage d'ordures.

Pour aller plus loin :

Je veux respecter l'environnement, mais comment dois-je m'y prendre ?
Conseils pour gérer vos déchets organiques dans la cuisine

5 façons de réduire le coût de votre électroménager de 300 €/an

Source : <http://recyclage.comprendrechoisir.com/astuce/voir/252595/les-5-regles-pour-ne-plus-produire-de-dechets>

2°- POURSUIVRE L'AMÉLIORATION DU TRI SÉLECTIF ET DE LA RÉDUCTION DES DÉCHETS

Le tri sélectif fonctionne bien à l'Hôtel de ville avec la prélèvement du papier blanc non souillé. Il fonctionne également à Garosud.

Un objectif à venir, c'est de le faire fonctionner également sur l'ensemble des structures municipales



UNE RESTAURATION SCOLAIRE QUI LUTTE CONTRE LES GASPILLAGES ALIMENTAIRES

ENJEUX

Le rapport sur le gaspillage alimentaire du député Guillaume Garot, rendu public le 14 avril, aura une rapide traduction législative : les principales mesures se grefferont au projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte.

Si c'était un pays, ce serait le troisième émetteur de gaz à effet de serre, derrière la Chine et les Etats-Unis et devant l'Union européenne : au plan mondial, le gaspillage alimentaire pèse 1,3 milliard de tonnes par an (160 kg/hab.) et génère 3,3 milliards de tonnes équivalent CO₂, selon l'Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). **Cette production perdue entre le champ et l'assiette mobilise 1,4 milliard d'hectares, soit une surface plus vaste que le Canada, et 350 km³ d'eau, soit trois fois la capacité du lac Léman.** En France, chaque habitant jette autour de **30 kg** par an de nourriture, dont 7 non débballés, selon l'Ademe ⁽¹⁾.

Guillaume Garot voit dans l'action anti-gaspi un enjeu à la fois éthique, 30 à 50 % de la production alimentaire mondiale est perdue quand **800 millions** de personnes souffrent de la faim, selon la FAO), économique (une famille française de quatre personnes dilapide **400 euros** par an en achats de denrées non consommées, selon l'Ademe) et environnemental (émissions de gaz carbonique, consommations d'eau, d'engrais et de pesticides sur des terres inutilement mobilisées).

Si « chaque maillon de la chaîne » (production, stockage, transport, transformation, distribution, consommation) est concerné, selon Guillaume Garot, c'est avant tout sur les grandes surfaces et petits commerces, où sont gâchées chaque année 750 000 tonnes de denrées (Ministère de l'Ecologie, 2011), que portent les propositions de son rapport.

Source: La Gazette.fr

Publié le 15/04/2015 • Par Laurence Madoui

ECOREPERES

LA LUTTE CONTRE LES GASPILLAGES ALIMENTAIRE DANS LA LOI DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN COURS

Ainsi, les grandes surfaces auront l'interdiction de jeter de la nourriture consommable ou d'en détruire. Elles seront obligées de signer des protocoles, afin de faciliter les dons alimentaires, avec des associations de solidarité, le don pouvant faire l'objet d'une déduction d'impôt. (établissement des conventions avant le 1^{er} juillet 2016).

Les missions de l'Ademe sont également élargies à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Pour atteindre l'objectif de réduction de moitié du gaspillage alimentaire en France d'ici 2025, un autre amendement a introduit une hiérarchie des actions à mettre en place par chaque acteur de la chaîne alimentaire : tout d'abord la prévention du gaspillage, puis une utilisation des invendus vers la consommation humaine, puis la valorisation destinée à l'alimentation animale et enfin l'utilisation à des fins de compost pour l'agriculture ainsi que la valorisation énergétique (notamment par méthanisation). Aujourd'hui, lorsqu'un distributeur refuse la livraison de produits sous marque distributeur, l'industriel ne peut les donner même s'ils sont encore consommables. L'amendement l'autorise à les distribuer après que le distributeur les ait refusés. Les distributeurs du secteur alimentaire ne pourront plus délibérément rendre leurs invendus alimentaires impropres à la consommation ou à toute autre forme de valorisation. **"Il est choquant et même scandaleux de voir de l'eau de Javel déversée sur les poubelles des grandes surfaces contenant des aliments parfaitement consommables"**

Source : Actu-Environnement—Dorothée Laperche— 25 mai 2015

RESULTATS

La ville de Montpellier défend avec constance des valeurs fortes pour la restauration scolaire. Dans le cadre plus global d'un projet éducatif, celle-ci doit répondre à des critères de qualité nutritionnelle et gustative, de sécurité, de prévention santé. Sur 20 000 enfants scolarisés dans les écoles publiques de la ville, plus de **10 500** d'entre eux déjeunent régulièrement dans les restaurants scolaires. « Depuis toujours, la cuisine centrale et la ville sont attachées à promouvoir un service de qualité pour les enfants. Une démarche de sa part qui va bien au-delà de ce que la réglementation impose en termes de diététique et de qualité. A travers sa politique sociale, le Conseil Municipal a voté la mise en place de plusieurs mesures qui apportent un large soutien aux familles, afin que les enfants puissent bénéficier de la restauration scolaire.

La ville prend en charge 70% du coût total du repas et de l'animation de la période interclasse, permettant ainsi de maintenir les tarifs à un niveau acceptable pour tous les concitoyens.

Mobilité

Sur 11 véhicules de livraison, 9 fonctionnent au GNV (Gaz Naturel de Ville)

Projet Alimen'terre, un partenariat durable

Dans le cadre du projet

« AlimenTerre », un menu entièrement bio ou/et équitable est mis en place une fois dans l'année..

Pour l'année 2014-2015, le projet « l'Orange, un fruit en or » a inspiré les enfants des restaurants scolaires Spinoza, Garibaldi, Curie, Docteur Roux, Bazille- Dau Clapas, Gambetta, Comte, Ferry, Pottier-Sibélius, Brel, Galilée, Périclès et Pape Carpentier

Pour l'année 2015-2016, un projet autour des céréales a été retenu.

Nouveau : Menu Alternatif Eco-Citoyen

A partir du mois de novembre 2015, la Direction de la Restauration Scolaire proposera 4 repas Alternatif Eco-Citoyen par an (1 tous les 2 mois), repas sans protéine animale.

Ce repas Alternatif Eco-Citoyen nous invite à agir sur la préservation de nos ressources les plus précieuses et sur notre climat.

(projet présenté dans la partie réservée au Conseil Municipal des Enfants(Les petits Montpelliérains au cœur des enjeux d'éducation au développement durable))

FOCUS



LE PAIN NON DISTRIBUÉ PAR LA CUISINE CENTRALE POURRA ÊTRE COLLECTÉ PAR LE PAIN DE L'ESPOIR.....ACTION D'URGENCE INTERNATIONALE. INTERVENTION ET PROJET DANS LES ÉCOLES.

LE SURPLUS DES REPAS NON DISTRIBUÉ POURRA ÊTRE RÉCUPÉRÉ PAR L'ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL AVEC LAQUELLE LA VILLE DE MONTPELLIER A SIGNÉ UNE CONVENTION DE DON.

Projet tri des bio déchets

Une collaboration avec la Métropole a permis de mettre en place le tri des bio déchets dans certains restaurants scolaires. Ainsi, 10 écoles pilotes (Cheng Du, Churchill, Garibaldi, Heidelberg, Mitterrand, Morisot, Moulin, Rabelais, Spinoza, Verne) ont été sélectionnées pour mettre en place ce tri des bio déchets dans les restaurants scolaires à partir de janvier 2014.



PISTES d'AMÉLIORATIONS

◆ Autre Nouveauté: Pain BIO

A partir du mois de janvier 2016, l'ensemble des restaurants scolaires et des centres de loisirs devraient être exclusivement servi en pain issu de l'Agriculture Biologique.

◆ Etendre le tri des bio déchets à d'autres restaurants scolaires de la ville : 10 à 20 restaurants scolaires supplémentaires devraient mettre en place cette action au cours de l'année scolaire 2015/2016

◆ Participer à la dynamique territoriale, en intégrant progressivement les produits locaux. Favoriser les « circuits de proximité », et augmenter la part des denrées alimentaires bio, raisonnées ou de saison, dans l'élaboration des menus, ce sont des pistes d'amélioration que la cuisine centrale souhaite approfondir en vue d'améliorer la qualité des repas distribués aux enfants, tout en préservant durablement les ressources.



VERS DES MANIFESTATIONS ÉCO RESPONSABLES

ENJEUX

Montpellier bouge, Montpellier gagne : les créations et expositions en cours et à venir, comme les exploits sportifs connus dernièrement, amènent à notre cité une attractivité et une reconnaissance plus que nationales. 2^e Métropole de France pour l'investissement en matière de sport et de culture, Montpellier excelle à susciter l'envie et la curiosité.

De la culture pour tous et en tout lieu, c'est le mot d'ordre et l'objectif majeur de la politique culturelle de la Ville et de la Métropole.

Le Musée Fabre, La Panacée - centre de culture contemporaine, ou encore le Pavillon populaire et le futur centre d'art contemporain, sont autant de lieux d'exception qui mêlent (ou mêleront) excellence artistique et accessibilité pour tous.



ECOREPERES

CULTURE

Avec l'action culturelle, Montpellier favorise la cohésion sociale, le développement économique, l'aide à la créativité et le soutien aux artistes.

En 2015

- Maintien de la gratuité des lieux de culture et grandes manifestations (Comédie du Livre, Agora des Savoirs, Zones Artistiques Temporaires...)
- Aménagement de la salle Louis-Feuillade, nouvel équipement culturel de proximité à La Paillade : 0,3 M€

1,5
M€ 
d'investissements

ÉDUCATION, SPORT, CULTURE... NOS AXES PRIORITAIRES

La Ville de Montpellier s'engage dans une démarche globale d'amélioration de la qualité du service rendu au citoyen, notamment dans tous les secteurs du mieux vivre ensemble, pour créer une ville dynamique, innovante et solidaire.

RESULTATS

Le protocole se démarque du « tout-jetable »

Depuis l'organisation par la ville du Congrès Mondial de l'eau, la ville n'utilise plus de bouteilles plastiques d'eau minérale, lors des manifestations. Ce simple choix permet d'éviter la consommation d'énergie et le transport nécessaires à la livraison et au recyclage de ces bouteilles. Consciente que **le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas**, la ville prouve sa volonté de remplacer progressivement les produits jetables, qui représentent un important coût écologique. Les ventes d'eau en bouteille, en France, représentent 175 bouteilles d'eau chaque seconde, soit 5,5 milliards de bouteilles d'eau par an, dont 4,5 milliards d'eau plate. Les Français boivent 145 litres d'eau en bouteilles par an. La marge de manœuvre est importante pour en limiter le nombre.

En 2012 / 2013 / 2014 / 2015 / La ville accentue sa démarche éco responsable, puisqu'elle continue à ne plus commander d'eau au sein de l'hôtel de ville, soit une économie de près de 4 000 bouteilles / an (grandes et petites) au sein de l'hôtel de ville.

Or il faut ; dans la seule phase de fabrication de la bouteille d'eau,

7 litres d'eau pour en fabriquer une.

Il va de soi qu'une bouteille d'eau parcourt également de nombreux km en camion pour arriver à destination et émet donc des Gaz à Effet de Serre facilement évitables.

FOCUS

DES CONTENANTS REUTILISABLES

En 2014, comme en 2015 cette action a été prolongée et encore accrue. L'équipe municipale affiche sa volonté d'exemplarité. La nouvelle « règle d'or », lors des séances du bureau ou du Conseil, n'est plus de consommer des bouteilles d'eau minérales, mais d'utiliser des carafes et des verres d'eau du robinet.

Un coup de frein a également été donné à la commande de fleurs pour les réceptions.

Vins d'honneur et verres de l'amitié

- Utilisation de vaisselle en dur privilégiée,
- Les agents du protocole sont formés pour améliorer les règles du tri-sélectif,
- Utilisation de vins de producteurs locaux ou ultra locaux, cuvées produites par la ville. La Ville de Montpellier, située au cœur de ce vignoble, a engagé depuis plusieurs années une action originale et innovante, autour de la promotion du vin et de son propre vignoble. Cette démarche globale entre une grande ville et un syndicat de qualité, reconnu Grand Cru du Languedoc, est unique en France et témoigne d'une **volonté commune de promouvoir le terroir et d'accompagner une filière économique**. Par ailleurs la Direction Patrimoine et Biodiversité contribue à la production de jus de raisin.

Egalement en 2015, comme en 2014, et 2013, **65** % des commandes de vins vont vers les Cuvées de Montpellier (production municipale).

De plus, les commandes de vins effectuées par la ville sont exclusivement établies auprès de producteurs régionaux, afin de favoriser les circuits courts.



PISTES d'AMÉLIORATIONS

- ◆ L'approvisionnement en circuits-courts, par l'insertion de clauses dans les marchés « traiteurs »

LE TRAIN DU CLIMAT FAIT ESCALE A MONTPELLIER POUR ACCROITRE LA MOBILISATION

#trainduclimat



LE TRAIN
DU CLIMAT

DU 6 AU 25
OCTOBRE
2015

Présent à Montpellier, le 12/10/2015, La ville et la Métropole, y tiennent un stand d'informations

LE « TRAIN DU CLIMAT », PREMIÈRE MANIFESTATION NATIONALE EXCEPTIONNELLE EN AMONT DE LA COP21



En amont de la 21ème conférence des Nations Unies sur les changements climatiques «Paris Climat 2015 », qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre 2015, SNCF et un collectif de scientifiques et de médiateurs investis dans la recherche fondamentale et la médiation sur le climat, avec le soutien de l'association Météo & Climat, lancent le Train du Climat du 6 au 25 octobre 2015 !

Son objectif : sensibiliser le grand public aux enjeux, impacts et solutions en faveur du climat à travers une exposition itinérante, ludique, et pédagogique conçue par les scientifiques.

Le Train du Climat, labellisé par le Comité interministériel de la COP21,
fera étape dans 19 villes de France

Soutenu par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et par l'UNESCO, ce Train Expo s'inscrit dans le cadre de la Fête de la Science qui investira les lieux publics du 7 au 11 octobre 2015. Les étapes seront organisées en partenariat avec les coordinations régionales de la Fête de la Science et des conférences seront animées chaque jour à bord du Train.

Des partenaires engagés sur la question du climat à l'occasion de la COP21

Le train accueillera à son bord des partenaires mobilisés sur la question du climat présentant leurs actions en matière de lutte contre le réchauffement climatique d'origine humaine (Union des Industries Chimiques, Michelin, SNCF, Union internationale des chemins de fer) et les moyens à mettre en œuvre pour préserver la planète (Centre National d'Etudes Spatiales, AXA, Laboratoires Lehning, Egreen - jeune entreprise proposant des dispositifs de baisse de consommation d'énergie, Génius - constructeur de maisons basse énergie, Lucibel - spécialiste de la LED).

L'Exposition sera ouverte au public de 10h à 19h. Une inauguration officielle se déroulera à chaque étape en présence des élus, des représentants de la communauté scientifique et des acteurs locaux.

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| + Mar. 06/10 : PARIS LYON | + Ven. 16/10 : LA ROCHELLE |
| + Mer. 07/10 : CLERMONT FD | + Sam. 17/10 : NANTES |
| + Jeu. 08/10 : ANNECY | + Dim. 18/10 : BREST |
| + Ven. 09/10 : DIJON | (Expo de 10h à 18h) |
| (Expo de 10h à 16h) | + Lun. 19/10 : SAINT MALO |
| + Sam. 10/10 : LYON | (Expo de 10h à 16h) |
| + Dim. 11/10 : MARSEILLE | + Mar. 20/10 : CAEN |
| + Lun. 12/10 : MONTPELLIER | + Mer. 21/10 : LE HAVRE |
| + Mar. 13/10 : TOULOUSE | + Jeu. 22/10 : DUNKERQUE |
| + Mer. 14/10 : LIBOURNE | + Ven. 23/10 : Fermeture |
| (Expo de 10h30 à 19h) | + Sam. 24/10 : LILLE |
| + Jeu. 15/10 : TOURS | + Dim. 25/10 : NANCY |
| (Expo de 10h30 à 19h) | |





La Ville de Montpellier propose l'exposition « Montpellier au 21^e siècle » du 3 septembre au 1^{er} octobre dans le hall de l'Hôtel de Ville. Cette exposition qui met en valeur les fonds contemporains des Archives municipales fait écho au thème des Journées Européennes du Patrimoine des 19 et 20 septembre prochains, « patrimoine du 21^e siècle, une histoire d'avenir ».

Vernissage le mercredi 2 septembre 2015 à 18h

L'exposition comprend 11 panneaux thématiques abordant l'urbanisme, l'architecture, l'art et les aménagements urbains ainsi que les archives du 21^e siècle. Des documents originaux seront présentés sous vitrines : plans et esquisses d'architectes et d'urbanistes, croquis d'artistes, photographies, documents décisionnels (délibérations, validations officielles de projets...). Ils proviennent des Archives municipales de Montpellier, des Archives de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier. Seront aussi exposées des maquettes du concours de l'Hôtel de ville (Architecture Studio, Rudy Ricciotti), de l'avenue Raymond-Dugrand, du quartier Nouveau-Saint-Roch, conservées par les Archives municipales, la Direction Aménagement Programmation de la Ville de Montpellier et la SERM. Un film présentant le projet de l'Hôtel de ville par les architectes Jean Nouvel et François Fontès réalisé par la Ville de Montpellier et la SERM sera également projeté.

Ce thème invite à réfléchir sur le patrimoine transmis aux générations futures. Il est l'occasion de mettre en lumière les transformations spectaculaires que connaît Montpellier depuis 15 ans.

À la fois documentation du patrimoine et patrimoine elles-mêmes, les archives même les plus récentes racontent l'histoire de Montpellier. A l'heure du tout numérique, cette exposition interroge également sur la conservation et la transmission de ce patrimoine archivistique électronique insoupçonné...

Exposition « Montpellier au 21^e siècle »

Du 3 septembre au 1^{er} octobre 2015 – Espace d'exposition de l'Hôtel de Ville

Entrée libre.

Eric Lambin - « Consommation responsable à l'ère de la mondialisation »



La 4^è conférence de l'Agora des savoirs - saison 7 qui devait accueillir Michel Serres est remplacée par une conférence sur le thème « Consommation responsable à l'ère de la mondialisation », animée par le géographe Éric Lambin, le mercredi 25 novembre, à 20h30 au Centre Rabelais.

La mondialisation a mauvaise presse. On l'accuse d'accélérer les changements environnementaux et d'augmenter les inégalités sociales. Et pourtant, nous bénéficions tous au quotidien des bienfaits d'une consommation de produits originaires des quatre coins de la planète. **Une consommation ouverte sur le monde, gratifiante pour l'individu et responsable sur les plans social et environnemental est-elle possible ?** En jeu une nouvelle forme de gouvernance environnementale à l'échelle de la planète, centrée sur un partenariat entre la société civile, les grandes compagnies multinationales et les consommateurs. La consommation peut-elle être plus qu'une quête matérialiste et inclure une dimension altruiste, en faveur d'un monde plus durable et équitable ?

Géographe, professeur sur les interactions entre l'activité humaine et l'environnement naturel à l'Université de Louvain et à l'Université Stanford en Californie, Eric Lambin mène des recherches sur les relations entre la mondialisation et les changements environnementaux. Il est lauréat du Prix Volvo 2014 de l'Environnement, l'un des prix scientifiques internationaux les plus prestigieux en développement durable. Il vient de publier aux Editions Le Pommier *Le Consommateur Planétaire*.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- ◆ Dans les démarches de développement durable, où il s'agit d'avancer pas à pas, partager les expériences réussies vers des manifestations de plus en plus éco responsables, à l'échelle de la ville.
- ◆ Un cycle de formation pour la mise en œuvre d'une charte « Evénements éco responsables et solidaires » (mutualisation des moyens, commande groupée écoresponsable...).

UNE COMMUNICATION QUI ATTÉNUE SON IMPACT ENVIRONNEMENTAL

ENJEUX

Les acteurs de la communication (directions de la communication, agences, prestataires), du marketing et de l'information prennent conscience de l'importance de leurs impacts environnementaux (papier, énergie...) mais aussi sociétaux (importance des messages, risque de greenwashing...).

Des solutions existent. Les initiatives prises par les fédérations professionnelles, les entreprises, les collectivités le démontrent.

ACIDD l'Association Communication et Information (& Innovation) pour le développement durable, à but non lucratif, son équipe et ses membres œuvrent à :

- contribuer à accélérer la diffusion des idées et outils novateurs répondant aux enjeux de développement durable,
- créer des liens entre les individus et les réseaux,
- créer de nouvelles formes de collaborations et de communication,
- faciliter l'émergence et la concrétisation de projets de développement durable.

Il reste à passer à un changement de comportement global, qui implique beaucoup plus d'acteurs, et l'ambition de former tous les professionnels.



Depuis 2014, tous les courriers de la ville sont affranchis au tarif lettre verte

ECOREPERES

QU'EST-CE QUE L'ÉCOCOMMUNICATION OU LA COMMUNICATION RESPONSABLE ?

C'est une démarche qui vise à minimiser les impacts sur l'environnement liés à la réalisation d'une opération de communication. Elle s'applique dès le stade de sa conception. Le principe repose sur la réduction de la consommation de toutes les ressources (depuis les matériaux jusqu'à l'énergie), et donc la préservation des ressources naturelles, ainsi que sur la diminution et la gestion des déchets et pollutions.

www.ademe.fr/eco-communication

Doit-on privilégier un support papier ou électronique ?

Les deux supports représentent un usage et un accès différents, plutôt complémentaires qu'opposés. Une idée reçue consiste à croire que les supports dématérialisés sont « moins polluants ». En effet, ils ont néanmoins besoin d'un support électronique de stockage de données. Par la fabrication de ces appareils comme par l'énergie nécessaire à leur usage, les impacts existent bel et bien. Pour les documents

électroniques, on veillera à les alléger au maximum, à favoriser le téléchargement à l'envoi systématique.

Des versions téléchargeables sur les smartphones évitent les impressions.

Au niveau des data center, la récupération de l'énergie émise (pour chauffer des immeubles à proximité) peut permettre de réduire l'impact de la e-communication, en la rendant même productrice d'un service nouveau.

Journaux municipaux

En 2015 l'impression des journaux municipaux s'effectue sur papier recyclé (Montpellier, notre ville - 165.000 ex. / Tempo - 10.000 ex.).

Multimédia

RESULTATS

Des choix d'hébergeurs responsables.

Le service multimédia est sensible lors de ces choix de prestataire en hébergement à l'aspect environnemental des data centers.

En effet les data centers sont des immenses consommateurs d'énergie et représente une part non négligeable dans le réchauffement climatique.

Nous avons sélectionné une société ayant une démarche « green IT ».

Ils utilisent un data center dont l'alimentation est pourvu grâce à une usine photovoltaïque. Et le refroidissement des serveurs se fait par captation de la nappe phréatique (et non pas en air conditionné).

Ce data center est celui utilisé pour héberger le site internet de la Ville montpellier.fr

Semaine Européenne de la Réduction des Déchets 2015

Objectif : sensibiliser les agents à la nécessité de réduire la quantité de déchets générée et donner des clefs pour agir au quotidien en prolongeant la vie des produits par le don et la réparation par exemple.

Date : jeudi 26 novembre 2015

Public visé : agents de la collectivité

2 actions :

- Une collecte solidaire en partenariat avec la Métropole et les compagnons d'Emmaüs (contribution à donner une « seconde » vie aux objets du quotidien en bon état et réutilisables et sensibiliser au geste de don auprès des acteurs de l'économie sociale et solidaire)
- Une invitation à l'achat durable : vente de sacs à partir de bâches récupérées par l'association ERCA initiatives – ressourceries 34 (atelier d'insertion).

Lieu : Hôtel de Ville

En complément, quelques exemplaire du Rapport DD 2014 seront consultables et disponibles pour les agents lors de la vente de sacs à la banque d'accueil secondaire du hall de l'Hôtel de Ville.

Brève sur site Intranet :

Appel et relai à la formation à la pratique de l'éco- conduite pilotée par les services Formation et compétences et Parc Auto (mai 2015)

Information journée d'actualité « Territoires en transition énergétique : quel projets ? Quels outils ? » organisée par le CNFPT (23 juin 2015)

« Refaisons le climat » 25 et 26 septembre dans le cadre de la 7^{ème} édition de la Fête de la Biodiversité (septembre 2015)

PISTES d'AMELIORATIONS

- Evaluation des projets de développement durable et démarche d'amélioration continue

EXEMPLAIRE QUI MAITRISE SON IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

ENJEUX

MIEUX POUR LES AGENTS, MIEUX POUR L'ENVIRONNEMENT ET ÉCONOMIQUEMENT VIABLE...

Depuis 2013, l'imprimerie de la ville de Montpellier a été labellisée Imprim'Vert®, en raison de l'amélioration progressive et remarquable, de ses pratiques. Ce label implique la mise en place d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement. La ville a mené dans ce domaine, de manière volontaire, cette démarche d'évolution de ses pratiques professionnelles. Sur le plan social, de la santé et de la sécurité au travail, la production de supports imprimés nécessite l'utilisation de produits qui, s'ils ne sont pas gérés correctement, peuvent porter atteinte à l'environnement (risque d'impacts sur l'eau, le sol ou l'air) ou nuire à la santé et la sécurité de nos agents. Or avec Imprim'Vert®, l'usage des produits toxiques est proscrite.

Pourquoi choisir

Un imprimeur Imprim'Vert®

- Effectuer des achats responsables qui préservent l'environnement et témoignent de votre engagement.
- Renforcer les valeurs éco-citoyennes de votre entreprise, collectivité, ou administration.
- Valoriser votre image en adoptant une démarche écoresponsable.

**IMPRIMER, c'est laisser
une trace, une empreinte
sur une surface,
pas sur l'environnement!**

ECOREPERES

UNE MARQUE RECONNUE



- Près de 2000 imprimeurs, de toutes tailles, sont titulaires de la marque imprim'Vert® en Europe.
- La gestion de la marque est assurée par des acteurs publics engagés dans le développement durable : Pôle d'innovation de l'imprimerie, chambres de Métiers et de l'Artisanat, chambres de Commerce et d'industrie, ADEME, Agences de l'Eau, Conseils Régionaux.

UNE MARQUE CRÉDIBLE

- Les engagements des imprimeurs sont clairs et répondent au cahier des charges Imprim'Vert® fondé sur 5 critères :
 - la bonne gestion des déchets dangereux
 - la sécurisation de stockage des liquides dangereux
 - la non utilisation des produits toxiques
 - la sensibilisation environnementale auprès de la clientèle
 - le suivi des consommations énergétiques
- Les salariés des imprimeries imprim'Vert®, comme leurs dirigeants, sont de réels acteurs de cette démarche environnementale et sont sensibilisés au respect de ces critères.

LE RÉSEAU IMPRIM'VERT

Imprim'Vert® c'est un réseau composé de près de 200 chargés de mission environnement en Chambre de Métiers et de l'Artisanat et en Chambres de Commerce et d'Industrie : les référents Imprim'Vert®. Formés aux Industries Graphiques, ils réalisent la visite du site avant la demande d'attribution.

LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION

La marque Imprim'Vert® est accordée par les comités d'attribution qui valident la conformité du site avec le cahier des charges sur la base d'un dossier de demande d'attribution établi par le référent. L'attribution de la marque est valable pour une année civile, le renouvellement se fait par la suite sur justificatifs. Tous les trois ans, s'ajoute une visite de suivi effectuée par un référent.

RESULTATS

En effet l'imprimerie de la mairie de Montpellier tend à toujours plus de sobriété environnementale :

Le label : Imprim'vert® a pour objectif de mettre en avant les actions concrètes mise en place par les imprimeurs conduisant à une diminution de l'impact sur l'environnement de l'activité.

Ce label comporte un cahier des charges avec ces 5 critères que l'on retrouve également dans le tableau ci-dessus :

Critère n°1 : l'élimination conforme des déchets dangereux

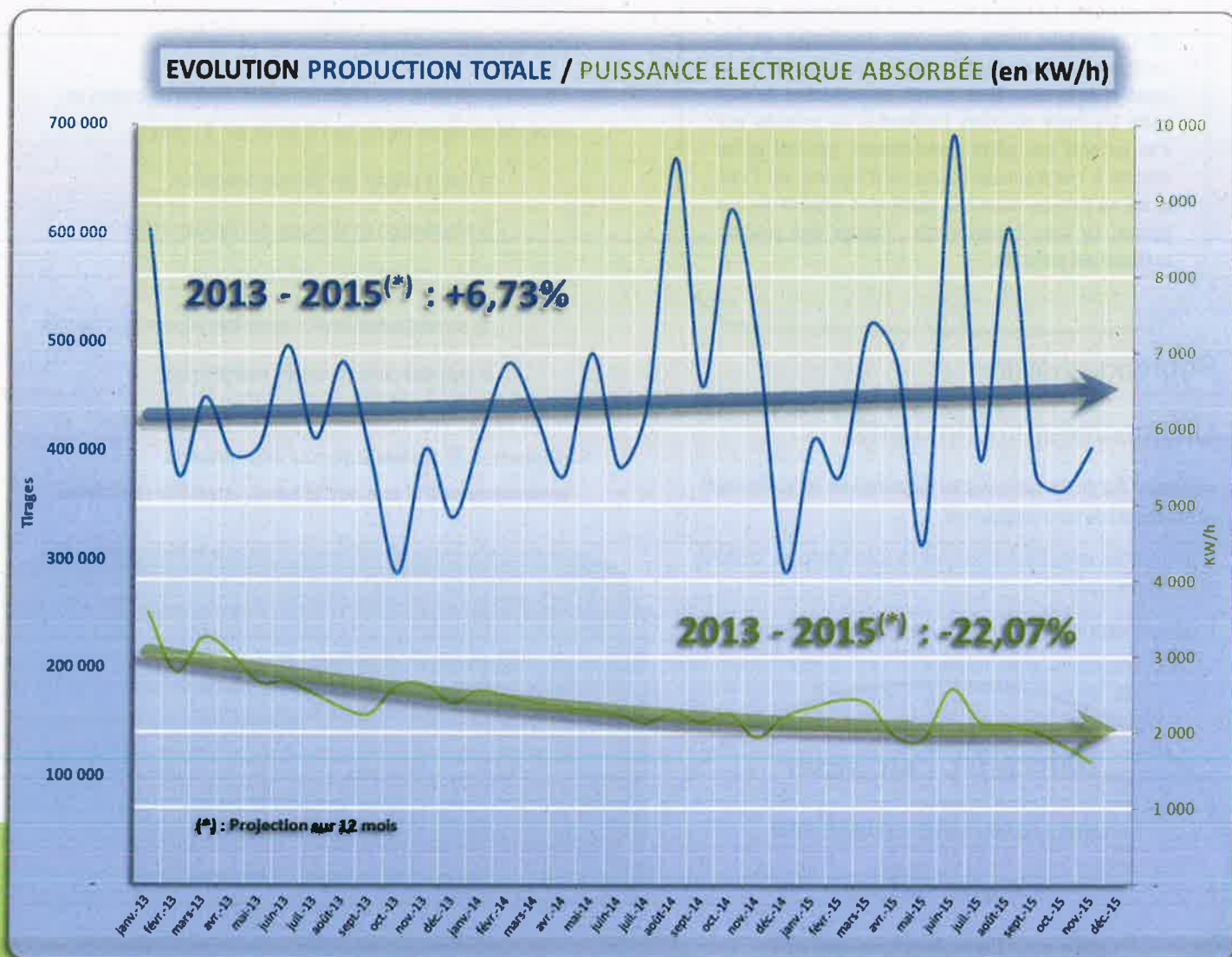
Critère n°2 : la sécurisation des stockages de liquides dangereux

Critère n°3 : la non utilisation de produit toxique

Critère n°4 : la sensibilisation environnementale des salariés et de la clientèle

Critère n°5 : le suivi des consommations énergétiques du site

C'est pour ce dernier critère du label Imprim'vert® que le sous-comptage des consommations énergétiques est important, en effet l'imprimerie du centre municipal Garosud doit disposer d'un compteur d'énergie qui mesure uniquement les consommations de son activité, pour pouvoir faire le suivi de consommation. Voici la courbe de charge de l'imprimerie pour l'année 2013 :



ACTIONS REALISEES EN 2015

La réduction de la consommation électrique en
baisse de **5%**



Imprimeur labellisé
IMPRIM'VERT®

Réaménagement de l'atelier avec l'arrivée de la presse numérique CANON C800.

Construction d'une cloison phonique pour **réduire le bruit** et travailler dans de meilleures conditions de fonctionnement.

Recyclage des consommables d'imprimerie.

Achat d'une armoire de stockage avec bacs pour produits chimiques.

Rénovation des éclairages avec détecteurs de présence.

Renouvellement du label Imprim'Vert pour les trois années à venir.



Source : Imprim'vert

PISTES d'AMELIORATIONS

- ♦ Organiser, pour les agents, et les enfants du Conseil Municipal d'enfants, une visite de l'imprimerie, pour les sensibiliser, en lien avec le référent Imprim'vert®
- ♦ Mettre le label Imprim'Vert ® sur les documents produits par l'imprimerie



ECOREPERES

RESULTATS

Depuis plus de 50 ans la ville de Montpellier tisse des liens avec d'autres Cités : elle est aujourd'hui jumelée avec **11** villes sur les **5** continents.

1°- La structure et ses activités montpelliéraines

De nombreuses activités internationales de la Direction des Relations Internationales sont menées à l'échelle de Montpellier. Le patrimoine qui accueille ses activités se compose de :

- **L'hôtel de Sully** (Maison des Relations Internationales Mandela) : bâtiment inscrit, c'est-à-dire ayant reçu par arrêté, un statut juridique destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique ou architectural. Ce statut donne un cadre aux travaux à effectuer sur le bâtiment, afin d'en conserver le caractère historique. Pour l'ensemble des bâtiments classés ou inscrits les opérations de rénovation thermique nécessitent d'intégrer ce statut protecteur.

- **L'espace Martin Luther King et L'espace Jacques 1^{er} Aragon**

Activités

Le développement de projets bilatéraux et multilatéraux, l'accompagnement et le soutien financier de projets locaux à l'international, l'organisation de manifestations, la gestion d'équipements à destination des associations locales, l'accueil de délégations étrangères et des missions à l'extérieur.

Bonnes pratiques

Avant de programmer une mission à l'extérieur, la ville applique systématiquement une règle de rationalité et mesure l'impact en retombées sur le territoire Montpelliérain.

FOCUS

Fin 2015:

- ♦ le tri sélectif se met en place dans la structure et ses « antennes », en lien avec la Métropole.
- ♦ Les 3 sites sont équipés de matériels hydro économes.

PISTES d'AMELIORATIONS

- Organiser une présentation annuelle de la démarche de développement durable, aux associations accueillies dans les locaux de la ville par la direction des Relations Internationales,
- Communiquer sur le tri sélectif régulièrement dans les 3 bâtiments,
- Faire une plaquette de communication sur la politique de développement durable de la ville, notamment pour informer les visiteurs Montpelliérains et internationaux (une version français et anglais), ou et la mise à disposition de communication pour le public/ Flyer sur la ville –durable, ou et écoresponsable.
- Dans le cadre de la compensation carbone des voyages en avion, avec en amont la question de la limitation des déplacements en avion, à des voyages utiles et ciblés sur des objectifs stratégiques. Puis pour les déplacements restants, il faut envisager de compenser soit, en lien avec une association engagée dans une démarche durable pour un projet de compensation carbone (agro écologie au Pérou (Protocole)...
- La Direction des Relations Internationales souhaiterait être associée à la démarche « Evénements Eco responsables » en cours de réflexion, autour de l'organisation des événements de la ville, la participation au groupe de travail, avec l'ensemble des services concernés,
- Le développement de la visioconférence en fonction des besoins identifiés,
- La valorisation les expertises en matière de développement durable de la ville (réseau de chaleur, biodiversité, éco quartiers, architecture écologique et bâtiments à Energie Positive...), dans le cadre des échanges, l'expérimentation plus ample des visites de sites exemplaires, comme cela a déjà été fait avec l'Ecole Chengdu à Montpellier., visant à accroître la coopération avec les villes jumelles dans la lutte contre les changements climatiques

L'OFFICE DU TOURISME ÉCO-ENGAGÉ

ENJEUX

Forum Tourisme Responsable

Selon le secrétaire d'Etat chargé de la promotion du tourisme, "le slow tourisme/écotourisme est une façon de voyager centrée autour de la recherche d'une expérience authentique, le besoin de prendre son temps, de respecter son environnement et de vivre au plus près de la population locale. Il se caractérise par la recherche de circuits moins empruntés et privilégiant des modes de transports moins polluants". C'est une "filère touristique fortement liée à l'écotourisme et toutes les formes de tourisme prônant une expérience authentique et proche de la nature. Elle regroupe plusieurs formes de tourisme centrés sur l'itinérance, les mobilités douces comme le cyclotourisme, le tourisme fluvial, les chemins de fer touristiques ou encore la randonnée".

Développer un tourisme qui préserve l'équilibre entre les aspects environnementaux, économiques, sociaux, telle est l'ambition du développement touristique durable en général.

A l'échelle de la destination, cela implique de faire de cette ambition le fil conducteur de la stratégie touristique pour le choix du positionnement, des clientèles ciblées, des transports, de la gestion environnementale.

Cela implique aussi d'inciter l'ensemble des opérateurs, hébergeurs, gestionnaires de sites, monuments et services à s'approprier la démarche.

Développer un tourisme durable, dans une ville durable, intégrer la réflexion sur le tourisme au projet de ville, tel est le défi des prochaines années pour le tourisme.

A Montpellier, la ville opte pour un écotourisme urbain, version Montpellier, c'est-à-dire qui tient compte, ce qui est plutôt nouveau, des conditions de ville, aménagements, architecture, urbanisme durable, mais aussi de la mobilité... des modes de communication.

- ♦ Montpellier, c'est 1.015.597 nuitées en 2014 (pour l'hôtellerie à Montpellier) et plus de 5 millions de touristes accueillis sur la Métropole (tous types d'hébergements confondus).



CAP SUR L'ÉCO TOURISME URBAIN !

Ces dernières années, Montpellier s'est fortement développée. Des quartiers entiers sont sortis de terre, déplaçant de fait le cœur de ville vers le sud est, en direction de la Mer.

Antigone de Ricardo Bofill, les Rives du Lez, Port Marianne et sa figure de proue : la nouvelle mairie de Jean Nouvel et François Fontès, immense pièce urbaine constituée d'un bâtiment monumental et d'un parvis. Points communs entre tous ces nouveaux quartiers ? Une architecture contemporaine signée par les plus grands architectes du moment, dans un écrin de verdure propice aux promenades et à la détente. Des constructions raisonnées, véritables villes dans la ville, dotées de grands parcs, régals pour les amateurs de grands espaces et d'architectures de haut vol.

L'extraordinaire oui, mais pas seulement.

A côté de ces grandes signatures et ambitieux projets de développement durable, Montpellier cultive un goût pour la simplicité, et revendique son envie de faire redécouvrir l'ordinaire.

Une balade en vélo jusque la mer toute proche, nez au vent, entre vignes et étangs ; une virée rafraîchissante en canoë sur le Lez, à la découverte de la faune et de la flore qui investissent le fleuve montpelliérain ; des promenades le long du réseau vert et de ses espaces préservés, à observer tantôt cette architecture que le monde nous envie (rappelons que Christian de Portzamparc, Jean Nouvel, Zaha Hadid, Richard Meier, tous honorés du prix Pritzker signent de leur nom l'urbanisme montpelliérain), tantôt ces herbes et autres espèces végétales que l'on ne sait plus voir...

Notre destination tient là une pépite en matière de tourisme. Une offre différente, en phase avec les préoccupations d'aujourd'hui et de demain.

Prendre le temps de vivre, de regarder, sentir, respirer... Apprendre, réapprendre... l'éco tourisme urbain made in Montpellier ...



En moins de trente ans, Montpellier a davantage changé que durant les deux siècles précédents. Elle est passée du 25e rang des villes françaises au 8e rang.

Pour accompagner cette croissance, Montpellier mise sur le développement durable en intégrant le long terme, l'environnement, le progrès social et le dynamisme économique dans sa stratégie urbaine. Après « Port Marianne - Rive gauche » situé au Sud de la ville dans le prolongement du quartier Jacques Cœur, le long du Lez, entièrement conçu selon les principes du développement durable, Montpellier entre de plein pied dans le concept d' EcoCité, en vue du Montpellier des années 2030. Cela se traduit par la mise en place d'une politique globale qui dépasse largement le cadre environnemental initial, pour appliquer à toute la ville, les notions de développement durable et de respect de la biodiversité. Cela en tenant compte, partout, des aspects environnementaux, sociaux, urbanistiques, et économiques.

L'ensemble de ces actions va permettre d'inventer la ville de demain en ayant toujours à l'esprit, comme Montpellier le fait depuis des dizaines d'années, que tous ces efforts ont pour finalité principale de maintenir l'habitant au cœur des préoccupations et en résumé, de mettre l'humain au cœur du projet urbain.

Concrètement...

Un tourisme durable qui s'appuie sur l'existant, mais qui, en changeant les mentalités, peut aussi aider à changer la ville... au bénéfice de tous, touristes comme habitants.

Une démarche qualité soutenue par l'Office de tourisme, qui lui-même s'engage et partage cette sensibilité écoresponsable avec ses adhérents et visiteurs.

A noter par exemple que l'office du tourisme, compte **8 adhérents hébergeurs (résidences, hôtels, campings...) labellisés Clé verte**. Un label international regroupant les hébergements respectueux de l'environnement et des ressources naturelles, qui satisfait des critères portant sur l'eau, l'énergie, les déchets, les produits d'entretien...

FOCUS



Clé Verte

Découvrez l'architecture contemporaine de Montpellier avec la toute nouvelle [application audioguide Montpellier contemporain](#), créée par l'Office de Tourisme de Montpellier.

- Itinéraire, commentaires, interviews d'architectes
- Découverte de cette architecture à son propre rythme et selon ses envies
- Informations historiques commentées et qualifiées

L'intégration de fonctionnalités telles que la géolocalisation, le déclenchement d'alertes au passage à proximité de lieux commentés dans l'application et la réalité augmentée optimisent la découverte.

TOURISME LOISIRS



PISTES d'AMELIORATIONS

- Poursuivre la dynamique en lien avec la Métropole

SE FONDRE DANS LE PAYSAGE

Je pratique le tourisme durable - solidaire et responsable - en respectant l'authenticité culturelle et les milieux naturels des sites qui m'accueillent. Quand c'est possible, je donne la priorité au train pour mes voyages.



Source: ADEME

RIEN À JETER !

Quel que soit mon lieu de vacances, je ne perds pas mes bonnes habitudes : je trie mes déchets et je respecte l'environnement.

Source : ADEME



PASSEZ AU DURABLE
ÇA MARCHE !
DU 17 AU 19 AVRIL
SOMMAIRIS
ENVIRONNEMENT
DURABLE

Epanouissement de chacun dans son cadre de vie

VISION DE VIE SI M'ÉTAIT CONTÉ



1

**LA VILLE AU SERVICE DE LA
QUALITE DE VIE DES
MONTPELLIERAINS**



ENJEUX GLOBAUX

La qualité de vie en ville , c'est d'abord des espaces de nature pour se détendre, se rencontrer, respirer, jouer ou s'isoler. Mais la nature en ville nous rend aussi d'autres services comme capter les poussières en suspension et certains polluants, stocker le CO², réguler les pics de chaleur en été, atténuer le bruit, éviter les inondations en cas d'orage ou maintenir la biodiversité. Demain, si nous nous en donnons les moyens, les espaces de nature en ville pourraient même devenir de sérieuses sources d'appoint alimentaire : en jardinières, sur les toits, dans les jardins, au coin des rues, nous pourrions semer, planter et récolter une partie de nos fruits et légumes, et concourir ainsi à une amélioration de la qualité de vie.

La qualité de vie, c'est aussi un réseau urbain de transports en commun performant, des vélos en libre service, des véhicules partagés, le co voiturage, la marche à pied, favorisée par les aires piétonnes, qui permettent d'offrir de nouveaux services de substitution à l'« auto-solo » (une seule personne par voiture).

La qualité de vie en ville, c'est aussi une voirie progressivement réparée et entretenue régulièrement.

La qualité de vie, c'est promouvoir l'expertise d'usage et la participation des habitants, cela permet de développer la connaissance partagée, les sciences participatives, les débats de fond, de travailler avec des chercheurs, des acteurs locaux pionniers...

Mais la qualité de ville c'est aussi un habitat écologique, économe et résistant aux températures d'été (confort d'été), des aménagements piétons, cyclables, et des citoyens qui s'approprient les outils mis à leur portée, pour agir et consommer autrement.

UNE VILLE SANTE

ENJEUX

Le Languedoc-Roussillon présente des caractéristiques particulières ou un niveau particulier de risques : le vieillissement de la population, particulièrement évident dans la région, ainsi que l'augmentation de la population en situation précaire posent des problèmes de nutrition et de prise en charge. L'alimentation de type méditerranéenne, dont les bienfaits pour la santé sont reconnus, est progressivement remplacée par une alimentation mondialisée, standardisée et peu variée, ce qui entraîne, avec le développement de la sédentarité, une épidémie d'obésité/diabète avec, entre autres, des conséquences cardio-vasculaires. Parmi les maladies émergentes, il faut noter certaines formes de cancer, des maladies neurodégénératives (Alzheimer), et nombre de maladies infectieuses et parasitaires qui, du fait des échanges constants avec la région, risquent de se développer, les vecteurs ou réservoirs étant présents sur notre territoire. Une réflexion des responsables locaux et de la population est à l'œuvre.

En regard des changements climatiques en cours, le développement et la valorisation des services d'aide à la personne âgée (dont éloignement), ainsi que la gestion intégrée des divers systèmes d'observation, pour disposer d'outils de prévision et d'anticipation, notamment des maladies émergentes à vecteurs, est à surveiller.

Source : « Développement durable et changement climatique en Languedoc-Roussillon : Facteurs-clefs, Évolutions et Risques » - Agropolis International.

ECOREPERES

La ville au travers de la Maison de la Prévention Santé, mène une veille sur les recherches, études et stratégies d'approches sur ces nouveaux risques.

Montpellier : membre actif du réseau "Villes Santé" OMS

Montpellier est membre du Réseau Français des Villes-Santé de l'OMS depuis sa création en 1987, elle a été une des premières villes à adhérer à cette association.

« À l'initiative de Montpellier, nous avons créé le réseau régional Grand Sud ».

Comment la Ville aborde-t-elle les questions relatives à la santé ?

En Occident, nous pensons à tort que la santé se résume au traitement des maladies et des organes malades.

Travailler pour la santé, c'est d'abord une stratégie et nous avons beaucoup à apprendre de la médecine traditionnelle chinoise, basée sur la prévention. La Ville de Montpellier a fait le choix de mettre l'accent sur l'information en matière de santé et de prévention. Elle soutient pour cela les associations et travaille en synergie avec elles. Cela va dans le sens de ce que devrait être la médecine. Pas seulement une médecine curative, mais une médecine préventive.

Quelles sont les actions "santé" menées par la Ville ?

Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action que nous menons directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives.

La Ville installe des défibrillateurs, vaccine gratuitement, informe sur le don d'organes, propose avec l'Etablissement Français du Sang (EFS), des collectes de sang et de plasma.

Sans oublier, les deux fleurons de notre politique santé : la Maison de la prévention santé, ouverte en 2007 et la Comédie de la santé, dont nous avons organisé la 8e édition en mai 2013. Nous nous basons sur la terminologie de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui définit la santé comme le bien-être physique, psychologique et social.

Comment la santé s'inscrit-elle dans le cadre plus général des politiques de la Ville ?

Une des missions de la municipalité est d'assurer le bien-être de ses habitants. Cela passe par des politiques touchant à l'urbanisme, au logement, à la préservation de la biodiversité, à l'environnement, à la mise à disposition de moyens de transports doux... Toutes ces actions plurimodales, coordonnées par la Ville, contribuent indirectement, mais sûrement, à la santé de tous les Montpelliérains.

maison
de la
prévention
santé



Le Service Communal d'Hygiène et Santé

La Maison de la prévention Santé

Actions sur la thématique du développement durable en 2015

La Maison de la prévention santé, espace municipal permanent d'information, d'orientation et de réflexion sur la promotion de la santé, ouvert à tous en plein cœur de ville, développe des thématiques de santé publique. La structure, qui accueille plus de 1 000 personnes par mois autour de ces thèmes (sexualité, alimentation, sommeil, environnement, recherche...), a développé depuis 2009 de nombreuses actions de sensibilisation sur le développement durable.

Un Café Seniors

Jeudi 19 février à 15h

Café seniors « Accidents domestiques, chutes : comment les prévenir ? »

Animé par le Pr Hubert BLAIN (Centre de Prévention et de Traitement des Maladies du Vieillissement Antonin Balmes du CHRU de Montpellier)

Les accidents domestiques ne touchent pas que les plus jeunes. A chaque âge, ses problèmes. Chaque année, près d'une personne de plus de 65 ans sur trois (soit 2 millions de personnes) est victime d'une chute. La baisse de la vue, la perte d'équilibre, l'ostéoporose, les malaises, des problèmes cardiaques... sont autant de causes possibles de ces accidents.

Un Café des Parents

« Comment bien préparer l'été des enfants, des ados... et des parents ? »

Dans le cadre de ses thématiques mensuelles, la Maison de la Prévention Santé et l'Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault, se sont associés afin de proposer un espace de rencontres et d'échanges, ouvert à tous les parents. Animé par l'Ecole des Parents et des Educateurs (EPE 34).

DES EXPOSITIONS

- « LE BRUIT UNE POLLUTION QUOTIDIENNE » (EDENEM)

Extrait de l'exposition 21 panneaux sur l'environnement.

Plus d'un français sur deux se déclare gêné par le bruit lorsqu'il est chez lui. Cette exposition explique les différents types de bruits, et les façons d'éviter d'en produire.

- « POUR COMPRENDRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE » (Double Hélice)

En 1988, un groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé regroupant plus de 2500 scientifiques. Les informations présentées dans cette exposition sont issues de leur travail.

Qu'est-ce que l'effet de serre ?

Quelles conséquences sur la planète ?

Qui émet des gaz à effet de serre ?

Quelles sont les solutions politiques et technologiques ?

Que pouvons-nous faire ?

« MOUSTIQUE TIGRE » (EID MEDITERRANEE)

Parce que les moustiques sont vecteurs de nuisances, et pour certains de maladies parfois graves, la Ville de Montpellier avec l'EID Méditerranée propose une exposition dont l'objectif est de mieux comprendre l'extension et la progression du « Moustique Tigre », les stratégies de lutttes (les moins impactantes pour l'environnement) contre la prolifération ainsi que la prévention sanitaire (lutte anti vectorielle)....

DES OUVRAGES À DISPOSITION DU PUBLIC ET DES PROFESSIONNELS

sur la thématique de la santé et du développement durable.

Le Pôle Technique d'Inspection Sanitaire du SCHS

Les missions principales des inspecteurs de salubrité assermentés du SCHS concernent notamment les thématiques suivantes:

- ▶ Hygiène du milieu
- ▶ Lutte contre l'habitat indigne
- ▶ Lutte contre le bruit
- ▶ Inspections au titre de la sécurité sanitaire des aliments
- ▶ Lutte anti-vectorielle et salubrité ; désinfection, dératisation, désinsectisation. Lutte contre le moustique tigre
- ▶ Maîtrise de la population animale dans la ville-en matière sanitaire (pigeons, Etourneaux...) Mais le service intervient également dans le domaine des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE**) avec la présentation des dossiers d'autorisation au Conseil Municipal ; de la qualité de l'air ou des enquêtes sanitaires en cas de maladie à déclaration obligatoire, telle que la légionellose, les intoxications au CO (Monoxyde de carbone), la lutte contre le saturnisme...

ICPE : Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée (Installation Classée Pour l'Environnement). Elles sont soumises à un régime d'autorisation, d'enregistrement, de déclaration en fonction de l'importance des risques qui peuvent être engendrés. La législation des ICPE confère à l'Etat des pouvoirs d'autorisation ou de refus de fonctionnement d'une installation ; de réglemations, de contrôles, de sanctions.

Concernant le « focus » sur l'Habitat :

L'objectif premier de ces contrôles est d'encourager les propriétaires à réhabiliter l'habitat ancien.

Lorsque le logement est vétuste, un courrier est envoyé au plaignant et au propriétaire, indiquant les infractions au Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault (R.S.D.) relevées, et afin d'y mettre fin, les travaux urgents à effectuer.

En cas de présence de critères d'insalubrité, le technicien en charge du dossier prépare un rapport technique, transmis au Préfet via l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon (A.R.S), et demande le classement en insalubrité rémissible ou irrémédiable, ou en interdiction d'habiter par Arrêté Préfectoral via le CODERST.

Garantir Hygiène et salubrité publique

Par délibérations des 12 juillet et 22 septembre 1893, la Ville de Montpellier s'est dotée d'un Bureau Municipal d'Hygiène.

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé exerce au nom de l'Etat, les missions de prévention santé / vaccinations obligatoires, contrôle du respect des règles d'hygiène dans la cadre de la protection de la santé publique (salubrité de l'habitat, hygiène des commerces de bouche, prélèvement d'eau potable ...) et les missions de salubrité (dératissage, désinfection).

A ce titre, la Ville reçoit une Dotation Générale de Décentralisation (DGD) (décret n° 84-1105 du 10 décembre 1984 et arrêté du 9 septembre 1985).

En plus des missions déléguées d'Etat, le SCHS applique les pouvoirs de police du Maire en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Synthèse au 30 Aout 2015

- Nombre de dossiers en insalubrité réparable : 4
- Nombre d'impropre à l'habitation : 1
- Procédure d'urgence pour danger imminent (L 1311-4) : 0
- Nombre d'arrêtés pris par l'ARS : 5
- Nombre de levée d'insalubrité pris par l'ARS : 0

Il convient également de noter l'investissement du service dans le traitement des dossiers présentés au titre du Droit au Logement Opposable (loi DALO n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant un Droit Au Logement Opposable) : Par an une soixantaine de logements ont fait l'objet d'une inspection, pour constater notamment les éventuelles infractions au Règlement Sanitaire Départemental et définir si le logement respecte l'ensemble des critères de décence fixés par le Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002.

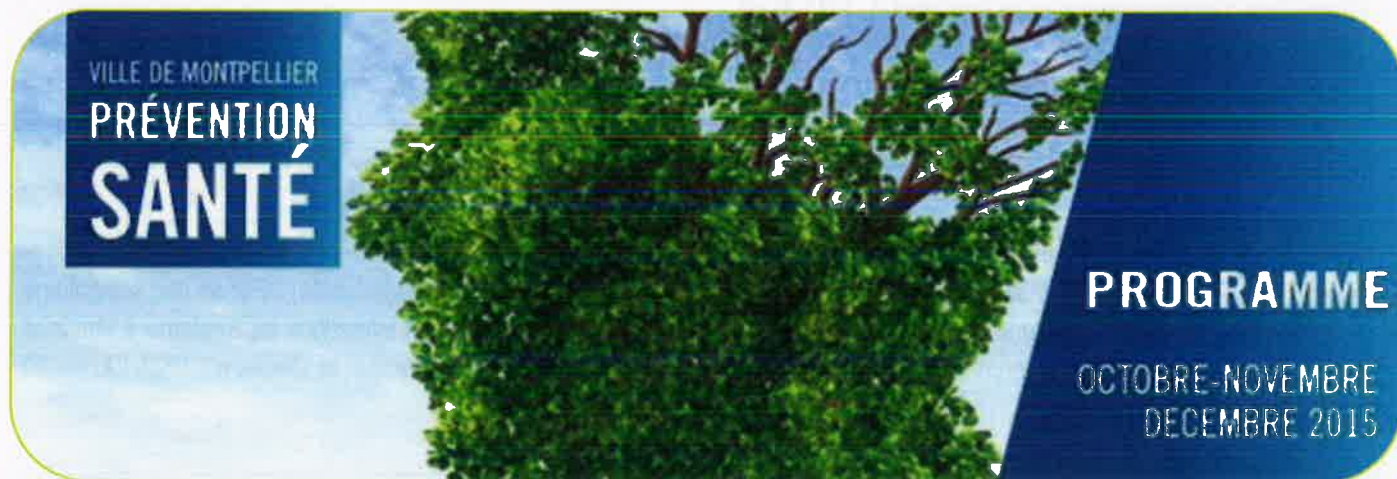
Une opération de dépistage du saturnisme infantile sur un secteur défini de la ville de Montpellier est mise en place en association notamment avec l'Agence Régionale de Santé du Languedoc Roussillon, la CAF 34, le Conseil Départemental de l'Hérault, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault sur le secteur Nord-Ecusson.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Concernant le pôle 3D (Dératisation/Désinfection/Désinsectisation) du SCHS : poursuite de la mise en place de produits Biocide sans impact sur l'environnement .

Pour une meilleure préservation de l'Environnement, le SCHS met en place une politique raisonnée des insecticides et rodenticides dans le cadre de sa lutte anti-vectorielle par:

- un strict respect des traitements exigés et adaptés à chaque situation, en privilégiant des méthodes alternatives (pièges mécaniques) et en maîtrisant la dispersion des produits (boîtes raticides sécurisées , gel insecticide), ainsi qu'une formation des agents débouchant sur un agrément Certi-biocide obligatoire depuis 2015 pour l'emploi de ces produits Biocides.



LES DONNEES PUBLIQUES ENVIRONNEMENTALES ACCESSIBLES A TOUS

ENJEUX

La France porte une tradition de transparence démocratique et de partage des informations détenues par la puissance publique. Dans le droit fil de cette tradition, une politique ambitieuse a été engagée depuis deux ans, notamment en matière d'ouverture des données publiques. Aujourd'hui, plus de 13 000 jeux de données sont disponibles sur data.gouv.fr, et la France est désormais sur la 3e marche du podium mondial de l'open data. En 2016, la France prendra la présidence du "Partenariat pour le gouvernement ouvert" (Open Government Partnership).

ECOREPERES

DONNÉES SUR LA PRODUCTION DE DÉCHETS DANS LE MONDE : Difficile à estimer, ce chiffre varie de 3.400 à 4000 milliards de kilos par an, soit de 80 à 126 tonnes de déchets générés chaque seconde !

Chaque jour, l'activité humaine produit environ plus de 10 milliards de kilos de déchets. Le flou entourant les chiffres des déchets toxiques ou dangereux (solvants, ...) est important. Entre 2008 et 2020 la quantité de déchets devrait augmenter de 40% dans le monde.

DONNÉES SUR LA PRODUCTION D'ARBRES PLANTÉS EN FRANCE

En France, chaque seconde, 2,2 nouveaux arbres sont plantés (compteur), soit 70 millions de nouveaux arbres par an (2013). C'est ce qui explique que la forêt française augmente régulièrement de taille avec 35 000 hectares par an, et avec 1 400 000 000 arbres. Et d'ailleurs, la forêt française n'est pas en danger, mais voit sa superficie stabilisée depuis 2006 et commencer à régresser vers 2013-14. Elle n'a jamais été aussi vaste depuis le Moyen-âge. Elle occupe actuellement **29.4%** du territoire soit 20.6 millions d'hectares. Cependant, dans le contexte de déforestation planétaire, la gestion de la forêt française doit assurément être durable, et permettre de maintenir sa superficie stable, voir de l'accroître dans le cadre de l'adaptation au changement climatique (fonction puits de carbone). Aussi, le développement de la filière biomasse doit-il être envisagé dans cette adéquation d'équilibre durable, et de renouvellement de la ressource.

<http://www.planetoscope.com/>

CORUM

Numérique & Transitions

les **interconnectés**
2 & 3 DÉCEMBRE 2015

Dans le contexte particulier de la création de la Métropole Montpellier Méditerranée, l'année 2015 a été marquée par un transfert complet des compétences liées au numérique au sein de la nouvelle entité administrative.

Dès lors, aucune animation numérique particulière rattachée au développement durable n'a été réalisée uniquement par la Ville de Montpellier. Les actions portant cette thématique sont pilotées par la Métropole de Montpellier et s'articulent particulièrement autour de **la politique de ville intelligente** (smart city) lancée en 2012 par l'agglomération de Montpellier en collaboration avec IBM (<http://www.entreprendre-montpellier.com/entreprendre-grands-projets/la-cite-intelligente>).

Toutefois, la Ville de Montpellier a continué lors de cette phase de transition de soutenir activement sa démarche de mise à disposition des données publiques (open data), en travaillant activement autour des données relatives aux questions de développement durable. Cette action s'est par exemple concrétisée dans la réalisation d'un compteur urbain présentant de manière dynamique plusieurs chiffres clés de l'action municipale dans tous les domaines dont ceux autour de l'environnement comme : **la production de plantes, les volumes d'eau économisés, la gestion des déchets.**

Espace Public

Déchets ramassés

2 340 203 kg

Interventions pour affichage sauvage

25 073 interventions

Tags effacés

41 789 tags

Mètre de trottoirs lavés

12 815 398 mètres

Mètres balayés

161 585 453 mètres

Dépenses nettoyage ville

9 472 250 k€

Source : Ville de Montpellier DEP

Paysage et Nature

Production de plantes

89 150 unités

Eau économisée pour l'arrosage

83 578 588 litres

Nombre d'arbres plantés

216 arbres

Source : Ville de Montpellier DIPAN

LES PETITS MONTPELLIÉRAINS, AU CŒUR DES ENJEUX D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE

Le Conseil Municipal d'Enfants vote le Menu alternatif éco citoyen

ENJEUX

COOPERER avec le CONSEIL MUNICIPAL d'ENFANTS

Le Conseil municipal d'enfants a été créé en 1993 par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier pour l'aider en proposant des idées et des projets qui pourront être réalisés avec l'aide des services compétents de la mairie.

Des écoles réparties dans des quartiers de la commune sont choisies afin de participer au Conseil municipal d'enfants.

Ce sont les enfants des CM2 qui participent à ces conseils. Ils élisent tous les ans les Conseillers municipaux enfants qui les représentent auprès de la commune.

Une fois élus, les conseillers travailleront en se réunissant deux fois par mois, hormis durant les vacances scolaires, dans leur quartier, avec un animateur et des agents qui mettront leur savoir-faire à leur disposition. Parmi les différents projets votés en 2015, celui du Menu alternatif éco citoyen qui va permettre à la ville de **réduire son empreinte écologique**, grâce à l'intégration de protéines végétales tout en veillant à l'équilibre alimentaire.

ECOREPERES

Repas alternatif du 19 novembre 2015

Salade d'endives

Haricots rouges à la tomate

Riz basmati

Dessert au soja aromatisé au chocolat

Pomme de production locale

COP21
MONTPELLIER
POUR LE CLIMAT



En proposant régulièrement aux écoliers des Menus découverte*, la Ville contribue à l'éducation au goût des jeunes générations. Dans le cadre de ce repas alternatif éco-citoyen, elle confirme la volonté de réduire son empreinte écologique. Avec 11 400 repas préparés et servis en moyenne chaque jour dans les 84 restaurants scolaires, la Ville représente en effet un important producteur alimentaire, dont les choix ont un impact réel sur l'environnement.

*Menus du monde, régionaux, concoctés par les enfants.

Avec le repas alternatif, l'apport nutritionnel en protéines est respecté. Les protéines animales (viande, poisson et œuf) qui contiennent les 8 acides aminés essentiels sont remplacées par **l'association légumineuses (soja, lentilles, haricots blancs, rouges, flageolets...) et céréales (quinoa, seigle, épeautre...) qui offre la même couverture de ces besoins de l'organisme.**



FICHE PRESSE

CONSTAT / A l'échelle de la planète, **805 millions** de personnes, soit **1 sur 9**, souffrent de la faim dans le monde. La grande majorité de cette population vit dans des pays en développement. Selon le PNUD, **600 millions de personnes supplémentaires** pourraient les rejoindre d'ici à 2080 à **cause des changements climatiques**. Or, les principales victimes des conséquences des dérèglements climatiques sont celles qui en sont le moins responsables. **Repenser les modèles agricoles** est le seul moyen de s'adapter aux changements climatiques, et d'entrer dans une démarche de **justice climatique** pour les pays émetteurs.

REPAS ALTERNATIF ÉCO-CITOYEN : UNE ALIMENTATION PLUS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES HOMMES

MONTPELLIER MILITE POUR UNE ALIMENTATION SAINES

Dans le cadre du jour du World Food Day (Jour international de l'alimentation), le Président de Montpellier Méditerranée Métropole s'est rendu à Milan. Sous l'égide de l'ONU, Philippe SAUREL a signé le Pacte urbain sur les politiques alimentaires. Un pacte destiné à réduire les gaspillages et à offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre. Outre Montpellier, quatre autres villes françaises (Grenoble, Lyon, Marseille et Paris) s'engagent pour ce pacte, signé également par 69 autres villes étrangères.

LA VILLE DE MONTPELLIER, UN IMPORTANT PRODUCTEUR ALIMENTAIRE

11 400 demi-pensionnaires en moyenne par jour

1 550 000 repas servis par an dans les restaurants scolaires et les centres de loisirs

8 « menus école » par année scolaire

83 restaurants scolaires

1 000 agents municipaux

1 cuisine centrale

78 agents municipaux dont 2 diététiciennes et 2 qualitiennes

10 véhicules frigorifiques

2,9 M € consacrés par la Ville aux achats alimentaires par an

70 % du coût du repas pris en charge par la Ville

11 400 repas, c'est par exemple :

1600 pains de 400 gr

1 300 kg de tomates

11 400 portions de beurre

400 kg de salade

1 200 kg de carottes râpées sur place

250 litres de vinaigrette

1 600 kg de viande fraîche

600 kg de pâtes ou riz

60 kg de beurre

340 kg de Comté

1 600 kg ananas frais

2 600 melons charentais

11 500 pommes.



DES REPAS BONS POUR LA SANTÉ ET LA PLANÈTE

A l'horizon 2050, la population mondiale pourrait atteindre 10 milliards d'êtres Humains. Des solutions simples comme réduire le gaspillage alimentaire avec des portions adaptées à chacun, faire des économies d'eau et d'énergie, préparer des repas à base de protéines végétales, privilégier la production locale et sans pesticide... peuvent contribuer à réduire l'impact environnemental de la consommation.

A titre d'exemple, produire 1 kg de céréales nécessite **10 à 12 fois moins d'eau** et **19 fois moins de surface au sol** que la production d'1 kg de bœuf. Sur le menu éco-citoyen du 19 novembre, 600 kg de riz (soit un besoin de 1 500 l d'eau par kg) ont été achetés à la place de 1 600 kg de bœuf (soit un besoin de 15 000 l d'eau par kg).

Manger des protéines est aussi bénéfique pour la santé. Les légumes secs, les céréales, représentent une bonne alternative à la consommation de viandes, de poissons et d'œufs qu'il est préférable de consommer en quantité raisonnée.

une économie de 23, 1 millions de litres d'eau à la production primaire

Avec les repas alternatifs, la Ville de Montpellier confirme son engagement en matière d'éco-citoyenneté à quelques semaines de la COP21. Ils s'intègrent aussi dans une réflexion plus large engagée par la Ville et la Métropole sur l'agro-alimentaire et son impact environnemental. Dans les cantines scolaires, comme l'a annoncé Philippe SAUREL en octobre dernier à Milan, à l'occasion **du Pacte Urbain sur les politiques alimentaires** « *Montpellier met (...) en place des menus de saison dans les cantines scolaires et entame une réorientation de l'approvisionnement afin de proposer, progressivement et produit par produit, des aliments locaux et de saison, en commençant par le pain, qui sera bio et local à partir de janvier 2016.* »



D'ici à la fin de l'année, 2 autres repas alternatifs sont programmés. Ils sont l'occasion de promouvoir auprès des enfants et de leurs parents une alimentation plus respectueuse de l'environnement et des hommes. C'est aussi pour la Ville un acte en faveur de la préservation des ressources et du climat.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

A l'étude: sur une proposition des enfants du CME, la faisabilité d'un festival permanent du climat, renouvelé chaque année, et permettant de faire participer les Montpelliérains.

LES ÉCOLES, COMME UNE FABRIQUE DU FUTUR !

ENJEUX

Depuis les débuts de l'éducation à l'environnement, les acteurs, qu'ils soient associatifs, issus des sphères de l'Etat ou des collectivités et même parfois de l'entreprise, ont l'habitude d'échanger autour des projets...ils se concertent ! Ainsi de façon informelle ou formelle se sont créés des espaces de concertation, ou plateforme multi acteurs. Dès le début des années 90 des conventions cadres ont été collectivement élaborées et signées par plusieurs partenaires ; directions régionales des ministères de l'écologie, de l'agriculture, de la jeunesse et des sports, rectorats, conseils régionaux, conseils généraux, grandes villes, associations réunies souvent dans les GRAINE... Suivant cette voie indiquée par l'action concrète des acteurs de terrain, le CFEEDD a saisi l'occasion des assises de 2008-2009 pour mettre sur pied avec des services de l'Etat, des collectivités, des syndicats, des acteurs territoriaux organisés et des entreprises un Espace National de Concertation (ENC) pour l'EEDD. Celui-ci mettant autour de la table l'ensemble des parties prenantes, se place dans la perspective d'être force de proposition pour une stratégie de développement de l'EEDD concertée pour la France. En outre, l'ENC est une interface française intéressante pour favoriser les échanges et travailler sur le sujet de l'EEDD à l'échelle internationale. Certaines régions ont mis en place des Espaces Régionaux de Concertation (ERC), des départements ou des territoires infra départementaux créent aussi leurs espaces de concertation, c'est en pleine évolution.

Source : <http://cfeedd.org/papyrus.php?menu=40>

ECOREPERES

LES 9 DÉFIS DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



1. Consommation et production durable
2. Société de la connaissance
3. Gouvernance
4. Changement climatiques et énergies
5. Transport et mobilité durable
6. Conservation et gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles
7. Santé publique, prévention et gestion des risques
8. Démographie, immigration, inclusion social
9. Défis internationaux en matière de DD et de pauvreté dans le monde

Quizz « Quels sont mes gestes pour le développement durable ? »

http://www.developpement-durable.gouv.fr/Quiz-Quels-sont-mes-gestes-pour-le_22072.htm



© Global local

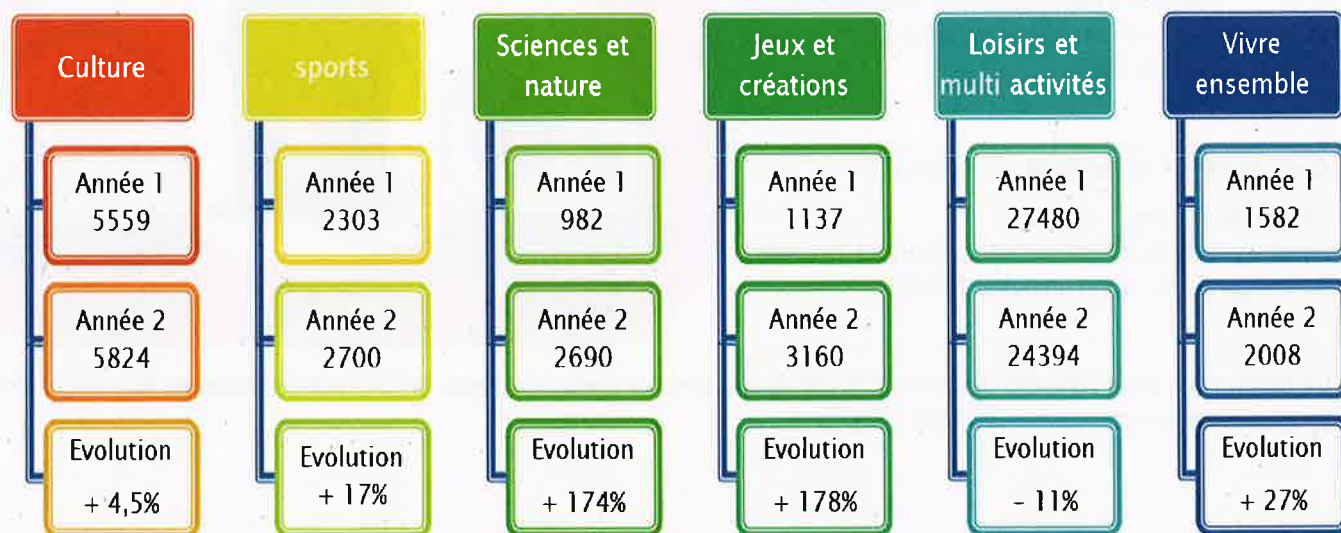
Projet Educatif de Territoire

Appel à projets pour la définition et la réalisation d'activités éducatives périscolaires

Avec les temps périscolaires éducatifs, la ville offre aux enfants scolarisés dans les écoles publiques, un nouvel accès à des activités diversifiées et de qualité.

Les activités périscolaires s'inscrivent dans les projets pédagogiques des écoles élaborés par les responsables ALAE, ainsi que dans la démarche globale portée par la ville de généralisation progressive des Accueils de Loisirs Périscolaires coordonnée par les responsables ALAE et composée d'animateurs municipaux, d'enseignants et d'animateurs vacataires et d'intervenants associatifs.

Evolution de la répartition par thèmes en 2015 (nombre de séances)



Le secteur du développement durable en pleine évolution

RESULTATS

ÉCO RESPONSABILITÉ : LA VILLE COOPERE AVEC L'INSPECTION ACADEMIQUE POUR SIMPLIFIER LA DEMARCHE

Suite à un état des lieux mené par l'inspection académique, sur les projets d'Education à l'Environnement et au Développement Durable prévus dans les écoles de la ville de Montpellier à la rentrée 2015-16, une augmentation de

174 % des initiatives ont été dénombrées, qui pour certaines apparaissent dans différents projets.

Un tableau de synthèse de l'état des lieux des actions des écoles en matière d'éducation au Développement durable a été réalisé.

ACTION COMMUNE AUX ECOLES ET AUX CUISINES

Le service Education y a apporté des éléments propres à la démarche de la ville et à ses réflexions:

- école impliquée dans une dynamique d'Education au Développement Durable (EDD)
- activités TAP « nature »
- Existence d'un « coin nature », d'un composteur, d'un Car à pattes
- Volonté d'inscrire un volet EDD dans le prochain projet d'école ; de lancer un débat COP 21 ou de concourir au label E3D.

Ainsi que ceux déterminés en commun :

Tri des bio déchets

Ecole en secteur ZEP ou politique de la Ville (pour les écoles qui ont au moins un autre critère).



Ce tableau (en page suivante) permettra à la ville de sélectionner quelques **écoles pilotes** susceptibles de faire l'objet d'un accompagnement pour l'année scolaire 2015-2016.

Une proposition de formation commune transmise par l'Inspection Académique, pourrait également s'inscrire dans ce projet. Dans les formations proposées par l'éducation nationale en lien avec nos préoccupations EDD, il faudra noter celle organisée en lien avec l'ALE **le mercredi 4 novembre 2015 de 14h00 à 17h00**. A terme, il s'intitule « Défi Eco Minots ». Ce dispositif est prévu pour 60 enseignants de CE2 CM1 CM2 et peut accueillir éventuellement des animateurs mairie.

Des outils et des informations sont disponibles pour les écoles, sur le site de l'Agence Locale de l'Energie, ou encore auprès de l'Inspection académique. Un travail partenarial entre la ville, l'Inspection académique, et l'Agence Locale de l'Energie vise une mise en cohérence des projets de développement durable sur le territoire.



Un lot d'affiches de ce type est disponible gratuitement pour chaque école élémentaire publique de Montpellier Méditerranée Métropole.

Vous pouvez venir récupérer vos affiches à l'ALE du mardi au vendredi de 10h à 12h30 et de 14h à 17h. En dehors de ces horaires, veuillez contacter Vincent Grivois pour prendre un rendez-vous.

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement complémentaire.

Contact : Vincent Grivois

Tél. 04 67 91 96 95 ou vincent.grivois@ale-montpellier.org

L'école dispose de

L'école est volontaire pour :

ETATS
DES
LIEUX

ECOLE

PROJETS
D'

Type d'école		L'école est engagée dans				L'école dispose de				L'école est volontaire pour :			
Scouts	Mémoires	Scoutisme	CCP ou politique de la ville	une dynamique ISO (normes environnementales ISO)	sur activités TAP "nature"	la tri des déchets	Colonne	Compensateur	Carte postale	matrice de votes ISO au prochain cycle	avoir un dév. COP 21	matrice des éco-citoyens	produit au total ISO
Il. Roucher	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Henry	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Paris	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dubé	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Blanc	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Figuer	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Parole	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
B. J. P. V. V.	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Grand	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moulin	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Moulin	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Boch	MO	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Churchill	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Gambetta	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Amour	MO	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Palmyre	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
West	MO	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mart	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Chenue	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Esprit	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Aspirin	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Parleur	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Begnan	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Bouche	MO	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Charles	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Doris	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Garfield	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Gentle	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Hildeberg	MO	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Morlot	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Witte	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Arlette	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Bouchon	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Colas	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ching Co	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Georg	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Genou d'Art	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Memo	PA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Murand	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Paper	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Rubell	IF	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Renard	CA	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Schiz	QV	X	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

28

9

2

14

5

4

7

LA CRÈCHE : UN LIEU IDEAL POUR LE DURABLE

ENJEUX

La crèche : un lieu idéal pour s'intéresser au développement durable:

- Un lieu à lourd impact sur l'environnement
- Un lieu de vie : pour les enfants et le personnel
- Un lieu d'éducation et d'apprentissage : pour les enfants et les familles
- Un lieu où la santé est au cœur des préoccupations
- Une demande forte des équipes
- La petite enfance : une étape idéale dans une famille pour changer ses pratiques
- Un lieu exemplaire pour les collectivités

ECOREPERES

L'ENFANCE AU CŒUR DU PROJET DE VILLE DURABLE

En termes d'accueil de la petite enfance - crèches, haltes garderies, assistantes maternelles - Montpellier est l'une des villes les mieux classées. Pour le nombre de places par habitant, son offre collective est ainsi supérieure à la moyenne nationale. Montpellier se situe même au 4^e rang des grandes villes françaises, avec près de 5 000 places d'accueil pour les bébés.

La Ville a toujours eu à cœur de développer ses politiques liées à l'enfance, avec pour objectifs d'accueillir au mieux les enfants et de faciliter la vie des familles. 1011 assistantes maternelles accueillent 2 240 bambins. Concernant l'accueil

collectif, 33 crèches et haltes garderies municipales reçoivent 1 350 enfants et mobilisent 600 agents de la Ville. Par ailleurs, 25 structures associatives disposent de 600 places et 13 structures privées offrent 360 « berceaux ». À cela, s'ajoutent les 3 structures du CHU, du Conseil départemental et de la CAF qui gèrent 420 places.

ENFANCE

Montpellier facilite l'accès aux différentes structures dédiées à la petite enfance et adapte son offre de services aux besoins des familles.

EN

- Création de 40 places avec la relocalisation de la crèche Sophie Lagrèze (Centre) : 1,3 M€
- Travaux de réparation sur les établissements municipaux : 1,2 M€



2,5 M€
d'investissements

LES TOUT-PETITS S'OUVRENT AU MONDE DE DEMAIN

Avec près de 5000 petits Montpelliérains accueillis chaque jour dans les structures liées à la petite enfance, Montpellier est l'une des villes les plus accueillantes, pour les jeunes enfants et leurs parents.

Equipements réaménagés, à l'image de la crèche Galineta, et partenariats avec les associations ou la Métropole, ouvrent les portes des Musées et centres d'Art aux tous petits, leur font découvrir la danse dans les Maisons pour tous. La comédie du Livre a proposé d'ailleurs, pour la 1ère fois en 2015, un espace qui leur a été dédié.



FOCUS

Le PLAN CHALEUR PETITE ENFANCE

En synthèse, l'obligation de doter chaque lieu petite enfance de 3 thermomètres, positionnés en 3 emplacements différents et pertinents de la structure, permet aux utilisateurs du bâtiment d'exercer une veille.

Une note a par ailleurs été diffusée à l'attention des responsables d'établissement, leur rappelant les recommandations à suivre en cas de canicule et de grosses chaleurs. Ces conseils sont autant à l'attention des enfants que des adultes.





SYNTHESE DES MESURES DE TEMPERATURES DANS LES CRECHES

1-PREAMBULE

Source Dossier Medico-technique TC97 de l'INRS

Le travail par fortes chaleurs et notamment au-dessus de 33 °C présente des dangers... La canicule ou des conditions inhabituelles de chaleur sont à l'origine de troubles pour la santé voire d'accidents du travail dont certains peuvent être mortels. Les risques liés au travail par fortes chaleurs en été doivent être repérés et le travail adapté.

- **Effets sur la santé**

Fatigue, sueurs, nausées, maux de tête, vertige, crampes... Ces symptômes courants liés à la chaleur peuvent être précurseurs de troubles plus importants, voire mortels : **le coup de chaleur étant une urgence vitale**. Les effets du travail par fortes chaleurs sur la santé sont plus élevés quand les personnes ne sont pas acclimatées et lorsque se surajoutent des facteurs aggravants comme la pénibilité de la tâche ou le travail en extérieur. Une combinaison de facteurs individuels (santé physique, âge...) et collectifs (organisation et conditions de travail) peut ainsi aggraver, ou à l'inverse modérer, les effets de la chaleur sur la santé.

Par ailleurs, il est particulièrement important que les agents soient informés des risques liés à la chaleur, des mesures de prévention à adopter et des premiers secours.

- **Prévention des risques liés au travail par fortes chaleurs**

Conditions de travail : En fonction des données météorologiques et de leur évolution, selon les tâches et les lieux de travail, on peut être amené à :

- Limiter autant que possible le travail physique et reporter les tâches « lourdes »
- Fournir des aides mécaniques à la manutention
- Prévoir des sources d'eau potable à proximité
- Prévoir des aires de repos climatisées ou aménager des zones d'ombre
- Informer les agents des risques liés à la chaleur (signes d'alerte d'hyperthermie et de coups de chaleur) et les modalités de premiers secours en cas de survenue d'un coup de chaleur
- Prévoir des adaptations techniques permettant de limiter les effets de la chaleur (ventilateurs, brumisateurs, store, abris...)

Organisation du travail : des mesures organisationnelles pourront contribuer à la réduction des risques :

- Prendre en compte la période d'acclimatement nécessaire soit un minimum de 7 jours d'exposition régulière (être d'autant plus vigilant si l'agent revient de vacance ou de maladie ou si c'est un nouvel embauché)
- Augmenter la fréquence des pauses de récupération (toutes les heures par ex), permettre des pauses dans des lieux frais
- Limiter si possible l'exposition de l'agent en effectuant des rotations sur des postes moins exposés
- Aménager les horaires de travail afin de bénéficier au mieux des heures les moins chaudes de la journée
- Privilégier le travail d'équipe et éviter le travail isolé
- Permettre à l'agent d'adopter son propre rythme de travail pour réduire la contrainte thermique

Mesures ponctuelles en cas d'été « inhabituellement chaud » :

- L'arrosage par jet d'eau des pelouses environnant le bâtiment – en dehors des cas de restriction d'arrosage – peut contribuer à l'abaissement sensible de la température des parois du bâtiment

3-PRECONISATIONS GENERALES POUR L'ENSEMBLE DES CRECHES :

Référence bibliographique : « Guide d'information et de bonnes pratiques à l'attention des gestionnaires et des professionnels de la petite enfance » - octobre 2012 – Caf Drôme.

Action de protection des apports solaires

- **Installer des volets :**
L'ensemble des parties vitrées sont des points d'entrée de chaleur.
Les portes vitrées, fenêtres, lanterneaux et autres ouvertures de toit doivent donc absolument être protégés, par des mesures correctives (stores ou volets extérieurs par exemple) autant que possible.
- **Maintenir les volets fermés :**
La moitié du rayonnement solaire peut être renvoyé par le sol et les bâtiments environnants. // ne suffit donc pas de mettre la fenêtre à l'ombre, il faut aussi la protéger de cette réverbération.
Des volets fermés sont beaucoup plus efficaces qu'un auvent par exemple.
Il est donc fortement conseillé d'occulter les fenêtres des salles dès qu'elles ne sont pas utilisées.

Gestion de la circulation d'air

- **Installer des ventilateurs :**
Les ventilateurs plafonniers sont plus efficaces ; ils sont donc à privilégier en d'installation de ventilateurs.

Pour maintenir une bonne qualité sanitaire de l'air ambiant, il est nécessaire de veiller à la propreté des grilles de ventilation afin d'assurer un débit d'air suffisant et continu. Les climatiseurs ne semblent pas être interdits dans le cas où une régulation de la température est nécessaire. Les filtres devront donc être vérifiés et entretenus régulièrement.
- **Maintenir les fenêtres fermées en journées et utiliser des ventilateurs**
Pendant les périodes où la température extérieure dépasse les 30°C durant la journée, l'air extérieur devient plus chaud que l'air intérieur, et ce dès 9h-10h le matin.
L'ouverture des fenêtres au-delà de ces horaires provoque alors trop d'entrée d'air chaud, ce qui augmente inévitablement la température intérieure. Même si les courants d'air donnent une sensation de fraîcheur, cela ne fait en réalité qu'amplifier la situation de surchauffe.

Pendant la journée, les fenêtres doivent donc absolument être fermées.
Utiliser des ventilateurs intérieurs permet la même sensation de courant d'air frais qu'une fenêtre ouverte, sans faire augmenter la température.
L'installation de ventilateurs ne résout pas le problème de surchauffe, mais rend la chaleur plus supportable.

Mise en œuvre d'une ventilation nocturne

La ventilation nocturne est le seul moyen d'évacuer la chaleur qui s'accumule dans un bâtiment sans avoir recours à un système de rafraîchissement.

- **Utiliser la ventilation nocturne naturelle**
La dernière personne quittant le bâtiment doit :
 - ✓ **Laisser les portes intérieures ouvertes pour faciliter la circulation de l'air à l'intérieur du bâtiment.**
 - ✓ **Ouvrir le plus de fenêtres possibles tout en évitant les possibilités d'intrusion.**

Réduction des apports de chaleur

- **Eviter le fonctionnement prolongé des sources de chaleurs pendant les heures d'activité**

Les appareils électriques sont des sources de chaleurs.

Il est nécessaire d'être vigilant pour éviter tout usage inutile d'électricité :

- ✓ Eclairage permanent de zones inutilisées, en particulier les lampes à incandescence, les halogènes,
- ✓ la cafetière laissée allumée, plaques de cuisson, four, etc.
- ✓ Éviter de sécher le linge en machine ou décaler les heures d'utilisation quand cela est possible.

- **Installer des appareils à basse consommation**

Lorsque c'est possible, utiliser :

- ✓ Un éclairage économe (lampes basse consommation ou tubes performants)
- ✓ Lors de leur remplacement, opter pour des appareils électroménagers de classe A ou supérieur, avec une attention particulière au sèche-linge, à placer à proximité d'une fenêtre pour utiliser un modèle à évacuation.

- **Installer des systèmes d'évacuation pour les locaux les plus chauds.**

Les cuisines et lingerie sont les locaux contenant le plus d'appareils source de chaleur.

Etudier la possibilité d'installer des systèmes extracteur d'air dans ces locaux.



PISTES d'AMÉLIORATIONS

Mener une réflexion en 2016 sur la création d'un projet pilote par une approche globale du développement durable dans l'établissement , du type: Ecolo crèche

CLE MONTPELLIER LOGEMENT

ECOREPERES

Pour favoriser la mixité sociale dans les nouveaux quartiers, la Ville a décidé d'imposer à tous les constructeurs, une règle de répartition simple dans tous les programmes : 1/3 de logements privés sans plafond de revenu, 1/3 de logements intermédiaires (locatifs ou en accession aidée) et 1/3 de logements destinés aux logements sociaux.

La règle des trois tiers

ENJEUX

La ville de Montpellier a bien identifié et mesuré le risque sociétal du mal-logement et de l'accès au logement en général : L'enjeu du logement est au cœur de son action.

La Ville réalise des nouveaux quartiers, sans pour autant délaisser les plus anciens qu'elle réhabilite. Par cette politique, elle vise à favoriser, notamment, l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne permettent pas, ou difficilement, l'acquisition d'un logement dans le secteur privé. D'ici 2015, 10 000 nouveaux logements seront construits, dont 2 500 logements sociaux.

Consciente des difficultés des jeunes dans l'accès au logement autonome, la Ville a lancé en 2008 un nouveau dispositif : la « Clé Montpellier Logement Jeunes Actifs ». Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

En juin 2015, la Ville élargit son dispositif aux étudiants. Leur accès au logement, en particulier dans le parc privé (hors Crous), constitue un enjeu majeur dans le cadre de leur parcours d'accès à l'autonomie. Considérant l'importance des étudiants dans la population montpelliéraine (70 000 étudiants) et leur inéligibilité « partielle » au dispositif actuel, il a été décidé de décliner un dispositif spécifique : La Clé Montpellier Logement Etudiant.

La Ville de Montpellier a aussi déployé par ailleurs différentes actions en faveur du logement des jeunes dont :

L'appui au développement de structures collectives, de type Foyers de Jeunes Travailleurs, pour les jeunes actifs mais également l'offre de logements en faveur des étudiants.

Le logement intergénérationnel à travers le soutien à l'association Concordia Logis.

L'information liée au logement au sein de l'Espace Montpellier Jeunesse ainsi que la mise à disposition d'offres de logements pour les jeunes organisée autour d'une charte d'engagement des propriétaires privés.

Le logement : « Permettre l'accès à un logement décent, digne et adapté aux besoins de chacun »

Cinq grands axes d'intervention qui se déclinent autour de :

- Accompagner l'accès au logement des ménages modestes et des jeunes actifs ou étudiants.
- La Clé Montpellier Logement « Jeunes Actifs » :
 - Des aides à l'installation dans le logement pour les jeunes actifs de moins de 30 ans sous forme d'avance remboursable permettant de financer le premier mois de loyer ou l'achat des premiers équipements. A ce jour, **245** aides ont été attribuées pour un montant moyen de 509 euros et il est à noter le succès de ce dispositif qui tend à se développer chaque année.



**LA VILLE DE
MONTPELLIER
SOUTIENT
LES JEUNES ACTIFS**

**CLÉ
MONTPELLIER
LOGEMENT**

AIDE À L'INSTALLATION DES JEUNES ACTIFS
PREMIER LOYER, DÉPÔT DE GARANTIE, FRAIS D'INSTALLATION

PLUS D'INFORMATION
VILLE DE MONTPELLIER - BOUTIQUE LOGEMENT JEUNES
1 RUE DE LA VIEILLE - 34000 MONTPELLIER
TÉL. 04 99 61 46 65 - MONTPELLIER.FR

Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Le soutien à la réalisation de logements en accession aidée pour des ménages dont les ressources ne permettent pas ou difficilement l'acquisition d'un logement dans le secteur privé : la Clé Montpellier Logement « Accession » : 164 logements en accession aidée par la Ville, en ZAC, en 2014.

Le soutien au développement du logement intergénérationnel par l'association Concorda Logis dont l'objectif est de pallier l'isolement des personnes âgées et remédier à la difficulté de logement des jeunes par le développement d'un lien intergénérationnel. Le 6 mai 2013 le CM a voté une convention de partenariat et d'objectifs entre la Ville, le Conseil Général de l'Hérault et l'association. Une conférence de presse a eu lieu le 14 octobre pour entériner ce partenariat et confirmer l'objectif d'obtenir 100 binômes jeunes-séniors, d'ici 2015.

Au 31 octobre 2014, 46 binômes ont été constitués par l'association (dont 66% d'entre eux sur Montpellier).

Le 20 juin 2014, à l'occasion de son assemblée générale, Concorda Logis a fêté ses 10 ans à l'Hôtel de Ville. La journée a été clôturée par une conférence sur le logement intergénérationnel et par un moment de convivialité qui a rassemblé une cinquantaine d'adhérents et les élus de la municipalité.

Développer et améliorer l'offre de logements en complémentarité de la production de logements neufs.

La Ville encourage les propriétaires privés à proposer leur bien à la location solidaire afin de fluidifier le marché tendu Montpellierain.

La Ville a réactualisé en 2015, le guide pratique du propriétaire l'informant sur toutes les possibilités d'amélioration de l'habitat, de rénovation et des différentes formules de locations.

Favoriser le parcours d'insertion dans le logement de la « rue au logement autonome ».

La Ville de Montpellier accompagne les acteurs de l'hébergement et du logement adapté (Maisons relais, Foyers de jeunes travailleurs, résidences sociales, etc.) dans la mise en œuvre de leurs actions et de leurs projets de développement.

Renforcer la coordination et l'information sur le logement.

La mise en place d'outils d'information (guides, flyer, réactualisation du site internet « se loger », réactualisation du guide pratique du propriétaire, etc.) visant à faciliter l'accès à l'information sur l'ensemble des questions liées au logement.

Poursuivre la lutte contre l'habitat indigne grâce au groupe de coordination municipal de lutte contre l'habitat indigne, créé en 2010, qui a deux grands objectifs :

Coordonner et mettre en œuvre les procédures de lutte contre l'habitat indigne, en particulier pour les situations les plus complexes impliquant des travaux d'office.

Placer l'occupant au cœur des processus de traitement des situations (dispositifs spécifiques d'hébergement temporaire, de relogement et d'accompagnement social mis en œuvre).

En 2014, 7 groupes de coordinations ont eu lieu et ont permis de traiter et de résoudre une quinzaine de situations (travaux et relogements). Au 30 juin 2015, 4 groupes ont déjà eu lieu pour poursuivre ce suivi.

Ce groupe de coordination est une spécificité Montpelliéraine, il a été salué et cité en exemple lors d'une assemblée de la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'accès au logement) et du PNLHI (Pôle National de Lutte contre l'habitat indigne) en novembre 2013, suite à une étude qui visait à faire le point, au niveau national, sur les pratiques mises en place localement pour l'hébergement et le relogement dans le cadre des procédures de la Lutte contre l'Habitat Indigne.

Le 1er juin 2015, la Ville a élargi son dispositif Clé Montpellier Logement aux étudiants afin de les accompagner dans l'accès au logement.

Ce dispositif, lancé à titre expérimental sur l'exercice 2015, permet de financer le premier mois de loyer aux étudiants, sous la forme d'une avance remboursable, sans intérêt.

Cette avance, plafonnée à 500 €, s'adresse aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, âgés de 18 ans à moins de 30 ans, français ou étrangers, et titulaires d'un bail dans le parc privé, sur la commune de Montpellier.

LA VILLE DE
MONTPELLIER
SOUTIENT
LES ÉTUDIANTS

FOCUS



AIDE À L'INSTALLATION DES ÉTUDIANTS
FINANCEMENT DU PREMIER LOYER

PLUS D'INFORMATIONS
BOUTIQUE LOGEMENT JEUNES
1 RUE DE LA VIEILLE - 3400 MONTPELLIER
TÉL. 04 99 61 46 65 - MONTPELLIER.FR

Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier Méditerranée Métropole



PISTES d'AMÉLIORATIONS

- ♦ **Réfléchir** à un dispositif global destiné au public jeune en s'appuyant et en complémentarité des événements des autres acteurs du logement du territoire. Ceci permettra d'élargir la portée du message de la Ville et ce, en consolidant les partenariats existants et en favorisant de nouveaux partenariats autour de l'information et de nouveaux modes de location comme la colocation solidaire par exemple.
- ♦ **Réaliser** et publier un guide pratique du locataire, sur le modèle du guide pratique du propriétaire publié début 2015 et en lien avec les partenaires du logement et de l'habitat du territoire. Ce guide accompagnera le public en recherche d'un logement, ou durant son parcours en tant que locataire (aides financières, formalités, droits, obligations, gestion des litiges...).
- ♦ **Poursuivre** la mise en œuvre du PLH 2013-2018 avec un objectif de 30% de logement sociaux sur la commune, 20% en accession abordable (540/an).

L'EMPLOI

ECOREPERES

ENJEUX

Montpellier, préfecture de l'Hérault, connaît un essor démographique important malgré une situation économique en demi-teinte. En dépit d'une population jeune et diplômée ainsi que d'un vivier industriel riche, Montpellier figure parmi les territoires où le taux pauvreté est le plus élevé. Mais la métropole ne se laisse pas abattre : elle s'inscrit dans une politique de relance et crée des emplois dans différents secteurs.

Emploi pour les jeunes : vous informer

Au-delà des simples guides et sites pratiques, il existe à Montpellier plusieurs dispositifs, comme les Café Métiers de l'Espace Montpellier Jeunesse, les opérations jobs d'été du CRIJ, des salons et forums spécialisés pour vous offrir toute l'année des temps de rencontre et infos pratiques sur l'emploi.

ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE / • Métiers de l'aide et services, filières du sport, professions artistiques, du jeu vidéo, emplois à l'étranger... L'Espace Montpellier Jeunesse propose régulièrement des rencontres publiques autour de l'emploi, avec des témoignages de professionnels, des temps de rencontre, des bons plans... >

> Info : [Espace Montpellier Jeunesse](#)

CRIJ / La mise en place du RSA Jeunes, les salons et forums sur l'emploi à Montpellier et en région, en savoir plus sur le service civique, les guides du travail saisonnier, opérations jobs d'été... Toute l'info emploi au CRIJ de Montpellier... Avec aussi des offres Jobs sur le site en ligne.

Info : CRIJ LR - 3, av Charles Flahault - 04 67 04 36 66 - www.crij-montpellier.com

ONISEP / Les 100 métiers qui recrutent en Languedoc Roussillon, le calendrier des salons et portes ouvertes, les guides pratiques pour choisir un métier selon vos goûts, les premiers pas vers l'emploi... L'ONISEP vous offre un espace en ligne ressources en matière de carrière et d'emploi. Info : www.onisep.fr/Mes-infos-regionales/Languedoc-Roussillon



RESULTATS

L'emploi et l'insertion

« Œuvrer en faveur de l'emploi local afin de créer les conditions pour que chacun ait accès à un emploi, conforme à son expérience et ses qualifications ».

La Ville de Montpellier s'est engagée de manière volontariste en faveur du développement économique et de l'emploi, qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

En matière d'emploi et d'insertion, différents axes d'intervention structurent cette démarche :

- **Le soutien à l'emploi par la commande publique et la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés publics.**

A travers les opportunités qu'offre le code des marchés publics, la Ville de Montpellier a adopté le principe de la mise en œuvre d'un dispositif d'insertion, en demandant aux entreprises soumissionnaires, de différents marchés, de réserver **10%** des heures travaillées à des publics en insertion professionnelle.

En 2012 : 12 marchés incluant des clauses sociales (entretien voirie, espaces verts, construction de groupes scolaires, etc.) ont permis de mobiliser près de 10 000 heures d'insertion en faveur de publics éloignés de l'emploi.

En 2013 : 18 marchés « clausés » avec plus de 10 000 heures d'insertion réalisées.

Expérimentation au 1er trimestre 2013, sur trois centres de loisirs, d'un marché ayant le critère de performance en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés et le critère de « **performance sociale** » (article 53 du code des marchés publics), comme critère d'attribution du marché public. Ce marché avait pour objet la mise en place des salles de restauration et le nettoyage des centres de loisirs.

Compte tenu du succès de cette expérimentation réalisée sur ces 3 sites, l'extension à **10** sites a été permise, dès cette rentrée, grâce à un nouveau marché obtenu par une entreprise d'insertion du territoire associé à deux associations d'insertion.

En 2014 : 20 marchés publics 10 700 heures d'insertion réalisées

De janvier à juin 2015 :

12 marchés publics incluant des clauses sociales et déjà plus de **5 000** heures d'insertion réalisées.

Le soutien à l'emploi :

- **La création d'emplois d'avenir :**

Presque à leur création, la ville a signé **46** emplois d'avenir, réservés à des jeunes demandeurs d'emploi entre 18 et 25 ans, issus des quartiers prioritaires, dans le cadre du dispositif mis en place par le gouvernement. Cette action, soutenue par l'Etat, s'adresse au secteur non marchand (collectivités, associations...).

Il faut rappeler que les Emplois d'avenir ont été créés dans le but d'ouvrir l'accès au monde professionnel, aux jeunes peu ou pas qualifiés, et issus de zones urbaines ou rurales particulièrement touchées par le chômage. Ce dispositif vise donc à améliorer l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification de toute une catégorie de population, pour qui l'accès à l'emploi est particulièrement difficile, avec pour objectif de les intégrer à l'issue, dans l'Organisation.

La Ville est la collectivité qui a effectué le plus gros effort en la matière, sur le territoire.

- **Le soutien au développement de l'offre d'insertion par l'activité économique :**

La Ville de Montpellier soutient depuis plusieurs années la réalisation de chantiers d'insertion sur son territoire avec comme objectifs, l'insertion professionnelle et la valorisation patrimoniale.

L'objectif est d'accompagner un chantier annuellement en proposant des supports d'intervention (comme le stade Philppidès en 2012 autour de la création de vestiaires « Joggers »), en lien avec les acteurs de l'insertion par l'activité économique du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de l'Hérault et l'Etat.

- **Le soutien à la mise en œuvre d'actions d'information et de rapprochement en matière d'emploi :**

- ⇒ Participation et accompagnement de projet de Forums « emploi » organisés sur le territoire par des acteurs associatifs ou par la -Métropole (comme les Rencontres pour l'emploi organisées à la Mosson en décembre 2013 ou à l'Altrad Stadium en janvier 2015) .
- ⇒ Appui au développement d'actions « proactives » de recherche d'emploi comme le Markethon avec l'association COMIDER qui s'est tenu 16 octobre 2014 à la salle Pagézy .Les participants ont sillonné la ville pour recenser les opportunités d'emploi sur le territoire et mettre en commun les offres ainsi répertoriées. Comme les années précédentes, cette édition du Markethon a rencontré un vif succès puisque près de 300 personnes se sont inscrites et ont ainsi permis de récolter plus de 400 offres d'emploi sur le territoire.
- ⇒ Co organisation d'un « forum des métiers et des opportunités de carrière » avec l'association d'entreprises Mill 'énergies. Près de 300 demandeurs d'emploi ont visité l'évènement le 18 avril 2013, qui se tenait salle des rencontres, à l'Hôtel de ville et qui avait pour but de présenter différentes filières et métiers (transport maritime, restauration, assurances...) à des jeunes en voie d'orientation ou de recherche d'emplois.

- **Appui au développement de « cafés des Métiers » organisés par le service Jeunesse de la Ville ;**

- **Valorisation et soutien ciblé à la communication et au développement des services à la personne.**

Le service civique à la Ville de Montpellier

FOCUS

Suite à l'obtention de l'agrément délivré par les services de l'Etat, la Ville a recruté **8** jeunes volontaires en Service Civique au cours du dernier trimestre 2015.

L'objectif du Service Civique est de proposer à tous les jeunes de 16 à 25 ans sans condition de diplôme, un cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel. Pour la plupart des missions, seuls comptent les savoir-être et la motivation.

Il a également pour objectif d'être une étape de vie au cours de laquelle des jeunes de toutes origines sociales et culturelles pourront se côtoyer et prendre conscience de la diversité de notre société dans un objectif de cohésion sociale.

Ces jeunes volontaires vont intégrer la Direction Culture et Patrimoine, la Direction de l'Education mais également la Direction Paysage et Biodiversité et la Direction Jeunesse Sports Emploi Logement.

soutenir l'emploi

En 2014, la commande publique globale de la Ville de Montpellier s'établira à 204 M€ ce qui équivalra à 2 200 emplois directs et indirects

M

Montpellier ville et ses vives



- ◆ **Investissements et emplois dans les énergies renouvelables :** Le développement des énergies renouvelables prévu par le Schéma Régional du Climat, de l'Air, et de l'Energie, représente, sur la période 2012 - 2020, près de 10 milliards d'euros d'investissements et 3000 emplois à créer. Il représente également 45 millions d'euros par an de retombées fiscales pour les collectivités en 2020.

Production et consommation responsables : soutenir l'économie locale

La transition énergétique et l'adaptation au changement climatique impliquent une évolution vers des modes de production et de consommation plus économes en ressources naturelles. Cette évolution est étroitement liée aux notions de circuits courts et d'économie circulaire, qui ont l'avantage de soutenir l'économie locale. La consommation de produits locaux et de saison dans les cantines scolaires par exemple permet de sensibiliser le jeune public à ces enjeux tout en soutenant la filière agricole régionale et ces 60 000 emplois auxquels s'ajoutent les 20 000 emplois de la filière agro-alimentaire, mais également les filières pêche, aquaculture et conchyliculture (7 000 emplois).



Source : Schéma Régional Climat Air Energie



Rénovation énergétique : un gisement d'activités pour le bâtiment

En Languedoc-Roussillon, un logement sur deux a été construit avant 1975, date de la première réglementation thermique. Cela signifie que la rénovation énergétique de ces logements représente une économie d'énergie importante et une forte réduction des émissions de gaz à effet de serre associées. Ce sont des milliers d'emplois en Languedoc-Roussillon qui pourraient être concernés par cette rénovation énergétique des logements (7 500 emplois à partir de 2017 si les objectifs du SRCAE sont atteints). Ce chantier représenterait un marché de plus de 6 milliards d'€ d'ici 2020 pour les entreprises régionales du bâtiment. Les logements rénovés à un haut niveau de performance verraient leur valeur augmenter de 30% environ.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Le développement en 2016 de nouvelles actions d'insertion en lien avec la Commande Publique, -pourront permettre d'envisager un marché de prestation inspiré de l'article 30 du Code des Marchés publics, qui fera de l'insertion, l'objet du marché, dont la prestation sera le support. Le but du marché est alors l'insertion professionnelle et cette disposition pourrait être testée dans le domaine de la communication (conception de supports de communication...) par exemple.
- Renforcer le rayonnement et développer l'offre de service partenariale en matière d'accueil, d'information et d'orientation liés à l'emploi, sur le territoire.

SOUTENIR LA QUALITÉ ET LA DIVERSITÉ DES MARCHÉS

ENJEUX

Bien manger, c'est quoi?

Bien manger, c'est avoir accès à une alimentation suffisante, variée et sûre. Mais en matière d'alimentation, la France a davantage encore à offrir. La variété des productions et les spécificités régionales de l'agriculture française ont fait de l'Hexagone une terre d'excellence alimentaire. Les Français se nourrissent avec une plus grande diversité alimentaire que les Américains par exemple. Un vrai plus pour la santé. .

L'étude réalisée par le Crédoc sur les modes d'alimentation en France et aux Etats-Unis montre clairement que les Français s'alimentent mieux : moins de prises alimentaire (3,9 par jour contre 5,5 aux Etats-Unis), davantage d'aliments variés (16,8 produits sur deux jours contre 13,6 aux Etats-Unis). L'une des explications est que **les Français mangent un peu de tout** et changent les menus, même au petit-déjeuner. Or, la diversité alimentaire est l'un des principes de base d'une alimentation équilibrée.

ECOREPERES

DES DÉMARCHES OFFICIELLES DE QUALITÉ

En France de nombreux produits font l'objet de démarches officielles de qualité, validées par les pouvoirs publics et soumises à des contrôles réguliers. Qu'il s'agisse de l'agriculture biologique, des appellations d'origine ou indications géographiques (AOP, AOC ou IGP), du label rouge, de la spécialité traditionnelle garantie (STG) ou des mentions valorisantes (montagne, fermier, pays), ou encore de la certification de conformité, ces démarches officielles garantissent aux consommateurs des conditions de production très encadrées et des aliments de qualité.

Là encore, le respect et le développement de ces signes sont au centre des missions du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ



24 HALLES ET MARCHÉS À MONTPELLIER

RESULTATS

LA VILLE ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Parmi les différentes politiques menées par la ville, en lien avec l'organisation d'événements culturels ou et commerciaux, les affaires économiques gèrent le suivi des autorisations liées aux activités commerciales à l'échelle de la ville.

La ville gère :

Les autorisations liées aux commerces

- Les déclarations de licences de débit de boissons auprès des bars et restaurants, points de ventes à emporter
- Les autorisations de stationnement des taxis
- Les concessions commerciales (Kiosques, boutiques du Parc de Lunaret...).
- Les autorisations de transferts de tabacs
- Les ouvertures tardives exceptionnelles (et permanentes pour avis)
- Les ouvertures dominicales

4 HALLES COUVERTES

Montpellier Centre

Halles Castellane 26 commerçants

Halles Jacques Cœur 29 étals

Halles Laissac 24 commerçants

Mosson

Halles des quatre saisons 38 commerçants

Des manifestations organisées en régie :

- Estivales
- Hivernales (Marché de Noël)
- Antigone de l'artisanat
- Grand Bazar de printemps et d'automne

Manifestations :

Lors de l'organisation de manifestations, les créateurs, les producteurs et les produits locaux sont prioritaires, dans le périmètre réglementaire, dans un esprit de diversité.

Soutien à la viticulture locale :

Une convention de partenariat a été signée avec les Grés de Montpellier ainsi qu'avec le Syndicat des Coteaux du Languedoc.

L'objectif de la ville concernant les appellations « Les Grés de Montpellier » est de faire se rencontrer les viticulteurs, les soutenir, les vignerons aident la ville en apportant un savoir-faire pour la vinification. L'important est d'aller sur l'axe qualitatif du développement de ces vins, puis de masse et de valoriser enfin nos traditions vis-à-vis des touristes.



Un marché de qualité place Thermidor

FOCUS

*Le marché de Port Marianne s'installe les jeudis et samedis, de 7h à 14h, sur la place Thermidor réaménagée. Avec des produits **du terroir issus de circuits de distribution courts**.*

Ici, deux commerçantes s'interpellent. Là, un groupe de messieurs discutent, panier à la main. Deux étudiants du campus voisin s'approchent de la rôtisserie. Il s'en dégage une odeur appétissante.

Il était très attendu ce marché en plein air de Port Marianne, après une première expérience à proximité du bassin Jacques-Cœur, lieu trop excentré, aux dires des commerçants et riverains. La place Thermidor agrandie offre désormais un bel espace aéré, très passant et surtout bien en vue. Sa recette miracle : **proposer des produits du terroir**, frais et de qualité, provenant de circuits de distribution courts. L'offre est diversifiée, avec un poissonnier, un fromager, un boucher, un primeur, des traiteurs. Mais aussi une épicerie fine, des coquillages, une rôtisserie, du pain et des pâtisseries, du textile et un étal de quincaillerie.

Depuis mars, les commerçants sont donc installés sur la place, deux fois par semaine : les jeudis et samedis matin. Une fréquence qui permet de fidéliser la clientèle. « Pour l'instant, le marché est en phase de démarrage », explique Nathalie, qui habite à deux rues de là. « Il débute doucement, enchaîne la marchandise de fromages, mais il faut donner du temps au temps. Il fonctionnera certainement aussi bien que ceux des autres quartiers ». En tous cas, le marché Thermidor est un nouveau lieu de convivialité déjà très couru : le bouche-à-oreille fonctionne bien. (Source : MNV)

Premier magnum de la bouteille syndicale « Grés de Montpellier » en 2013 (Estivales)

Il y a eu pour commencer la bouteille syndicale Grés de Montpellier. Cette initiative démontre la volonté de la ville de Montpellier, de s'inscrire dans une démarche durable de collaboration étroite avec les professionnels locaux pour leur garantir un soutien économique concret et efficace. Elle leur offre ainsi un nouvel écriin (Magnum) pour leur vin susceptible de se démarquer dans un secteur hyperconcurrentiel. (MNV – juin 2013)

L'espace public soutient la création d'emploi

L'occupation du domaine public à caractère commercial. L'enjeu social de ce projet est de développer le mieux vivre ensemble.

L'enjeu économique pour la ville est double, soutenir l'économie locale et dégager des recettes (Terrasses, bars, restaurants...), même si cela n'est pas dans un esprit de profit.

Les Estivales

- Participation de 40 vignerons
- Tri sur site du carton et du verre
- Dégustation dans d'authentiques verres non jetables.
- Visites régulières de l'Hygiène et de la sécurité (idem sur Hivernales)



PISTES d'AMÉLIORATIONS

Explorer d'autres pistes de développement de l'attractivité commerciale des marchés, en proposant une offre recherchée par la clientèle (qualité, circuits-courts...).

Maintenir, voir développer l'attractivité commerciale des marchés par une diversité de l'offre : circuits-courts

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

ENJEUX

La loi sur la transition énergétique crée un nouveau type de certificats d'économie d'énergie (CEE) spécifiquement dédié à des actions d'économies d'énergie réalisées au bénéfice de ménages en situation de précarité énergétique. Les obligés peuvent se libérer de ces obligations soit en réalisant, directement ou indirectement, des économies d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique, soit en acquérant des certificats d'économies d'énergie provenant d'opérations réalisées au bénéfice de ces ménages, soit en les déléguant pour tout ou partie à un tiers, soit en contribuant à des programmes de réduction de la consommation énergétique des ménages les plus défavorisés. Pour l'application du présent article, un ménage est considéré en situation de précarité énergétique lorsque son revenu fiscal de référence est, compte tenu de la composition du ménage, inférieur à un plafond fixé par arrêté du ministre chargé de l'énergie. La loi fixe par ailleurs une **proportion minimale de la part des CEE** – au moins deux tiers – qui devront contribuer à financer des **actions de lutte contre la précarité énergétique**, tel que le programme Habiter Mieux conduit par l'ANAH, le programme Toits D'abord de la Fondation Abbé Pierre, le programme SLIME du CLER...



Publié le 30/10/2012 à 08:06—La Dépêche

ECOREPERES

NOUVELLE LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Que contient-elle pour lutter contre la précarité énergétique ?

22 juillet 2015

Mercredi 22 juillet 2015, par RAPPEL // Juillet 2015

Le projet de loi sur la transition énergétique a été adopté par un dernier vote de l'Assemblée nationale le 22 juillet 2015.

Dans ce texte, un certain nombre de dispositions concerne la lutte contre la précarité énergétique. Petit inventaire des éléments qui nous intéressent...

Dans son article I, un droit à l'énergie est instauré : "La politique énergétique garantit la cohésion sociale et territoriale en assurant un droit d'accès de tous les ménages à l'énergie sans coût excessif au regard de leurs ressources".

RESULTATS

Une aide financière et technique à la rénovation pour réduire la précarité énergétique

169 propriétaires occupants modestes sont en passe ou ont déjà été aidés par la Ville pour améliorer la performance énergétique de leurs logements. Objectif : ces travaux doivent leur permettre d'obtenir au moins 25% d'amélioration thermique. Ce dispositif s'inscrit plus largement dans les nombreuses actions menées par la Ville pour agir sur les bâtiments de son territoire. Notamment le Plan Climat Énergie Territoire. Il vise à accélérer l'amélioration thermique du parc de logements privés de la commune et contribue aux efforts nationaux de réduction des consommations énergétiques. En complément de l'intervention de la Ville sur ses propres bâtiments, la collectivité soutient très fortement la qualité de l'habitat privé par la mise en œuvre de procédures d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat. (OPAH). Des OPAH, qui par leur nature incitative, sont adaptées afin d'inverser les processus de dévalorisation des copropriétés les plus en difficultés. Elles visent à requalifier durablement leur bâti en incitant, grâce à des subventions, à des réhabilitations complètes des parties communes et privatives. Ces opérations contribuent à réduire la précarité énergétique par une baisse importante des charges et à offrir un véritable confort d'habitat. Mais, même avec ces aides, certains propriétaires occupants, modestes, ne peuvent entretenir leur patrimoine. C'est pourquoi, la Ville renforce son action sur le périmètre des OPAH en cours, en aidant ces derniers à réaliser diagnostic et travaux.

FOCUS

Suite à une Réflexion / Diagnostic / Expérimentation autour des bénéficiaires de l'aide sociale dans un contexte de hausse du prix de l'énergie., dès 2011, la ville de Montpellier participe à une journée de sensibilisation sur les Enjeux de la lutte contre la précarité énergétique, organisée par l'ADEME et le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale).

Objectifs de la journée :

- Comprendre les enjeux liés à la précarité énergétique d'un point de vue socioéconomique et environnemental
- Favoriser la mobilisation sur la précarité énergétique
- S'appropriier le cadre institutionnel et juridique
- Permettre aux acteurs de repérer leurs obligations et les opportunités
- Etudier des pistes de réflexions et d'actions possibles.

PISTES d'AMELIORATIONS

En cours de réflexion

TOUS ÉCO CITOYENS POUR PARTICIPER AU PROJET DE VILLE PROPRE

ENJEUX

LA PROPRETÉ UNE PRIORITÉ

APPEL AU CIVISME

« Le respect pour la collectivité, pour la « chose publique » doit être partagé par chacun d'entre nous. Une ville plus propre, nous le souhaitons tous ! C'est notre intérêt à tous car c'est de l'espace public dont il s'agit. Résidents du centre-ville, commerçants, mais aussi habitants de la Métropole qui y travaillent, s'y restaurent, s'y promènent... Montpellier, 8e ville de France, centre de notre Métropole demain, doit rester belle, accueillante, Attractive ».

(Source : MNV 2015 / Elu (e) à la propreté).

ECOREPERES

PROPRETÉ-NETTOIEMENT

Le nettoyage des voies publiques participe au bien-être de tous. La propreté est l'affaire de chacun.

En 2015

- Installation de 150 poubelles supplémentaires.
- Lutte anti-tags et enlèvement d'affiches sauvages : 1,2 M€
- 5 sanisettes automatiques gratuites s'ajouteront aux 2 autres installées sur l'Esplanade Charles-de-Gaulle



19,6 M€

contrat de nettoyage



Le succès des sanisettes

Gratuites, accessibles aux personnes handicapées, sécurisées, bénéficiant d'excellentes prestations au niveau de l'hygiène et de la propreté, le modèle de sanisettes choisies par la ville.

1234000 VISITES déjà enregistrées.

Cendriers et déjections canines

Déjà présentes sur la ville, le nombre de corbeilles à papier couplées avec des cendriers et des distributeurs de sacs pour déjections canines va être augmenté.

Dépôts illicites

Une brigade d'intervention prioritaire va être prochainement mise en place.

2086

C'est le nombre d'interventions concernant les tags, déclenchées via Montpellier au quotidien, l'an dernier. Pour la même période, 649 interventions relatives au nettoyage ont été effectuées.



La brigade propreté incivilités

RESULTATS

La ville de Montpellier organise régulièrement des opérations de propreté de l'espace public dans des secteurs particulièrement sollicités. Une trentaine de personnes se retrouvent sur le terrain, ciblant un périmètre bien précis d'un quartier, sur un secteur particulièrement sollicité. Ces opérations consistent à nettoyer en profondeur la voirie, à supprimer affiches et tags, à remettre le mobilier urbain et les espaces verts en l'état, s'il y a lieu.

Ces opérations « coup de blanc » démarrent généralement assez tôt le matin, afin de ne pas gêner les riverains et commerçants. L'ensemble des services municipaux est mobilisé, emmenés par deux adjoints au Maire. Afin d'être plus efficaces, les services de la voirie de la ville travaillent en cohérence avec les services « propreté » de la Métropole. Ces opérations sont l'occasion de globaliser l'action, par la présence, ces jours là, des représentants des sociétés prestataires pour le nettoyage, le débroussaillage, et l'assainissement.

La propreté, c'est l'affaire de tous

« La ville met en place des mesures, mais tous les Montpelliérains doivent eux aussi se sentir responsables. Nous devons retrouver le chemin du civisme ».

- ◆ Après les quartiers Cité Gély,
- ◆ Verdun-Boussairolles et La Pompignane,
- ◆ une opération coordonnée des services de la Ville s'est déroulée à la Mosson, le 21 janvier, afin de nettoyer l'espace public.

Une cinquantaine d'agents de la Ville, de la Métropole, mais aussi de SMN (groupe Nicollin), ACM, Ciel vert et Temaco, ainsi que des balayeuses laveuses et mini-véhicules étaient sur le terrain simultanément. Au programme, enlèvement des déchets ménagers ou encore nettoyage de la voirie, (Source MNV Février 2015).

PISTES d'AMÉLIORATIONS



Le plan corbeilles :
200 CORBEILLES
seront installées l'an prochain



ON PARTICIPE ?

OUI, À FOND
LES BALLONS !!!

UN OBSERVATOIRE DE LA PROPRETÉ

La mise en place d'un outil indépendant pour mesurer la propreté urbaine va permettre à la ville d'optimiser la qualité de ses services.



*Pouvoir
comparer les
résultats aux
objectifs fixés !*

Rien de plus désastreux pour l'image d'une ville que l'impression de saleté provoquée par la vue d'une poubelle pleine, de cartons au sol, de déjections canines, d'odeurs désagréables dans l'espace public. Une impression qui s'inscrit de manière durable dans l'esprit des habitants et usagers et qui occulte souvent l'ampleur du travail et des moyens mis en place par les services concernés. Pouvoir mesurer, de manière objective la propreté, en identifier les points faibles, vérifier l'adéquation de la prestation réalisée par les prestataires avec les objectifs définis par la collectivité : telle sera la mission de l'observatoire de la propreté qui sera mis en place à partir du mois de janvier 2016. La population pourra ainsi être tenue au courant de l'action des services, évaluer au travers des indicateurs l'action du disposi-

tif déployé, suivre également l'état de dégradation de la qualité de la propreté au cours d'une même journée, repérer les dysfonctionnements ou anomalies récurrentes. Un dispositif d'autant plus efficace, que le tarif mensuel réglé aux entreprises sera indexé sur le niveau de satisfaction vérifié pour la prestation réalisée. La qualité du nettoyage urbain, sera également renforcée par plusieurs autres mesures, dont la mise en service d'une nouvelle flotte d'équipements. Cet effort d'évaluation et de transparence, voulu par la Municipalité, permettra aussi de rappeler que la propreté est un effort partagé. Et que l'état de propreté de l'espace public dépend souvent du comportement de ses usagers. Nettoyer c'est bien, ne pas salir c'est mieux. Une campagne d'information rappellera à chacun les gestes simples qui doivent permettre de ne pas détériorer en quelques minutes le travail fourni.

LA VILLE DU

« BIEN VIVRE - ENSEMBLE »



Conseil Municipal des Jeunes

ENJEUX GLOBAUX

L'ÉMERGENCE d'Une CITOYENNETÉ MONDIALE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Près de **80 %** des citoyens du monde entier sont très préoccupés par les impacts du changement climatique, mais près de 70 % voient également les mesures de lutte comme une occasion d'améliorer leur qualité de vie.

Voici qui fait partie des conclusions de la plus grande consultation citoyenne sur le changement climatique jamais réalisée par les plus de 100 partenaires de la World Wide Views Alliance en amont de la conférence de l'ONU sur le changement climatique à Paris (COP21) qui s'est tenue en décembre.

Réalisée six mois en amont de la conférence climat de décembre, ces **10.000** citoyens du monde se sont déjà fait leur avis sur la manière dont il faut s'attaquer au changement climatique. Répartis sur cinq continents et près de **75** pays, ces participants anonymes venus des îles Fidji, de Roumanie, de France ou du Bénin, se sont tous improvisés négociateurs le temps d'un débat planétaire, le plus grand jamais réalisé.

En partenariat avec les organisateurs, Missions Publiques, le Danish Board of Technology et la Commission nationale du débat public en France (CNDP), Le HuffPost vous dévoile via quatre cartes interactives les premiers enseignements de ce spectaculaire exercice de démocratie participative.

S'IL EN FALLAIT UNE, VOICI LA PREUVE QUE LES CITOYENS DU MONDE PARTAGENT DÉSORMAIS LE MÊME DEGRÉ DE CONSCIENCE DE L'URGENCE DE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE. A la question "A quel point êtes-vous préoccupé par les conséquences du changement climatique?", plus de 78% des participants à travers le monde s'estiment "très concernés". Hormis quelques exceptions notables (Burundi, Russie...), ces chiffres se vérifient dans la plupart des pays, qu'ils soient développés ou non, du Nord ou du Sud, insulaires ou continentaux.

"Cette acceptation préalable de la crise environnementale est un phénomène nouveau par rapport à il y a dix ans", relève le spécialiste des questions écologiques Pierre Radanne. Selon lui, le recul du climat scepticisme (moins de 2% des citoyens interrogés ne s'estiment pas concernés du tout) marque **"L'ÉMERGENCE D'UNE CITOYENNETÉ MONDIALE SUR LA COMPRÉHENSION DU SUJET**

Chacun aura ainsi désormais compris, que la protection du climat est autant un facteur d'évolution des modes de vie, pour maintenir la qualité de vie, la paix, ainsi que la démocratie, et que l'action pour limiter les impacts de la société industrielle est déjà en marche, et que chacun peut, par son action individuelle ou collective, en accroître la portée.

A l'échelle locale, c'est l'objectif de la ville du « bien vivre ensemble », à travers l'économie et le partage des ressources qui est ici en construction.

LA MAISON DE LA DÉMOCRATIE, OUTIL DE PROXIMITÉ ET DE PARTICIPATION

ENJEUX

La Maison de la Démocratie est une structure mise au service des citoyennes et citoyens de la ville.

Elle abrite la Direction Proximité Citoyenneté, le service de la Démocratie de proximité et de la vie associative, le service des Maisons pour tous, le service de la Coordination territoriale, le CLSPD (prévention de la délinquance), les services de Montpellier au quotidien et le secrétariat permanent des conseils de quartier. Ils sont aujourd'hui autonomes. Ils se réunissent dans les Maisons pour tous. Seul, le conseil de quartier centre utilise la Maison de la Démocratie.

Concernant les élus, il n'y a qu'un adjoint de quartier, celui du centre qui dispose d'un bureau au sein de la Maison de la Démocratie. Les bureaux des six autres adjoints au maire délégués dans les quartiers étant situés dans les maisons pour tous de leur secteur respectif.

La Maison de la démocratie présente l'avantage d'offrir dans un seul lieu, les moyens techniques, médiatiques et des salles de réunions pour permettre aux membres bénévoles des conseils consultatifs de quartier de mieux faire vivre la démocratie de proximité.

ECOREPERES

Nouvelle citoyenneté. Sept « conseils de quartier » sont désormais mis en place à Montpellier. Indépendantes de l'équipe municipale, ces nouvelles instances participatives sont composées de citoyens tirés au sort sur les listes électorales (dont un certain nombre de jeunes), mais aussi de représentants d'associations. Ces conseils permettront de **nourrir la démocratie dans toute la ville**. Vous pouvez participer aux groupes de travail et faire entendre votre voix : les conseils de quartier étant également ouverts aux volontaires.

Construire la ville autrement À l'image des réunions publiques sur les projets d'urbanisme, de la concertation sur le nom d'un quartier, de l'aménagement des halles Laissac, ou encore de la rencontre avec des collégiens, Montpellier notre ville s'ouvre à l'expression des Montpelliérains, au regard qu'ils portent sur leur ville. Dans la même lignée, Le Maire a annoncé lors du dernier conseil municipal de 2014 la constitution d'un comité d'éthique et de transparence.

DÉMOCRATIE ET PROXIMITÉ

La Ville de Montpellier favorise et encourage l'implication des citoyens dans la vie de la cité, et soutient la vie associative.



5,8 M€

de subventions
aux associations

En 2015

- Mise en place de 7 nouveaux Conseils de quartier
- Soutien à la vie associative (5,8 M€ de subventions)
- Installation d'un centre social à la Maison pour tous Michel-Colucci (quartier Val de Croze)
- Soutien à l'activité commerciale : 1,7 M€

EXPRIMEZ-VOUS!

La démocratie participative se construit, avec la création de 7 conseils de quartier. Des instances représentatives de l'ensemble des Montpelliérains.



Des Conseils de quartier vont être mis en place au printemps. Ils répondront à 6 critères essentiels : autonomie, égalité, laïcité, pluralité, parité et proximité. Cet engagement de Philippe Saurel pour la démocratie participative est tenu. Ces conseils de quartier seront des espaces de **liberté de parole, d'initiatives et de mieux-vivre ensemble.**

Pour les Montpelliérains, être conseillers de quartier sera l'occasion d'être associés à la décision publique, d'enrichir les projets grâce à leur expertise d'usage, de nourrir le débat, d'être force de proposition. Le processus de création est bien engagé et les principes de base sont déjà définis.

Où ? Il y aura un Conseil de quartier dans chacun des 7 quartiers existants de Montpellier : Centre, Cévennes, Croix d'Argent, Hôpitaux-Facultés, Mosson, Port Marianne et Prés d'Arènes.



*Ces Conseils de quartier
seront composés
d'habitants,
de représentants
associatifs ou socio-
professionnels
du quartier*

Qui ? Afin qu'ils soient représentatifs de l'ensemble des Montpelliérains, les conseillers du collège « habitants » seront désignés par tirage au sort à partir des listes électorales, à raison d'1 conseiller pour 1 000 habitants. La parité homme/femme sera garantie. La représentativité des jeunes aussi : pour chaque quartier, 2 membres seront tirés au sort sur la liste électorale des moins de 25 ans. Un 2^e collège composé d'associations du quartier sera désigné, avec 1 membre pour 4 000 habitants. Ils seront tirés

au sort sur une liste de volontaires, si leur nombre excède le quota requis.

Pour quel mandat ? Les conseillers de quartier seront élus pour 3 ans, renouvelables pour 2 ans supplémentaires, jusqu'à la fin du mandat municipal en cours.

Comment ? Les Conseils de quartier se réuniront au moins 4 fois par an. Le programme de travail sera partagé entre les membres de ces Conseils de quartier et la municipalité. Les conseillers travailleront en groupes, sur des projets de la Ville ou sur leurs propres projets. Ils formuleront des avis à partir des contributions de leurs groupes de travail. Les groupes de travail thématiques seront ouverts à tout habitant intéressé.

(Source : MNV Février 2015)

1 
**Liste
électorale**




2 
**Tirage
au sort**



3 
1 conseiller
pour 1 000 habitants



4 
**7 conseils
de
quartier**

| 21

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Evaluer et suivre le dispositif

LES ASSOCIATIONS ACTRICES DU SOCIAL, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Nombreux sont les acteurs montpelliérains qui œuvrent au quotidien pour rendre la ville solidaire et accueillante à l'égard des concitoyens les plus démunis. La Fondation d'Auteuil, le Secours populaire français, en passant par les Restaurants du Cœur etc. tous les acteurs associatifs sont dans l'annuaire des associations.

77 associations œuvrent pour l'environnement et le cadre de vie



291 associations œuvrent dans le secteur social

UN TISSU ASSOCIATIF INNOVANT : « VERS UN MODE DE VIE ÉCO RESPONSABLE »

L'Habitat participatif à Montpellier : le Mas Cobado, 23 logements conçus par leurs habitants

Approche constructive en développement, l'habitat participatif permet aux habitants de se réapproprier leurs logements et de favoriser le lien social.

Dans son nouveau quartier des Grisettes, la Ville de Montpellier a lancé un appel à candidature en 2012 pour deux parcelles destinées à ce type de construction. Les lauréats, sous le nom de projet Mas Cobado, ont défini en qualité de futurs occupants, leurs besoins et les bases architecturales de leurs logements. En tant que maître d'ouvrage, ils ont été accompagnés par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (Toits de Choix), puis par un bailleur social (Promologis), devenu maître d'ouvrage de l'opération au moment du démarrage des travaux (novembre) et par le PUCA*. Le caractère « BBC+ » des 23 logements (dont 5 logements sociaux) et l'utilisation de matériaux bio sourcés (structure bois, ouate de cellulose,

panneaux de bois...) ont permis au projet d'être lauréat de l'Appel à projets « PREBAT 2013 ». Une partie du surcoût constructif (par rapport à une opération réglementaire), sera prise en charge par l'ADEME et la Région, soit 130 000 €.

Le projet sera raccordé au réseau de chaleur utilisant l'énergie produite par l'usine de méthanisation des déchets située à proximité. Afin d'évaluer les bénéfices environnementaux, économiques et sociaux de ce type d'habitat, l'ADEME financera une étude durant les 2 premières années après réception des travaux.

Source : www.ademe.fr/languedoc-roussillon

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Proposer une formation-action aux associations sur le climat, la coopération internationale et l'éco responsabilité

SPORT POUR TOUS ET SPORT SANTÉ

SPORTS

La Ville développe et améliore la pratique des activités physiques. Plus de 50 disciplines accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations.

En 2015

- Carte Montpellier sports
- Développement des manifestations sportives : Urban trail, Beach masters, FISE...
- Rénovation des équipements : 1,3 M€
- Reconstruction des vestiaires de Grammont : 0,4 M€


270

équipements municipaux

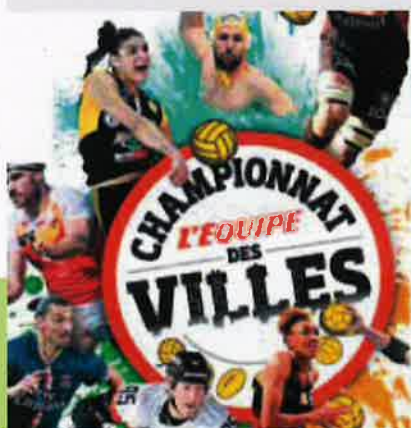
RESULTATS

Des valeurs qui nous rassemblent Les résultats de nos clubs sportifs contribuent aussi fortement à cette fierté et à la notoriété de Montpellier, et à la dynamique collective de notre métropole. Après la satisfaction des victoires des équipes féminines en basket-ball et rugby, 3 rugbymens de Montpellier ont été pré-sélectionnés pour participer à la prochaine Coupe du Monde !

Terre de talents, Montpellier n'a de cesse de développer ses soutiens à l'accès pour tous aux sports et à la culture. Les jeunes Montpelliérains pourront ainsi une nouvelle fois profiter de la « Carte été jeunes » pour découvrir de nouvelles activités.

Classée parmi les collectivités les plus sportives de France par le journal L'Equipe, Montpellier et sa Métropole soutiennent plus de 20 clubs sportifs de haut niveau. Ville et Métropole défendent également la pratique du sport amateur en développant un maillage d'équipements sportifs performants sur l'ensemble du territoire et en soutenant les associations et acteurs locaux.

LA VILLE DU SPORT



- **MHRC** : Championnat de France de rugby 2015 (féminines)
 - **BLMA** : Coupe de France de basket 2015 (féminines)
 - **MWP** : 2^e au Championnat de France de waterpolo 2015
 - **MHSC** : finaliste de la Coupe de France de football 2015 (féminines)
 - **MAHB** : 1^{ère} ou 2^e au Championnat de France de handball 2015 (fin le 04 juin)
- Montpellier est 2^e au classement des villes les plus sportives de France (l'Equipe, 5/1/15). Cette performance tient compte des résultats des clubs d'élite et de ceux des sports individuels : taekwondo, triathlon, athlétisme, natation...

Montpellier est classée deuxième ville française la plus présente et la plus performante au sein de l'élite des sports collectifs, après Paris. Un classement publié le 5 janvier par le journal L'Équipe, tenant compte des résultats des clubs de la saison. (MNV, février 2015)

FISE

Il y a 2 à 3 ans, les organisateurs, en lien avec la ville de Montpellier, ont sensibilisé les partenaires, aujourd'hui, la vaisselle jetable a été remplacée par des gobelets consignés.

Un point de compression des déchets, qui fonctionne à l'énergie solaire utilisé en 2015 : (soit 30 allers retours de camions évités, dans le cadre du projet de territoire bas carbone).

Les organisateurs se sont aujourd'hui approprié la démarche, qui de fait est stabilisée et s'inscrit dans la durée.

MARATHON

Gratuité des transports en commun, en partenariat avec TaM

URBAN TRAIL

Un objectif Zéro déchets a été lancé pour cet événement en 2015

FOCUS

Développement du SPORT EN LIBRE ACCES / Révolution numérique/ Enjeu social

Sensibilisation des acteurs à l'auto organisation d'événements sportifs :

Exemple pour l'aménagement d'un parcours de course d'orientation sur la toile (évite l'impression papier de parcours d'orientation (logiciel UNLISH))

Les 10 km en 2015 seront organisées avec UNLISH

3 OBJECTIFS À VENIR CONCERNANT LE SPORT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :

- De la sensibilisation des acteurs à l'auto-organisation (exemples liés aux événements sportifs)
- Le croisement de la politique municipale avec le développement durable sportif (exemple : minimiser les nuisances urbaines et les déchets : FISE, Urban Trail etc.)
- Proposer un éco-événement comme modèle pédagogique à partager

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Réaliser une vidéo d'un éco événement type
- Organiser une réunion de partage d'info le service des sports, partageant sa démarche éco responsable avec les autres festivals de la ville (sport et culture) en amont du festival.

ENJEUX

SOLIDARITÉ

L'action solidaire de la Ville s'étend à de nombreux domaines : soutien aux personnes en difficulté sociale et aux personnes âgées, action en faveur du logement, services d'aide à la personne, intégration des personnes handicapées...

En 2015

- Soutien aux retraités et personnes âgées via les 17 clubs de l'Âge d'Or et les 7 Ehpad de la Ville
- Mise en accessibilité des bâtiments : 0,5 M€
- Clauses d'insertion dans les marchés publics pour faciliter l'accès à l'emploi



de subvention au CCAS

ECOREPERES

L'EXPRESSION « LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL » est aujourd'hui fort usitée en sciences humaines, sociales, économiques, juridiques... comme si elle correspondait à des normes ou à des pratiques clairement définies. Pourtant, selon l'objet de l'étude dans laquelle elle est employée, le sens peut être fort différent : il est possible de considérer les générations familiales (les générations dans une même lignée, au sein d'une relation de parenté) ; les générations sociales (les générations par âges : les jeunes, les personnes âgées... ; les générations historiques : les personnes ayant connu la Seconde guerre mondiale, celles ayant vécu Mai 68... ; les générations statutaires : les parents, les grands-parents...) ; voire les générations professionnelles (personnes qui dans un cadre professionnel ont vécu un apprentissage initial et une expérience professionnelle différents). Le seul point commun, finalement, est que le lien intergénérationnel met en contact, généralement, des personnes d'âges différents.

RESULTATS

La Ville de Montpellier accompagne les quelque **48 000** séniors vivant sur son territoire. Un quart d'entre eux bénéficie de rencontres et d'activités dans ses nombreux clubs de l'Âge d'Or. Sport, culture, loisirs, logement, mobilité... leur qualité de vie est facilitée par les dispositifs municipaux. Le Centre communal d'action sociale, et notamment sa Maison des séniors, les soutient dans leurs démarches. Pas étonnant alors qu'ici hommes et femmes bénéficient d'une espérance de vie supérieure à la moyenne nationale.

Source : MNV février 2015

FAVORISER La PREVENTION

Des étudiants de l'UFR Staps interviennent plusieurs fois par semaine dans les EHPAD de la Ville pour proposer des séances d'activités physiques adaptées.

Des étudiants de second cycle de l'UFR d'odontologie assurent aux résidents, sous le contrôle d'un médecin coordonnateur, des séances de dépistage de troubles bucco-dentaires. Ces deux actions de prévention sont menées, parmi d'autres, dans le cadre d'une démarche de partenariat entamée par le CCAS de Montpellier, pour favoriser une prise en soins non médicamenteuse et permettre un ralentissement des altérations de la santé des résidents des EHPAD.

Ce travail de partenariat s'est développé ces dernières années avec différents acteurs de la ville.



CANICULE : MONTPELLIER VEILLE !

Du 1^{er} juin au 31 août, la Ville est en alerte à travers son plan canicule. Conseils pratiques.

Le risque canicule est caractérisé par une longue période de fortes chaleurs, avec des températures pouvant aller à 35°C le jour et 22°C la nuit. De nombreux facteurs (pollution atmosphérique, humidité...) peuvent aggraver ce phénomène mettant en danger la santé

des plus fragiles, personnes âgées et enfants notamment. Des gestes simples permettent d'éviter les accidents. Il est recommandé de se préparer avant les vagues de chaleur et de ne surtout pas attendre une situation d'inconfort ou de malaise.



S'INFORMER

Consultez les sites de France Bleu Hérault, de Météo France ou de la Ville (montpellier.fr) pour vous tenir au courant de la situation et des consignes à Montpellier.



SE REPOSER

Évitez les efforts physiques intenses (sport, bricolage), reportez ce qui est urgent aux heures fraîches. Adoptez la sieste aux heures les plus chaudes.



BOIRE

N'attendez pas d'avoir soif. Buvez plus de 1,5 litre d'eau par jour. Évitez alcool, sodas et boissons sucrées. Pensez aux jus de fruits et légumes.



SIGNALER

Évitez de rester isolé. Demandez conseil à votre médecin ou pharmacien. Consultez vos voisins, amis, parents.

LA VILLE MOBILISÉE

Le plan national canicule est organisé selon une carte de vigilance météorologique en 4 niveaux. Les médias relayent l'information dès que l'on atteint les niveaux orange et rouge. La Ville de Montpellier, via le CCAS, propose un accompagnement des personnes fragiles et isolées. En juillet et août, une veille téléphonique est assurée auprès des personnes signalées. En cas d'alerte caniculaire, la Ville ouvre son PC de crise. Des travailleurs sociaux se déplacent à domicile. La Croix Rouge est alertée.



SE RAFRAICHIR

Isolez votre logement, fermez persiennes et volets côté soleil. Aérez à la tombée du soir. Utilisez ventilateurs, brumisateurs, linge mouillé... Fréquentez les parcs ombragés, lieux publics climatisés (musées, cinéma).



*N'oublions pas d'être attentifs
aux autres et de prendre soin
des plus vulnérables*

Annie Yague - Adjointe au maire
déléguee aux affaires sociales
Vice-présidente du CCAS

REGISTRE D'ALERTE

Vous êtes ou vous connaissez une personne âgée, isolée ou handicapée ? Pensez à vous inscrire sur le registre d'alerte du Centre Communal d'Action Sociale. Une démarche simple qui permet de bénéficier d'une surveillance, de conseils et d'aide en cas de canicule. Fiche d'inscription à disposition au CCAS et dans les clubs de l'Age d'Or. 04 99 52 77 79 - montpellier.fr

Par son climat Méditerranéen, Montpellier est sujet à des périodes de fortes chaleurs pouvant avoir de graves conséquences sur l'organisme humain, notamment chez les personnes vulnérables (personnes âgées...). Le C.C.A.S réalise un soutien auprès des inscrits du registre canicule.

**PRENDRE
SOIN
DES PLUS
VULNÉRABLES**

PISTES d'AMELIORATIONS

- Poursuivre l'accompagnement et le suivi en cours.



LE SERVICE JEUNESSE : UN TREMPLIN POUR L'INITIATIVE

ENJEUX

Conseil Montpellierain de la Jeunesse

Le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ), instance consultative et participative, propose aux 16-29 ans ayant un lien avec Montpellier, de réfléchir et débattre aux questions concernant la Jeunesse.

Il compte **104** membres (46 femmes et 58 hommes). La durée de désignation est de 3 ans. Véritable champ de production de projets collectifs, le CMJ est doté de son propre budget. Les assemblées plénières ont lieu 3 fois par an.



ECOREPERES

COUP DE POUCE AUX PROJETS

La Bourse Initiatives Jeunes et la Bourse Animation Jeune, fonds d'aide aux projets, permettent aux montpelliérains créatifs, âgés de 16 ans à 29 ans et aux associations ciblant la Jeunesse, de réaliser des actions s'inscrivant dans la prévention santé, écologie, citoyenneté, l'international ou les premières productions culturelles.

Exemples de 2015 : Tamazgha, les entretiens éco-culturels d'El Jadida (culture et agro écologie au Maroc) ; Rencontre avec l'art et artisanat des indiens Shibos en Amazonie Péruvienne ; Rugbyna Faso (échange sportif et culturel au Burkina Faso) ; l'héritage du Taekwondo dans la culture coréenne (...).



Carte Été Jeunes

Le passeport indispensable pour ses vacances à Montpellier.

La Carte Été Jeunes permet à tous les montpelliérains de découvrir ou redécouvrir leur ville autrement !

Pour 25 €, elle donne accès à plus de 30 activités sportives, en pleine nature (découverte et descente du Lez, visite du zoo et de la serre amazonienne,...), éducatives, ludiques et culturelles.



Le CMJ en action

Durable, écologie, citoyenneté, prévention santé, international, culture... Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ) sont sur moult projets !

L'assemblée plénière du CMJ, organisée le 12 mai 2015, aura marqué l'entrée en matière des projets élaborés tout au long de l'année.

Les objectifs de ces jeunes volontaires ? Réfléchir et enrichir les propositions d'actions sur les thématiques liées à la Jeunesse de Montpellier :

FISE 2015 : une action de sensibilisation de prévention et de santé auprès des festivaliers.

60^{ème} anniversaire de jumelage avec Louisville : parrainage de tout jeune figurant dans le programme de mobilité avec les villes jumelles (Direction des Relations Internationales).

Charte du CMJ : les membres ont souhaité que soient fixés les droits et les devoirs.

L'eau : les membres du CMJ, particulièrement interpellés par les thématiques liées à l'eau, ont programmé des visites de sites pour rencontrer des techniciens de la Métropole (source du Lez, traitement des eaux usés,...).



Du 2 au 25 novembre, l'Espace Montpellier Jeunesse accueille l'exposition de photographies **AGROVÉLOCITÉS** (projet soutenu par la Bourse Initiatives Jeunes de la Ville de Montpellier).

Vernissage le 3 novembre 2015, à 18h30, en présence de Fabien ABERT, adjoint au Maire délégué à la Jeunesse

Agrovélocités est un projet de recherche itinérant et de diffusion d'idées sur l'agriculture urbaine. Réalisé par trois amis, Simon Ronceray, Etienne Le Bideau et Yoann Durrieu, étudiants en agronomie à Montpellier, il s'est articulé autour d'un voyage de huit mois à vélo à travers 19 pays d'Europe. L'objectif était de découvrir la diversité des agricultures urbaines européennes. Un an après la fin d'un voyage fructueux, l'exposition de photographies dévoilera une vision de l'agriculture en ville et leur perception du voyage à vélo

Lien : <http://agrovelocites.org/la-ville-de-montpellier/>

AGRICULTURES URBAINES



PISTES d'AMÉLIORATIONS

Réduction de l'empreinte carbone : l'Espace Montpellier Jeunesse est un lieu d'information proposant un fonds documentaire matérialisé particulièrement riche à destination du public.

Depuis 2 ans, une étude attentive est conduite pour une gestion des stocks « responsable ».

Manifestation « éco-responsable » : le bric à brac (vide studio), depuis 2011, offre aux jeunes montpelliérains de 16 à 29 ans, un emplacement gratuit pour troquer, recycler ou vendre leurs objets.

Chaque participant s'engage à reprendre tout invendu et à respecter le site.

Communication : notre public, génération Z, est né avec les technologies de l'information et de la communication « au bout des doigts ».

Aussi toute information ou événement, même les cartons d'invitation sont également dématérialisés.

LES MAISONS POUR TOUS, UNE MOSAÏQUE D'INITIATIVES ÉCO CITOYENNES

ENJEUX

Véritable aiguillon du lien social et du foisonnement culturel au sein des quartiers, nos concitoyen(ne)s trouvent ainsi à proximité de chez eux des espaces pour se rencontrer, échanger, découvrir. Les associations partenaires et les professionnels intervenants, en synergie avec les équipes de la Ville, adaptent les projets aux diverses aspirations des publics. Des enfants aux seniors, aucune génération n'est négligée.

ECOREPERES

Les Maisons pour tous proposent plus de 1 100 ateliers à leurs abonnés. Ces activités sont proposées en coproduction par les Maisons pour tous et le tissu associatif montpelliérain.

Avec plus de 1 000 créneaux horaires proposés par les services de la Ville ou les associations partenaires pour 500 activités différentes, danse, sports, théâtre, cirque, musique, photo, jeux de société... l'éventail de choix est large pour un public inter générationnel.



© P. Scheromim

Mini-parcelle de jardinage au jardin partagé « Melina Mercuri »

MAISON POUR TOUS MICHEL-COLUCCI

04 67 42 52 85

Atelier de réparation de vélo

Avec l'association *Le vieux Biclou*, le 20 mai, de 15h à 17h.

RESULTATS

Familles

UNE JOURNÉE NATURE

Les trois Maisons pour tous du quartier (Boris-Vian, L'Escoutaire et Jean-Pierre-Caillens) organisent le samedi 30 mai une sortie randonnée en famille. Ce jour-là, destination Grabels et la source de l'Avy, située au centre d'un espace vert d'une dizaine d'hectares. Munies de pique-nique, les familles pourront profiter de ce parc situé sur la rive droite de la Mosson, qui a été aménagé avec des tables et des bancs en bois. Des parcours de santé sont installés dans le parc ainsi que de nombreux chemins et sentiers. Inscriptions obligatoires pour cette journée nature, à deux pas de Montpellier.

04 67 64 14 67

QUELQUES ILLUSTRATIONS

Animations

LES MAINS DANS LA TERRE

La Maison pour tous Michel-Colucci consacre la journée du samedi 27 juin à fêter le jardin. Ayant la chance de disposer de larges espaces verts, la structure municipale invite le public à s'initier gratuitement aux techniques du jardinage et tester sa « main verte » encadré par les animateurs de la Maison pour tous. À 18h, un documentaire intitulé *Ceux qui sèment* sera présenté par l'association Agro & Sac à Dos, constituée d'une quarantaine de jeunes agronomes de Montpellier SupAgro. Dans ce film, ils proposent leur vision de l'agriculture familiale à travers leurs terrains de stages de fin d'études.

Maison pour tous Colucci.

205 rue Chengdu. 04 67 42 52 85.

MAISON DE QUARTIER FRÉDÉRIC-CHOPIN

04 67 72 61 83

Les rendez-vous durables

Le 22 mai à 20h avec
l'association *Ecohabitations* et
le 29 mai à 20h avec la *Difed*.
Entrée libre.



UNE NOUVELLE RELATION ENTRE VILLE ET AGRICULTURE

Les jardins collectifs se multiplient aujourd'hui dans les villes occidentales. À Montpellier, leur essor est lié à la demande des citoyens et soutenu par la municipalité. Quarante entretiens semi-directifs ont permis d'identifier les motivations des jardiniers, leurs pratiques agronomiques et leur conception du jardinage et de l'agriculture. Un certain nombre de ces jardins sont rattachés à la Maison pour tous la plus proche. Dans ces jardins collectifs, lieux aux fonctions plurielles, une reconnexion des citoyens avec l'agriculture s'opère, même si l'objectif de production alimentaire n'y est pas affiché comme une priorité. Cette nature urbaine multi-facettes, promue par les citoyens et qui intéresse les politiques urbaines, ne porte-t-elle pas en germe l'amorce d'une nouvelle relation entre ville et agriculture ?

En savoir plus : <https://developpementdurable.revues.org/10726>

PISTES d'AMÉLIORATIONS

En discussion

AMELIORER LA VIE SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

ENJEUX

ECOREPERES

DES ÉTABLISSEMENTS ACCESSIBLES

La Loi Handicap de 2005 impose aux établissements recevant du public (ERP) de se rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite. La Ville de Montpellier engage 40 M€ sur 9 ans pour mettre ses 290 ERP aux normes d'accessibilité. Des travaux ont été réalisés (Maison pour tous François-Villon, Rockstore, Hôtel de Ville...), d'autres sont en cours à la Maison pour tous L'Escoutaire. Par ailleurs, la Ville aide les responsables d'ERP pour les accompagner dans leurs travaux d'accessibilité. Dépôt des dossiers à la mairie jusqu'au 27 septembre 2015.

adap@ville-montpellier.fr - 04 67 34 59 15

montpellier.fr/287-handicap-et-accessibilite.htm

Handicap

PARCOURS PÉDAGOGIQUE

Ouvert au grand public du 22 au 26 juin, le village Klesia installé place Paul-Bec, offrira des informations autour des thématiques de la prévention et de l'accompagnement du handicap, de la perte d'autonomie et des maladies chroniques invalidantes. ♦

klesia.fr

! | MNV | N°399 | MAI 2015



Ville d

RESULTATS

Les coureurs de la 31^e édition des 20 km de Montpellier vont s'élancer de la place de la Comédie

le 30 novembre. Le parcours passe par Boutonnet, Agropolis, Le Plan des 4 Seigneurs, Malbosc, Les Cévennes, Assas avec une arrivée place de la Comédie. Cette manifestation sportive à vocation humanitaire est organisée par le Lion's Montpellier- Languedoc. Les 20 km permettent chaque année de financer des fauteuils roulants adaptés à la pratique du sport par les personnes handicapées.

20kmdemontpellier.com 200 visiteurs environ le 18 novembre ont participé à l'Hôtel de Ville pour le 5^e Handi'Job. Ce forum de l'emploi pour les personnes en situation de handicap regroupe différents acteurs tels Cap Emploi (équivalent de Pôle emploi pour les personnes handicapées), Manpower, la Ville de Montpellier, une quinzaine d'associations et 75 entreprises. Des ateliers de training-conseils en image, CV vidéo, simulation de recrutement- et près de 230 offres d'emplois ont été proposés. Handi'Job a lieu dans le cadre la 18^e Semaine nationale de l'emploi des personnes en situation de handicap.

montpellier.fr

**LES 20 KM : COURIR POUR CEUX
QUI NE LE PEUVENT PAS...**

UN QUARTIER ACCESSIBLE

La Ville de Montpellier réaménage l'espace public dans le quartier Croix d'Argent afin de faciliter les déplacements des personnes en situation de handicap.



Le cheminement aux abords des lignes de tramway facilite l'accessibilité.

Les récents travaux sur la route de Lavérune mais également dans les rues Rouget-de-Lisle et Pas-du-Loup ont été accueillis avec satisfaction. Trottoirs plus larges et traversées piétonnes sécurisées améliorent désormais le quotidien de plusieurs milliers de personnes à mobilité réduite qui habitent le quartier Croix d'Argent. À Montpellier, ils sont à peu près 27 000, soit 10,15 % de la population dans ce cas. Les efforts de la Ville lui ont d'ailleurs valu la note de 16/20 décernée par l'association des Paralysés de France dans son « Baromètre annuel de l'accessibilité ».

Un certain nombre de bâtiments municipaux du quartier sont conformes à la législation en vigueur concernant l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduites. Les écoles élémentaires Olympe-de-Gouges et Beethoven, la crèche Joséphine-Baker mais aussi la mairie de proximité à Tastavin en sont quelques exemples. Comme dans le reste de la ville, le quartier dispose de feux tricolores sonores qui indiquent aux personnes mal voyantes le nom de la rue dans laquelle ils se trouvent, mais aussi la direction vers laquelle le piéton s'engage. On en trouve sur les avenues de Toulouse, Vanières et Colonel-Pavelet. Les tramways, plébiscités par les personnes en situation de handicap, sont conçus pour leur faciliter l'usage.



SPORT ET HANDICAP MENTAL



C'est un long mais beau parcours que celui de Cyril André. En 2015, l'association *Montpellier Culture Sport Adapté*, dont il est le président, fêtera ses 20 ans. Un tournant pour cet éducateur spécialisé de 43 ans, ancien membre du Montpellier Rugby Club, qui a toujours eu à cœur d'ouvrir le sport aux personnes souffrant de handicap mental. « À notre création, la priorité était d'offrir une activité sportive adaptée à ce public, se souvient-il. Depuis, nous avons acquis une vraie identité de club inscrit dans le tissu associatif de la ville et repéré par les pouvoirs publics ». Aujourd'hui, l'association compte 130 licenciés, adultes, enfants et adolescents, a obtenu l'agrément Jeunesse Sport et Vacances adaptées organisées, et est affiliée à la Fédération Française du Sport Adapté. Elle est même en mesure de salarier 4 personnes qui assurent son bon fonctionnement au quotidien. « Il reste du travail, admet Cyril André, notamment concernant l'intégration des personnes handicapées mentales dans les fédérations sportives délégataires. Mais je suis confiant ! »

HANDI'COM 2015 / 20 octobre : une journée de sensibilisation au handicap au travail / Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville

Cette année, la manifestation HANDI'COM ouvre ses portes aux agents de la collectivité, le mardi 20 octobre en Salle des Rencontres de l'Hôtel de Ville, de 9h à 17h.

Au programme, des animations et des ateliers pour changer le regard sur le handicap et s'informer sur la politique Handicap engagée en interne par la Ville de Montpellier.

La participation des agents pendant les horaires de travail, aux ateliers d'information mais aussi ludiques, sportifs et de mises en situation de handicap, reste soumise en préalable à l'accord de la hiérarchie.

Afin de permettre au plus grand nombre de participer à l'atelier Mobil'Hand (Parcours ambulant de mise en situation de handicap), les agents peuvent réserver un créneau horaire à partir de ce lien :

<http://monservice.montpellier.fr/1700/81500/Lists/Inscriptions%20Handicom>

Les créneaux sont réservables de 9h à 17h pour 10 agents toutes les trente minutes sauf sur le temps méridien où les participations sont libres.

Tous les autres stands et ateliers sont accessibles sans réservation préalable.

Programme :

Stand du service Prévention des risques professionnels

Informations sur la politique Handicap, le conventionnement FIPHFP, la cellule Handicap.

Le nombre de places de parkings (s'il y en a) pour les personnes handicapées installées en 2015 :

35 places créées ou en cours de traitement. Au 14/08/2015

- Atelier KESKI
- Animation autour d'un jeu de société ludique et pédagogique sur les a-priori, préjugés et représentations sur le handicap.
- Stand de la direction Cohésion sociale
- Informations sur les actions de la Commission Communale pour l'Accessibilité de la Ville.

- Handi'Sport sur la terrasse de la Salle des Rencontres

Des défis en aviron, Boccia (pétanque avec des boules de cuir), ping-pong en présence de Damien Mennella, médaillé aux Jeux Paralympiques de Pékin en 2008, sarbacane, Fauteuils tout terrain, Tandem, Moto 3 roues...).

- Ateliers des associations
- Espace déficience auditive
- Ateliers de lecture labiale, LSF, de communication avec les malentendants ...
- Espace déficience visuelle
- Ateliers de mises en situation, tactiles, démonstration de braille...
- Espace déficience psychique
- Mise en situation de DYS, atelier marionnettes, atelier lecture...
- Espace déficience motrice Mobil Hand
- Parcours ambulant de mise en situation de handicap permettant l'expérimentation des principaux obstacles du quotidien d'une personne handicapée.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

- Poursuivre la démarche d'amélioration continue de la ville concernant la formation de ses agents, sur les questions liées au handicap.
- Poursuivre l'implantation de places de parking et répondre aux demandes

LE RENOUVELEMENT URBAIN, UN PROJET DE LONG TERME



ENJEUX

LES AMÉNAGEMENTS D'AUJOURD'HUI SONT LE SUPPORT DU « BIEN-VIVRE ENSEMBLE DEMAIN ».

Les objectifs du renouvellement urbain

Sur les quartiers qui cumulent les difficultés : habitat dégradé, taux de chômage important, échec scolaire ... C'est un investissement particulièrement volontariste qui a été engagé il y a plus de trente ans. L'intervention de la Ville s'inscrit bien au-delà des dispositifs contractuels spécifiques de l'Etat. Un projet qui s'inscrit dans la durée pour le mieux vivre ensemble de tous les Montpelliérains. Le développement d'un réseau de transports en communs en sites propres et de pistes cyclables facilite et conforte les déplacements notamment les trajets domicile travail.

Faire que la ville existante puisse continuer à être animée, pérenniser ses fonctions et l'adapter aux enjeux du développement durable. Rénover c'est aussi générer des économies de matières premières, de matériaux, c'est éviter des émissions de Gaz à Effet de Serre...

Le principe qui prévaut est de lutter contre l'étalement urbain, et de poursuivre au niveau de la ville centre, une densification acceptable socialement. Cependant, on ne rénove pas tout à fait de la même manière que l'on construit, car le caractère architectural d'origine est à préserver. Une réflexion avec l'architecte des Bâtiments de France est menée pour définir des arbitrages adaptés. Par exemple, faute de pouvoir isoler la façade par l'extérieur, on va privilégier une isolation en toiture (le point le plus faible techniquement pour cette typologie de bâti dense), ou encore un changement de chaudière pour du matériel ayant une plus grande efficacité énergétique. Dans ce contexte, il arrive par exemple, compte tenu de l'historique des dispositifs d'aide, comme celui de Lutte contre la Précarité énergétique, que pour accompagner à juste titre, une personne en situation de précarité énergétique, on distribue naturellement une aide individualisée à cette personne (les aides de lutte contre la précarité énergétique sont, et c'est compréhensible, dirigées vers les individus). Un effet indésirable se produit alors parfois, qui conduit à ce qu'une personne jusque-là approvisionnée par une chaudière collective, soit dotée d'une chaudière individuelle. Une réflexion pourrait peut-être être menée aussi sur ces enjeux avec les acteurs concernés, afin d'engager des programmes à l'échelle d'un bâtiment dans sa globalité, plus qu'au travers de dispositifs individualisés, en prenant dans tous les cas ces deux dimensions.

AMÉNAGEMENT ET URBANISME

ECOREPERES

La Ville de Montpellier mène un important programme de rénovation et de renouvellement urbain, elle fait le choix d'un développement urbain plus sobre et économe en espace et en énergie. Une enveloppe de 5,2 M€ est par ailleurs dévolue à la constitution d'une réserve foncière.

En 2015

- 2,4 M€ pour le programme de rénovation urbaine Cévennes
- 1,7 M€ pour le boulevard Nina-Simone
- 0,6 M€ pour l'avenue Raymond Dugrand
- 1,2 M€ pour la gare Saint-Roch
- 0,8 M€ pour l'acquisition de terrains pour l'école Malbosc

- 1 M€ pour l'acquisition de terrains pour les locaux de la police municipale
- 6,1 M€ pour la Zac Nouveau Saint-Roch



5,2 M€
d'acquisition foncière

RESULTATS

OPÉRATION GRAND CŒUR



MONTPELLIER GRAND CŒUR SITE ANCIEN LYCEE MENDES FRANCE CONSULTATION PROMOTEURS

L'opération d'aménagement Montpellier Grand Cœur, contractualisée en août 2003 pour une durée de 17 ans, par deux concessions signées avec la Ville de Montpellier (concession Serm de 2003 à 2017, et Saam de 2013 à 2020), doit permettre d'accroître l'attractivité du centre-ville et de ses faubourgs en les dotant de logement de qualité, d'équipements, d'activités et de services nouveaux, afin de repositionner ces derniers pour maintenir les ménages résidents et y attirer de nouveaux habitants et de nouvelles clientèles potentielles.

Le périmètre d'intervention correspondant au projet Montpellier Grand Cœur recouvre une superficie de 700 ha. Son aménagement comprend l'ensemble des actions ou opérations suivantes réalisées dans le cadre des actions ou procédures ci-après désignées.

Le programme de la convention prévoit :

- la production de 1 600 logements dont 500 logements en construction neuve et 1100 en restauration immobilière,
- une production se répartissant entre 1/3 de logements dits sociaux (financement aidé), 1/3 d'accession privée (investisseurs), 1/3 de logements privés réhabilités par des propriétaires traditionnels dans le cadre des OPAH,
- des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location, revente) et la création de nouvelles surfaces en rez-de-chaussée d'immeubles,
- la création de 150 places environ de stationnement résidentiel auxquelles s'ajoutent les places associées aux logements neufs,
- l'animation et le suivi des OPAH de Renouvellement Urbain (Opah-RU),
- la réalisation d'équipements publics,
- le curetage d'îlots.

Outils et procédures d'intervention

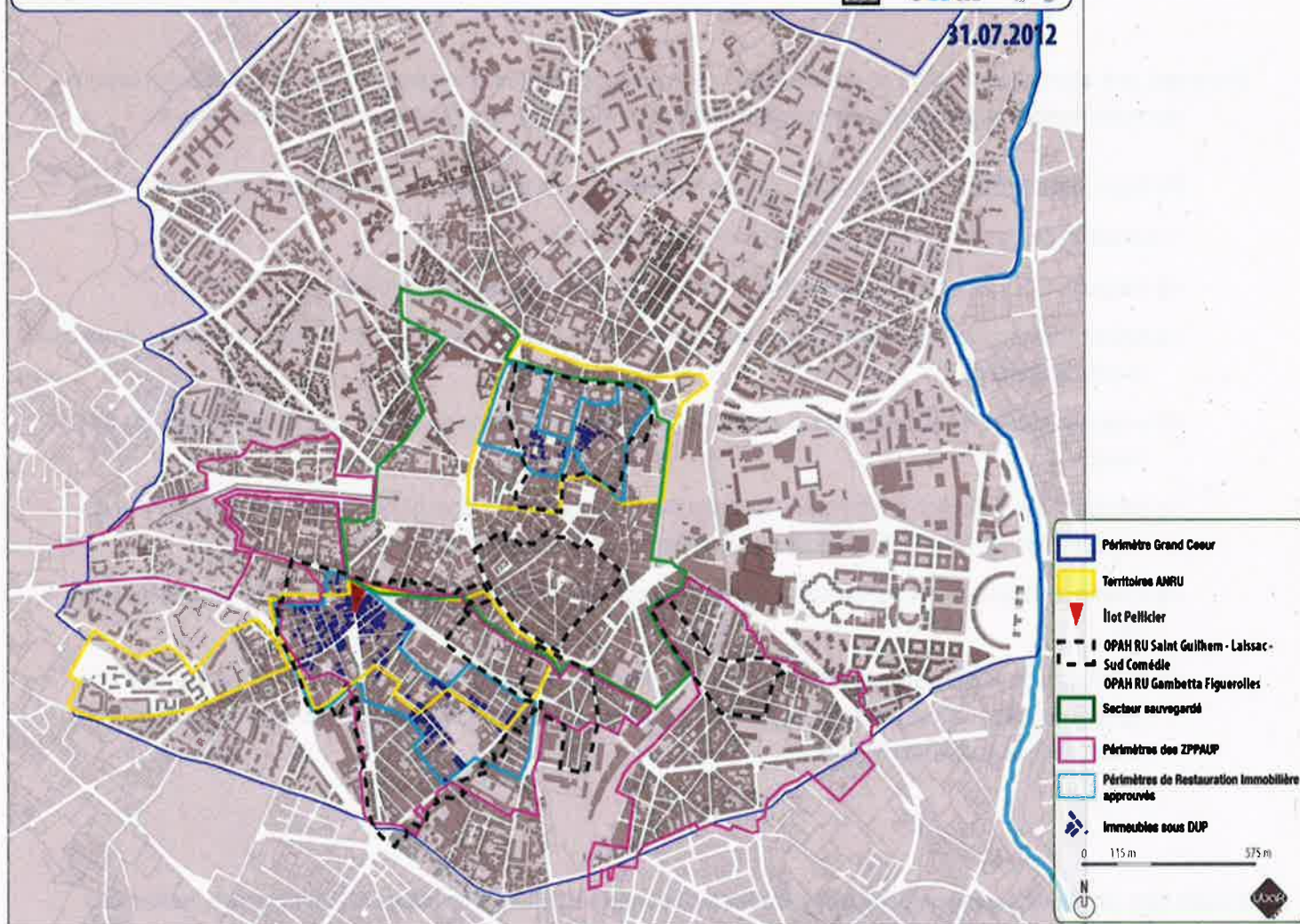
L'opération d'aménagement comprend la mise en œuvre :

- d'opérations de restauration immobilière (ORI) avec DUP travaux,
- des actions définies dans le cadre du suivi-animation des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH, OPAH RU),
- des actions définies dans le cadre d'opérations de résorption de l'habitat insalubre – RHI, le cas échéant, de zones d'aménagement concerté – ZAC.

Les périmètres opérationnels



31.07.2012



L'action de la ville en matière de logement et de rénovation urbaine est concentrée en **2015 comme en 2014**, autour des Programmes de Renouvellement Urbain (PRU) Cévennes et Centre, des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Saint Guilhem - Laissac - Sud Comédie qui sera prolongé jusqu'en 2017, et dans le secteur Gambetta- Figuerolles et Nord Ecusson. L'ensemble de ces rénovations améliorant les conditions de vie des habitants des différents quartiers.

En 2014, au titre de la politique de la ville, la rénovation urbaine se poursuit activement, sur 3 quartiers prioritaires :

- **La Mosson (Hauts de Massane, La Paillade)**
- **Le centre (Gély, Figuerolles, Nord Ecusson)**
- **Les Cévennes (Petit Bard, Pergola)**

Ces programmes sont référencés parmi les plus ambitieux de France. Ce programme pluriannuel 2004-2014 de plus de 250 millions d'euros vise à conforter la mixité sociale et à améliorer la qualité des espaces publics.

(Source : MNV 2013)

La mission de l'aménageur comporte :

D'une part, **une approche complète en direction de nouveaux propriétaires investisseurs**, pour répondre à des besoins de requalification importants qui nécessitent la mutation de la propriété des immeubles dégradés ou vacants.

De façon plus précise, la SERM conduit la chaîne du logement et de la revitalisation du tissu économique par :

- l'acquisition de logements, immeubles, parcelles, friches et terrains,
- le relogement des occupants en étroite liaison avec les collectivités locales concernées,
- la définition du programme de travaux dans les logements à la vente (regroupement de plusieurs logements, types de travaux à réaliser),
- la programmation et les études liées aux permis de construire, déclarations de travaux, autorisations spéciales de travaux,
- la définition et la réalisation des travaux d'aménagement, actions de curetage, de démolition, de suppression et de regroupement de logements, voire de redistribution d'accès et d'aération d'îlots,
- la revente des logements et immeubles acquis à des propriétaires investisseurs dans le cadre des programmes définis,
- la constitution de produits immobiliers et financiers en direction de propriétaires investisseurs se traduisant par une assistance pour : la mise en œuvre des travaux prescrits, les modalités de financement (dossiers de subventions et de prêts), et le suivi des travaux.

D'autre part, **un accompagnement des propriétaires traditionnels en place, occupants et bailleurs**, pour réaliser des travaux de requalification significatifs sur leur patrimoine dans le cadre des OPAH en cours ou à créer (OPAH, OPAH RU).

Cet accompagnement se traduit par :

- une information sur les travaux prescrits au titre des Périmètres de Restauration Immobilière (PRI, les travaux subventionnés dans le cadre des OPAH, OPAH RU et d'une façon générale, les possibilités de prêts associés à ces travaux,
- des aides et conseils au montage des dossiers (permis de construire, déclarations de travaux, autorisations spéciales de travaux, dossiers de prêts, ...),
- un suivi des travaux pour conformité aux procédures ORI et OPAH.

Dynamisation du commerce et de l'artisanat

Conformément aux objectifs sur la dynamisation du commerce et de l'artisanat liés aux enjeux économiques, des actions significatives sur différents axes ont été mises en place pour agrandir l'armature commerciale du centre-ville de Montpellier à l'échelle d'une Métropole régionale.

Sur le boulevard du Jeu de Paume, forte d'un projet de requalification complète tant des espaces publics que du passage de

Sur les autres quartiers, plusieurs locaux ont été acquis depuis le début de l'opération. Une étude plus précise définissant à terme des reconversions possibles, ainsi que des compléments d'acquisitions, reste à mener. Elle devrait contribuer à la mise en place de locaux de qualité en pieds d'immeubles lors de la requalification des quartiers.

La Maison de l'artisanat : locaux en contre bas de l'hôtel de Sully

L'entrée dans les lieux des différents artisans (7 au total) :

**Couturiers,
Bijoutiers,
Luthiers,
Ebénistes,
Tapissiers,**



s'est effectuée le 1^{er} Janvier 2010 dans les Ateliers des Métiers d'Art du bd Bonne Nouvelle.
La SERM est en charge directe de la gestion locative de ce bien.

Des études sont menées afin de prolonger cette action et propose aux artisans des locaux à acheter dans l'Ecusson.

Enfin, la réalisation d'études, travaux d'aménagement et d'équipements publics nécessaires à la restructuration de certains îlots

Dans le cadre des études qui sont conduites sur la restructuration des îlots opérationnels, l'aménageur met au point les projets de réaménagement de l'espace, en prenant en compte les besoins identifiés : curetages, acquisitions de parcelles dus à des délaissés....

Réalisations à ce jour :



POUR LE SECTEUR SAUVEGARDÉ

Par ailleurs, la Ville a engagé la mise en révision du Secteur sauvegardé (P.S.M.V.) et a mis en œuvre les études de plusieurs Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P), afin de protéger le patrimoine architectural urbain de qualité, d'encadrer les interventions de requalification et d'apporter des moyens de défiscalisation propres à favoriser la réalisation des actions de réhabilitation lourde. Aujourd'hui, la transformation pour ces dernières en AVAP (Aires de Valorisation du Patrimoine) est lancée.

Ci-après le périmètre Grand Cœur sur lequel figurent l'ensemble des outils et procédures mis en place.

Autre actualité, dans l'hyper centre cette fois : le secteur sauvegardé est concerné par une révision de son règlement d'urbanisme, le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). En effet, le périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier, créé le 11 août 1967 et étendu à deux reprises le 23 septembre 1981 et le 11 avril 2001, est doté pour le secteur initial d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) obsolète, approuvé le 1er septembre 1977.

Débutée il y a plus de sept ans dont cinq années d'étude, la procédure de révision du PSMV du secteur sauvegardé initial et son élargissement aux extensions est sur le point d'aboutir. Confiée à Alexandre Mélissinos par la Direction régionale des affaires culturelles, l'étude a été l'occasion de faire un inventaire précis du patrimoine bâti et végétal grâce à la visite de la quasi-totalité des immeubles du secteur sauvegardé. L'étude aboutit au rendu d'un dossier complet comprenant un rapport de présentation, un règlement, un plan, des fiches de prescriptions par immeuble (y compris pour les monuments historiques) et un projet d'aménagement et de développement durable.

Le secteur sauvegardé sera ainsi doté d'un règlement cohérent respectant le bâti ancien et adapté aux modes de vie d'aujourd'hui. Il reste la question de savoir quand sera diffusé cette plaquette. Si c'est dans 6 mois, le PSMV sera certainement approuvé.

PISTES d'AMÉLIORATIONS

Grand Cœur : un projet de long terme

Dossier de traitement de l'habitat insalubre rémissible ou dangereux, et des opérations de restauration immobilière (THIRORI), sur l'îlot Pellicier /Général Vincent dans le faubourg Figuerolles (l'étude de calibrage a été validée par l'Etat fin 2012).

Nouvelles OPAH-RU, avec volet « précarité énergétique » à étudier dans le cadre de la concession SAAM (rue du faubourg du Courreau par exemple)

- Réfléchir à une approche globale (chauffage collectif et précarité énergétique), avec le CCAS, le Gefosat

POUR CONCLURE...

Nous avons vu ensemble que le développement durable, c'est la gestion raisonnée des ressources humaines, naturelles et économiques, qui vise à satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité. En d'autres termes, il s'agit "d'un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Ainsi émerge la ville-partagée, adaptée aux changements climatiques.

Le développement durable implique, en complément de l'équité sociale et de la mise en place d'une économie symbiotique (en équilibre avec le VIVANT), plusieurs conditions : la conservation de l'équilibre général, le respect de l'environnement, la prévention de l'épuisement des ressources naturelles, la diminution de la production des déchets et enfin la rationalisation de la production et de la consommation d'énergie, de biens et de services, en adéquation avec les ressources disponibles. L'empreinte écologique est un indicateur et un mode d'évaluation environnementale, qui comptabilise la pression exercée par les hommes envers les ressources naturelles et les « services écologiques » fournis par la nature. ...et permet de déterminer combien de planètes il faut pour vivre selon le mode de vie que vous décrivez dans le test (mot clé : CALCULER SON EMPREINTE ECOLOGIQUE), si vous voulez vous situer., dans votre mode de vie.



APRÈS LA
COP21, ON
VA ENCORE
PLUS
LOIN !!!

LA TRANSITION,
TOP DÉPART ?



OUI, PRÊTS ???
ON EST DÉJÀ PARTIS !!!



CONTACT CO-RÉDACTION: Sonia LOUET

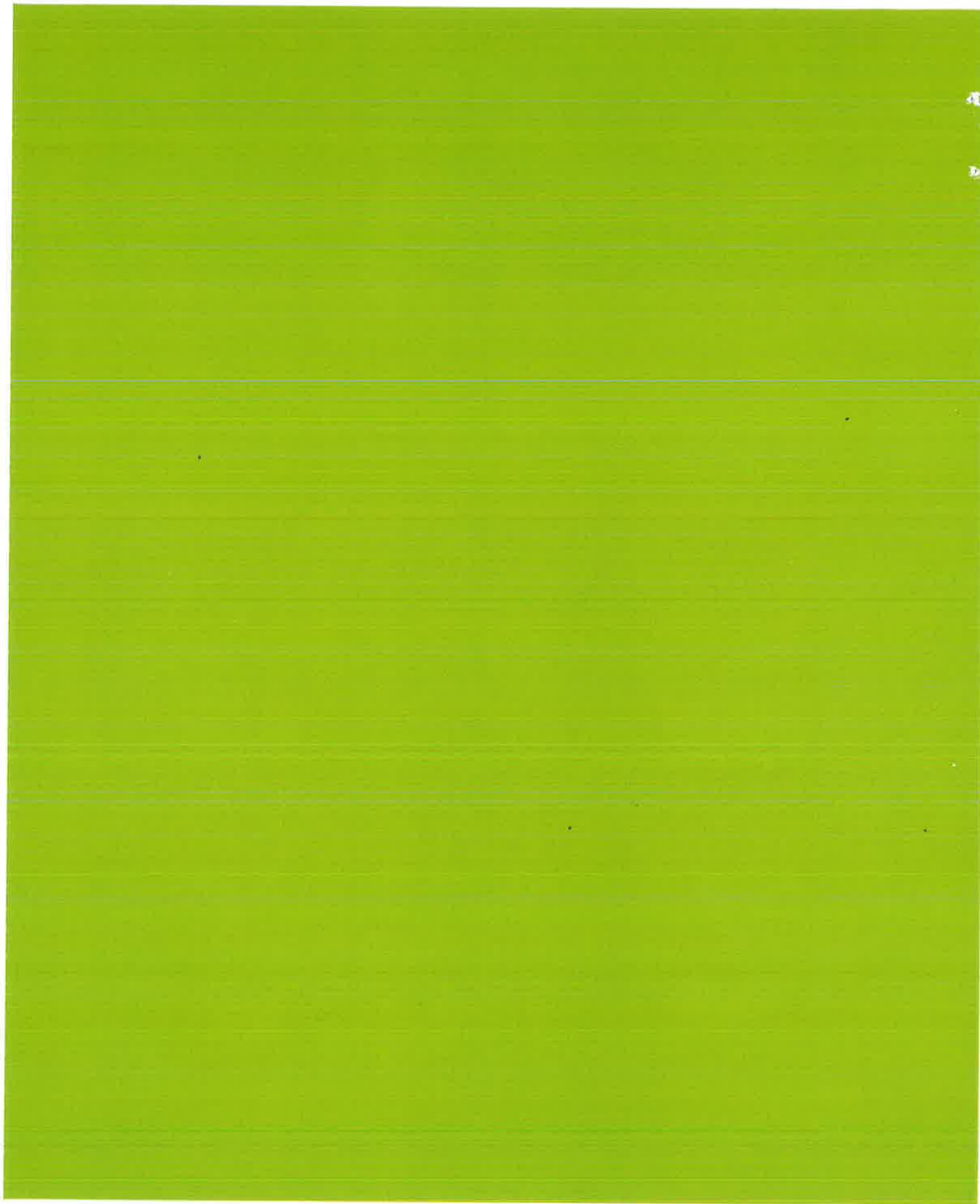
Chargée d'études Energie / Climat

Ville et Métropole

Tél : 04 67 13 48 70

Courriel : s.louet@montpellier3m.fr





Produit par l'imprimerie



IMPRIM'VERT® de la Mairie de Montpellier sur papier recyclé